



Perception du paysage et aménagement, en milieu périurbain.

Vers la protection des espaces agricoles?
Les cas de Montréal et Rennes.



Pierre-Yves Bossé

Centre d'Etudes Supérieures
en Aménagement
Tutrice: F. Di Pietro



REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier chaleureusement les personnes et organismes suivants, qui ont contribué à leur manière, à rendre cette recherche possible :

M Gariépy, professeur à l'Ecole d'Architecture du Paysage et à l'Institut d'Urbanisme de la faculté d'aménagement de Montréal

L'ensemble de l'équipe du Centre d'Information sur l'Urbanisme, à Rennes

L'ensemble de l'équipe du Département d'urbanisme de la ville de Laval

Mme Francesca Di Pietro, ma tutrice de recherche et professeure au CESA, Tours

M Serrano, professeur au CESA, Tours

Toutes les personnes qui ont accepté de bonne volonté de se plier à mes questions, à Rennes ou Laval

Sans oublier :

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours, pour son appui technique

Les parents et amis qui m'ont soutenu moralement ou techniquement pendant toute cette année, des plus enrichissante.

Pauline, pour tout ça et le reste.



SOMMAIRE

Remerciements	1
SOMMAIRE	2
INTRODUCTION	5
CHAPITRE 1 Paysage(s) des zones périurbaines	8
A. Avant-propos sur le paysage	9
. L'approche fonctionnelle	9
. L'approche sensible	11
B. Rôle de l'agriculture dans la gestion d'un paysage périurbain	12
. La gestion du paysage, pour les agriculteurs.	12
. L'impact des productions agricoles sur le paysage.	13
. Quelques grandes avancées.	14
. Quel partenariat ?	17
C. Théories sur le paysage périurbain et sa perception	17
D. Choix de la recherche et méthode suivie	30
. 1. Sur le choix de la recherche	30
. 2. Définition de la problématique	30
. 3. Définition de l'hypothèse de travail	31
. 4. Choix des cas d'étude	31
. 5. Méthode de travail suivie	34
CHAPITRE 2 Montréal, description des perceptions du paysage périurbain	44
A. Avant-propos	45
B. Etude des « traces »	46
C. Définition du « périmètre » d'étude	48
D. Elaboration d'un échantillon et déroulement de l'enquête	48
. La population agricole	48
. La population citadine	49
E. Analyse des résultats	51
. Analyse des propos des agriculteurs	51
. Analyse des propos des citadins	56
F. Remarques et difficultés rencontrées	61
. Sur le déroulement de l'enquête	61
. Sur l'enquête elle-même	61
CHAPITRE 3 Rennes, description des perceptions du paysage périurbain	63
A. Avant-propos	64
B. Etude des « traces »	65
C. Définition du « périmètre » d'étude	66
D. Elaboration d'un échantillon et déroulement de l'enquête	66
. La population agricole	66
. La population citadine	67

E. Analyse des résultats	68
. Analyse des propos des agriculteurs	68
. Analyse des propos des citoyens	73
F. Remarques et difficultés rencontrées	78
CHAPITRE 4 Evaluation des perceptions paysagères relevées à Montréal et à Rennes	79
A. Première comparaison :	80
. Agriculteurs/citoyens à Laval	80
. Agriculteurs/citoyens à Rennes	81
B. Seconde comparaison :	82
. Agriculteurs de Laval/agriculteurs de Rennes	82
. Citoyens de Laval/citoyens de Rennes	83
C. Cohérence et relation au contexte :	84
. Le contexte agricole	84
. Le contexte urbain	85
D. Quel lien avec l'étalement urbain ?	86
. A Montréal	86
. A Rennes	87
Conclusion générale	88

INTRODUCTION

Le paysage a fait l'objet, depuis quelques années, d'une attention toute particulière. Pour preuves, les nombreux écrits parus à ce sujet, ainsi qu'une intention croissante de la part des pouvoirs publics de gérer son évolution. La « Loi Paysage » (loi n° 93-24, du 8 janvier 1993) illustre parfaitement cette tendance. Mais cet état de fait ne se résume pas qu'au seul territoire français : cette préoccupation de la sauvegarde d'un paysage de qualité gagne plusieurs pays, dont le Québec. Cette originalité au sein de deux continents différents a conduit à l'organisation en 1995 d'un séminaire international de la recherche sur le paysage, introduisant un débat sur la reconnaissance du paysage.

Cette réflexion nouvelle sur le paysage est particulièrement enrichissante quand on la rapporte au phénomène de périurbanisation. En effet, les campagnes périurbaines sont soumises à des pressions fortes de la part des villes en expansion, et le paysage qu'elles véhiculent y est alors, sinon menacé, du moins en perpétuelle et rapide évolution.

En certains points du globe, les villes prennent, année après année, des dimensions extravagantes, « grignotant » invariablement les campagnes environnantes. Ces débordements représentent aujourd'hui des menaces écologiques, sociales, économiques, sanitaires, parfois politiques, auprès des citoyens comme des habitants périurbains. On peut citer à ce sujet *La Charte d'Athènes* de Le Corbusier : « Plus la ville s'accroît, moins les conditions de nature y sont respectées. Par conditions de nature, on entend la présence, dans une proportion suffisante, de certains éléments indispensables aux êtres vivants : espace, soleil, verdure ». Aujourd'hui, un terrien sur deux vit en ville. On attend cinq milliards et demi de citoyens en 2025 ! On peut, pour exemple, citer quelques chiffres de villes qui prennent des proportions inquiétantes : Mexico atteignait près de 18,1 millions d'habitants en 2000 (3,5 millions en 1950) pour une superficie de plus de 4 400 km² ; Sao Paulo atteignait 17,8 millions d'habitants en 2000 (2,7 en 1950) pour une superficie de près de 8 000 km²... Pour offrir une référence, l'agglomération de Paris en était à 10,5 millions d'habitants en 1999 pour une superficie de 2 500 km². Comment alors résister au rouleau compresseur qu'évoque l'étalement urbain ? S'agit-il de maîtriser ce phénomène ou plutôt, comme semble l'exprimer Pierre Donadieu, de l'organiser en réalisant une cohabitation optimale entre la ville et la campagne périurbaine ?

Même s'il est vrai qu'en Europe, le modèle de villes plus denses, plus compactes par rapport aux villes américaines par exemple (Los Angeles, San Francisco) paraît encore résister, on assiste toutefois à la formation de vastes régions urbaines (Bénélux, Région Parisienne, agglomération de Londres,...). Cela conduit Françoise Choay à parler de « la fin de la ville », et au contraire de l'avènement du « règne de l'urbain ». Ascher parle alors de « métapoles », d'autres comme Francis Baucire, de « ville éclatée », « d'archipel urbain ».

Certains pays ont dès lors cherché depuis plusieurs décennies à contrer ces phénomènes. Les pays du Nord de l'Europe (en particulier les pays Scandinaves), le Québec et quelques autres régions du globe sont à la pointe de la recherche dans ce domaine : Ottawa, Amsterdam, Stockholm,... Quelques villes de France ont également dévoilé des talents certains pour maîtriser l'étalement urbain : citons entre autres Rennes, Grenoble. Ainsi, pour sauvegarder les espaces naturels en périphérie de villes, certaines théories récentes argumentent en faveur de la construction de la ville sur la ville (logique de la *ville compacte*), dans un souci de développement durable cher aux générations futures. Elles ont à ce propos parfois critiqué véhémentement l'ouvrage de l'architecte suisse précédemment

cité qui, s'il prône la ville verticale, prêche aussi, en compensation à cette densification, le besoin de surface libre pour le bien-être des habitants.

Si, dans l'immense majorité des cas, la ville se développe presque toujours aux dépens des espaces agricoles, cette tendance est parfois contredite par quelques exemples de villes qui, à travers le monde, donnent un tout autre aperçu du problème en conservant ces espaces agricoles voire en en créant de nouveaux. L'agriculture périurbaine y est alors non seulement conservée, mais elle y est, de plus, à nouveau considérée comme un outil de l'aménagement urbain et de la planification par les acteurs locaux et les aménageurs.

Selon Jean-Claude Bontron, l'agriculture périurbaine française occupait, au début des années quatre-vingt-dix, 3 millions d'hectares, soit 10 % de la surface agricole utile (SAU) française, et représentait 12 % des exploitations et de la population familiale agricole. Elle faisait vivre 400 000 personnes grâce à un peu plus de la moitié du territoire périurbain (1996). Elle représente donc un composant essentiel du problème de la cohabitation ville/campagne périurbaine. Pourtant en France, elle n'a que trop peu été le sujet des réflexions sur cette dualité, jusqu'en 1967. C'est en effet à cette date qu'est porté le principal coup d'arrêt à la consommation aveugle d'espaces agricoles par la croissance urbaine, lorsqu'apparaît la loi d'orientation foncière (LOF). La mise en place des Plans d'Occupation des Sols (POS) et des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) poussent alors les aménageurs et élus à réfléchir au statut des espaces agricoles périurbains. Comme le souligne Jean Vaudois, cette réglementation va accélérer des affectations urbaines et stopper des convoitises immobilières.

Cependant, comme l'explique justement Donadieu, « il ne suffit pas de protéger l'agriculture de l'urbanisation pour la conserver intacte.   l'origine des paysages agricoles, les agriculteurs demeurent les ultimes décideurs. Certains s'adaptent, innovent et inventent, d'autres patientent et renoncent, face aux marchés, à leurs propriétaires fonciers, à leurs familles, leurs banques ». Ainsi, si la réduction relative de la part de l'agriculture dans l'économie s'accompagne du maintien, voire de l'extension, des surfaces contrôlées par l'agriculture, on constate toutefois le repli conséquent ces trente dernières années de la surface cultivée en franges urbaines. De plus, aujourd'hui, la pratique de l'espace rural bouleverse aussi cet équilibre ville/campagne. On peut lire, dans *Au bonheur des campagnes* (1997, par B. Hervieu et J. Viard) : « ce que nous sommes en train de vivre est bien la captation de l'espace non urbain par la ville elle-même, captation imaginaire autant que concrète, dans la périurbanité, dans la pratique des week-ends, des résidences secondaires, des gîtes ruraux et des chambres d'hôte (...) ». Les deux auteurs y constatent « le triomphe de l'urbanité, (...) cet art de faire la société ensemble issu de la ville ».

Il est dérisoire aujourd'hui, et ayant pris connaissance des chiffres ci-dessus, de croire résolument qu'une ceinture verte suffira à contrôler l'étalement urbain. Dès lors, pourquoi, comme le demande Pierre Donadieu, « ne pas construire le tissu urbain avec les espaces agricoles et forestiers plutôt que de chercher en vain à contrôler la croissance de la ville par des réseaux de ceintures, de fronts et d'espaces verts » ? Il est possible que les perceptions du paysage périurbain des agriculteurs et des citoyens ne sont pas encore suffisamment proches pour permettre une telle cohabitation, et demeurent donc encore incompatibles. En effet, d'après Berque, « le paysage est davantage qu'une forme extérieure offerte à la vue ; c'est une entité relationnelle, qui engage toute notre sensibilité »⁽¹⁾. Le paysage ne réside donc ni seulement dans l'objet, ni seulement dans le sujet (l'observateur), mais dans l'interaction complexe de ces deux termes⁽²⁾.

(1) Augustin Berque, dans « Cinq propositions pour une théorie du paysage », 1994.

(2) A. Berque, *op. cit.*

En effet, à l'image de la peinture qui représentait un cadre découpé provenant du milieu que choisissait de dessiner l'artiste, ce milieu devenait alors *paysage* sur la toile, car elle avait été l'objet d'une interprétation (plus ou moins fidèle) de la part de l'artiste. C'est de cette définition qu'est née initialement la notion de « paysage »⁽¹⁾.

Selon Augustin Berque, le sens de la nature, et plus particulièrement le sens du paysage, pour une part, sont une élaboration culturelle ; c'est à dire qu'on les apprend. Dès lors, la prise de conscience de la richesse paysagère et environnementale des zones périurbaines⁽²⁾ par les citoyens peut-elle aider à contrer la surconsommation urbaine d'espaces agricoles ? Est-ce aussi le cas de la prise de conscience par les agriculteurs de leur rôle dans la gestion de ce paysage ? Si oui, comment éveiller cette conscience endormie ?

Nous avons choisi comme cas de notre recherche sur la perception paysagère périurbaine les villes de Montréal (Québec, Canada) et Rennes (Ille-et-Vilaine, France). Si la comparaison entre deux cultures à propos de leur perception du paysage périurbain est soumise à de nombreuses contraintes méthodologiques, elle doit aussi parfois être relativisée en fonction des caractéristiques intrinsèques propres - et donc différentes - à chacune des deux villes. Cela est d'autant plus vrai lorsque ces deux villes sont situées sur des continents différents, donc généralement soumises à des cultures différentes. Toutefois, elle permettra de mieux comprendre si la perception que l'on a du paysage périurbain, et plus particulièrement des espaces agricoles périurbains, permet de mieux maîtriser l'extension urbaine ; et si tel est le cas, comment peut-on agir sur cette perception ?

Nous expliquerons dans un chapitre I le rôle que tient l'agriculture dans la gestion du paysage. Nous approcherons la notion du paysage dans les zones périurbaines. Puis nous définirons, le paysage et sa perception à travers des notions et des concepts que nous aurons préalablement choisis et justifiés. Enfin, nous expliquerons notre démarche, nos hypothèses et la façon dont nous tenterons de les vérifier dans un volet « méthodologie ». Les chapitres II et III seront l'occasion de présenter la perception que l'on a du paysage périurbain selon que l'on habite Montréal (Chapitre II) ou Rennes (Chapitre III), et dans chacun des deux cas, selon que l'on soit agriculteur ou citoyen périurbain. Le chapitre IV servira d'interprétation des résultats, et d'essai de généralisation de nos conclusions à l'ensemble des zones périurbaines.

⁽¹⁾ Cette invention étymologique, nous la devons semble-t-il à un poète originaire de Valenciennes (donc de Flandre) : Jean Molinet (mort en 1507), qui l'utilise pour désigner un « tableau représentant un pays ». Pour le *Dictionnaire étymologique et historique du français*, de J. Dubois, H. Mitterand et A. Dauzat, cette construction va servir de modèle à toutes les langues européennes. Au contraire, pour A. Roger (*Court traité du paysage*) et Martinet J. (*Le paysage : signifiant et signifié*), « tout donne à penser que le mot français est, sinon forgé sur le modèle néerlandais *landschap*, du moins adopté comme son calque ou son équivalent ».

⁽²⁾ cf. annexes sur la sémantique de l'expression. Page XVIII.

CHAPITRE 1 : PAYSAGE(S) EN ZONES PERIURBAINES

A. AVANT-PROPOS SUR LE PAYSAGE

On peut dissocier deux grandes catégories dans la tentative d'étude du paysage et dans l'approche générale qui en est faite : il y a tout d'abord une approche sensible qui naît, on le verra par la suite, avec l'artiste et la représentation qu'il fait, en particulier en peinture, de l'environnement et du milieu naturel qui l'entoure. On peut parler d'une vision paysagiste de l'environnement. Une seconde catégorie consiste en une approche qui se veut plus objective en cherchant à être plus normative, plus mathématique. On peut alors parler d'une approche fonctionnelle du paysage : elle fait alors référence au milieu en tant que cadre physique et support d'une vie biologique, matérielle. C'est par cette dernière que nous débuterons cette analyse des différents modes de pensée du paysage.

. ***L'approche fonctionnelle***

a) La géographie

La publication du dictionnaire géographique en 1708 marque la naissance de la géographie descriptive en France. Le côté statisticien et quantitatif de la géographie, qui n'est pas nouveau, prend de l'importance à partir du XVIII^e siècle. On cherche à connaître les lieux découverts et conquis. Une partie de la discipline géographique sera dès lors consacrée à la connaissance statistique des pays nouvellement administrés. Il s'agit de connaître et de quantifier les richesses qui s'y trouvent en collectant des données démographiques, économiques, etc. La géographie devient une science opératoire qui se doit de localiser l'espace et d'aider le pouvoir à s'y installer.

La géographie se développe en une discipline de descriptions régionales par une simple entreprise d'énumération. Elle devient ainsi la base des sources statistiques de l'administration qui se sert d'elle pour organiser les découpages des régions en fonction des données géographiques et économiques. Ainsi, Vidal de la Blache montre que l'objet de la discipline est l'étude des paysages, qu'il considère comme un complexe d'images que le géographe doit dissocier pour les rendre intelligibles. Jusqu'à la moitié du XX^e siècle, la majorité des géographes se contente de décrire les paysages en les objectivant tel Gachon pour qui « un paysage se caractérise essentiellement par la proportion des diverses catégories de sols (sols en labour, forêts, vergers,...) et dont l'explication réside dans l'occupation humaine des sols depuis la préhistoire. »⁽¹⁾ Une longue analyse historique du milieu était alors indispensable à toute tentative d'étude paysagère de ce même milieu. Cet état d'esprit où le choix de l'homme semble dicté par le milieu lui-même s'inscrit dans un cadre technique limité. L'avènement de la mécanisation de l'agriculture, dans la seconde moitié du XX^e siècle, et les progrès en fertilisation artificielle offrent une prise de recul et des possibilités par rapport aux contraintes jusqu'ici imposées par le sol. Ces innovations coïncident avec l'entrée en force de l'homme dans les analyses géographiques, notamment dans les volets paysagers. Ainsi, en 1948, Sorre ne se limite plus à de simples descriptions et remet en cause « l'action toute puissante du milieu » en plaçant « au milieu du tableau [...] l'homme avec toute sa puissance d'intervention. »⁽²⁾ En 1970, Beroutchachvili et Bertrand définissent le paysage comme un système. Ils inventent le géosystème, concept territorial qui

⁽¹⁾ GACHON, *Les caractères du paysage français*, bulletin du groupe poitevin d'études géographiques, Poitiers, 1950.

⁽²⁾ SORRE, *Les fondements de la géographie humaine*, tome 2 ; Colin, 1948.

derniers à des catégories sociologiques, Donadieu a choisi d'adopter un autre système de classification : il y a ceux qui vivent sur l'espace en question. Ils forment ce que Donadieu appelle le *regard intérieur* (ou *endogène*). Ceux qui viennent de l'extérieur constituent le *regard extérieur* (ou *exogène*). Les regards extérieurs, bien qu'ils ne soient pas concernés par la vie « locale », traduisent tout de même un jugement sur le paysage de l'espace. Ce jugement est influencé par la société à laquelle appartiennent ces regards extérieurs, c'est-à-dire un jugement « sociétal ». Le second type, le regard intérieur, est totalement impliqué dans l'espace dont il est question puisqu'ils appartiennent aux groupes sociaux qui le produisent, l'utilisent et le plus souvent l'habitent. Ils sont alors formulés davantage par des processus d'attachement symbolique, usuel, où relatif à une mémoire collective. C'est, selon Donadieu, la rencontre de ces regards exogènes et endogènes sur un même territoire qui est, depuis plus de deux siècles, à l'origine de controverses sociales et politiques, en particulier par la manière dont les regards exogènes à l'espace rural lui deviennent endogènes et s'approprient le territoire. Mais on assiste aussi aujourd'hui à une incontestable prédominance d'une vision et d'un mode de pensée urbaine, notamment dans les modèles de paysages, même dans les zones rurales les plus isolées, véhiculés par le cinéma, la télévision, les magazines, etc.

B. RÔLE DE L'AGRICULTURE DANS LA GESTION D'UN PAYSAGE PERIURBAIN

. La gestion du paysage, pour les agriculteurs.

Si pour les aménageurs et les paysagistes il ne fait plus aucun doute que l'agriculture est de façon très importante gestionnaire du paysage, ces mêmes agriculteurs perçoivent plus difficilement cette notion. En effet, depuis la création du ministère chargé de l'environnement en 1971, l'idée de l'agriculteur jardinier de la nature, défendue et promue par certains responsables de la protection des milieux naturels, avait jusqu'à récemment toujours été rejetée par les organisations professionnelles agricoles. Ils ont toutefois fraîchement pris conscience de la croissance constante de la demande de nature et de paysage par le grand public. La position de ces mêmes organisations professionnelles a alors radicalement changé. Ils tentent désormais d'agir sur le paysage conformément à l'idée que se forment les utilisateurs extérieurs à cette nature, parfois allant à l'encontre des logiques productivistes en cours depuis maintenant plusieurs décennies. La profession agricole trouve ici un autre moyen de légitimer sa prédominance dans l'espace rural, alors que l'approvisionnement des villes dépend de moins en moins des ceintures horticoles : elle participe donc maintenant à la production du paysage français. Elle l'entretient, pour la satisfaction de la plus grande partie de la société citadine, prête à s'émouvoir du spectacle des paysages. Elle tente donc de remplir ce rôle social que l'on attend d'elle, et que sa fonction alimentaire première avait jusqu'ici masqué. On s'aperçoit alors que, autour des villes, non seulement l'agriculture ne disparaît pas, mais que le cadre de vie qu'elle produit est plus ou moins revendiqué par les citadins. Ceux-ci investissent même les agriculteurs de la responsabilité de fabriquer des cadres campagnards de vie, en même temps que des denrées agricoles.

. **L'impact des productions agricoles sur le paysage.**

L'exemple fort des remembrements passés reflète parfaitement l'idée que l'évolution de l'activité agricole (politique, technique, économique) entraîne parfois de profonds bouleversements du paysage naturel. Cela indique aussi que la fabrication des paysages, périurbains notamment, se conjugue parfois difficilement avec les politiques productivistes qu'implique le système d'aides et de primes qui leur sont attribuées comme une incitation à s'adapter d'abord aux marchés agricoles classiques : de l'alimentation aux biocarburants.

Le paysage agricole périurbain est plus important encore : dans les communes devenues urbaines, les espaces du paysage agricole jouent un rôle essentiel à la constitution de l'identité urbaine⁽¹⁾. Nathalie Cadiou et Vincent Fouchier ont montré, au sud de Paris, dans les communes de Bondoufle et de Lisses, que « c'est l'existence de zones agricoles résiduelles qui donne toute sa signification à la notion d'entrée et de sortie de ville. »⁽²⁾ La proximité agricole donne l'illusion d'être à la campagne et renvoie à un imaginaire rural que n'apporte pas l'espace vert inspiré mimétiquement des formes du jardin.

Où donc s'arrête le métier d'agriculteur et où commencent d'autres activités que ne reconnaît pas la profession agricole ? La proximité urbaine induit une inépuisable réinvention des métiers agricoles. Certains innovent en s'éloignant du métier d'agriculteur et d'autres maudissent ce voisinage infernal. Car bien souvent, la ville toute proche est aussi source de nombreux désagréments : problèmes de circulation, occupation illicite des zones cultivées, vandalisme, enclavement des parcelles, impossibilité d'acheter de nouvelles parcelles, etc.

Cette variation de comportement est aussi réelle face à l'entretien du paysage agricole périurbain : elle peut être l'influence de différences de productions. Ainsi, Pierre Donadieu explique que dans les bocages périurbains de l'Ouest, la présence des haies autour des parcelles entraîne des comportements différents, selon que l'élevage produit du lait ou des animaux à viande. Ceux qui produisent du lait et des céréales sont gênés par les haies, auxquelles sont très sensibles les citoyens, car leurs animaux ne pâturent pas et la recherche de rendements élevés par parcelle en herbe ou céréales s'en trouve handicapée. En effet, la haie est un obstacle, non seulement pour la production elle-même, mais pour les labours et le désherbage chimique. De plus, l'entretien réalisé avec des broyeurs-élagueurs a un coût important. Par contre, les éleveurs de moutons et de vaches allaitant des veaux sont très favorables aux haies qu'ils entretiennent. Elles garantissent l'abri aux animaux pâturent les prairies. Toutefois, les primes attribuées selon le type de production restent un élément déterminant dans le choix de la production par l'exploitant agricole, d'une année sur l'autre. Il transforme alors le paysage, dans le sens qu'en attend la société (et en particulier les citoyens) ou dans l'autre. C'est ce qui fait dire à Donadieu : « l'une des clefs des mécanismes de production des paysages agricoles est à Bruxelles, et plus généralement en tout lieu où se fabrique le prix des denrées agricoles »⁽³⁾. Car il est vrai que la décision sur la production agricole reste influencée en premier lieu par les prix du marché. Et tant que la fabrication et l'entretien des paysages n'est pas explicitement rémunérés, ce rôle reste secondaire dans l'entreprise agricole, même, si les exploitants ne sont pas indifférents à la qualité d'un site et à la beauté d'un terroir. Toutefois, nous allons développer dans le point suivant les nettes progressions qu'a effectuées dans ce sens la politique agricole française.

⁽¹⁾ P. DONADIEU, *Campagnes urbaines*, pp. 143-144.

⁽²⁾ N. CADIOU et V. FOUCHIER, *La présence végétale dans la ville nouvelle d'Evry*, In *Annales de la recherche urbaine* n°74, 1997.

⁽³⁾ DONADIEU P., *Campagnes urbaines*, p. 148.

. Quelques grandes avancées.

On peut en effet observer en France, malgré un retard conséquent par rapport à certains de ses voisins européens, une réelle volonté d'améliorer l'adaptation entre agriculture, environnement et paysage.

Le contexte législatif et réglementaire a évolué simultanément à la demande sociale. Les nouveaux textes concernant l'agriculture, l'aménagement et l'environnement traduisent cette demande et font tous référence au paysage.

a) La Loi d'Orientation Agricole (LOA) du 9 juillet 1999.

L'environnement, le territoire et le paysage commencent à être intégrés dans la politique agricole en 1992⁽¹⁾ mais il faut attendre la Loi d'Orientation Agricole de juillet 1999 pour voir une réelle prise en compte de la multifonctionnalité de l'agriculture.

Cette loi vise une réorientation et une adaptation de l'agriculture face aux attentes de la société et à l'évolution des marchés. Elle reconnaît les fonctions économiques, environnementales et sociales de l'agriculture.

Deux points concernent plus spécifiquement les territoires et les paysages agricoles :

- ⇒ Les contrats territoriaux d'exploitation (C.T.E.), en terme de multifonctionnalité de l'espace,
- ⇒ Les zones agricoles protégées (Z.A.P.), en terme de protection de l'espace agricole.

(1) LES CONTRATS TERRITORIAUX D'EXPLOITATION (C.T.E.)⁽²⁾

« Le contrat territorial d'exploitation est le nouvel instrument contractuel, entre des agriculteurs volontaires et les pouvoirs publics, destiné à appuyer l'évolution des systèmes d'exploitation vers une agriculture durable et multifonctionnelle, dans un cadre collectif avec une logique de projet global. »⁽³⁾ Pièce maîtresse de la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999, les Contrats Territoriaux d'Exploitation (C.T.E.) commencent à devenir une composante majeure du paysage rural. L'objet de ce qui est présenté officiellement comme de nouveaux « outils multifonctionnels » est de concilier trois objectifs : la recherche de la bonne performance économique, y compris l'exportation, la création ou le maintien des emplois, et – ce qui nous importe le plus ici – des considérations sociales liées à l'environnement, aux paysages ou l'occupation intelligente du territoire.

Le C.T.E. est, comme son nom l'indique, un contrat entre un agriculteur et l'Etat. C'est un engagement volontaire, proposé à tous les agriculteurs, qui porte sur l'ensemble de l'exploitation. La cohérence des projets individuels est renforcée et garantie par leur insertion dans un projet collectif de territoire ou de filière, mis en place par un porteur de projet (groupement d'agriculture, collectivités, PNR, coopératives,...).

Le C.T.E. permet de soutenir financièrement un projet économique qui prend en compte l'environnement, la gestion du territoire et des paysages. Il peut créer l'opportunité de concrétiser un partenariat entre les agriculteurs, les collectivités et les autres acteurs du territoire concerné. Le CTE doit s'intégrer aux dynamiques territoriales et collectives.

Le C.T.E. devra s'articuler en deux parties : l'une économique, quantitative, l'autre plus qualitative et qui doit démontrer que l'activité agricole rend des services collectifs

⁽¹⁾ règlement de l'Union Européenne n°2078

⁽²⁾ Guide pratique du contrat territorial d'exploitation, février 2000, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

⁽³⁾ Site officiel du Contrat Territorial d'Exploitation : <http://www.cte.agriculture.gouv.fr>

justifiant d'être rémunérés. Or jusqu'ici, le seul marché économique classique ne permettait pas de rémunérer convenablement ces services rendus à la société. Aidé dans sa phase d'élaboration par des agents de développement de l'agriculture, le projet est soumis à l'avis des membres de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (C.D.O.A.). Celui-ci débouche sur une décision préfectorale qui lie l'agriculteur et l'Etat pour une période de cinq ans. Une aide de 40 % du montant total des investissements et des dépenses dans les zones défavorisées peut être attribuée à tout souscripteur de contrat. Cette aide s'inscrit dans le volet économique et emploi. Des aides financières en contrepartie des engagements environnementaux sont versées annuellement. Leur montant est calculé sur la base des pertes de revenus et des coûts additionnels engendrés par les engagements agro-environnementaux. L'aide budgétaire moyenne se situera aux alentours de 22 880 € (soit 150 000 F), dont un maximum de 7 500 € (50 000 francs) pour le volet économique. Jean Glavany, qui a fait des C.T.E. son credo, ne s'y est pas trompé. Le ministre déclare : « Les C.T.E. sont une révolution culturelle qui marque la fin d'un contrat. Avant, parce qu'il fallait nourrir la France, les aides étaient liées à la production, selon le principe du « plus tu produis, plus tu touches ». Désormais, le contrat est de produire mieux : pour l'emploi, pour la qualité et pour l'environnement. »⁽¹⁾

Au 30 novembre 2001, on comptabilisait un peu plus de 16 000 Contrats signés, compris dans les plus de 21 000 exploitants qui avaient vu leur projet obtenir un avis favorable par le C.D.O.A..

(2) LE PLAN DE DEVELOPPEMENT DURABLE

La mise en marche des Plans de Développement Durable s'inscrit alors comme une démarche agro-environnementale innovante dans le domaine. Le P.D.D. se présente comme un projet de développement de l'ensemble de l'exploitation agricole. Il nécessite une réflexion préalable et globale de l'ensemble du système d'exploitation. Dans la logique des P.D.D., l'agriculteur possède une triple fonction : celle de producteur de denrées, celle de gestionnaire de l'environnement et du paysage, et celle d'acteur du monde rural. Néanmoins, même si on ne peut leur ôter l'impulsion d'une véritable prise de conscience concernant le rôle de l'agriculteur dans la gestion du paysage, les actions concrètes semblent trop souvent en décalage avec la théorie et ne constituent pas la priorité pour les agriculteurs. En effet, A. Drilleau explique que « trop souvent, la mise en valeur du paysage traité dans les P.D.D. se limite à la mise en valeur des abords de la ferme. »⁽²⁾

(3) LES ZONES AGRICOLES PROTEGEES (Z.A.P.)

La LOA propose le classement en ZAP des territoires agricoles dont la préservation présente un intérêt général en raison de la qualité de leur production ou de leur localisation géographique.

Dans une région comme l'Ile-de-france où la pérennité des espaces agricoles face à l'urbanisation est un enjeu majeur, les Z.A.P. répondent à une réelle nécessité et devraient largement se développer. Le maintien des espaces n'assure pas pour autant la viabilité économique des exploitations. Les Z.A.P. doivent s'accompagner d'autres mesures favorisant celle-ci, comme la mise en place de programme de développement de l'agriculture périurbaine, ainsi que des programmes de transmissions-reprises des exploitations, en particulier des exploitations spécialisées.

(1) Le Monde, 30 novembre 1999, J-C Besset.

(2) DRILLEAU A., *P.D.D. et Paysage(s)*, CESA, Tours, 1998, p. 86.

b) La Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (LOADDT) du 25 juin 1999 et le Schéma de Services Collectifs des Espaces Naturels et Ruraux (SSCENR)*

La LOADDT reprend et modifie la loi du 4 février 1995 relative à l'aménagement du territoire. Elle prévoit deux outils d'aménagement du territoire, les contrats de pays et les contrats d'agglomération. Par ailleurs, la loi prévoit la création de neuf schémas de services collectifs qui encadrent pour 20 ans le développement du territoire dans différents domaines. Les espaces agricoles sont directement concernés par le SSCENR qui fixe les choix stratégiques permettant la préservation et le développement équilibré des espaces naturels et ruraux. Il repose sur l'idée que les espaces sont multifonctionnels et rendent à la collectivité des services marchands (ex : les paysages, les continuités biologiques,...).

La contribution régionale au SSCENR distingue en particulier deux types d'espaces et de paysages : les paysages ou sites « remarquables » et la nature ou les paysages « ordinaires ». La gestion de ces deux types d'espaces fait intervenir des acteurs différents. En matière de paysages remarquables, l'Etat ou la Région interviennent en premier lieu via les PNR, les sites inscrits, les sites classés,... La gestion des paysages ordinaires est davantage du ressort des collectivités et des agriculteurs.

c) La Loi d'orientation Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000

La Loi SRU réoriente l'aménagement du territoire vers une gestion plus équilibrée entre espaces urbains, naturels et ruraux. La place primordiale des espaces ruraux, agricoles et forestiers est ainsi clairement affirmée dans l'organisation de l'espace.

La loi révisé les documents de planification avec la mise en place de Schéma de Cohérence Territoriale (ScoT) et de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU). La prise en compte du paysage est l'un des objectifs affichés.

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

1° L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable [...] ;

3° Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains [...] » Art 1 de la loi SRU du 13/12/2000.

Les textes législatifs et les documents d'orientation permettent aujourd'hui de passer de la planification à la gestion de l'espace, celle-ci répondant à une double complexité :

- Intervenir à une échelle pertinente, le plus souvent intercommunale ;
- Associer l'ensemble des acteurs, dont les agriculteurs, dans des démarches initiées ou relayées par les collectivités (communes, PR, ...).

* cf. annexes réglementaires.

Dans ce cadre, les agriculteurs ont un rôle essentiel à jouer en tant que force de proposition.

A ce titre, les contrats d'agglomération ou de pays représentent des structures privilégiées pour la réalisation de projets concernant les espaces agricoles et naturels à des échelles territoriales pertinentes.

. **Quel partenariat ?**

Enfin, si la nature des paysages agricoles périurbains résulte des conséquences positives et négatives de la proximité de la ville, elle est aussi largement influencée par la politique des collectivités qui choisissent ou non de protéger les espaces agricoles de l'urbanisation. Car on peut aussi observer que le chevauchement des politiques publiques crée parfois des interférences entre les niveaux communaux, intercommunaux, régionaux et étatiques. Des conflits peuvent donc parfois naître entre des objectifs différents d'intérêt public : par exemple, protéger un cadre d'habitat et de loisir ou admettre le passage d'une autoroute. Cela n'est bien évidemment pas sans incidence sur le paysage périurbain, sans que cette fois, la profession agricole n'y puisse rien, sauf bien sûr en ayant un pouvoir de décision au sein des assemblées des collectivités, ce qui est très généralement le cas en zone périurbaine.

C. THEORIES SUR LE PAYSAGE PERIURBAIN ET SA PERCEPTION

Nous commencerons cette étude sémantique par certaines définitions clés de cette recherche, telle celle de paysage (nous expliquerons notamment son parcours historique jusqu'au concept actuel), de zone périurbaine, d'agriculture périurbaine, de façon à poser le cadre conceptuel dans lequel s'inscrit cette recherche. Nous analyserons ensuite quelques concepts théoriques liés au paysage dans les zones périphériques, en particulier ceux développés par l'Ecole française du paysage dont Pierre Donadieu est membre de l'équipe de recherche.

Paysage

« La mise en paysage du pays passe [...] par la construction, à un moment donné de l'histoire d'un groupe social, d'une métaphore paysagère par une élite littéraire, un peintre, ou tout autre artiste susceptible, grâce à son rayonnement, de permettre la diffusion de cette image dans l'ensemble de la société – locale puis globale – c'est-à-dire la sociabilisation d'un paysage »⁽¹⁾. (Luginbühl, 1995)

Yves Luginbühl⁽²⁾ (directeur de recherche au CNRS) nous apprend que c'est en Hollande, à la Renaissance, que le terme de *landskap* instaure ou affirme un nouveau regard sur l'organisation de la nature dans l'espace, pour désigner une représentation du pays que l'on découvre depuis la fenêtre de sa maison. Comme nous l'avons précédemment énoncé, *landskap*, aujourd'hui *landschap*, a fourni son modèle à l'élaboration du *landschaft* allemand ainsi qu'au paysage français sur lequel seront bâtis ensuite le *paesaggio* italien et le *paisaje* espagnol. Le terme semble être une invention de peintres et, en tout cas, accompagne l'éclosion de la peinture de paysage. Les conditions

⁽¹⁾ Y. Luginbühl, *La couleur de l'agricole, la saveur de l'agricole, mais que reste-il de l'agricole ?*, 1995 dans A. Roger, *La théorie du paysage en France* (1974-1994), Seyssel, Champ Vallon, collection « Pays/Paysage », pp. 313-333.

⁽²⁾ In *Courier de la Planète* n°17, juin 1993, pp. 27-29.

sociales, politiques et techniques de l'époque vont être déterminantes dans l'intérêt grandissant que l'on va alors porter à l'environnement extérieur. On assiste à une renaissance d'une science agronomique féconde, à l'apparition de grands projets d'aménagement du territoire, notamment en Hollande. Durant ce XVI^e siècle, la bourgeoisie européenne commence à découvrir les joies que l'on peut tirer de l'exploitation de la terre. De grands domaines s'organisent autour de jardins très travaillés, comme ceux des villae de Palladio. Mais la bourgeoisie investit aussi dans de vastes exploitations agricoles. Si le paysage, nouveau regard sur la sensibilité des sociétés européennes à l'organisation de la nature dans l'espace, est une invention des peintres, il est, d'après Luginbühl, le plus souvent œuvre de commandes de la bourgeoisie. Il manifeste alors une appropriation de l'espace par cette classe sociale. Dans les tableaux, le paysage représenté (sauf dans les scènes religieuses ou mythologiques) est avant tout d'ordre bucolique. Il traduit une certaine fidélité à la réalité.



Paysage de Montagne : Arco, dit aussi L'Ermitage Fenedier. Par A. Dürer (1471-1528). Allemagne. Musée du Louvre, Paris.

La mode des loisirs à la campagne, au XVII^e siècle va faire prendre une allure nouvelle aux scènes paysannes. Le paysan y vit heureux et prospère au milieu de ses champs, alors que la réalité est plus sombre dans cette période de guerre et de misère. La Bourgeoisie se bâtit un paysage conforme à ses aspirations esthétiques. Il s'agit alors d'une première déviation formelle dans la représentation du paysage. Au XVIII^e siècle, la recomposition du paysage se manifeste plus clairement encore en Angleterre : toute trace de l'agriculture dans le paysage, les haies qui séparent les parcelles, les animaux domestiques, les labours disparaissent. Ce paysage recomposé répond en même temps aux pratiques de l'aristocratie : la disparition des haies permet la chevauchée sans obstacle dans la campagne, les cerfs sont présents afin de satisfaire le goût immodéré des grands propriétaires pour la chasse. En France, on découvre, avec les progrès de l'agronomie et de l'agriculture, un nouveau modèle de paysage, proche de la pastorale anglaise mais davantage tourné vers la valorisation de cette agriculture. Le parc paysager, invention de la fin du XVIII^e siècle, est en effet un mélange de nature et d'agriculture. Puis, très vite, l'idée du paysage éliminera toute trace de l'activité agraire. Les critiques d'art défendent même ce point de vue : selon l'anglais Gilpin, un paysage ne peut être beau ou pittoresque (c'est-à-dire digne d'être peint) que si l'activité agraire n'y apparaît pas, ou seulement sous une forme transformée conforme à l'idée de la pastorale. Il faut attendre le XIX^e siècle, avec le courant romantique (Delacroix, Courbet,...), pour que le paysage soit réellement considéré comme un genre à part entière. Les impressionnistes, Monet, Sisley, Pissaro...



Portrait de Robert Andrews et de sa femme. T. Gainsborough (1727- 1788), Grande-Bretagne. National Gallery, Londres.

poursuivent dans cette voie : le paysage quitte son rôle de décor pour devenir le sujet principal des tableaux, offrant à la peinture française une renommée mondiale. Le mouvement impressionniste et tout particulièrement Monnet, restent encore aujourd'hui nos principales références culturelles et esthétiques.

La littérature se fait également le reflet des paysages à travers les descriptions d'Hugo, Balzac, Zola... Ces artistes, peintres ou écrivains, trouvent dans le paysage leur source d'inspiration mais influencent également notre regard sur les paysages qui nous entourent.



*Parc des Buttes-Chaumont,
Paris. Source : Internet.*

Le développement des voyages, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et particulièrement vers la campagne, permet de redécouvrir une réalité que l'on percevait jusqu'ici comme horrible. Dès lors, les « voyages pittoresques » connaissent un grand succès dans une classe sociale qui a les moyens et le temps de voyager. Toute fois, ce sont encore souvent les représentations d'une campagne recomposée (les paysans y sont le plus souvent absent) que se représentent les voyageurs. Une nouvelle tendance, peut-être apparu avec la soif des connaissances scientifiques sur ce qui anime les grandes forces naturelles, réintroduit dans le paysage une nature à l'état brut, jusqu'alors peu recherchée, comme la montagne ou la mer. Le Parc des Buttes-Chaumont à Paris offre un bon exemple de l'influence de ce mouvement. Toutefois, la seconde moitié du XIX^e siècle verra l'idée du paysage régional ou local, lié aux pratiques paysannes de la nature, surgir sous l'effet des

travaux des géographes comme Elisée Reclus ou Vidal de la Blache. La région est l'unité de base de sa réflexion. Il s'agit de l'espace où tous les hommes ont su créer un genre de vie avec la nature. Seulement alors, les paysans retrouvent une certaine légitimité dans le paysage.

Ainsi, nous explique Yves Luginbühl, la culture paysagère européenne est-elle faite d'une accumulation de références. Elles se superposent et se retrouvent aujourd'hui dans les représentations sociales du paysage. Ces références constituent des modèles auxquels notre regard confronte la réalité et permettent à chacun de qualifier le paysage vu, ou perçu et ressenti. Sur cette opposition entre paysage vu et paysage vécu, Luginbühl explique justement que la période actuelle est peut-être celle où ce paysage vécu pose des questions essentielles aux adeptes des paysages de convention sur l'existence de sensibilités plus profondes qu'une valeur contemplative, sensibilités qui n'ont pas fait l'objet d'une esthétique officielle et qui relèvent des valeurs affectives, symboliques ou usuelles, collectives, souvent ancrées dans l'histoire des peuples. L'auteur précise en effet la notion de paysage en trois points :

- Le paysage de convention : ils sont définis par la diffusion de modèles à



Vue du Château de Chambord. Source : Internet.

travers la peinture, la lithographie, les cartes postales, etc. L'ensemble de ces modèles constituent alors une culture paysagère, on en fait le but de la promenade du dimanche, ce sont les paysages qu'il faut voir ou montrer au visiteur étranger.

- Le paysage vécu : cet espace est vécu dans l'exercice quotidien des pratiques habituelles de la nature et de l'espace. Il ne devient paysage que lorsqu'un regard extérieur le décrète comme tel, alors que pour l'usager de ces lieux, il est simplement espace de vie, qui subit des transformations dues au changement économique. Il n'empêche que, comme nous l'expliquions précédemment, les usagers habitués d'un tel espace, s'ils n'y attribuent pas forcément des valeurs esthétiques, peuvent par contre le lier avec des valeurs affectives, symboliques, économiques qui font aussi la culture du lieu.
- Le paysage rêvé : c'est significativement l'image que toute région communiquant tente de véhiculer afin d'attirer à elle le touriste, par exemple.



Plaine de Versailles, vue depuis Chauvenay.
Source : Campagnes urbaines. P. Donadieu.



Exemple d'image véhiculée par un office de Tourisme (ici le Languedoc Roussillon) dénotant le paysage rêvé.

Source : Internet.

Ces dernières années, on a pu voir se multiplier les définitions, plus ou moins clairement établies, caractérisant le concept de paysage, entraînant parfois des conflits d'idées, dans une confusion quasi générale. Il faut avant tout expliquer que le paysage ne se réduit pas aux données visuelles du monde qui nous entoure. Il est toujours spécifié de quelque manière par la subjectivité de l'observateur - subjectivité qui est davantage qu'un simple point de vue optique. Inversement, comme l'écrit Augustin Berque⁽¹⁾, le paysage n'est pas que « miroir de l'âme ». Il se rapporte à des objets concrets, lesquels existent réellement autour de nous. L'étude paysagère est donc autre chose qu'une psychologie du regard. Autrement dit, le paysage ne réside ni seulement dans l'objet, ni seulement dans le sujet, mais dans l'interaction complexe de ces deux termes.

(1) Augustin Berque, M. Conan, P. Donadieu, B. Lassus, A. Roger, *Cinq propositions pour une théorie du paysage*, Seyssel, Champs Vallon, 1994.

Cette recherche sur la perception du paysage est profondément ancrée dans une idée sensible du paysage. C'est-à-dire qu'on parle ici d'un paysage vécu et ressenti, et non pas de l'aspect écologique et matériel de l'environnement qui nous entoure.

Il faut maintenant préciser ce qu'est une représentation sociale, et pour cela, commencer par définir la notion de représentation.

Représentation

Baudelaire : « Le paysage ne vaut que par celui qui le regarde. »

Depuis les études de Durkheim sur le fait social, ce sont les travaux en psychologie qui ont permis de clarifier la notion de représentation. Le terme a alors été utilisé pour rendre compte de processus cognitifs mis en œuvre dans les capacités de reconstruction du réel par un individu.

Ainsi pour C. Herzlich et S. Moscovici, une représentation est « une activité de connaissance particulière qui implique d'abord une activité de reproduction des propriétés d'un objet et s'effectuant à un niveau concret, fréquemment d'une métaphore et organisée autour d'une signification centrale. Cette reproduction n'est pas le reflet dans l'esprit d'une réalité externe parfaitement achevée, mais un remodelage, une véritable construction mentale de l'objet perçu comme non séparable de l'activité symbolique elle-même solidaire de son insertion dans le champ social »⁽¹⁾.

Cependant, une représentation s'élabore en fonction de différents éléments. Pour Moscovici, c'est à partir des informations dont on dispose sur l'objet, à partir d'une *hiérarchie implicite*, qui conduisent à une *attitude positive* ou *négative* à l'égard de l'objet représenté.

Nous ajouterons pour terminer notre approche de la notion de représentation que toute représentation est médiatisée par le langage. C'est celui-ci qui permet de rendre compte des modalités particulières d'appréhension de l'objet représenté. Le discours n'est alors que le support de l'activité de reconstruction et c'est à travers lui que seront identifiés les différents systèmes de représentation de l'espace agricole en zone périurbaine.

La représentation, pour conclure peut être définie comme une image mentale. Nous la différencierons donc de la **perception** qui est la vision subjective d'un paysage (dans le sens vécu), c'est-à-dire ce que l'on retient en priorité de l'horizon que l'on a en face de soi.

En s'attendant à obtenir des réponses distinctes selon que l'on appartienne au « groupe » *agriculteurs* ou à celui des *citadins*, on doit dès lors définir ce qu'est une représentation sociale et ce qu'elle implique.

Représentation sociale

La représentation sociale apparaît non plus comme l'activité individuelle de reconstruction mais davantage comme la somme d'activités individuelles permettant à un groupe de se définir. C'est précisément ce que souligne Serge Moscovici : « qualifier une représentation de sociale revient à opter pour l'hypothèse qu'elle est engendrée collectivement »⁽²⁾. Une représentation sociale caractérise non pas un type de reconstruction collectif et identique du réel mais aboutit à une signification similaire de l'objet représenté par différents membres d'un groupe social.

⁽¹⁾ C. Herzlich, La représentation sociale, in S. Moscovici, Introduction à la psychologie sociale, Tome 1, Larousse, 1972.

⁽²⁾ S. Moscovici, La psychanalyse, son image et son public, PUF, 1976.

C'est par la signification commune qui se dégage et par les mêmes informations transmises au sujet d'un objet que l'on pourra qualifier la représentation de sociale. C. Herzlich précise cette idée en affirmant qu'une représentation sociale « contribue à définir un groupe social dans sa spécificité ». Pour Moscovici, « la représentation d'un objet fait parti du domaine cognitif de l'individu. Elle articule les éléments d'informations dont disposent les sujets appartenant à un groupe social particulier et organise l'environnement à partir d'énoncés schématiques et évaluatifs ».

Le concept de représentation sociale a donc trois dimensions essentielles :

- *Information* : somme des connaissances possédées à propos d'un objet social, à sa quantité et à sa qualité, plus ou moins stéréotypées, banales ou originales.
- *Champ* : unité hiérarchisée d'éléments descriptifs ou nominatifs.
- *Attitude* : orientation générale positive ou négative à l'égard d'un objet.

Cette définition formalisée montre bien l'intégration des aspects affectifs et cognitifs et inclue la notion d'attitude dans celle de représentation.

Pour J. C. Abric⁽¹⁾, les quatre fonctions principales des représentations sociales sont :

- *Les fonctions de savoir* : elles permettent de comprendre et d'expliquer la réalité ;
- *Les fonctions identitaires* : elles définissent l'identité et permettent la sauvegarde de la spécificité des groupes ;
- *Les fonctions d'orientations* : elles guident les comportements et les pratiques ;
- *Les fonctions justificatrices* : elles permettent a posteriori de justifier les prises de position et les comportements.

Zone périurbaine

Nous nous appuyons ici sur les propos de Pierre Donadieu dans Campagnes urbaines.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, c'est dans ses faubourgs que la ville rejeta ses usines et leur main d'œuvre, en expulsant vers la périphérie les maraîchers, arboriculteurs et éleveurs laitiers. A la fin des années soixante, se développent les banlieues – anciennement l'espace d'une lieue, soit cinq kilomètres, sur laquelle la ville avait autorité – où sont redéversées certaines fonctions des centres saturés, et en particulier, l'habitat dans des grands ensembles aujourd'hui décriés et parfois volontairement détruits. Les communes rurales environnantes achèvent de se vider de leur main d'œuvre. Ainsi se constituera de 1960 à 1975 une deuxième auréole de banlieue dans les communes rurales urbanisées. Aujourd'hui, nous dit Donadieu (1999), la population des banlieues stagne et celle de certains quartiers centraux baisse, comme à Paris, à Montréal et dans de nombreuses métropoles.

Un nouvel espace périphérique, appelé périurbain ou troisième auréole de banlieue, connaît alors un processus de croissance rapide décrit par Bauer et Roux sous le nom de *urbanisation*⁽²⁾. Cette influence s'étend sur une distance (d) proportionnelle à la racine carrée de la population agglomérée (P) d'après le découpage de l'INSEE en 1990 selon la formule $d=1/10 (P.1/2)$, soit une distance variant de 20 km pour une population de 40 000 habitants. 60 % du territoire français apparaît soumis selon ce calcul à une influence urbaine. Dans les régions concernées (l'essentiel de la région Nord-Picardie, la totalité du Bassin parisien jusqu'à Orléans, Tours, Le Mans et Poitiers, par exemple) les logiques urbaines

⁽¹⁾ J.C. Abric, Pratiques sociales et représentation, coll. Psychologie sociale, PUF, 1994, pp. 15-18.

⁽²⁾ G Bauer et J-M. Roux, La rurbanisation ou la ville éparpillée, Seuil, Paris, 1976.

s'imposent souvent aux logiques agricoles de l'espace rural. Celui-ci est polarisé par les agglomérations fournissant biens et services qui ne sont pas disponibles à la campagne : le commerce de gros et de luxe, les activités tertiaires, les activités bancaires et d'assurance, ainsi que de nombreux emplois qualifiés.

Selon l'ouvrage *Maîtrise foncière péri-urbaine*⁽³⁾, nous pouvons retirer cette définition :

Les zones périurbaines sont celles où se concentrent les pressions contraires de l'urbanisation et de l'agriculture, exercées par des groupes d'intérêts généralement opposés ; ce sont les zones de mutations, agricoles aujourd'hui, urbanisées peut-être demain. La délimitation de l'aire géographique est difficile à dessiner avec précision. Aussi n'est-ce que par l'intermédiaire d'indicateurs statistiques que l'on peut appréhender les zones périurbaines.

Les critères retenus en vue d'une analyse typologique des communes périurbaines varient selon qu'elles présentent un caractère plutôt rural ou plutôt urbain :

- * Le taux de la population agricole rapportée à la population totale fait apparaître deux seuils significatifs de 30 % pour les communes les plus rurales et de 15 % pour celles qui sont le plus soumises à l'influence des emplois non agricoles. Cette dichotomie est pondérée par différents facteurs de discriminations, tels que le taux de résidences secondaires ou bien l'équilibre emplois-attraction de la ville.

- * Le « degré de ruralité » est obtenu par l'étude de l'occupation du sol réparti en terres, forêts, prés, vergers, surfaces bâties, terrains à bâtir.

- * L'étude du nombre de transactions portant sur les terrains agricoles et les terrains à bâtir, le nombre et le type des permis de construire accordés permettent de caractériser l'occupation du sol : l'urbanisme périurbain actuel se distingue par la juxtaposition d'immeubles collectifs et d'individuels groupés.

L'évolution du caractère urbain d'une commune peut être constaté par une diminution des résidences secondaires, observée en même temps qu'une poussée démographique ; ce qui signifie généralement qu'elles se sont transformées en résidences principales.

L'INSEE, en 1996, a instauré des ZAU (Zonages en Aires Urbaines), où il montre que sur une population de 57 millions d'habitants recensés en 1990, 43 résident dans l'espace à dominante urbaine dont 9 vivent dans l'espace périurbain : « L'accroissement démographique observé dans ces espaces est remarquable. En effet, leur population, qui ne s'élevait qu'à 6 millions d'habitants en 1982, a augmenté de 50 % entre cette date et 1990 du fait d'un fort excédent naturel, auquel s'est ajoutée l'arrivée de nombreux ménages venus des centres-villes. »⁽¹⁾

Pour conclure, les principales caractéristiques de l'espace périurbain en France sont⁽²⁾ :

- ⇒ Au niveau démographique :
 - un fort excédent naturel observable à partir des années soixante-dix.
 - Une densité avoisinant les 208 habitants/km².
- ⇒ Au niveau économique :

⁽³⁾ *Maîtrise foncière péri-urbaine*, Y. Assimacopoulos, C. Baratin, J-L. Munier, C. Quarre, E. Simonet, M. Tassel, Université Paris IX, Institut d'Urbanisme de Paris, Ministère de l'Agriculture, 1971, Paris, 60 pages.

⁽¹⁾ LE JEANNIC, VIDALENC, *Pôles urbains et périurbanisation : le zonage en aire urbaine*, INSEE-Première, n°516, 1997.

⁽²⁾ GARDON, op.cit.

- 40 % des actifs sont des migrants pendulaires journaliers.
 - Apparition de nouveaux services depuis les années soixante-dix.
 - Infrastructures routières (type 2x2 voies) présentes sur le territoire.
 - 52 % des terrains des cantons sont des terres agricoles ou boisées.
- ⇒ Au niveau du mode de vie :
- plus de 80 % des logements sont individuels.
 - Urbanisation discontinue du front urbain.
 - Le tissu associatif est fort en ce qui concerne les associations de sauvegarde du patrimoine naturel et culturel.

Agriculture périurbaine

Nous nous référons ici à l'avis de J-C. Bontron, Directeur de la Société d'Etudes Géographiques, Economiques et Sociologiques Appliquées (SEGESA), qu'il a développé lors de la rencontre de Rambouillet (février 1996), sur l'agriculture et la forêt en zones périurbaines. Il s'est lui-même aidé de l'ouvrage Entre ville et campagne : les espaces de périurbanisation (Ministère de l'Agriculture et SEGESA, 1994, 100 pages.).

L'agriculture périurbaine est souvent perçue comme une agriculture présentant de fortes spécificités, par assimilation à celle des banlieues et ceintures maraîchères qui, au XIX^e siècle, approvisionnaient les centres urbains. Aujourd'hui, elle peut certes tirer parti de débouchés intéressants pour la vente directe de certains produits ou développer des activités d'accueil et des services touristiques au bénéfice d'une clientèle urbaine proche et nombreuse. Elle se trouve cependant confrontée à des pressions foncières importantes, à l'insécurité des projets d'investissements à long terme, et à l'attraction des emplois industriels et tertiaires sur la main-d'œuvre des exploitants (aides familiaux et salariés).

L'agriculture périurbaine occupe 3 millions d'hectares, soit 10 % de la surface agricole utile française, et représente 12 % des exploitations et de la population familiale agricole. En 1990, elle faisait vivre 400 000 personnes et fournissait 12 % de la production agricole française.

Même si la population agricole ne représente plus, en moyenne, que 3,3 % de la population périurbaine, l'agriculture (52,5 % du territoire concerné) demeure ainsi le mode de gestion principal de ces espaces. En dehors de la présence de « ceintures maraîchères », attestée par le fait que les communes urbaines totalisent à elles seules plus de 60 % des superficies en légumes frais de plein air et sous abris et 70 % des superficies de fleurs et horticulture diverses, les systèmes de production des zones périurbaines apparaissent d'une très grande variabilité. Ils reflètent en général l'orientation dominante des régions agricoles dans lesquelles progresse le front urbain. Ainsi, la « grande culture » prédomine dans tout le Nord, le Centre de la France et en Champagne, l'élevage laitier en Franche-Comté et en Auvergne, les cultures spécialisées dans les régions viticoles ou maraîchères du Sud...

Les différences d'orientation des systèmes de production dans les périphéries urbaines vont très largement expliquer celles ayant trait aux spécificités structurelles.

* De faibles spécificités

On peut noter une surface plus petite des exploitations localisées dans les cantons périurbains (et surtout urbains). Elle est compensée par des productions plus intensives ce qui induit en définitive une dimension économique tout à fait semblable à la moyenne nationale.

Dans les cantons urbains, on note des différences plus sensibles. On y trouve une plus forte part d'exploitations de taille économique importante et un nombre d'unités de travail

par exploitation plus élevée. La propension à pratiquer la vente directe ou des activités touristiques sur l'exploitation est nettement plus fréquente qu'ailleurs. Par contre, la pratique de la pluriactivité est du même ordre dans les cantons urbains et périurbains (40 % des exploitations contre 36 % en moyenne ont un chef ou un conjoint qui exerce une activité non agricole), signe que les opportunités d'emplois non agricoles offertes par la ville intéressent une population vivant dans une couronne plus large que la ceinture maraîchère. Mais le constat essentiel est celui de l'extrême variabilité des situations d'une zone périurbaine à l'autre.

* *Trois types d'agriculture se côtoient et souvent se conjuguent*

La logique familiale, la plus courante, évite toute conversion, tire parti de ses savoir-faire spécifiques, valorise des équipements existants. L'objectif des agriculteurs est d'assurer la pérennité de leur exploitation sans perspective de transmission à un successeur.

La logique entrepreneuriale veut tirer parti d'une rente de situation qui est la proximité des marchés urbains pour valoriser des produits agricoles et des services. Les entrepreneurs investissent, emploient du personnel et visent la transmission de leur outil à un successeur.

La logique patrimoniale veut préserver et conserver un patrimoine foncier dans l'espoir de réaliser une plus-value. L'exploitation agricole est peu intensive et la location des terres repose le plus souvent sur des baux précaires.

P. Donadieu, A. Fleury, l'Ecole française du paysage.

Pierre Donadieu et André Fleury sont professeurs titulaires à l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage de Versailles, où ils animent le programme de recherche « Agriculture urbaine ». Ils représentent ainsi le mode de pensée actuel du paysage et de la façon de le concevoir en France. Donadieu est aussi membre du comité de rédaction de la revue *Carnets de paysage*, laquelle a succédé à *Paysage et Aménagement* qu'il a coanimé depuis 1984. Il a dirigé l'ouvrage collectif *Paysages de marais*, édité en 1996 aux éditions Jean-Pierre de Monza, et il est aussi l'auteur de *Campagnes urbaines* en 1998. Nous allons développer ici la pensée de l'Ecole Française du paysage.

Les agriculteurs ont un rôle immense à remplir dans la gestion du paysage, et en particulier dans celui que véhiculent les formes agricoles : les fossés, les étangs, les prairies ou les bocages aux haies plantées sur des talus. Toutefois, il s'avère que « l'agriculteur moderne a perdu le secret de fabrication (de tels paysages) en sacrifiant aux logiques de rentabilité » (Donadieu, 1999). Il semble donc que pour lui, le paysagiste se retrouve le seul à pouvoir continuer à réaliser le paysage. A moins, dit-il, que l'on reconsidère radicalement le rôle de l'agriculteur, comme le suggère le paysagiste Jacques Simon (1996), et qu'on l'invite à entrer dans le paysage, car, écrit-il, « la campagne ne se consomme pas seulement avec les yeux, mais aussi avec la fourchette ». En somme, les processus de (re)construction des campagnes françaises et européennes ne peuvent plus relever de logiques uniquement agricoles ni même strictement urbanistiques. Ainsi, l'auteur critique autant les cités-jardins – c'est-à-dire la ville à la campagne – que le fonctionnalisme prôné par Lewis Mumford (auteur de *The culture of cities*), où la campagne est adaptée aux besoins des loisirs urbains. Pour Donadieu, il convient de trouver une solution de rechange aux ambiances urbaines : il propose le besoin de campagne des cultures occidentales urbanisées. Il souhaite aussi une diversification des économies agricoles pour répondre à la demande urbaine, qui n'est plus strictement alimentaire. C'est ce qu'il nomme le projet de *campagne urbaine* (nous y reviendrons par la suite). Car, comme on peut l'apprendre dans l'ouvrage des sociologues Hervieu et Viard *Au bonheur des campagnes* (1997), la campagne est un paysage avant d'être un lieu de

production : « Dire que la campagne est d'abord un paysage et le dire aussi massivement, c'est affirmer que le spectacle prime sur la production, que le droit de consommer ce spectacle existe et que cette mise en scène fait partie des valeurs qui nous réunissent. » Toutefois, les Français souhaitent toujours que les paysages ruraux soient cultivés par de vrais agriculteurs et non entretenus par des jardiniers. Aux agriculteurs, ajoute Donadieu, d'entrer dans le paysage, aidés par des subventions nationales et européennes. C'est le service à rendre à ceux qui leur achètent le plaisir du spectacle (Donadieu, 1999).

John Dixon Hunt rappelle que « dans toutes les sociétés, de nombreux éléments formels de l'art des jardins ont été élaborés à partir du paysage agricole et que la troisième nature⁽¹⁾ n'a fait que reprendre et raffiner des modèles agraires déjà existants⁽²⁾ ». Les sociétés urbaines occidentales adoptent, semble-t-il, le cheminement inverse ; elles repèrent dans les paysages ruraux les structures observées dans les jardins : les terrasses de vignes, les canaux, les prairies ou les haies et élaborent, à partir d'elles, les images prometteuses des jardins désirés (Donadieu, Fleury, 1997)⁽³⁾.

Comme nous l'avons souligné précédemment, la pensée française du paysage réside dans la reconnaissance qu'elle porte aux agriculteurs dans un rôle d'acteur dans une agriculture paysagiste. Les nouveaux concepts de parc de campagne ou de campagnes urbaines traduisent ces projets d'appropriation symbolique des espaces agricoles qui exigent la présence concrète de l'agriculture et non seulement sa représentation comme dans l'art des jardins au XIX^e siècle.

Nous allons maintenant définir plus en détail ces deux concepts dont l'Ecole française du paysage (et en particulier Donadieu et Fleury) est à l'origine.

⇒ Le parc de campagne :

L'agriculture périurbaine, si elle est appréciée, est beaucoup plus généralement victime d'indifférence, parfois perturbée : vols, déprédations, occupations illicites. La population urbaine lui préfère bien souvent, pour leurs loisirs, des espaces parfois lointains, ayant les qualités sensibles et fonctionnelles désirées : la forêt, un canal, des berges d'un fleuve ou d'une rivière. Ce qui est idéalisé, et donc recherché, c'est une nature verte et paisible qui se cristallise sur des formes reconnues par tous : l'arbre, la forêt, l'eau, le vieux village, ainsi que l'expriment, dans chaque site, les peintres du dimanche (Donadieu, Fleury, 1997). Le désir de campagne des citoyens relève d'une aspiration idéale avec des conséquences pratiques et utilitaires. Il est rare qu'à la porte des villes, la campagne se présente comme elle est attendue ; naturelle, verdoyante, un peu sauvage, pas trop civilisée, colorée, parfumée et vallonnée, mais aussi et parfois surtout, entretenue, propre et accessible. Cette description évoque celle du parc de campagne.

« Un parc de campagne, c'est un morceau de campagne urbaine, une île ou un archipel agricole et boisé dans le tissu urbain, ouverts aux habitants, aux promeneurs, aux sportifs, aux enfants. L'échelle d'un parc public – 10, 100, 1000 hectares ou plus – mais surtout un espace produit selon les logiques des agricultures sous influence urbaine : rurale, périurbaine, citadine ou de plaisance. » (Pierre Donadieu, *Campagnes urbaines* »)

(1) Dans ses *Lettere volgari*, Jacopo Bonfadio écrit que la nature s'associe à l'art de telle manière que « la nature intégrée à l'art se transforme en source de création et devient cosubstantielle à l'art, donnant ainsi naissance à une troisième nature ». La difficulté à définir le jardin d'agrément l'obligea ainsi à forger un néologisme.

(2) Hunt J. D., *L'art du jardin et son histoire*, Paris, O. Jacob, 1996

(3) Ce que A. Roger appelle la mise en paysage « in visu », *Le Débat* n° 65, 1991, pp. 14-28.

⇒ La campagne urbaine :

Cette notion est, encore une fois, tirée d'un des ouvrages de Pierre Donadieu. Il arrive à définir ce concept en posant cette question : Comment les campagnes agricoles et forestières peuvent-elles devenir urbaines, c'est-à-dire appropriables et habitables, tout en conservant le charme et la poésie d'un paysage naturel ? Il qualifie ce projet de campagnes urbaines d'utopie réaliste, c'est-à-dire une utopie « capable d'engendrer des sociétés moins injustes et moins ignobles, plus libres et plus fraternelles ». Donadieu résume son concept à une position paradoxale et volontairement provocatrice en disant : « la meilleure façon de conserver une campagne agricole vivante et dynamique est d'en faire des paysages à l'usage des citoyens. » Il s'agit de chercher à co-produire des espaces pour habiter, travailler, se détendre, de façon à transformer l'espace agricole et forestier périurbain d'aujourd'hui en campagnes urbaines, en parcs naturels régionaux, en parcs de campagne et en toute organisation sociale qui cherche à définir un cadre de vie à des habitants avec ceux qui par ailleurs le produisent (agriculteurs, propriétaires fonciers, acteurs publics et privés qui utilisent l'espace comme support d'activités). Pour l'auteur, inventer la campagne comme territoire cohérent, à la fois rural et urbain, suppose que l'espace agricole et forestier entre réellement dans la catégorie des infrastructures publiques de nature, c'est-à-dire des espaces d'intérêt public. Les services symboliques qu'ils rendent doivent être rémunérés par les pouvoirs publics à ceux qui produisent ces espaces. Les campagnes urbaines doivent s'accompagner d'une grande diversité d'usage, et notamment l'habitabilité, qui reste encore l'effort principal à fournir, quand, du reste, on peut d'ores et déjà y rencontrer une multitude d'agriculture (de loisirs, de villégiatures, pédagogique...) des jardins familiaux, etc.

Cette notion de campagnes urbaines suppose le travail en parfaite collaboration de divers corps de métier tels les agriculteurs, les paysagistes, les botanistes et autres scientifiques... Ces compétences associées sont encore loin d'avoir la capacité pratique de travailler en parfaite cohésion, notamment par un manque de garanties d'accompagnements financiers et techniques de la part des différents pouvoirs publics qui pourraient s'y voir associés. De plus, ces professionnels sont souvent déçus de devoir travailler non seulement avec des associés mais aussi à de nouvelles tâches parfois très inhabituelles.

Pour Donadieu, la production de paysage prime sur la production de denrées alimentaires. C'est une révolution dans la façon de concevoir le métier d'agriculteur, et on se doute que bon nombre d'entre eux n'apprécient pas forcément de se voir reconsidérer de la sorte, même si cela n'est pas, bien au contraire, une façon négative de le faire. Il serait alors intéressant de connaître l'avis de ceux-ci, tant dans les générations en place actuellement que dans les générations à venir et dans les enseignants travaillant dans les écoles de formation. S'agit-il ici d'un rôle qu'on leur apprend désormais ? Ce rôle participe-t-il à la naissance de leur vocation ?

Le projet de paysage au Québec

Pour dresser un premier bilan et tenter de dégager une série de nouveaux principes d'intervention, l'Ecole d'Architecture de Paysage de la Faculté de l'aménagement avait organisé en 1992 un colloque ayant pour titre : *Le projet de paysage au Québec*, à l'occasion du 60^e congrès de l'ACFAS. La notion de projet de paysage au Québec s'articule autour d'un constat principal : par rapport à certaines tendances nord-américaines et par rapport à l'Europe, le projet de paysage au Québec connaît un retard certain tant dans la recherche que dans les options d'aménagement, les législations et les actions gouvernementales. Rattraper ce retard, répondre de façon solide à la nécessité et à

l'urgence de mener des actions de mise en valeur des caractères des paysages menacés de disparaître, ressortent comme des exigences qui s'imposent aux chercheurs, aux professionnels, aux gestionnaires. Le travail d'identification des spécificités des paysages entrepris doit prendre en considération la pluralité physique et culturelle des paysages du Québec moderne : les paysages urbains, en raison du caractère multiculturel des populations qui les occupent, sont essentiellement composites, tandis que les paysages ruraux ne peuvent plus simplement être évalués dans la continuité des activités traditionnelles d'exploitation. De nouveaux modèles de gestion et de nouvelles vocations sont à formuler.

S'il existe une certaine tradition québécoise d'analyse des paysages liée aux études d'impacts, notamment dans le cadre des opérations d'aménagements hydro-électriques, le Québec n'a aucune tradition de recherche dans le domaine de l'analyse culturelle des caractères paysagers et encore moins dans l'analyse du concept de paysage. Les nouveaux modes de lecture, présentés depuis peu, proposent de dépasser les approches traditionnelles de la tradition anglo-saxonne et européenne : on ne peut plus se contenter d'analyses visuelles classiques, ni de la référence réductrice au paysage comme espaces verts *pittoresques*. De même, la place de la nature dans nos aménagements doit être reconsidérée. Le concept de paysage se doit d'inclure les paysages ordinaires, voire laissés pour compte et le fait que le rôle de l'économique et du politique s'avère au moins aussi important que celui des référents culturels dans le devenir des paysages.

Les législations sur le paysage

⇒ La France s'est dotée au cours des dernières années d'un arsenal relativement important, notamment par rapport au Québec, de textes législatifs et de mesures de protection de la nature et des paysages⁽¹⁾. Ainsi, le niveau départemental est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles. Cette mesure est assortie d'un pouvoir de taxation spécial applicable sur tout son territoire et d'un droit de préemption⁽²⁾.

Le code de l'urbanisme français a aussi été agrémenté de chapitres particuliers sur les zones de montagne et sur le littoral⁽³⁾. Ces chapitres comportent notamment des prescriptions nationales d'aménagement de portée générale. Par exemple, tant sur le littoral qu'en montagne, la loi comporte le principe de l'urbanisation en continuité avec les bourgs et villages existants, pour éviter le « mitage des zones côtières » et « la prolifération de constructions éparses dans l'espace rural et naturel » de la montagne⁽⁴⁾. Les hameaux nouveaux doivent être intégrés à l'environnement. Il est aussi question de capacité d'accueil qui soit « compatible avec la préservation des espaces naturels et agricoles », de principes concernant l'implantation des équipements publics.

Sur le littoral, la liste des catégories de sites à protéger en tant que « paysage remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel ou culturel du littoral » comprend dunes, landes, forêts, [...] plages, [...] falaises, îlots inhabités, marais, tourbières, [...] grottes... En montagne, les collectivités locales doivent « désigner les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard, notamment les grottes, gorges, glaciers, lacs, tourbières, marais... ».

(1) JEGOUZO Y. et SANSON C., *Le guide de l'environnement*, Paris, Editions du Moniteur, 1990. *Guide de la protection des espaces naturels et urbains*, Paris, Doc. Française, 1991.

(2) *Code de l'urbanisme*, art. L.142.

(3) Id. art. L. 145 et 146.

(4) Selon les termes d'Yves JEGOUZO et Chritophe SANSON, *op. cit.*

Le conservatoire du littoral, créé en 1975, ajoute un important volet foncier à ces mesures. Le conservatoire a pour mission d'acquérir et de gérer des espaces naturels riverains, en collaboration avec les collectivités locales et les associations et de les rendre accessible au public.

L'un des derniers textes législatifs consiste précisément en une loi sur la protection et la mise en valeur des paysages⁽⁵⁾. Conçue pour s'appliquer en dehors des zones de montagne et du littoral et en complémentarité avec celles-ci, cette loi concerne des « territoires remarquables par leur intérêt paysager » et vise la « protection des structures paysagères ». Dans son ensemble, toutefois, elle apparaît moins dirigiste que les précédentes, car elle mise davantage sur une concertation avec les collectivités territoriales et avec les associations de défense de l'environnement et des paysages. Elle consacre à cet égard l'expérience des parcs naturels régionaux⁽¹⁾, tout en accordant à ces derniers un statut et des pouvoirs plus fermes, puisque désormais les documents d'urbanisme devront être en compatibilité avec la charte du parc. Cette loi de janvier 1993 insère les préoccupations paysagères dans plusieurs lois déjà existantes. Ainsi dans le code de l'urbanisme, les plans d'occupation du sol (aujourd'hui Plan Local d'Urbanisme) doivent « en prenant en compte la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution [...] identifier les éléments du paysage [...] à protéger ou à mettre en valeur [...] et définir les prescriptions de nature à assurer leur protection... » Les projets architecturaux doivent quant à eux « préciser [...] l'insertion dans l'environnement et l'impact visuel des bâtiments ainsi que le traitement de leurs accès et de leurs abords »⁽²⁾.

⇒ Une des caractéristiques négative de l'état actuel du projet de paysage au Québec est l'absence de législation spécifique pour la protection et la mise en valeur des paysages. En effet, il n'y a pas encore, comme en témoigne notamment l'absence de texte émanant des différents ministères québécois de véritable politique ou initiative gouvernementale en matière de paysage. Le *projet de paysage* tente donc de porter davantage sur la sensibilisation des responsables gouvernementaux et sur la diffusion de l'information suscitant une prise de conscience de la nécessité d'agir vite, que sur la formulation de textes législatifs à ce sujet (Poullaouec-Gonidec, Epstein, Domon, 1993)⁽³⁾. Cette absence de législation sur le paysage est peut-être une conséquence de l'immense part de la propriété publique sur le territoire québécois : plus de 90 % des terres québécoises sont en effet publiques. Cet état de fait a sans doute entraîné une ingérence vis-à-vis des propriétés privées, dans un mode de pensée tout anglo-saxon. Les premières législations se sont donc tout naturellement attachées à gérer d'abord ce patrimoine foncier public en y attribuant des vocations spécifiques (notamment de conservation). On a aussi commencé à vouloir protéger des espaces qui se révélaient être spécifiques pour chaque région ou sous-région naturelle. Les pratiques les plus récentes ont diversifié les modes d'interventions en détaillant les statuts intermédiaires.

(5) Loi n° 93-24 du 8 janvier 1993. FROMAGEAU J. *Loi Paysage, protection et reconquête*, Etudes foncières n°60, sept. 1993.

(1) TREPANIER M-O et OUELLET B., *La contribution des organisations locales à la gestion d'un parc national : trois études de cas*, in *Loisir et Société*, vol. 9, n°1, 1986, p 125-164.

(2) TREPANIER M-O. *Paysage et cadre juridique*, in *Trames* n°9, Le projet de paysage au Québec.

(3) *Trames* n°9, Le projet de paysage au Québec, 1993, Montréal.

L'encadrement juridique du territoire privé est un phénomène tout récent. Pendant longtemps, ce sont principalement les règles du code civil qui ont prévalu ⁽⁴⁾.

Dans les années 1970, avant même l'adoption d'une loi sur l'aménagement du territoire, un certain nombre de lois nouvelles ont introduit ce que certains ont qualifié de macro-zonage au Québec, par le biais du zonage agricole (1978) et dans un moindre degré, des mesures de protection du patrimoine culturel (1972)⁽⁵⁾. La loi sur la protection du territoire agricole, par le contrôle qu'elle permet d'exercer sur les activités non agricoles et le lotissement en milieu agricole, constitue, malgré les protestations qu'elle a pu soulever lors de sa sortie pour son caractère autoritaire et centralisateur, un levier important pour le maintien des paysages ruraux.

D. CHOIX DE LA RECHERCHE ET METHODE SUIVIE

. 1. Sur le choix de la recherche

La zone périurbaine est le territoire qui démontre le plus d'un processus de bouleversement à bien des égards, bouleversement moins dans le radicalisme que dans la vitesse du processus. C'est ici que se rencontrent, plus ou moins violemment, deux regards différents depuis l'aube de la civilisation – bien que la vie quotidienne de nos campagnes n'a plus de grandes distinctions avec celle dont jouissent les citadins (Médias, équipements de confort, loisirs, esprit de consommation, etc.) – celui du monde rural et celui du monde urbain. La consommation d'espace, plus ou moins maîtrisée qu'implique le développement de nos villes jusqu'alors, peut se révéler être un danger pour le paysage périurbain. Ce fait s'accompagne mal d'un besoin toujours croissant de paysage naturel de la part des citadins et périurbains. Pour œuvrer dans le sens d'une préservation du paysage, comme le souhaite la population résidente, encore faut-il identifier ce qui plaît dans le paysage périurbain et savoir si la volonté de protection s'applique sur un paysage uniforme selon l'appartenance à telle ou telle catégorie sociale, professionnelle et/ou géographique. C'est de ce besoin d'identification de la perception paysagère qu'est née cette envie de recherche sur le territoire périurbain.

. 2. Définition de la problématique

L'origine de la question contemporaine du paysage dans les sociétés occidentales peut se réduire à la difficulté des regards à assumer les transformations visibles des territoires ruraux et urbains. Par exemple, les pratiques d'aménagement des paysages ruraux hésitent souvent entre conservation des paysages et développement. En effet, la demande sociale de paysage, très mal connue, reste partagée entre le désir de conserver les lieux de mémoire et celui de voir perdurer la vie sociale et économique des campagnes. En outre, sur un seul et même territoire, on observe deux types de regards : l'un exogène, extérieur au territoire n'est pas ou peu concerné par les processus socio-économiques de production ou de reproduction des paysages. Contemplatif, curieux, mais aussi critique et exigeant, il traduit ses impressions le plus souvent par des jugements de goûts. Par contre, les regards intérieurs aux territoires, ceux des groupes sociaux qui les produisent, les utilisent et le plus souvent les habitent, sont constitutifs de leur attachement et de leur mémoire. L'attendu de ces regards n'est pas le motif du tableau de paysage à admirer, ni la consommation ludique d'un lieu, mais le repérage identitaire d'un territoire balisé d'espaces familiers ou inconnus.

⁽⁴⁾ KENNIF P., *Le contrôle public de l'utilisation du sol et des ressources en droit québécois*, In Cahiers de Droit, 1976.

⁽⁵⁾ Loi sur la protection du territoire agricole, L.R.Q., c. P*-41.1 ;
Loi sur les Biens Culturels, L.R.Q., c. B-4

La rencontre des regards exogènes et endogènes sur un même territoire est, depuis plus de deux siècles, à l'origine de controverses sociales et politiques. Ce territoire a été depuis la fin du XIX^{ème} siècle en France, désignés sous le terme de paysage, mais confondu ces vingt dernières années avec le terme d'environnement.

Cette rencontre de regards différents, qui plus est sur une zone « frontière » des deux mondes de la société occidentale contemporaine, à savoir la ville et la campagne, est la motivation première à l'élaboration de cette recherche. Cette confrontation de deux regards s'enrichit d'un phénomène plus récent : la manière dont les regards exogènes à l'espace rural lui deviennent endogènes et s'approprient le territoire⁽¹⁾.

Nous avons choisi de cibler notre enquête sur le regard que porte, chacun à leur manière, les agriculteurs et les citadins localisés dans une zone périurbaine, sur le paysage de cette zone. Nous cherchons à vérifier si le fait que ces deux regards (portés sur un même territoire) soient relativement homogènes, peut être une aide dans la gestion et la maîtrise de l'expansion urbaine en cherchant à sauvegarder une idée homogène que l'on se fait du paysage périurbain. En effet, depuis plusieurs années, des théories urbaines argumentent en faveur de la construction de la ville sur la ville dans un souci de développement durable. Elles cherchent alors à préserver les zones périurbaines et rurales d'une surconsommation d'espace qu'engendre généralement l'augmentation de leur population. Ces zones périurbaines sont donc à la fois menacées d'annexion avec le bâti, et sujettes de toutes les précautions par quelques équipes municipales volontaires dans la maîtrise de l'emprise foncière de leur ville et agglomération. Pour autant, quel paysage veut-on sauvegarder, et s'agit-il du paysage que veulent conserver les habitants et acteurs ruraux ?

Ces perceptions du paysage périurbain, si elles sont trop éloignées, peuvent alors être sources de conflits et, peut-être, mettre en danger le processus de sa sauvegarde. C'est ce que nous voudrions vérifier, et cela constitue notre question générale de recherche.

3. Définition de l'hypothèse de travail

Cette hypothèse constitue le point de départ de la vérification et guide tout le processus de recherche. Elle sera infirmée ou confirmée à la suite de l'analyse.

Certaines collectivités locales ont entrepris un important travail pédagogique sur la connaissance de leur environnement paysager, et notamment dans les zones périurbaines. Ce travail a permis d'établir une meilleure compréhension du sujet, et une cohabitation facilitée entre les perceptions paysagères des citadins et des agriculteurs périurbains.

Le fait que ces perceptions soient plus proches aide à mieux maîtriser l'étalement urbain. Telle est notre hypothèse de travail. Pour vérifier sa véracité, nous avons choisi deux exemples test, Montréal au Québec, et Rennes en Bretagne.

4. Choix des cas d'étude

Il faut tout d'abord faire preuve ici d'honnêteté : le choix de Montréal est avant tout effectué pour son caractère pratique. En effet, un échange universitaire avec l'Institut d'Urbanisme de Montréal prévu avant même le choix du sujet de cette recherche a largement influencé le choix de ce cas d'étude. Toutefois, il aurait tout aussi bien été faisable d'étudier celui d'Ottawa, pour sa ceinture verte de vingt mille hectares, proposée il y a une cinquantaine d'années par J. Greber, ou Québec, ville d'Histoire aux multiples phases d'urbanisation. Le choix de Montréal s'est d'abord imposé par ses caractéristiques paysagères : en effet, comme l'écrit Gilles Sénécal, le fleuve Saint-Laurent et le mont Royal apparaissent ainsi comme les deux éléments structurants du cadre bâti et comme les deux

⁽¹⁾ Pierre Donadieu, *Cinq propositions pour une théorie du paysage*.

symboles fondateurs de l'urbanité montréalaise. Avec son centre-ville planté entre l'eau et la montagne, Montréal projette ainsi l'image d'une ville adossée à la campagne. Cet état de fait, tranchant avec les 3,2 millions de personnes habitant le Grand Montréal¹, présente un intérêt tout particulier pour une recherche sur le sujet du paysage périurbain. En outre, Montréal avait « l'avantage » de présenter un étalement urbain lent mais certain sur sa campagne environnante. Cette ville revêtait alors pour nous l'occasion d'étudier les politiques mises en place pour contrer cet étalement, notamment la création de neuf Parcs de nature, sur environ 1 000 hectares, dont un parc agricole (cf carte ci-contre).



Il est nécessaire d'apporter ici une remarque quant aux limites de la démarche comparative : en effet, comparer Montréal et Rennes peut s'avérer au premier abord inapproprié, de par la différence d'échelle, du contexte régional, du climat, de l'influence politique, etc. Le choix de comparer Rennes et Montréal est cependant motivé par plusieurs points :

1. la comparaison entre deux perceptions du paysage périurbain de deux cultures proches mais différentes.

2. la possibilité de savoir ce qui était le plus significatif : les différences entre les perceptions des agriculteurs et des citoyens périurbains, quel que soit le pays, ou au contraire, l'importance dans les différences de culture qui se traduirait alors par une forte dissemblance entre les perceptions du paysage périurbain français et québécois, que l'on soit agriculteur ou citoyen.

3. L'évaluation de l'aspect généralisable de la méthode.

4. La possibilité enfin de mieux comprendre l'importance de la représentation paysagère dans la gestion de l'étalement urbain, puisque la recherche se réalise dans une ville en proie à l'étalement urbain et contre laquelle la lutte est seulement initiée, Montréal, et une autre réputée pour sa maîtrise énergique de son expansion et pour sa communication avec ses habitants, notamment sur le sujet du paysage et de l'écologie, Rennes.

En effet, Rennes a développé depuis plus de vingt ans déjà une politique de maîtrise foncière et de planification urbaine forte qui a permis d'éviter l'étalement de la ville. En 1983, un « SDAU vert » est approuvé à l'unanimité. Il est le fruit d'une volonté qualitative, avec une mise en valeur des paysages, un renforcement de l'identité des bourgs des communes périurbaines.

Il marque l'engagement des élus dans une politique intercommunale de l'environnement : le développement de l'agglomération doit se faire en maintenant une

¹ Le Grand Montréal : Communauté Urbaine de Montréal (CUM) + les municipalités régionales qui la ceinturent.

Au terme de cette première phase, ont été défini le sujet de recherche, la problématique générale, l'hypothèse générale ainsi que l'hypothèse concrète.

□ **De Décembre 2001 à Janvier 2002 :**

Cette seconde phase a été consacrée à l'élaboration d'une méthode rigoureuse, en particulier la création des enquêtes et entretiens à venir.

□ **De Janvier à Mai (Québec), puis de Mai à Juillet 2002 (Rennes) :**

Cette phase s'est entièrement déroulée, dans un premier temps, sur sol Canadien. Elle a donc été constituée d'entretiens avec les personnes intéressées, dans les zones périurbaines de Montréal. Puis dans un deuxième temps, les enquêtes ont été réalisées en périphérie de Rennes, en Ile-et-Vilaine.

Cette période de travail sur le terrain et de rencontres avec les acteurs concernés a également été accompagnée de lectures plus spécifiques aux cas d'études.

□ **De Juillet à Septembre 2002 :**

La quatrième et dernière phase a été plus particulièrement consacrée à la rédaction de ce mémoire.

Dans un souci de globalisation de la recherche effectuée, nous avons voulu mettre au point une méthode satisfaisant plusieurs exigences :

- La reproductibilité : la méthode d'enquête doit être applicable sur plusieurs situations d'espaces périurbain.
- La comparaison : la méthode doit permettre la comparaison entre les deux villes de Montréal et Rennes, après avoir bien entendu pris en considération la différence de taille, d'importance politique et économique dans le pays, etc. (nous y reviendrons ultérieurement).

b) Les outils méthodologiques :

Les méthodes choisies pour l'analyse de la situation à Montréal et à Rennes sont l'enquête et l'étude des « traces ».

(1). L'ETUDE DES TRACES

L'étude des « traces » peut être considérée comme une forme d'observation différée, qui par nécessité ne saisit pas directement le phénomène intéressant, mais uniquement certaines de ses conséquences. On peut regrouper dans cette catégorie aussi bien l'analyse de documents, de statistiques officielles, que de véritables traces matérielles. C'est le type des méthodes dites non réactives : puisque le chercheur n'intervient qu'après que le phénomène ne se soit produit, il ne peut évidemment pas le perturber. Mais le processus de production et de conservation des traces peuvent être complexes, et leur lien avec le phénomène étudié peut donc être faussé. De même, certaines traces, comme par exemple les statistiques officielles, sont elles-mêmes des produits sociaux, dont la validité peut être questionnée.

Cette méthode nous a semblé particulièrement opportune pour constater l'étalement ou non de l'aire urbaine, et donc de juger de la maîtrise de l'étalement urbain. Il s'agit ici en particulier de consulter différentes cartes de l'Institut Géographique National (IGN), séparées entre elles par quelques années, d'observation sur les lieux afin de relever les différentes phases d'urbanisation, etc.

(2) L'ENQUETE

L'enquête, quant à elle, peut être définie comme une interrogation particulière portée sur une situation comprenant des individus, et ce, dans un but de généralisation. Dans ce cas, le chercheur intervient en posant des questions, mais sans avoir le désir explicite de modifier la situation dans laquelle il agit en tant que tel. Plus perturbante que l'observation, permettant moins bien que l'expérience en laboratoire de contrôler la situation et de susciter les conditions dont le chercheur a besoin, elle a en outre l'inconvénient très grave de s'appuyer exclusivement sur le langage, celui du chercheur et ceux des diverses catégories d'enquêtés, dont on n'a aucune raison d'admettre, a priori, qu'ils coïncident. Dans ces conditions, pourquoi faire des enquêtes, pourquoi est-ce, aujourd'hui, un des instruments privilégiés de la recherche en sciences sociales ?

On est obligé de recourir à l'interrogation pour saisir des phénomènes tels que les attitudes, les opinions, les préférences, les représentations, etc., qui ne sont pratiquement accessibles que par le langage, et qui ne s'expriment spontanément que rarement. Certes, on pourrait essayer d'en donner une définition strictement comportementale et, par exemple, chercher à inférer certaines préférences à partir de l'observation de choix réels, ou éventuellement des choix suscités en situation expérimentale. Mais, ce faisant, on interdirait de poser le problème des relations, et des désaccords éventuels, entre ces préférences et les comportements correspondants.

D'autre part, observer un comportement peut souvent ne pas être suffisant ; il faut savoir comment le sujet l'explique, quelle *signification* il a pour lui, ce qu'on ne peut savoir que s'il nous l'explique. C'est également par enquête qu'on obtiendra certaines informations, factuelles ou non, qui nous aideront à interpréter ce qui aura été observé.

Ceci dit, il n'en reste pas moins vrai que l'enquête reste totalement tributaire du langage. Tout ce dont on dispose, c'est de ce que le sujet a pu ou a voulu dire. L'affinement méthodologique que nous avons longuement mené vise donc à chercher à réduire le taux d'erreur possible ou, plus précisément, à limiter l'arbitraire et/ou les naïvetés du bon vouloir ou du bon sens. Les techniques d'enquête, en tant que telles, ne peuvent pas fournir de réponse à ce problème précis ; tout au plus peuvent-elles limiter les risques de lecture multiples et systématiser les approches.

Nous avons opté pour la méthode du questionnaire d'administration indirecte (l'enquêteur le complète lui-même à partir des réponses qui lui sont fournies par le répondant), afin d'être le plus précis possible. Le questionnaire est la technique d'enquête la plus à même de donner à la fois des renseignements sur la population en tant que telle, la possibilité de quantifier de multiples données et de satisfaire l'exigence de représentativité de l'ensemble des répondants.

La réflexion préalable à l'élaboration de la méthode d'enquête vous est maintenant présentée :

(a) Qui interroger ?

Lorsqu'on est assuré que c'est bien l'enquête, venant éventuellement en complément d'autres techniques de recherche, qui constitue la méthode la mieux adaptée, la première question à se poser est : « Qui interroger ? », question qui elle-même se décompose en deux autres :

a) Quelle est la population (ou peut-être les populations) qu'il est nécessaire d'interroger ?

b) Comment choisir, dans cette population, les personnes qu'on interrogera

effectivement, étant donné que, dans la plupart des cas, il est exclu, et d'ailleurs inutile, de les interroger toutes ?

➤ LE CHOIX DE LA POPULATION A INTERROGER

En ce qui nous concerne, le choix est simple puisqu'il fait parti intégrante du sujet de la recherche : il s'agit ici de comparer deux représentations du paysage d'une même zone, c'est-à-dire la représentation paysagère des agriculteurs situés en zone périurbaine de Montréal et de Rennes d'une part, et d'autre part, la représentation du paysage des citoyens riverains de ces zones agricoles périurbaines.

Nous avons fait le choix d'interroger d'une part des agriculteurs car ils ont un rôle des plus important dans la gestion et l'évolution du paysage périurbain, a fortiori du paysage agricole périurbain. Leur vision du paysage qui les entoure et avec lequel ils doivent travailler quotidiennement est très enrichissant. L'intérêt de la représentation du paysage par les citoyens riverains de ces zones peut sembler moins instinctif : il s'agissait notamment de mesurer le degré de cohabitation possible entre une vision citadine et une autre plus distante de la ville, voire rurale. Cependant, il ne s'agissait pas de considérer la vision irréaliste de certains citoyens sur le paysage agricole. Au contraire, nous tenions à connaître la perception de citoyens, avec donc une façon de penser citadine, ayant un contact relativement important avec les espaces naturels environnants. Cette fraction de la population d'une ville comme Montréal ou Rennes semblait donc la plus pertinente pour cette enquête. En effet, quel citoyen voit, au sens propre, davantage les espaces agricoles périurbains que celui dont le logement les jouxte ? Il semble, de plus, que la connaissance et la prise de conscience de la richesse écologique et paysagère de ces zones soient une aide intéressante quant à la maîtrise de l'étalement urbain. Or, les premiers citoyens à être dans la possibilité de connaître cette richesse sont, de par leur proximité, les habitants des zones urbaines périphériques. Il semblait donc enrichissant de connaître l'intérêt qu'ils portaient sur leur voisinage immédiat en terme de paysage, d'écologie, etc., et de tenter de comprendre si ces zones méritaient, selon eux, qu'une gestion efficace et raisonnée de l'expansion urbaine soit mise en place.

Nous nous sommes notamment attachés à les questionner sur leur utilisation de l'espace agricole. En effet, c'est en fonction de leur capacité d'appropriation ou de leurs projets que les individus perçoivent et interprètent leur environnement⁽¹⁾. L'individu ne se place pas en tant qu'observateur de l'espace agricole mais en tant qu'utilisateur. Il exerce alors un droit de regard sur la gestion de l'espace agricole ce qui aboutit à des conflits avec les agriculteurs.

Nous dirons donc que la recherche s'est effectuée auprès de quatre **échelles d'évaluation**, c'est-à-dire, à Montréal comme à Rennes, auprès d'agriculteurs et de citoyens périurbains.

➤ LES METHODES D'ECHANTILLONNAGE

- Les échantillons représentatifs :

Il est très rare qu'on puisse étudier exhaustivement une population, c'est-à-dire en interroger tous les membres. D'ailleurs c'est inutile : interroger un nombre restreint de personnes, à condition qu'elles aient été correctement choisies, peut apporter autant d'information, à une certaine erreur près, erreur calculable, et qu'on peut rendre suffisamment faible. Le problème est de choisir un groupe d'individus, un *échantillon*, tel que les observations qu'on fera sur lui pourront être généralisées à l'ensemble de la population. Il

⁽¹⁾ C. Lévy-Leboyer, *Psychologie et environnement*, Paris, PUF, 211 p., In J. Serrano, *Gestion des espaces et activités agricoles en périphérie de la métropole Lilloise*, 1999, 303 p.

faut donc que l'échantillon présente les mêmes caractéristiques que la population, qu'il soit *représentatif*.

- Les échantillonnages sur place :

On peut s'appuyer sur le fait que certaines personnes se rencontrent nécessairement dans des endroits particuliers : les automobilistes se trouvent sur les routes et dans les stations-service, les voyageurs aériens dans les avions ou dans les aéroports, les fumeurs dans les bureaux de tabac, etc.

Lorsqu'on peut se contenter d'un échantillon de cette sous-population seule, sans groupe de comparaison, il est possible de constituer un échantillon correct en se rendant dans de tels lieux et en procédant, sur place, à un tirage au sort parmi les personnes présentes. La méthode est en principe satisfaisante, mais elle n'est pas sans biais. En premier lieu, on ne peut pas se contenter de se placer à un seul endroit : ce ne sont par exemple certainement pas les mêmes conducteurs qu'on rencontrera dans différents quartiers en ville, ou dans un village, ou en rase campagne. Il faudra donc commencer par constituer un échantillonnage représentatif des pompes à essence de la région étudiée, ou au moins constituer un échantillon raisonné, comprenant une variété suffisante de cas.

À ce premier échantillonnage spatial, il faut ajouter un échantillonnage temporel. En effet, et pour garder le même exemple, les automobilistes qui se déplacent de jour sont différents, à de nombreux points de vue, de ceux qui se déplacent la nuit, ceux qui circulent en semaine différents de ceux qui circulent le samedi ou dimanche. Il faudra donc effectuer l'enquête pendant toute une semaine, soit choisir par tirage au sort ou autrement, des moments divers.

- Les échantillonnages par quota

Dans son principe, la méthode des quotas, de loin la plus utilisée, consiste à obtenir une représentativité suffisante en cherchant à reproduire, dans l'échantillon, les distributions de certaines variables importantes, telles que ces distributions existent dans la population à étudier. Par exemple, si celle-ci comporte autant d'hommes que de femmes, on fera en sorte qu'il en soit de même dans l'échantillon.

En général, les quotas sont définis en fonction de quelques caractéristiques simples, comme l'âge, le sexe, la catégorie socioprofessionnelle, etc. Ces variables sont retenues en premier lieu parce qu'on peut en connaître la distribution dans la population. Il faut aussi que les variables soient effectivement en corrélation, soit directement avec les comportements qu'on veut étudier, soit avec d'autres facteurs qui interviennent dans les hypothèses.

Pour notre enquête, nous avons bien évidemment choisi de procéder à un échantillonnage spatial, étant donné que la recherche ne porte que sur les zones périphériques. Nous avons tout de même fait attention à ne pas réaliser les enquêtes que sur une seule période de la semaine, et au contraire, avons tenté de diversifier les heures et les jours d'enquête, de façon à ne pas privilégier une seule « catégorie » d'enquêtés, et donc d'usage des zones périphériques. En outre, nous avons également cherché à conserver un échantillonnage représentatif des populations périphériques.

(b) Comment interroger ?

➤ LES DIFFÉRENTS MODES D'INTERROGATION :

À une extrémité de cette dimension, on trouvera l'entretien *non directif* (appelé aussi *libre* ou en *profondeur*) au cours duquel on propose un thème que le sujet développe à sa guise, les interventions de l'interviewer se bornant à des relances ou des encouragements,

sans apporter aucune information ni orientation nouvelle. A l'opposé, le questionnaire *fermé* est constitué par une suite de questions dont l'ordre et la formulation sont fixés à l'avance, et où le sujet qui donne sa réponse doit choisir dans une liste, elle aussi constituée à l'avance, celle qui lui convient le mieux. Entre ces deux extrêmes, de nombreux intermédiaires sont possibles.

N.B. : Il est d'usage de réserver les termes d'entretien ou d'interview (qui sont en général synonymes) pour les techniques les moins directives, et d'appeler questionnaire les formes d'interrogation où les questions sont formulées à l'avance. Si, pratiquement, il n'y a pas de consensus sur les limites de chacun de ces termes, nous utiliserons ces différences pour définir plus précisément les deux termes.

Dans la variété des techniques qu'on peut imaginer, nous en précisons quatre qui jalonnent bien cette dimension de directivité croissante :

1. *L'entretien non directif* : l'enquêteur propose un thème et n'intervient que pour relancer et encourager.

2. *L'entretien semi-directif* : (appelé aussi parfois *clinique* ou *structuré*) : l'enquêteur connaît tous les thèmes sur lesquels il doit obtenir les réactions de l'enquêté, mais l'ordre et la manière dont il les introduira sont laissés à son jugement, la consigne de départ étant seule fixée.

3. *Le questionnaire ouvert* : la formulation et l'ordre des questions sont fixés, mais le sujet peut répondre aussi longuement qu'il le désire, et il peut y être incité par des relances de l'enquêteur.

4. *Le questionnaire fermé* : la formulation des questions, leur ordre et la gamme des réponses possibles sont fixés.

En pratique, il est fréquent de recourir à des méthodes mixtes.

➤ LES DIFFÉRENTES SORTES D'ENTRETIENS :

On distingue classiquement trois types d'entretiens :

- Non directifs (ou libres),
- Semi-directifs,
- Directifs ou standardisés (ce dernier type d'entretien est fort proche du questionnaire à questions ouvertes).

Chacun de ces types d'entretien présente des caractéristiques propres, qui interviennent moins au niveau des techniques (au moins en ce qui concerne les entretiens non directifs et semi-directifs) qu'au niveau des thèmes et de leur agencement :

- Dans le cas d'un entretien non directif, l'enquêteur se contente de poser le thème de l'entretien dont les caractéristiques essentielles sont d'être large et ambigu. La notion d'ambiguïté est fondamentale dans ce type d'entretien puisque c'est elle qui permet à l'enquêté de développer sa propre pensée à propos d'un thème très général n'incluant aucun cadre de référence particulier, et surtout pas celui du chercheur ou de l'enquêteur. La notion d'ambiguïté doit donc être ici comprise comme la présence d'un thème qui introduit la discussion, mais permet au sujet de l'interpréter à partir de son propre cadre de référence.
- En ce qui concerne l'entretien semi-directif, il existe un schéma d'entretien (grille de thèmes, par exemple). Mais l'ordre dans lequel les thèmes peuvent être abordés est libre. Si l'enquêté n'aborde pas spontanément un ou plusieurs des thèmes du schéma, l'enquêteur doit lui proposer le thème. Dans le cadre de chaque thème les méthodes se rapprochent de celles de l'entretien libre.

L'ambiguïté (définie comme précédemment) est moindre dans la mesure où le schéma d'entretien structure, qu'on le veuille ou non, le sujet, et par conséquent lui impose un cadre de référence. Toutefois, chacun des thèmes du schéma conserve une relative ambiguïté. Ce qui veut dire que les grandes catégories du cadre de référence global étant posé, il demeure une non-définition des cadres de référence au niveau de chaque point.

- Pour l'entretien directif ou standardisé, il n'existe pratiquement plus aucune ambiguïté. L'ensemble du cadre de référence est défini et l'enquêté doit se situer par rapport à ce cadre, entrer en lui pour pouvoir répondre de façon correcte.

Nous avons choisi de réaliser un questionnaire mixte, constitué de questions fermées quand il était en particulier question de connaître l'usage que le sujet faisait des espaces naturels périurbains, et de questions ouvertes quand il était question de connaître l'opinion et la perception de l'enquêté sur, par exemple, l'importance de conserver ou non des champs autour de la ville.

Ces entretiens étaient donc en partie directif, et dans un second temps semi-directif lorsque les thèmes correspondant aux questions ouvertes étaient abordés.

(c) Où interroger ?

Le lieu où se déroulent les entretiens intervient, pareillement à la période pendant laquelle ils sont réalisés, dans les résultats que l'on obtiendra dans une enquête. En effet, les personnes que nous interrogerons sur un lieu peuvent être très différentes de celles que nous aurions pu trouver sur un autre. Ainsi, si l'enquête se déroule dans une station essence, les personnes interrogées seront très certainement différentes des personnes interrogées à la sortie d'une école, pour prendre des exemples très prononcés. Le lieu de déroulement de l'enquête doit être suffisamment neutre pour ne pas trop intervenir dans les résultats finaux. L'enquête peut aussi être réalisée sur des lieux différents susceptibles de réunir, au bout du compte, une population complémentaire, et donc conforme aux exigences de « représentativité » que nécessite tout échantillon.

De plus, outre les questions de conformité au profil démographique souhaité, le lieu où se dérouleront les entretiens peut aussi avoir une influence plus indirecte, moins visible : en effet, les personnes que l'on interroge sur un lieu défini y sont généralement venu dans un but précis. L'action qu'ils mènent peut se révéler être assez incompatible avec la disponibilité que requiert un entretien.

Nous avons choisi d'organiser nos enquêtes dans deux endroits différents, pour Montréal comme pour Rennes, afin de recueillir les réponses d'une population socialement variée. Il s'agit de lieux d'attente : la gare routière, la mairie. Les personnes interrogées y sont plus disponibles et plus intéressées. Nous verrons plus en détails par la suite les commentaires formulés sur le déroulement des enquêtes.

(3). LA PRESENTATION DE PHOTOGRAPHIES

Le questionnaire est associé à une méthode originale de préférence de photographies. Outre le fait que celle-ci est d'une grande utilité dans la meilleure visualisation de leur perception sur le paysage, qui constitue une des finalités de cette recherche, il nous a semblé intéressant d'amener les gens à choisir parmi les photographies celles qui

ressemblent le plus et celles qui ressemblent le moins au paysage actuel de la zone, mais aussi à procéder à des choix affectifs concernant ces dernières.

En effet, un peu à la manière de la méthode projective mise au point en 1947 par L. Szondi, psychiatre Hongrois établi à Zurich, consistant en un choix affectif de photographies de visages, il nous a semblé que le choix affectif (ce que vous souhaiteriez avoir comme paysage, et ce que vous ne souhaiteriez pas avoir) permettrait de dégager des tendances plus profondes et plus fondamentales de l'appréciation d'un paysage, tendances que ne pouvait pas mettre à jour le questionnaire. A. Roger écrit, dans *Court traité du paysage*, « faute de modèles et de mots pour le dire, le pays reste dans l'indifférence esthétique ou, au mieux, l'approximation linguistique, quand l'émotion, elle-même soumise à des conditions culturelles, commence à balbutier ».

Nous avons choisi de montrer plusieurs photographies de paysages, paysages inconnus aux yeux des enquêtés, pour recueillir plus de spontanéité, mais paysages représentatifs de ce qu'ils pourraient retrouver près de chez eux. Ces photographies ont été choisies selon une échelle virtuelle d'action anthropologique : ainsi, celle représentant le moins l'action de l'homme sur le paysage est une vue de forêt dense. A l'inverse, celle représentant l'action forte de l'homme sur le paysage est une vue très urbaine et très bâtie.

Nous demandons, en premier lieu, à l'enquêté de nous donner un mot qu'il associe instinctivement à chaque photographie. Cette association d'idée(s) doit être rapide, de façon à limiter la réflexion, et ainsi, donner la perception première du sujet sur le paysage qu'il a alors sous les yeux.

Dans un second temps, nous lui demandons de nous indiquer l'élément fort qu'il identifie sur la photographie. L'enquêté dispose alors d'un temps de réflexion légèrement supérieur à l'exercice précédent.

Enfin, nous demandons à l'enquêté de classer, selon son ordre de préférence, les différentes photographies que nous lui avons présenté par deux fois. Cet exercice peut alors se faire une première fois sans regarder les photographies, qu'il doit encore avoir en mémoire. Ce temps nous permet de connaître comment il définit chacune d'elles (vocabulaire, éléments retenus, etc.). L'exercice se termine en confirmant ou corrigeant le classement, alors que l'enquêté a désormais toutes les photographies sous les yeux.

c) La méthode d'évaluation :

L'évaluation, qui plus est lorsqu'il s'agit d'évaluer des différences de perceptions, doit se faire de façon la plus objective possible. Cela suppose donc une rigueur importante de chaque étape de la recherche, incluant la formulation des axes de recherche et des indicateurs de vérification, l'enquête et la retranscription des propos des enquêtés, la traduction de leurs commentaires en « classes » d'individus ou « catégories types ».

Le découpage de l'évaluation se déroule en deux étapes, selon quatre indicateurs de recherche constituant une aide à l'évaluation de l'information qui aura été recueilli. Ces indicateurs de recherche découlent de l'hypothèse de recherche énoncée précédemment.

(1). PREMIERE PHASE D'EVALUATION :

Dans cette première phase, l'évaluation de l'hypothèse formulée précédemment s'effectuera en comparant plusieurs échelles d'évaluation, à travers une grille d'évaluation. On y observe d'une part une comparaison entre les propos et les perceptions des agriculteurs périurbains et les citoyens périurbains à Montréal puis à Rennes(cf. grille d'évaluation page suivante, 1). Dans un second temps, nous pourrions comparer les propos

et perceptions entre les agriculteurs québécois et les agriculteurs rennais, puis entre les citadins périurbains québécois et ceux qui habitent Rennes (2).




Enfin, une lecture verticale (3.) de la grille d'évaluation permettra de connaître la cohérence entre les propos des enquêtés, tout au long des entretiens.

Un premier indicateur concerne directement la perception paysagère des enquêtés : elle est traduite dans les cases correspondantes à la suite de l'expérience des photographies. Le second indicateur est obtenu principalement grâce au questionnaire : il s'agit ici du ou des éléments forts que l'enquêté apprécie particulièrement dans les zones périurbaines naturelles et/ou agricoles, et celui ou ceux qu'il souhaiterait voir disparaître, c'est-à-dire, qu'il juge déplaisant.

Le troisième indicateur de recherche est, quant à lui, un croisement entre des entretiens, auprès de personnes compétentes en écologie et d'une documentation appropriée, et les questionnaires réalisés auprès des mêmes échantillons d'enquêtés. Il s'agit de comprendre si les habitants et usagers de ces zones périurbaines connaissent ou non la richesse – ou la pauvreté – écologique de ces mêmes lieux.

Grille d'évaluation

Echelles d'évaluation

		MONTREAL		RENNES	
		Agriculteurs périurbains	Citadins périurbains	Agriculteurs périurbains	Citadins périurbains
Indicateurs de recherche	Modèle de paysage idéal , d'après l'ordre des photographies. Quel genre de paysage les enquêtés souhaitent défendre et conserver près de leur domicile, contre l'étalement urbain ?				
	Définition de l' attachement à la protection des zones périurbaines naturelles et/ou agricoles voisines. Quel(s) élément(s) de ces zones préfèrent-ils ? Le(s)quel(s) aimeraient-ils voir disparaître ?				
	Quelle est la connaissance de la part des enquêtés de la qualité des zones périurbaines qu'ils côtoient ?				

Pour chaque indicateur de recherche, il conviendra de définir les trois points suivants :

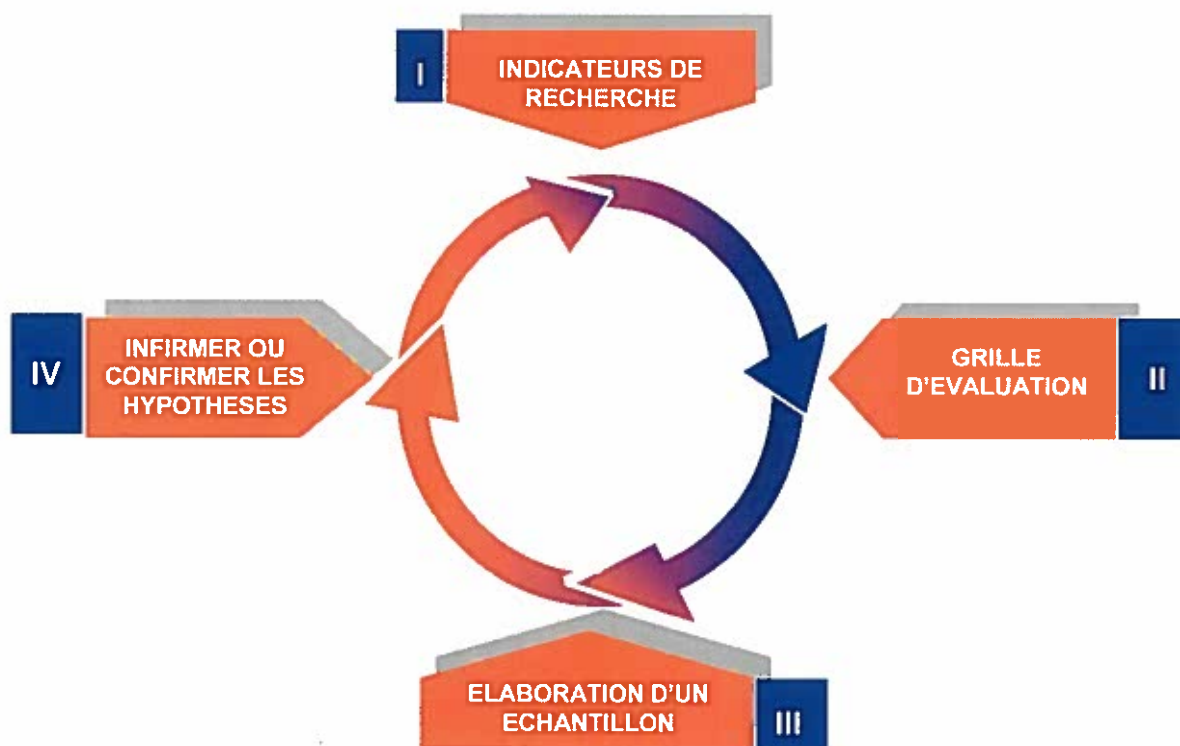
- ① Les tendances générales,
- ② Les exceptions,
- ③ Les conclusions que l'on tire de cet enseignement, et les limites à y apporter.

(2) DEUXIEME PHASE D'EVALUATION :

Cette seconde phase est essentiellement constituée de l'observation des études de « traces » liées à l'étalement urbain de Montréal d'une part, de Rennes d'autre part. Il s'agit donc d'étudier dans quelles proportions la similitude ou au contraire les divergences entre les perceptions du paysage périurbain ont eu des incidences sur la gestion de l'étalement urbain. Là encore, une comparaison entre Montréal et Rennes est intéressante, en particulier pour mieux cibler ces incidences précises, et non d'autres qui seraient liées à de nombreux autres facteurs potentiels. Une grande prudence dans les commentaires de ces « traces » devra être employée, afin de ne pas prendre comme telles des conséquences liées à tout autre facteur (démographique, économique, sociologique, politique, etc.).

(3) L'ANALYSE QUALITATIVE :

C'est par un effet de feed-back que l'on procède à l'analyse qualitative des informations retranscrites dans la grille d'évaluation, et qu'il nous est permis par la suite d'infirmer ou de confirmer les hypothèses et de répondre à la question générale de recherche.

(4) LE PROTOCOLE D'EVALUATION* :

* D'après une réalisation d'A. DRILLEAU – CESA – TOURS.

B. ETUDE DES « TRACES »

Tout d'abord, il faut préciser que sur l'échelle de l'« Urban Sprawl », soit l'étalement urbain, en Amérique du nord, la situation de l'agglomération de Montréal est très loin d'être la plus négative, loin derrière des mégapoles comme New-York, Chicago, San Francisco ou Philadelphie.

La géo-morphologie de la ville de Montréal, organisée en île, a inévitablement des répercussions importantes sur sa croissance. La construction des ponts et des autoroutes traversant le Saint-Laurent ont rendu possibles la vie autour de Montréal et les échanges centre/banlieue. D'abord, la banlieue s'est longtemps cantonnée aux périphéries de l'île. Jusqu'en janvier 2002, il s'agissait encore de communes indépendantes à Montréal. Aujourd'hui, l'île entière est sous l'égide du conseil municipal montréalais. Toutefois, l'exode vers les communes voisines a rapidement convaincu. Jusqu'alors très rurale, Laval a rapidement changé d'échelle.

C'est à partir du début des années 1960 que l'île de Laval (245 km²) s'est considérablement urbanisée. La construction de l'autoroute des Laurentides en 1958 (A-15) a largement contribué à la mise en marche du phénomène. Elle permettait en particulier l'accès de la métropole aux territoires du Nord, pour le tourisme hivernal surtout. Elle prolongeait la portion sud de l'autoroute qui menait déjà Montréal aux villes du nord des États-Unis, puis New-York.

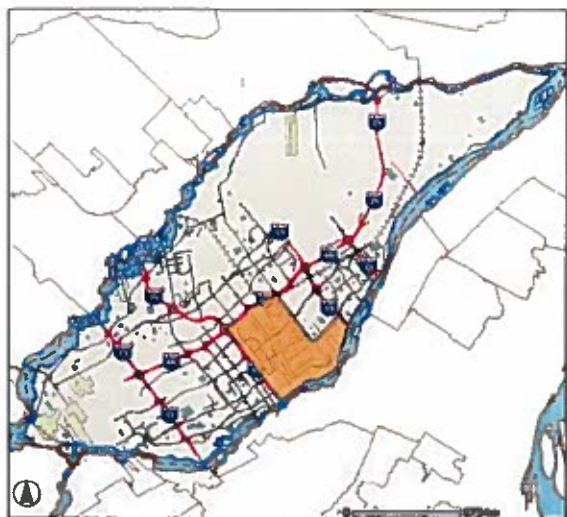
Dès lors, la surface allouée aux agriculteurs diminue sensiblement chaque année. Cette courbe peut d'ailleurs être mis paradoxalement en parallèle avec l'augmentation de la population. Toutefois, les productions agricoles de l'île (fruits et légumes principalement) tendent à rester constantes, du fait des progrès réalisés en productivité.

L'augmentation principale des zones urbaines se situe entre 1960 et 1980. Entre temps, on a commencé à prendre en considération la nécessité de contrôler l'étalement urbain. En 1977, un moratoire sur la construction autoroutière marque le premier signe de prise de conscience des lourdes conséquences pour l'avenir de la ville des politiques étatiques favorisant les transports privés et individuels. L'adoption en 1978 de la loi sur la protection du territoire agricole représente le deuxième pas vers cette prise de conscience. Elle mène à freiner l'effet exponentiel d'une politique de liberté quasi-totale sur le plan de l'accès au territoire, lui-même investi d'un cadre bâti très peu dense et fort consommateur d'espace. La population de Laval était de 330 393 habitants en 1996. D'une progression de 30 000 habitants entre 1986 et 1991, la ville de Laval a réussi à freiner cette évolution à un gain de 15 000 habitants entre 1991 et 1996. Toutefois, on constate un taux de croissance de la population nettement supérieur à celui du Québec (5,1 % contre 3,5 %). Le poids démographique de la ville de Laval dans la population totale du Québec est passé de 4,4 % en 1991 à 4,6 % en 1996.

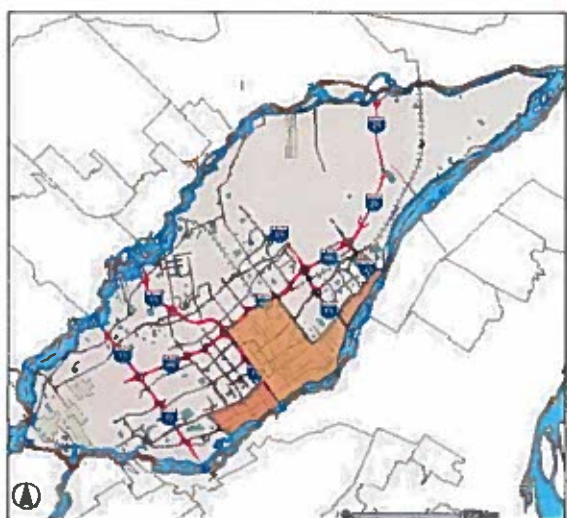


Page précédente : vue satellite d'un quartier de la ville de Deux-Montagnes, au nord de Montréal. On peut y observer le découpage parcellaire et le réseau viaire en quadrillage. La densité est d'environ 11 logements à l'hectare.

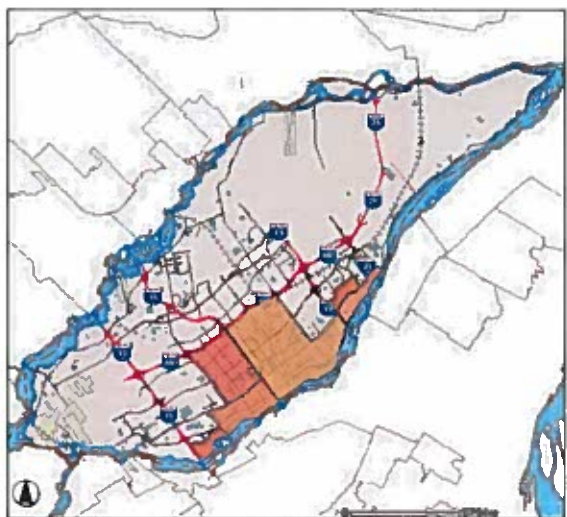
Les cartes ci-dessous (source : département d'urbanisme de la Ville de Laval) expliquent l'évolution chronologique des zones bâties sur l'île de Laval. On peut y observer l'importance des voies de communication (en particulier les ponts dans ce cas-ci) dans l'installation des zones de logements et d'activités.



1. En 1860. La partie colorée représente les zones bâties de l'époque. Les premiers sites occupés sont situés près du littoral, face à l'île de Montréal.

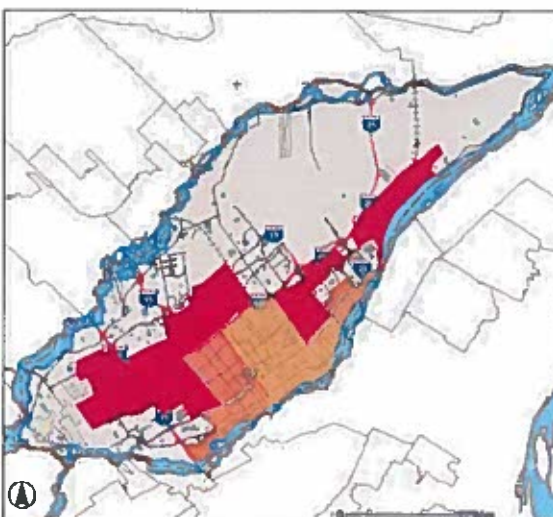


2. En 1920. On peut remarquer la faible croissance des zones urbanisées. Les nouvelles se localisent de par et d'autre du « centre-ville historique », toujours le long du littoral. Les exploitations agricoles ne sont pas mentionnées sur ces cartes. Elles se situent aux extrémités Est et Ouest de l'île.



3. En 1955. A la veille des grands travaux de construction d'autoroutes (et donc de ponts), la ville de Laval a su rester très dense. Entre les deux cartes, seules deux petites zones ont été urbanisées. Il est important de dire qu'à cette date, l'élan périurbain n'est pas encore entamé. De plus, la grande part de la croissance régionale est absorbée par Montréal, qui ne cesse de s'agrandir.

4. En 2000. La surface urbanisée a doublée en l'espace de 40 ans. Si les zones nord et est sont à vocation résidentielle, la partie ouest est largement dédiée aux activités commerciales et industrielles.



C. DEFINITION DU « PERIMETRE » D'ETUDE

Très tôt, le choix de la commune périurbaine de Laval a semblé la plus cohérente. Il s'agit d'une commune dont les liens avec Montréal sont historiquement très forts. Toutefois, elle ne fait pas partie du grand Montréal. En cela, il est intéressant de noter qu'elle développe donc une politique indépendante, restant toutefois en cohérence avec l'évolution globale de la métropole. Ainsi, depuis toujours, la ville de Laval est associée à l'exploitation agricole, plus particulièrement aux vergers et maraîchers.

Avec une surface importante de son territoire communal destinée à cette activité, Laval est une barrière efficace, malgré la pression immobilière ambiante, à la multiplication des poches urbanisées dans la région montréalaise.

En outre, la population locale, sans se soustraire à l'influence (socio-économique mais surtout culturelle) de Montréal, présentait l'avantage d'être plus raisonnablement comparable à celle de Rennes.

L'île de Laval est très distinctement découpée en deux, selon une frontière Nord-Sud passant en son centre. En effet, la moitié ouest est la plus urbanisée. Le passage de l'autoroute des Laurentides, conduisant les habitants de Montréal vers cette région touristique, ainsi que celui de la voie ferrée Canadian Pacific ont, historiquement, largement contribué à densifier cette partie de la ville. La moitié est, au contraire, est restée relativement épargnée de cette expansion urbaine, dont la majeure partie s'est réalisée dans les années 1960⁽¹⁾. Elle est paradoxalement séparée de l'autre moitié par l'autoroute Papineau (A-19). Dans cette zone, le rivage sud est toutefois peu utilisé par les agriculteurs. Il s'agit essentiellement d'une zone naturelle, publique, séparant deux zones urbaines. C'est au nord que résident et travaillent les agriculteurs. C'est dans cette zone que nous avons rencontré les agriculteurs dont l'enquête va être résumée par la suite.

D. ELABORATION D'UN ECHANTILLON ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

. La population agricole

A travers les renseignements de recensement collectés auprès de la ville de Laval, il a été possible de réaliser un échantillonnage cohérent de la population agricole à interroger. Les rendez-vous ont ensuite été pris par téléphone, afin d'organiser les rencontres au service d'urbanisme de la ville, accessible par bus périurbain⁽²⁾. Ces rencontres se déroulaient généralement en début de soirée, profitant souvent d'un voyage des agriculteurs vers le centre-ville (courses, réunion, etc.) et duraient environ 10 minutes. Il arrivait parfois que deux agriculteurs soient présents en même temps. Par souci de minimiser toute influence ou effet de groupe, ils étaient alors interrogés séparément, dans la mesure du possible.

Au final, l'échantillon réalisé est le suivant :

20 agriculteurs rencontrés : 18 hommes (90 %), 2 femmes (10 %). Le pourcentage actuel dans le secteur primaire à Laval est de 86 % d'hommes (1 055 sur 1 230). A noter que les femmes rencontrées l'ont été sur la fin de l'enquête : cherchant à respecter le profil

⁽¹⁾ La politique de construction massive d'autoroutes durant les années 60 a un impact immédiat puisqu'entre 1961 et 1971, 337 km² de territoire urbanisé s'ajoutent à la métropole (environ 500 km² aujourd'hui).

⁽²⁾ L'utilisation des bus périurbains était le seul moyen de locomotion « rapide » pour gagner l'île de Laval, sans avoir recours à une voiture de location...

démographique de la profession, nous avons voulu rencontrer des femmes. Cela s'est avéré difficile : les deux femmes interviewées sont en fait salariées de leurs époux, exploitants des entreprises agricoles. En outre, il s'agit ici, pour la moitié environ (12 sur 20) d'exploitations maraîchères et/ou fruitières, secteur particulièrement développé sur la commune.

. La population citadine

Connaissant les principales caractéristiques de la population lavalloise, l'échantillonnage se réalisait au fur et à mesure du déroulement de l'enquête. Ainsi, nous avons cherché à interroger un échantillon relativement comparable à la composition socio-démographique de la ville de Laval, en sélectionnant par avance les personnes à qui nous allions proposer de participer à notre enquête.

Celle-ci s'est déroulée en deux fois : d'abord, nous l'avons débuté dans les salles d'attente de la gare routière périurbaine de Laval et de Montréal. Cela avait plusieurs grands avantages : cela nous permettait tout d'abord de rentabiliser le temps d'attente que nous avions nous-mêmes avant de prendre le bus pour enquêter auprès des agriculteurs (ou pour en revenir). Les personnes enquêtées s'avéraient aussi être beaucoup plus accessibles et disponibles. Enfin, il s'agissait ici d'un lieu relativement neutre où l'on pouvait rencontrer – rapidement et en grand nombre – une panoplie large d'habitants, tant dans l'âge que dans la profession ou l'état d'esprit. Toutefois, ces lieux ne permettant pas de rencontrer la population socialement plus aisée, la seconde partie de l'enquête (moins importante quantitativement) se déroula dans la salle d'attente de la mairie même de la ville de Laval. Ici encore, les personnes interrogées se montraient très disponibles. La sélection des personnes à interroger étant délicate à réaliser sur le lieu même⁽¹⁾, nous l'avons effectuée par la suite.

Les chiffres suivants, représentant les caractéristiques retenues dans le profil socio-démographique de la population lavalloise, précèdent la présentation de l'échantillon finalement enquêté :

a) Structure par âge :

	Echantillon		Laval	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
0-19 ans	2 (2,5 %)	3 (3,75 %)	13,35 %	12,82 %
20-29 ans	7 (8,75 %)	7 (8,75 %)	6,41 %	6,29 %
30-39 ans	10 (12,5 %)	12 (15 %)	8,92 %	9,07 %
40-49 ans	8 (10 %)	6 (7,5 %)	7,47 %	7,92 %
50-59 ans	5 (6,25 %)	5 (6,25 %)	5,65 %	6 %
60-69 ans	4 (5 %)	4 (5 %)	4,39 %	4,73 %
70 ans et +	3 (3,75 %)	4 (5 %)	2,72 %	4,27 %
TOTAL	39 (48,75 %)	41 (51,25 %)	48,88 %	51,12 %

On peut remarquer une sur-représentation des classes 20-29 ans et 30-39 ans. Cela correspond à la population active, c'est-à-dire, celle que nous avons le plus de chance de retrouver dans la gare routière, avec celle des moins de 20 ans. Nous avons volontairement choisi de sous-représenter cette classe d'âge, de façon à toucher un public plus sincère et davantage préoccupé par les questions qui étaient les nôtres.

⁽¹⁾ La discrimination de certaines personnes au profit d'autres, sur des critères uniquement d'apparence, est peu judicieuse, et peut se révéler être très indiscrete dans une salle d'attente, et qui plus est, être peu fiable.

Au contraire, la représentativité relative au sexe des enquêtés est très proche de la réalité. La méthode dite « des quotas » permet ici très facilement de sélectionner par avance le public à enquêter.

b) Catégorie socio-professionnelle

Le découpage de la population au Québec est sensiblement différent de celui que l'on peut retrouver en France, tel qu'il est pratiqué par l'INSEE. Aussi a-t-il fallu faire en sorte de calquer l'échantillon sur les statistiques relatives à Laval, préparées par Statistique Canada, lors du recensement de 1996 et révisée en 1998.

Groupe professionnel	Echantillon	pourcentage sans les étudiants et retraités	Laval
Gestion	8 (10 %)	12,69%	9,81%
Affaires, finances et administration	9 (11,25 %)	14,28%	23,03%
Sciences naturelles et appliquées et professionnelles assimilées	5 (6,25 %)	7,93%	6,09%
Secteur de la santé	4 (5 %)	6,35%	5,90%
Sciences sociales, enseignement, administration et religion	4 (5 %)	6,35%	5,77%
Art, culture et loisirs	2 (2,5 %)	3,17%	2,44%
Ventes et services	10 (12,5 %)	15,87%	25,39%
Métiers, transports et machinerie	14 (17,5 %)	22,22%	13,31%
Professions propres au secteur primaire	1 (1,25 %)	1,59%	0,74%
Transformation, fabrication et services d'utilités publiques	6 (7,5 %)	9,52%	7,52%
Etudiants	5 (6,25 %)		
Retraités	12 (15 %)		

Plusieurs remarques découlent de la répartition socio-professionnelle de notre échantillon :

- ⇒ On peut tout d'abord observer une sous-représentation relativement importante des professions liées à la gestion, aux affaires, finances et administration, ainsi que celles associées à la vente et aux services. A cela plusieurs raisons : ces professionnels sont difficilement accessibles dans la journée, et fréquentent peu les gares routières. La plupart des enquêtés dont la profession est mentionnée ci-dessus l'ont été dans la salle d'attente du service d'urbanisme de la mairie.
- ⇒ La sur-représentation des professions du transport et de la machinerie s'explique aisément par l'élaboration de l'enquête dans la salle d'attente de la gare routière.
- ⇒ Ces différences de répartition de la population entre l'échantillon et la réalité ont pu avoir, malgré tous nos efforts, des incidences sur les résultats et analyses à venir. Ces incidences sont principalement liées au fait que les catégories sociales les plus aisées sont sous-représentées.
- ⇒ Toutefois, il faut relativiser les écarts de pourcentages en relevant que dans notre échantillon, nous avons pris en compte les étudiants et les retraités, qui n'apparaissent naturellement pas dans le décompte de la population active de Statistique Canada.

E. ANALYSE DES RESULTATS

. Analyse des propos des agriculteurs

a) Durant l'enquête :

Nous rendrons les propos dans l'ordre chronologique des questions posées durant les entretiens⁽¹⁾.

Une grande majorité des agriculteurs interrogés se sont tout d'abord montrés très humbles par rapport au « travail entrepris » sur la question en France. Un grand nombre d'entre eux se sont dit très intéressés sur ce qui se faisait dans ce domaine en Europe.

La campagne agricole fait réellement parti de leur idéal paysagé : à la question « quel type d'espace dit naturel préférez-vous fréquenter », 60 % nommaient la campagne en premier. Viennent ensuite la forêt puis la montagne. Ces deux réponses vont souvent de pair, vu la géographie du Québec. Les retrouver en second s'avère relativement justifié de la part d'agriculteurs périurbains, davantage attirés vers les territoires périphériques que vers la ville elle-même. De ce fait, ils ne fréquentent que rarement les parcs naturels périurbains, leur préférant, pour se détendre par exemple, leurs propres champs et vergers. Concevant d'ailleurs parfaitement la nécessité de tels parcs en milieu urbain, ils en perçoivent généralement moins l'intérêt en milieu périurbain :

« (...) Non, ces parcs non rien à faire ici. D'abord, nos vergers sont parfois accessibles, hors saison par exemple. A partir du moment où les gens sont respectueux de notre travail... Et puis, du point de vue du paysage, nous pouvons leur offrir quelque chose de comparable... Même mieux. D'ailleurs, ces parcs prennent parfois de la place... qui nous serait utile. Et puis, si les gens veulent de la nature, ils peuvent faire 30 minutes en voiture, non ??! »

Maurice, 58 ans, Laval.

L'importance de conserver les champs autour des villes ne fait aucun doute. La pression foncière pourrait pourtant parfois leur permettre des plus-values importantes sur leurs terrains. Mais la loi de protection du territoire agricole, le plan d'occupation des sols communal, et l'importance d'apporter un frein à l'étalement urbain sont des raisons assez fortes pour eux. Les nombreux exemples de l'agriculture américaine et les images de villes sans limites ont aussi sur eux un impact sensible. Bien entendu, la production de denrées alimentaires est une des raisons les plus citées pour démontrer l'importance que prennent ces cultures en milieu périurbain. Cette réponse est même la première parmi les producteurs fruitiers et maraîchers. Le fait que leur produit nécessite peu d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur, et qu'ils fournissent largement Montréal peut être une des causes de cette différence par rapport aux céréaliers par exemple. La production de ces derniers est souvent exportée, du moins transformée dans d'autres régions que Montréal.

Curieusement, à la question « pensez-vous que l'agriculture contribue à préserver le paysage », seul 70 % des agriculteurs interrogés ont répondu positivement. Il semble en fait que l'agriculture soit aujourd'hui en prise de conscience de certains fléaux qu'entraînent certaines pratiques. L'agriculture du Canada, et surtout au Québec semble actuellement entrer dans une phase autocritique et de remise en question de tout leur système productif

⁽¹⁾ voir annexes.

d'hier et – encore – d'aujourd'hui. La crise aux multiples facettes de l'agriculture européenne leur a ouvert les yeux sur les dangers d'une production intensive, au détriment parfois de toute précaution :

« Nous, ça fait 20 ans que l'on travaille avec les mêmes méthodes, en essayant de produire toujours plus, pour des rendements toujours meilleurs. Parfois, on essaye de nouveaux produits, de nouvelles méthodes, on essaye de faire comme nos voisins [c'est-à-dire les États-Unis notamment, mais aussi les grandes régions agricoles du Canada, entre Winnipeg et Calgary], mais avec nos moyens à nous... (...) On a bien vu ce qui s'est passé en Europe. Honnêtement, je crois pas que l'on soit hors d'atteinte de tous vos problèmes... (...) Je pense que la réaction de l'Union Européenne a été sage. J'aimerais que l'on s'en inspire pour réglementer tout ça, (...) pour que je puisse être complètement fier de ce que je fais et de ce que je donne. »

Frédéric, 27 ans, Laval.

Les raisons invoquées pour démontrer que l'agriculture contribue – « malgré tout » - à préserver le paysage sont, par ordre décroissant : en travaillant le sol et en conservant de la verdure (55 % le classèrent en premier), en éliminant les broussailles et entretenant la nature, puis en facilitant une harmonie des paysages, enfin en maintenant une biodiversité.

Comme nous l'avons entrevu, si les agriculteurs québécois interrogés sont souvent conscient de leur rôle à jouer dans la production et le maintien de paysages de qualité, certains d'entre eux sont aussi assez critique sur leur part de responsabilité dans la pollution. 45 % d'entre eux pensent que l'agriculture peut être responsable de pollution (5 % seulement pensent qu'elle l'est beaucoup). À l'inverse, 55 % refusent d'admettre qu'elle peut l'être (dont 25 % catégoriquement). Par pollution, ils pensent généralement à la pollution des sols. Les pollutions sonores et visuelles semblent être, à Laval, moins problématiques qu'en France. La différence de chaleur ; et les distances plus importantes entre les zones de cultures et celles habitées réduisent considérablement les difficultés de cohabitation. En outre, l'origine des cultures reste sans aucun doute moins contraignante, même si l'élevage des porcs est en croissance au Québec.

Généralement plus conscient des réalités écologiques mis en jeu, les agriculteurs ayant répondu positivement à la question précédente pensent aussi que les agriculteurs font des efforts pour maîtriser la pollution. Dans l'ensemble, ils sont plus jeunes (moyenne d'âge de 36 ans) que ceux qui ne le pensent pas (45 ans). Cela démontre d'une prise de conscience de la part des agriculteurs plus ouverts et plus sensibles sur la question écologique. Peut-être que ces derniers accepteraient aussi plus facilement de changer quelque peu leur méthode de production maintenant, alors que cela semble plus difficile à accepter pour des agriculteurs installés depuis plus longtemps.

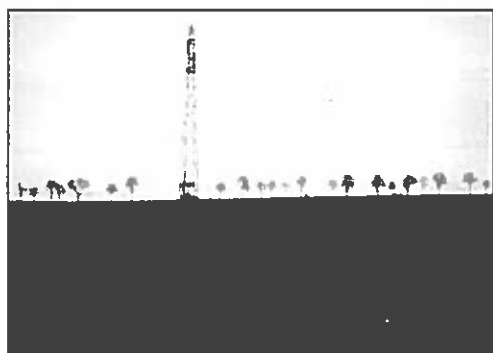
Enfin, à la dernière question « qui selon vous connaît le mieux la nature et est le plus apte à la défendre », les agriculteurs ont généralement répondu les scientifiques et les chercheurs spécialisés. Ils faisaient souvent remarquer que ces derniers occupaient parfois la totalité de leur temps à trouver des solutions, quand il ne s'agissait pas, pour eux-mêmes, d'une préoccupation première. D'autre part, si certains (10 %) regrettaient parfois l'aspect « hors contexte » des recherches, la plupart saluait quand même les efforts que font les scientifiques pour venir sur le terrain. Le fait que l'enquête se déroulait autour de Montréal éclaire certainement cette réponse. Curieusement, seul 10 % d'entre eux ont cité en premier les responsables d'associations de défense de la nature. Nous pensons que ces derniers s'occupent davantage des régions montagneuses, plus au nord, que des zones périurbaines. Les contacts peu nombreux que les agriculteurs ont avec eux peuvent expliquer ce choix.

Enfin, seul 20 % des enquêtés placent les agriculteurs en tête de liste. Toutefois, il s'agit peut-être de modestie, puisque cette réponse apparaît alors très souvent en seconde position (50 % du reste).

b) Sur les préférences photographiques :

Nous allons procéder à l'analyse des photographies, dans l'ordre décroissant du classement statistiquement établi lors des entretiens.

(1). PREMIER LOT



1. La photo ci-contre est citée en première dans 50 % des réponses. Le mot le plus souvent associé est champs (60 %), puis culture (20 %). Un seul agriculteur a relevé le pylône électrique. Au Québec, les lignes électriques à très haute tension sont particulièrement présentes. Elles apportent aux grandes villes situées généralement au sud du pays l'énergie produite par les grands barrages, souvent dans le nord. D'autre part, le climat parfois très froid ne permet pas l'enfouissement des lignes dans le sol.

L'absence de haie n'a pas été relevé : nous sommes dans un pays de grands espaces, et ce problème écologique n'est que très rarement soulevé. Il semble en effet difficile de contraindre les agriculteurs à conserver des parcelles aux surfaces limitées, entourées de haies arborées. D'autre part, les engins agricoles sont « taillés » pour ces surfaces et distances démesurées. Les conduire dans des surfaces plus restreintes serait délicat.



2. Cette photo et la suivante sont assez proche dans les classements. Toutefois, celle-ci semble être moins éloignée des paysages québécois que la suivante. Elle apparaît première dans 25 % des enquêtes et seconde dans 73 % des cas contraires. Les mots associés et éléments relevés sont « village » (40 %), arbres (25 %) et haies (10 %). En fait, cette configuration du paysage leur est tout de même assez étrangère. Comme nous l'avons mentionné plus haut, cet espace bocager est peu présent dans la région de

Montréal. Toutefois, on le retrouve plus souvent vers l'est Québécois.



3. Plus encore que la précédente, cette photographie-ci paraît étrangère aux agriculteurs questionnés. Pour bon nombre d'entre eux, elle représente le paysage rural français. Les mots qu'ont lui associés sont : « ferme » (45 %), « France » (25 %) et « arbres » (20 %). Aucun d'entre eux n'a relevé les bâtiments industriels visibles en arrière-plan.



4. Cette photographie a eu peu de succès auprès des agriculteurs enquêtés. La pâture des vaches laitières est en fait là aussi peu commune autour de Montréal. Les mots associés ont été : « troupeau » (75 %) et « pré » (25 %).



5. Dernière photographie : celle du parc aménagé. Il s'agit même ici d'un terrain de golf. Les agriculteurs interrogés ne s'y sont pas trompés. Particulièrement sensibles aux problèmes qui peuvent être reliés à la concurrence des terrains, ils apprécient généralement assez peu l'installation de ces parcs qui occupent des surfaces importantes. Les mots associés sont sans équivoque : « artificiel » (50 %), « golf » (25 %), et même « gazon » (10 %) et « tondeuse » (5 %).

(2).DEUXIEME LOT

Ce second lot de photographie est lié à la cohabitation des zones bâties et agricoles. Il définit les préférences paysagères quant au front urbain.



1. Cette photographie est la mieux classée du second lot. Elle apparaît première dans 45 % des entretiens, et dans 80 % en second dans les cas contraires. Les enquêtés lui ont associé les mots « champs » (30 %), « séparation végétale » ou « haies » (30 %), et « habitations » (40 %⁽¹⁾). Cette analyse, qui peut se lire *chronologiquement* sur la photo, est très révélatrice des soucis d'intégration du bâti qu'entretiennent les banlieues montréalaises.

Les agriculteurs interrogés y ont vu une séparation réussie entre les activités, sans toutefois que celles-ci soient cloisonnées. C'est à la fois un paysage offert aux habitants, en limitant les désagréments.

Un seul d'entre eux a mentionné une remarque sur l'organisation du lotissement en arrière-plan. Bien que très différent de ce que l'on peut observer dans les banlieues québécoises, le dessin très rigide n'y est par contre pas étranger, bien au contraire.



2. Classée première dans 40 % des entretiens et seconde dans 20 % des cas contraires, cette photographie semble rassembler plusieurs éléments positifs. Les mots qui lui ont été associés sont « champs » et « pré » (75 %), « (rase-) campagne » (20 %). L'aspect de mitage des activités n'a pas été relevé. Cette forme d'avancée urbaine est courante au

⁽¹⁾ Le total des pourcentages peut dépasser les 100 %, car plusieurs réponses étaient autorisées.

Québec. La ville, au loin, n'a pas été relevée non plus.



citadins proches des champs. Ils y voient alors un intérêt pour leur activité, parfois aussi un marché potentiel (un agriculteur touristique).



3. Première incursion dans les zones urbaines plus denses, cette photographie n'est jamais arrivée en tête dans les classements. Les mots associés ont été « ville » (35 %), « champs » (25 %), « immeubles » ou « buildings » (50 %). Si les agriculteurs percevaient encore largement le rapport à la nature et aux champs, nombre d'entre eux ont tout de même critiqué cette cohabitation qu'ils trouvaient souvent déstructurée, peu praticable. D'autres, en moins grand nombre, ont apprécié de voir les

4. Première dans 15 % des réponses, cette vue ne laisse aucun doute sur sa nature : nous sommes dans un centre-ville dense. Si bon nombre d'agriculteurs n'y ont plus perçu leur intérêt, ceux l'ayant classée première lui ont trouvé l'avantage de ne pas mélanger les genres. Sans compter que certains aiment aussi la ville. C'est même parfois la raison de leur installation aux portes de Montréal.

A noter : un des agriculteurs enquêtés a reconnu la photographie. Elle n'apparaît toutefois que dernière dans son classement.

(3) BILAN DES PREFERENCES PHOTOGRAPHIQUES

On peut remarquer que, face à des organisations déstructurées qu'ils côtoient chaque jour, les agriculteurs enquêtés leurs préfèrent des situations plus claires, plus rigides :

« La ville ici, nous là. C'est plus facile pour travailler (...), et ils profitent quand même de la vue de nos champs. Mais sans nous gêner. C'est jamais comme ça à Laval. Ils cherchent toujours des terrains où construire.(...) de toute façon, bientôt, il faudra partir, si on nous protège pas plus (...). »

Patrick, 42 ans, Laval.

Les zones de mitages ne les séduisent pas, leur préférant les grands espaces libres. Les préoccupations paysagères ne sont donc pas déterminantes dans les choix effectués. Ils recherchent encore l'intérêt et la facilité de travail. Toutefois, ils semblent apprécier l'intérêt que leur portent parfois les citadins venus faire leur promenade aux alentours de leur propriété. Loin d'être méfiants à leur égard, ils en tirent une certaine fierté.

. Analyse des propos des citoyens

a) Durant l'enquête :

Une grande part des enquêtés déclaraient utiliser régulièrement les zones périurbaines naturelles aménagées. Ainsi, 50 % le pratiquaient à des fins de détente au moins un week-end sur deux, 20 % une à deux fois par mois. Le centre de la nature, à Laval, est le plus utilisé. Toutefois, pour ceux qui vivent sur le rivage sud de Laval, l'attrait du Mont-Royal et de ses activités familiales est important.

Le littoral exerce sur les Montréalais un attrait intéressant : ce type d'environnement dit « naturel » est le préféré dans 40 % des réponses. Sa distance de Montréal le lie intuitivement aux voyages vers l'Est de la région. En outre, le Saint-Laurent est intimement lié au vécu et à l'Histoire de Montréal et à ses habitants. Le remonter vers l'Océan est ici un voyage chargé de symboles.

Plus accessible, les montagnes et forêts des régions du nord, à 30 minutes de Montréal sont souvent citées également (40 %). On y a souvent de la famille, des amis. Les locations sont très accessibles, et c'est le lieu des week-ends de ski. Ce sont les lieux les plus souvent fréquentés, en particulier l'hiver.

On y recherche l'immensité (forêts, littoral), la vie sauvage et la quiétude. Loin de l'animation perpétuelle de la métropole, les montagnes sont synonymes de silence et de retour à la simplicité.

Les parcs de détente, très soignés autour de Montréal, sont renommés pour leurs parcours pédagogiques. Pour 90 % des enquêtés, ils permettent de prendre contact avec la nature.

Les citoyens se rejoignent tous sur une question : il faut conserver les champs autour des villes. Ils ont répondu oui à 90 %. Les raisons évoquées sont généralement de garder un peu de « verdure » près d'eux.

« A Laval, avant, il y avait beaucoup plus de champs et d'agriculteurs. Les vergers disparaissent. Pourtant Laval est connu pour ses vergers... (...) il faut absolument que l'on conserve ces champs. D'abord, c'est la nature à portée de main. La fin de semaine [le week-end] tu files dehors 100 mètres, et ça y est : tu as quitté la ville... il faut absolument garder ça... (...) Le matin, en allant au travail, tu peux couper et longer les champs. Et le midi, y a toujours moyen de faire une pause à côté... »

Thérèse, 45 ans, technologue industrielle, Laval.

Certains ont aussi relevé l'importance de conserver la production de denrées alimentaires autour d'une ville comme Montréal (20 %). Toutefois, la fonction paysagère reste le premier intérêt formulé.

De même, 85 % des citoyens pensent que l'agriculture contribue à préserver le paysage. Le respect de la nature, l'entretien du sol, et la biodiversité sont évoqués. L'obligation de travailler avec la nature est aussi soulevée, même si certains relèvent que les agriculteurs cherchent parfois à produire en contraignant la « Nature ». Cette reconnaissance des conséquences des travaux agricoles sur le paysage s'explique principalement par un voisinage relativement proche. La vision régulière des activités agricoles compense un isolement culturel et social important de la profession vis-à-vis des citoyens.

« Les agriculteurs travaillent dans la nature. Ils sont forcément responsables des paysages que l'on y rencontre. (...) leur travail, c'est entretenir le sol et le rendre fertile. Parfois, le paysage produit peut nous déplaire, à nous citoyens, pourtant c'est eux qui sont les plus à même de savoir ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire. »

Jacques, 42 ans, technicien dentaire, Laval.

A la question « pensez-vous que l'agriculture soit responsable de pollution », 20 % seulement des citoyens ont exprimé une inquiétude à ce sujet. La grande majorité reste persuadé que les agriculteurs sont très respectueux de la nature et des conditions écologiques. Ceux qui s'inquiétaient étaient principalement des classes socio-professionnelles plus élevées. Les étudiants se sont au contraire montrés tout à fait rassurés.

« Si beaucoup d'entre eux [des agriculteurs] sont tout à fait respectueux de leur environnement et conscients qu'il s'agit ici de leur outil de production, une majorité cherche avant tout à générer du cash [des profits], et n'hésite pas à faire de leur exploitation une industrie.(...) Et puis, l'agriculture est de toute façon aujourd'hui source de pollution, quoi qu'on en pense : les produits chimiques comme les pesticides sont contre nature.(...) Et ici [en Amérique du nord] tout marche avec la génétique...Mais j'ai l'impression que de grandes améliorations sont entreprises dans ce sens... »

Michel, 50 ans, informaticien, Laval.

« Je pense que tous les agriculteurs sont sensibles à ces problèmes de pollution et qu'ils font le nécessaire pour ne pas polluer (...). Mais, malgré tout, ils ne possèdent pas tous les moyens de faire les efforts indispensables à la lutte contre la pollution. »

Mylène, 20 ans, étudiante, Terrebonne.

En fait, il semble que les agriculteurs ont, pour les citoyens québécois, davantage d'importance dans le rôle de lutte contre la pollution (irréremédiablement liée à la ville : déplacements, pollution visuelle, sonore, etc.) que de risques d'être eux-mêmes responsables de pollution. Le peu d'impact des scandales écologiques et sanitaires du monde agricole en Europe dans les médias nationaux peut expliquer cette différence de compréhension. En outre, les agriculteurs ne sont que très peu ciblés par les associations de défense et de protection de la nature. Ces derniers préfèrent lutter contre les investissements touristiques des régions (encore) naturelles. En fait, pour que les Québécois prennent conscience des problèmes écologiques parfois liés à l'agriculture, ils doivent rechercher l'information eux-mêmes : le réseau d'Internet reste le média le plus ouvert et le plus objectif au Canada, et au Québec.

Enfin, les citoyens classent les associations de défense en premier pour ce qui est de la capacité à connaître et défendre la nature (54 % en première position). Viennent ensuite les scientifiques (24 %) légèrement devant les agriculteurs (22 %).

« Je pense que les agriculteurs connaissent vraiment bien la nature : ils travaillent avec depuis toujours. Ils ont appris à reconnaître chaque signe, chaque particularité. (...) Toutefois, cette connaissance est destinée à leur profiter. Ils ont beaucoup d'intérêts en jeu. Ils ne peuvent pas toujours faire ce qui leur plairait. (...) Les associations de défense et les scientifiques, mêmes s'ils ne sont pas tous les jours au contact de cet environnement naturel, connaissent très bien leur sujet. Ils ont parfois fait de longues études pour ça. (...) Et

l'avantage par rapport aux agriculteurs, c'est qu'ils en sont beaucoup plus indépendant. (...) A chaque fois qu'ils décident quelque chose, cela va dans le sens de l'environnement et de l'écologie. Il n'y a aucune incidence négative sur leur vie... »

Denise, 65 ans, bibliothécaire, Laval.

b) Sur les préférences photographiques :

(1) PREMIER LOT



industriel ou commercial en arrière-plan.

1. Cette photographie est classée première dans 65 % des réponses, seconde dans 15 %. Les mots qui lui ont été associés ont été « campagne » (78 %), « ferme » et « fermette » (33 %⁽¹⁾). Pour les citadins enquêtés, cette vue se rapproche le plus du paysage bucolique idéalisé. Beaucoup ont fait le rapprochement avec une campagne française. Ici, l'aspect sinon exotique du moins étranger n'a pas posé problème.

5 % seulement des propos font état du bâtiment



curieusement, ce sont aussi ceux qui recherchent de la « verdure » dans la protection des champs périurbains. Ceux-là ne semblent pas remarquer qu'il s'agit ici d'un golf. On aime sa « propreté » (45 %), son « vallonement » (21 %). A l'inverse, ceux qui pensent que les agriculteurs sont parfois responsables de pollution critique l'aspect « artificiel » du paysage proposé.

2. Première dans 26 % des cas, cette photographie est l'une des plus appréciée. Toutefois, elle est aussi la dernière ou l'avant-dernière dans 21 % des entretiens. A la fois aimée et désapprouvée, elle ne laisse pas indifférente. Il n'y a pas réellement de corrélation avec leur origine sociale : ils sont de tout âge et de toute profession. Par contre, ce sont souvent ceux qui pensent les agriculteurs exempts de tout reproche concernant la pollution. Et



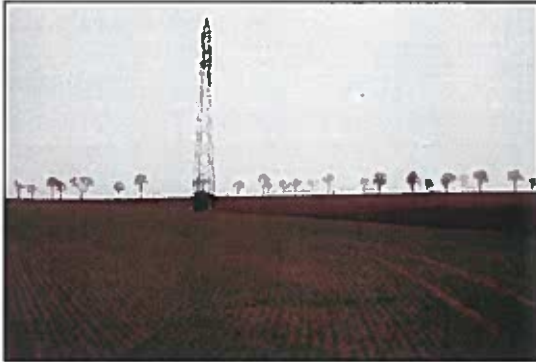
3. Première dans 5 % des classements, mais seconde dans 32 %, cette photographie laisse les enquêtés plus indécis. On lui associe les mots « arbres » (58 %) et « champs » (30 %). Les fermes et étangs ne sont que très rarement relevés.

⁽¹⁾ Le total des pourcentages peut dépasser les 100 %, car plusieurs réponses étaient autorisées.



4. Moins appréciée, cette photographie reste étrangère à la vision habituelle de la campagne québécoise. Les mots « troupeau (de vaches) » (78 %) et « pré » (62 %) reviennent également chez les citadins.

Toutefois, certains aiment l'idée de tranquillité qui se dégage de cette photographie. C'est souvent ce qu'ils recherchent dans la pratique de milieux campagnards.



5. Classée en dernière position ou en avant dernière position dans 54 % des classements, cette photographie représente souvent ce que les citadins n'aiment pas voir près de chez eux. Ils lui ont associé les mots « intensif » (25 %), « pylône » (44 %). Plus courante dans la région de Montréal que les photos précédentes, elle est à l'image des grandes exploitations céréalières. Les citadins ont souvent dit ne ressentir aucun plaisir dans de tels paysages. On lui reproche sa monotonie, sa *platitude*.

(2) DEUXIEME LOT



1. Première dans 78 % des réponses, les citadins voient dans cette photographie une « cohabitation » (22 %) réussie entre un « lotissement » (40 %) et les « champs » (46 %). Cela représente finalement ce qu'ils souhaiteraient vivre : une banlieue très organisée comme il en existe beaucoup autour de Montréal, à la fois proche et bien séparée des secteurs agricoles. D'autant que la photo présente ici un champ de pâture, nettement moins contraignant que les champs de céréales,

les exploitations d'élevages,...



2. Souvent citée en seconde (55 %) ou en première (15 %), cette photographie est généralement liée à la précédente. On y voit là encore une cohabitation réussie entre les « maisons » (82 %) et les « champs » (94 %). Les citadins n'expriment que peu souvent la différence par rapport à la vue précédente. Cela tient sans doute au point de vue, éloigné des habitations. De plus, au Québec, du moins autour de Montréal, les lotissements se

ressemblent beaucoup entre eux, et leur configuration reste peu originale les uns par rapport aux autres. Personne n'a relevé explicitement les vaches sur la droite de la photographie.



de travail, d'efforts et de stress.

3. Rarement première (7 %), cette photographie est souvent plébiscitée par les plus jeunes et les étudiants en général. On lui associe les mots « centre-ville » (35 %), « immeuble » (78 %), et « dense » (13 %), parfois « trafic (automobile) » (8 %). Les jeunes y sont attachés, car c'est leur quotidien. C'est aussi le reflet de la ville dynamique et culturelle. En outre, c'est un milieu dans lequel ils se sentent à l'aise, lorsque les enquêtés plus âgés qui travaillent parfois en centre-ville sont plutôt pressés de le quitter. Pour ceux-là, le centre-ville est alors synonyme de lieu



4. Peu familier de ce paysage, les citadins enquêtés l'ont très souvent classé dernier (35 %) ou avant-dernier (25 %). Ils lui ont associé les mots « immeubles » (60 %), « champs » (12 %). Certains y ont vu la représentation des banlieues françaises. La plupart lui reprochent son désordre et son aspect déstructuré.

(3). BILAN DES PREFERENCES PHOTOGRAPHIQUES

Les citadins ont très souvent classé les photographies en prenant pour point de référence les habitations sur la vue. Dès lors, le cadre paysager qui jouxtait les zones bâties était dans un second temps pris en considération. On a pu voir que l'âge avait une importance inattendue dans le classement réservé à la vue du centre-ville. Enfin, si les zones d'habitation jouxtaient des champs, les citadins n'ont que rarement pris réellement conscience du rapport à l'agriculture. Il ne s'agissait plus alors que de « verdure », à laquelle ils semblent particulièrement attachés (mis à part les plus jeunes d'entre eux, plus habitués à côtoyer les zones densément construites des campus universitaires et du centre-ville).

F. REMARQUES ET DIFFICULTES RENCONTREES

. Sur le déroulement de l'enquête

La première des difficultés a été de rencontrer les agriculteurs. Bien que la période de l'année était favorable aux rencontres, leur demander de se déplacer afin de répondre à ma démarche s'est avéré délicat. En effet, mes interlocuteurs semblaient insatisfaits. Cela est compréhensible : devoir faire un effort pour rendre service à un étudiant étranger qu'ils ne connaissaient pas peut sembler excessif. Bien que la disponibilité et la gentillesse légendaire des Québécois s'est très souvent vérifiée, la possession d'une voiture aurait bien entendu grandement facilité les rencontres et peut-être permis d'essuyer moins de refus. L'échantillon aurait donc été beaucoup plus important, et l'enquête aurait naturellement été plus fiable. Toutefois, on a vu par ailleurs qu'un nombre plus important d'enquêtés n'aurait en rien modifié les résultats finaux de l'étude, compte tenu des marges d'erreurs.

Dans un deuxième temps, les différences de vocabulaires ont parfois nécessité de plus grandes explications ou des retours aux questions, toujours délicats à formuler, par risque de contrarier l'interlocuteur. Par exemple, sur des mots aussi vagues que « paysage » ou « espaces naturels » ou encore « agriculteur », certaines personnes ont eu des réponses ou des références très difficiles à prendre en compte, lors de l'analyse. Ces mots, bien que très imprécis revenaient souvent, par réflexe, lors des entretiens. Il s'agissait ici de notre première enquête, véritable par son ampleur et son importance. Les entretiens ont dès lors parfois manqué de structure. Toutefois, lorsqu'une incompréhension apparaissait, d'un côté ou de l'autre, un effort de reformulation était produit, afin d'éclaircir la situation.

Enfin, l'enquête a parfois connu des temps creux de plusieurs semaines, pouvant nuire à la bonne cohésion de l'ensemble. A cela plusieurs raisons : les activités d'un étudiant en échange à l'étranger, qui plus est dans un pays jusqu'ici inconnu, ne manquent pas d'exercer sur lui le plus vif intérêt... nécessitant généralement beaucoup de temps libre et d'énergie. De plus, outre les activités extra-scolaires, les études comprises dans l'échange sollicitent de la part de l'étudiant beaucoup de temps en dehors des cours et pour ces derniers.

. Sur l'enquête elle-même

Bien entendu, l'échantillonnage n'a pu se faire que sur des critères socio-démographiques réduits. En effet, il ne s'agissait pas ici de demander le revenu, la situation personnelle, le niveau de qualification ou bien d'autres caractéristiques très personnelles des enquêtés. Ces derniers parfois refusaient même de donner leur nom, leur âge... Dès lors, on peut s'interroger sur la stricte véracité de l'enquête.

Toutefois, il ne s'agissait ici que de comprendre et d'analyser la perception d'une population sur un espace qu'elle voit davantage sur les photos, les images que véhiculent les médias, que de visu. Cette perception étant tout à fait personnelle, comme nous l'avons mentionné précédemment, n'interagit pas seulement (voire pas toujours) avec le milieu social, les revenus ou encore le niveau d'étude atteint, mais également avec des traits propres à l'histoire personnelle de chacun, imperceptible lors d'une enquête ou d'un entretien réduit dans le temps, et qui s'inscrit lui-même dans une humeur, une période, des actualités pouvant plus ou moins interférer les données et les réponses.

Le nombre restreint de réponses (d'agriculteurs surtout) nous a sans nul doute handicapé par rapport à la méthodologie que nous nous étions fixé. Ainsi, il paraît délicat de tirer de nos observations des cas qui semblent être des exceptions, lorsqu'il est déjà délicat d'en tirer une généralité... Ce point ne sera donc pas abordé par la suite.

De plus, l'échantillonnage a dû prendre en compte un fait auquel nous n'avions pas pensé précédemment : le Québec est bilingue... Bien que la ville de Laval parle principalement Français (à 75 %, il s'agit de la langue maternelle), et que la plupart des habitants le comprennent, les interviewés en anglais ont été légèrement moins nombreux que le pourcentage officiel d'anglophones résidant sur la commune. La difficulté de s'entendre sur les termes ayant alors été la principale difficulté rencontrée.

CHAPITRE 3

RENNES, DESCRIPTION DES PERCEPTIONS DU PAYSAGE PERIURBAIN



CHAPITRE 3. RENNES, DESCRIPTION DES PERCEPTIONS DU PAYSAGE PÉRIURBAIN

A. AVANT-PROPOS

Le maintien de la forme polycentrique de l'agglomération rennaise est le fruit d'une volonté politique forte, à mainte reprise (ré-)affirmée dans les documents d'urbanisme et les études réalisées sur la capitale régionale de la Bretagne : déjà en 1983, le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme, puis le Projet d'Agglomération (1991), l'étude du Plan de Paysage du District (1992), et enfin, le Schéma Directeur de 1994. Sans compter que ces documents servent de point d'ancrage à de nombreux autres concernant les communes périurbaines de Rennes. L'objectif annoncé est de maintenir une *frontière « ville-campagne »* bien délimitée, grâce à la préservation des paysages naturels et ruraux, et d'équilibrer le poids démographique des communes du district par rapport à Rennes. Cela implique de gérer au mieux la croissance démographique. La maîtrise de cette croissance urbaine et des consommations d'espace qui lui sont liées implique donc une organisation volontariste du territoire qui s'appuie sur la ville-centre, des « pôles d'appui » et les centres des communes plus petites.⁽¹⁾

La protection de trois grands espaces naturels, que sont : le site des Gayeulles, la vallée de l'Ille, le site de la Prévalaye, le long de la Vilaine, ont permis de conserver intactes des connexions riches entre ville et campagne. Ces connexions s'articulent notamment par l'intermédiaire de l'eau et de berges aménagées le long des rivières. Véritables corridors verts, ils favorisent alors la biodiversité jusqu'en ville.

De même, la préservation de la ceinture verte de Rennes contribue à formaliser une limite de la ville sur les paysages de campagne. Elle a été rendue possible par une urbanisation concentrique, et par l'existence de barrières récentes : les rocadés routières.

En outre, la valorisation des paysages naturels à l'intérieur de la ville-centre comme dans ses alentours, ont fait l'objet de nombreux colloques, manifestations culturelles, et sont souvent pris comme arguments de campagne électorale. C'est ici la preuve qu'il s'agit à Rennes d'une réussite. Mais c'est aussi l'occasion de vérifier pour nous si cela porte ses fruits quant à la cohabitation ville-campagne.

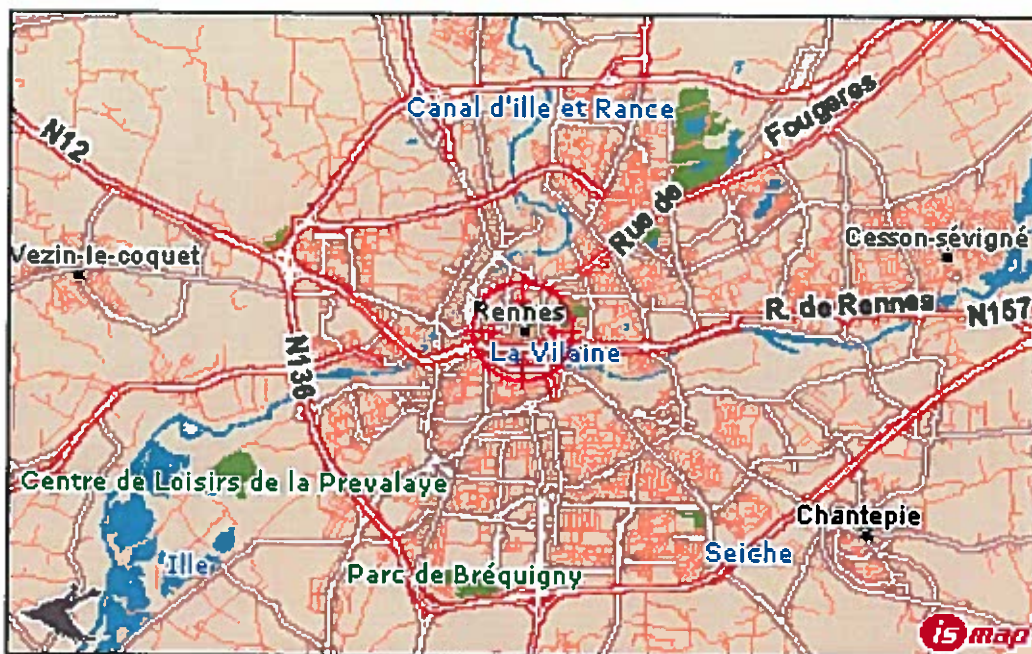
⁽¹⁾ <http://www.audiar.org>

B. ETUDE DES « TRACES »

En France, la poursuite de l'urbanisation est confirmée par les premiers résultats du recensement de 1999. Aujourd'hui, près des trois quarts de la population vivent en milieu urbain, soit en ville, soit dans un territoire directement sous son influence comme la banlieue ou la couronne périphérique. Depuis 30 ans, l'expansion de ces espaces s'est faite du centre vers les périphéries. Le desserrement urbain s'est souvent traduit par le développement des banlieues et des zones périphériques plus lointaines au détriment des villes-centres avec des intensités variables selon les périodes.

Pour le cas de la ville de Rennes, nous pouvons qualifier sa croissance et son étalement urbain de type « banlieue dynamique » : plus élevée que celle de la ville-centre, la progression de la banlieue est surtout plus forte que celle de la couronne périurbaine. Dans ce cas, l'étalement urbain procède par densification des banlieues. Dans son rapport⁽¹⁾, Pascale Bessy-Pietri classe Rennes parmi le groupe des villes-centres assez importantes, dont la couronne est développée. Tout comme Dijon et Besançon, les couronnes sont très étendues, alors que c'est plutôt l'apanage des aires de très grande taille comme Paris, Toulouse ou Lyon. Les densités y sont relativement faibles.

L'agglomération rennaise a pour caractéristique de posséder une longue tradition de planification, visant à encadrer fortement l'urbanisation du territoire mais aussi à préserver et gérer ses nombreux espaces verts. La politique de planification urbaine a permis à Rennes d'éviter l'étalement de la ville, délimitée par une rocade et enserrée par une ceinture verte. L'objectif de Rennes aujourd'hui est de faire « la ville sur la ville », de prendre en compte et de réaménager l'existant, notamment dans les opérations d'urbanisme et d'aménagement des espaces verts en cours.



L'étude des traces physiques se révèle plus délicat que dans le cas de Laval. En effet, afin de maîtriser l'étalement urbain, l'agglomération rennaise tente, par le biais de politiques du logement dynamiques, de répercuter sur la ville-centre et les pôles secondaires la

⁽¹⁾ Pascale Bessy-Pietri, Les formes récentes de la croissance urbaine, Economie et Statistique n° 336, Juin 2000. Cf. annexes.

demande en logement. Il ne s'agit donc pas seulement de constater l'évolution sur un territoire communal, mais sur une dizaine, tout autour de Rennes. Toutefois, nous pouvons affirmer que les zones directement voisines de la ceinture verte de Rennes sont protégées de toute urbanisation par le Schéma Directeur de l'agglomération. De plus, ce dernier, avant même que ne paraisse la loi SRU, mettait en avant l'importance de limiter l'urbanisation sur des zones encore naturelles.

Nous pouvons toutefois nous appuyer sur les données statistiques relatives à la croissance démographique. Nous remarquons alors que la croissance qu'a connue Rennes entre les deux recensements (+1,24 % l'an, de 1990 à 1999) a été réparti *solidairement* sur chaque secteur de l'agglomération. Ainsi, la population de la ville de Rennes a crû de 8 693 personnes (+0,48 %), tandis que celle de la communauté d'agglomération hors Rennes augmentait de près de 29 000 personnes (+2,33 %), soit une répartition d'environ un quart – trois quarts. La répartition entre secteurs montre une assez grande diversité autour de ce taux moyen de +2,33 %. Le secteur Sud (« tiré » par la commune de Bruz), connaît la plus forte progression, tandis que l'Ouest progresse à un rythme inférieur à la moitié du taux moyen des communes périphériques. (voir cartes page suivante).

C. DEFINITION DU « PERIMETRE » D'ETUDE

Sans limiter la provenance des professionnels autour de l'agglomération rennaise (voir F. Remarques et difficultés rencontrées), nous avons cherché à nous intéresser en particulier à l'ouest de Rennes. Outre les secteurs d'urbanisation récente, cette zone à l'avantage de posséder à la fois des zones agricoles et des zones naturelles de loisirs (la Prévalaye), intervenant elles aussi dans nos enquêtes. Toutefois, cette délimitation du périmètre d'étude s'est vite révélé impossible à tenir : non seulement il était trop compliqué de collecter les informations en privilégiant ce secteur (cette ségrégation statistique engendrait, pour obtenir malgré cela un échantillon représentatif, une augmentation trop importante du temps passé sur les enquêtes), mais le nombre très restreint de réponses à nos enquêtes nous a naturellement limité dans notre sélection initiale.

Finalement, nous n'avons retenu, pour limite d'étude, que les cas appartenant à l'agglomération rennaise (31 communes).

D. ELABORATION D'UN ECHANTILLON ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

. La population agricole

La seule intervention auprès des agriculteurs rennais fut lors d'une réunion organisée par la Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine. Dès lors, il nous a été impossible d'obtenir un échantillon plus représentatif que celui effectivement retenu. Toutefois, par chance, les professionnels qui ont assisté à celle-ci étaient relativement variés, de par leur âge et leur provenance géographique. Sans être au plus près des statistiques locales, ce fait nous permettait toutefois de recueillir malgré tout un panel suffisamment large d'enquêtés.

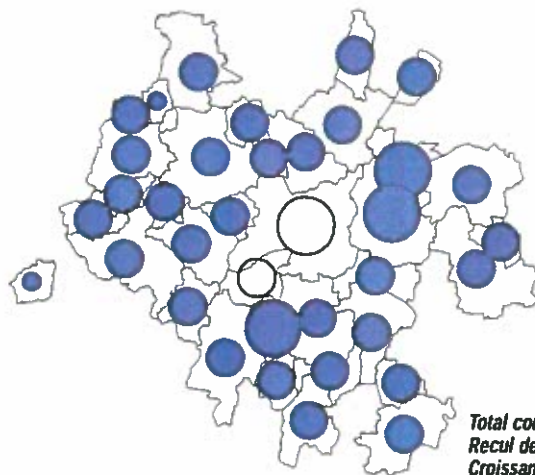
Les 23 agriculteurs rencontrés⁽¹⁾ étaient tous de sexe masculin. Cela reste cependant la grande majorité des cas autour de Rennes.

Sur ces 23 agriculteurs, 7 s'occupaient (au moins en partie) d'élevage porcin. La structure par âge se définit ainsi : 5 agriculteurs avaient entre 25 et 29 ans (soit 22 % contre 8 %

⁽¹⁾ Seuls 15 d'entre eux ont accepté de se soumettre à notre exercice de préférences paysagères.

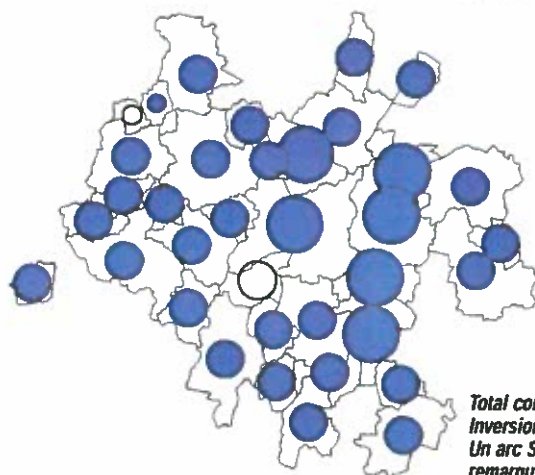


Évolution de la population entre 1975 et 1982



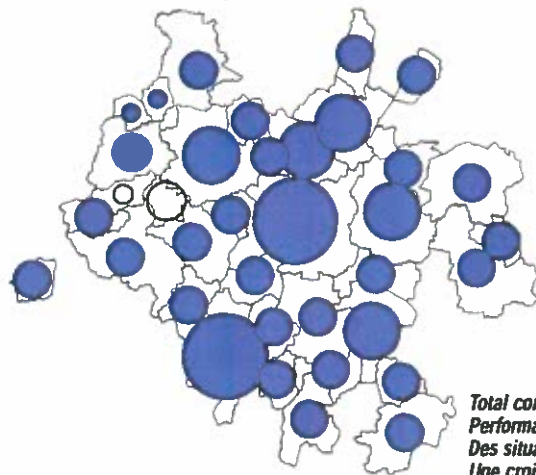
Total communauté : + 20 766.
Recul de la ville centre.
Croissance assez homogène en périphérie.

Évolution de la population entre 1982 et 1990

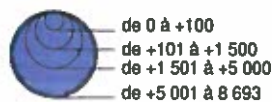
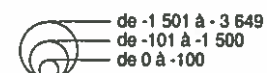


Total communauté : + 26 151.
Inversion de tendance de la ville centre.
Un arc Saint-Grégoire—Vern-sur-Seiche
remarquable en périphérie.

Évolution de la population entre 1990 et 1999



Evolution intercensitaire



Total communauté : + 38 341.
Performance de la ville centre.
Des situations contrastées en périphérie.
Une croissance exceptionnelle : Bruz.

dans l'agglomération rennaise), 8 entre 30 et 39 ans (soit 35 % contre 23 %), 6 entre 40 et 49 ans (soit 25 % contre 28 %), 2 entre 50 et 59 ans (9 % contre 32 %) et 2 entre 60 et 69 ans (9 % contre 7 %⁽²⁾).

Nous pouvons donc observer une sur-représentation de la catégorie la plus jeune des agriculteurs rennais, parallèlement à une sous-représentation de la catégorie des 50-59 ans. Le thème de la réunion a sans doute attiré davantage les plus jeunes, en quête de connaissances sur les évolutions politiques à venir.

La provenance géographique était particulièrement diverse. Ainsi, des 31 communes de l'agglomération, 14 étaient concernées par un ou plusieurs des professionnels interrogés. La commune de Rennes (6 agriculteurs) et celle de Pacé (Nord-Ouest de Rennes, 5 agriculteurs).

. La population citadine

Comme lors des enquêtes effectuées au Québec, l'échantillon concernant la population citadine a été constitué progressivement, en ayant au préalable eu connaissance des statistiques socio-démographiques locales. L'enquête s'est divisée en deux phases de trois jours chacune : la première phase nous a conduit à la gare routière de Rennes (centre-ville). Nous avons ainsi pu rencontrer beaucoup d'habitants périurbains qui attendaient les bus départementaux. Nous sélectionnions les individus à interroger en leur demandant au préalable la commune dans laquelle ils habitaient actuellement. Rapidement, nous avons pu observer que la grande majorité du public présent en ces lieux étaient souvent étudiants ou écoliers. La période estivale était en effet propice aux aller-retours plus nombreux entre le domicile familial et la métropole rennaise. La seconde phase a davantage permis de rencontrer une catégorie d'individus plus âgés, et souvent appartenant à une classe sociale plus élevée. Celle-ci s'est cette fois déroulée dans la salle d'attente de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Les délais d'attente étant particulièrement longs, nous avons pu, avec l'autorisation des responsables de l'organisme, interroger facilement de nombreux citoyens satisfaits de voir le temps s'écouler plus rapidement. De plus, les enquêtés présents venaient généralement de toute l'agglomération (et au delà), puisque cet organisme est unique dans l'arrondissement.

Finalement, les caractéristiques socio-démographiques de notre échantillon, ainsi que celles sur lesquelles nous nous sommes basé, sont les suivantes :

a) Structure par âge :

	Echantillon		Rennes Métropole	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
0-19 ans	4 (8 %)	5 (10 %)	16,02%	16,23%
20-29 ans	5 (10 %)	5 (10 %)	8,23%	8,72%
30-39 ans	5 (10 %)	4 (8 %)	7,45%	7,21%
40-49 ans	4 (8 %)	4 (8 %)	7,31%	7,16%
50-59 ans	3 (6 %)	4 (8 %)	5,14%	5,64%
60-69 ans	2 (4 %)	2 (4 %)	3,11%	3,50%
70 ans et +	1 (2 %)	2 (4 %)	1,94%	2,34%
TOTAL	24 (48 %)	26 (52 %)	49,20%	50,80%

⁽²⁾ 7 % des agriculteurs de l'agglomération rennaise ont entre 60 et 65 ans.

Comme nous l'avons fait pour l'étude sur Laval, nous avons sous-représenté la classe d'âge 0-19 ans. En effet, nous ne pouvions nous permettre pour cette enquête d'interroger des enfants, même pour obtenir une représentativité optimale de l'échantillon. Ce pourcentage plus faible par rapport à la réalité s'est donc répercuté sur les classes 20-39 ans notamment. Toutefois, nous avons veillé à rester fidèle à la parité des enquêtés en terme de sexe.

b) Catégories socioprofessionnelles :

Groupe professionnel	Echantillon	Rennes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	7 (14 %)	16,30%
Professions intermédiaires	15 (30 %)	25,96%
Employés	16 (32 %)	31,81%
Ouvriers	5 (10 %)	11,30%
Agriculteurs et autres professions du secteur primaire	0 (0 %)	4,53%
Chômeurs	7 (14 %)	10,10%

Nous n'avons interrogé aucun agriculteur : à cela deux raisons : la première est que nos enquêtes auprès des citoyens se sont toutes déroulées dans le centre-ville. Ce dernier n'est sans doute pas le plus souvent fréquenté par cette profession. D'autre part, elles ont été menées en été, à l'approche des moissons. Les agriculteurs avaient donc d'autant moins de temps à passer dans le centre-ville, et à nous accorder. Cependant, la présence dans cette enquête d'agriculteurs n'importait que pour la représentativité de l'échantillon. En effet, nous cherchons ici à définir la perception paysagère des citoyens, c'est-à-dire de ceux qui sont censé être moins en contact avec les zones agricoles et naturelles périurbaines que les professionnels de l'agriculture, justement.

En outre, on peut également observer une sur-représentation des chômeurs. Ces derniers fréquentaient en effet régulièrement la gare routière, en provenance des espaces périurbains et de la banlieue, et à destination du centre-ville. La recherche d'emploi, notamment à travers les agences d'intérim, en période estivale explique en partie ce fait.

E. ANALYSE DES RESULTATS

. Analyse des propos des agriculteurs

a) Durant l'enquête :

Dans les premières questions, nous pouvons d'ores et déjà affirmer que les agriculteurs interrogés ont un tout autre rapport avec les éléments naturels les entourant que leurs collègues Québécois. Nous ne détaillerons pas ici ces différences (nous les ferons apparaître plus tard). Toutefois, nous pouvons dire que 43 % des agriculteurs questionnés pratiquent la chasse plus ou moins régulièrement. Cette pratique a peut-être une incidence sur le lieu naturel qu'ils préfèrent fréquenter, puisque plus de 65 % d'entre eux nous ont dit préférer les chemins de campagne. Viennent ensuite la forêt (ou bois) à 22 %. Ils y aiment le calme et l'isolement. C'est aussi pour certains, l'occasion de se détendre dans un lieu à la fois proche de leur élément de travail, mais aussi éloigné par l'état d'esprit du moment :

« Quand je me balade dans les chemins de campagne, même ceux qui entourent mes propres champs, je suis détendu. Cela me permet à la fois de

penser au travail qu'il me reste à faire, mais en toute quiétude. (...) je pense calmement. De toute façon, où que j'aille, je pense à mon travail. Je ne pense pas que les agriculteurs puissent réellement avoir de repos de l'âme : ils pensent toujours à leur boulot... Alors, autant se balader près de chez soi. Comme ça, si l'on remarque quoique se soit d'anormal...on intervient.(...) Puis on reprend notre chemin, tranquillement. Puis vous savez, on a rarement le temps de faire 100 kilomètres pour se détendre ailleurs. Moi de toute façon, là où je travaille, c'est mon lieu de vacances préféré !! »

Jean-Michel, 52 ans, Cesson-Sévigné.

Les agriculteurs rennais passent aussi dans la campagne champêtre rennaise la plus grande partie de leur temps. Viennent ensuite la forêt et les bois, en particulier pour la chasse. Enfin, le littoral, à 45 minutes de Rennes est quelques fois fréquenté, pour le week-end notamment.

Les agriculteurs sont presque unanimes sur un point : les parcs de détente ne suffisent pas pour retrouver un « véritable sens » de la nature. A 40 %, ils ne trouvent ces parcs utiles qu'en ville. On peut ressentir dans leurs propos qu'il s'agit aussi d'une concurrence foncière qui fait parfois peur. Toutefois, certains pensent néanmoins que ces parcs sont utiles aux citadins, et peu nuisibles aux agriculteurs, tant qu'ils restent à l'intérieur de la ceinture verte. Celle-ci est en outre bien acceptée. L'agglomération de Rennes semble avoir fait ici de nombreux efforts de dialogues : la ceinture verte est reconnue comme protectrice à la fois des citadins (paysage, écologie, lutte contre les problèmes de cohabitation, etc.) et des habitants des campagnes (conservation de la culture, des paysages, lutte contre l'étalement urbain, limite les pressions foncières, etc.).

A la question « faut-il préserver les champs autour des villes », les agriculteurs ont tous répondu oui. Les raisons invoquées sont en premier lieu l'existence de professionnels qui en vivent. Très souvent citée, cette réponse paraît évidente dans la bouche des interrogés. Ensuite, il s'agit pour eux de lieux de production indispensables, et notamment pour la ville qui s'en nourrit. Enfin, les intérêts liés au paysage apparaissent. Peu nombreux sont ceux qui parlent de l'enjeu écologique de cette préservation. Cela peut venir notamment de la nature des productions agricoles périurbaines de Rennes : porcs et céréales en sont les principales. La grande richesse en sites naturels, de la ceinture verte jusqu'aux grands parcs du centre-ville de la ville de Rennes, peuvent en être une autre.

91 % des agriculteurs sont persuadés de l'importance de l'agriculture dans la préservation du paysage dans les zones périurbaines. La lutte contre l'urbanisation « à outrance » est l'une des contribution énoncées. L'entretien des terres et du sol, et la lutte contre la friche en sont d'autres.

« Si on n'était pas là, la ville n'aurait plus de limite. On verrait petit à petit des zones de lotissement partout. On sait ce que c'est par exemple en montagne quand il n'y a plus d'éleveurs : on construit ou on laisse les forêts se développer. Bon, les forêts c'est bien joli, mais quand il n'y a plus que ça...on ne trouve plus ça si joli. Et puis une forêt, ça s'entretient... par qui ?! Si on n'était plus là, il resterait des maisons, ici et là, et des zones de friches, moitié forêt moitié ronces. »

Luc, 34 ans, Saint-Grégoire.

Nous avons été relativement surpris de noter que 87 % des agriculteurs interrogés ont reconnu que l'agriculture est (ou a été pour certains) responsable de pollution⁽¹⁾. Toutefois, la médiatisation nationale sur les problèmes écologiques liés à l'agriculture bretonne (sur la qualité de l'eau par exemple), et en particulier sur l'agriculture porcine, a sans nul doute contribué à leur faire reconnaître ce secret de polichinelle. Moins surprenant, la totalité des professionnels interrogés ont insisté sur le fait que l'agriculteur, aujourd'hui, fait de nombreux efforts pour maîtriser la pollution.

Enfin, à la question « qui selon vous connaît le mieux la nature et est le plus apte à la défendre », ce sont les agriculteurs qui sont les plus cités, à 60 %, puis les scientifiques (22 %), et enfin les responsables d'association de défense de la nature (9 %) et les chasseurs (9 %).

b) Sur les préférences photographiques :

(1) PREMIER LOT

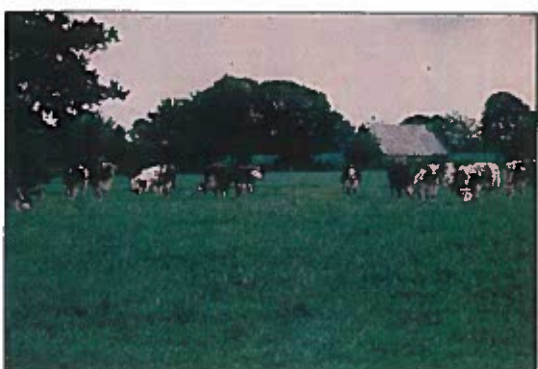


1. Cette photographie est arrivée première dans 60 % des réponses. Elle représente aux yeux des enquêtés le paysage de campagne bucolique idéal : arboré, cet espace est doté d'un bâti traditionnel. Les mots associés ont été « ferme(tte) » (65 %), champs (35 %) campagne, rural (45 %), haie(s) (25 %). Quelques agriculteurs ont remarqué le bâtiment commercial ou industriel, visible en arrière plan. Parfois dénoncé, cet indice a

permis aussi de définir cette vue en tant que paysage périurbain. A ce titre, on y a salué l'aspect intact des haies et du bocage.



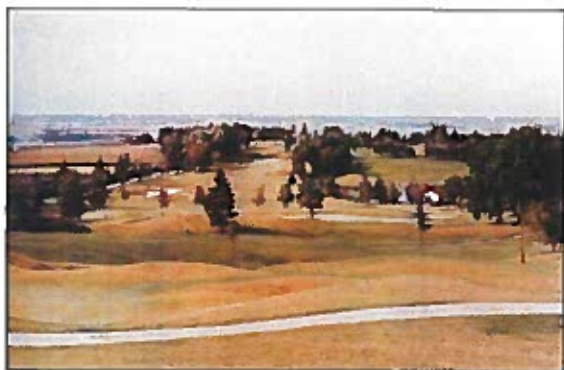
2. Cette photographie est nommée en premier dans 30 % des cas. Assez représentative de ce que l'on peut observer autour de l'agglomération rennaise, les agriculteurs y ont relevé des champs de taille moyenne et des fermes se jouxtant. On lui a associé les termes « champs » (68 %), arbres et haies (42 %), fermes (34 %).



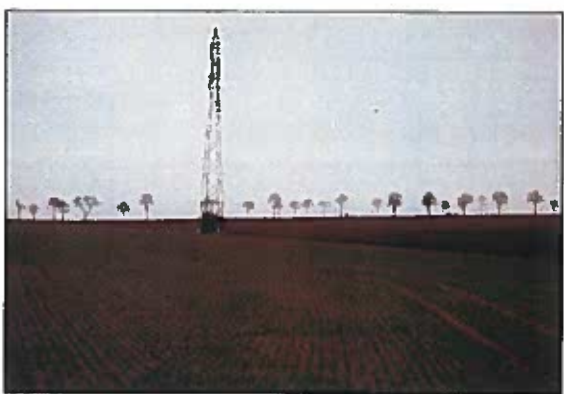
3. Davantage représentative des départements limitrophes du sud-est (Mayenne, Maine-et-Loire, par exemple), cette photographie est arrivée en tête de liste dans 10 % des réponses. Les agriculteurs lui trouvent souvent le charme tranquille des troupeaux de vaches, moins

(1) l'agriculture a été ou est responsable de pollution(s) : 91 %
l'agriculture est un peu responsable de pollution(s) : 48 %
l'agriculture est (beaucoup) responsable de pollution(s) : 39 %

contraignant que les porcs. Les mots associés ont été « (troupeau de) vaches » (94 %), « élevage » (6 %), « ferme » (24 %) et « pré » (14 %).



4. Cette photographie est généralement classée dernière ou avant-dernière. Pour un grand nombre des agriculteurs interrogés, il ne s'agit pas à proprement parler d'un site dit « naturel ». L'entretien représente l'essentiel du travail sur les lieux. Toutefois, certains d'entre eux ont admis pouvoir prendre plaisir à les fréquenter, plus encore quand il peut s'agir de citadins. Les agriculteurs lui ont associé les termes de « artificiel » (74 %), « golf » (24 %) et « parc » (28 %).



5. Cette vue apparaît dernière dans les listes, dans 74 % des cas. On y dénonce le paysage produit par l'agriculture intensive et l'absence totale de haie digne de ce nom. Les termes associés ont été « champs » (84 %), « agriculture intensive » (54 %). Quelques agriculteurs ont irrémédiablement associé cette photographie au paysage de Beauce, non sans regretter les effets dévastateurs de certaines mesures liées à la politique agricole commune.

(2) DEUXIEME LOT



1. Cette photographie est classée en premier dans 67 % des réponses. Assez représentatives de ce que l'on peut trouver dans la région, elle est synonyme pour les agriculteurs de petites villes ou villages périurbains, où cohabitent encore citadins et ruraux. Les mots associés ont été « champs » (80 %), « village » (53 %), « agglomération » (26 %) et « périurbain » (20 %).



2. Cette photographie est moins appréciée des agriculteurs interrogés. S'ils lui trouvent une trop grande rigidité dans la structure de l'alignement des maisons, ils la classent tout de même première dans 20 % des réponses. Elle reste selon eux un modèle de cohabitation et de voisinage des activités. En outre, on y apprécie la séparation par la haie. Les termes associés sont « lotissement » (93 %), « pré » (53 %) et « haie » (26 %).



3. Souvent troisième, cette photographie urbaine n'attire pas outre mesure la répugnance des agriculteurs. Bien que préférant la vie en campagne, les enquêtés admettent volontiers dépendre souvent de la ville et apprécier son paysage. Les termes associés à cette photo sont « ville » (100 %), « immeuble » (80 %). Certains des agriculteurs ont dit aimer vivre à côté d'une ville comme Rennes, lui affectonnant sa politique d'espaces verts notamment.



4. Dernière dans 94 % des réponses, cette vue est très souvent décrite comme symptomatique d'une urbanisation mal maîtrisée. Décrite comme l'origine de problèmes récurrents de cohabitation entre citadins (ou périurbains) et agriculteurs, les enquêtés la pensent produite de politiques urbaines désastreuses. Les mots qui lui ont été associés sont « immeubles » (80 %) et « champs » (73 %), « banlieue » (46 %).

(3) BILAN DES PREFERENCES PHOTOGRAPHIQUES

Assez attachés aux paysages que l'on peut retrouver autour de l'agglomération rennaise, les agriculteurs cherchent aussi à améliorer l'image que l'on peut avoir des champs produits de leur activité. Ainsi, ils rejettent en bloc la photographie représentative d'une agriculture intensive. Forts des attentions menées par toute une région et tout un corps de métier, ils cherchent désormais à privilégier les paysages qui leur apparaissent beaux, mais aussi, qui leur sont demandés par les citadins, généralement à travers de réunions de concertation ou de réflexions communes. Les haies et les prés sont mis en avant, quant au contraire, les porcheries et les bâtiments à connotation plus *industrielle* sont mis en retrait. Les agriculteurs interrogés ont, semble-t-il⁽¹⁾, pris conscience du rôle que la société attendait d'eux, en plus d'être producteurs de denrées alimentaires. En outre, loin de mystifier les paysages urbains, les agriculteurs cherchent, inconsciemment très certainement, dans un paysage, à définir le degré de cohabitation entre les deux mondes (citadin et rural). La phase de périurbanisation (et de rurbanisation) étant à la fois proche et d'actualité, cet état de fait relève sans aucun doute d'une sorte de méfiance encore perceptible. S'atténuera-t-elle prochainement ?

⁽¹⁾ N.B. : les agriculteurs interrogés l'ont été dans le cadre d'une réunion, organisée par la Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine... Se sentent-ils tous aussi responsables ?

. Analyse des propos des citoyens

a) Durant l'enquête :

Seulement 20 % des citoyens interrogés ont déclaré utiliser les zones naturelles périurbaines aménagées. Nombreux donc, sont ceux qui se limitent aux zones naturelles et parcs à l'intérieur de Rennes⁽²⁾. Pour les autres, le but est généralement de se promener en famille, en fin de semaine ou en vacances. Rares sont ceux qui les fréquentent au moins une fois par semaine.

Le type d'espace préféré des citoyens rennais est de loin le littoral (breton en particulier). Il apparaît en tête de classement dans 76 % des réponses. On y apprécie la beauté du paysage, la découverte du patrimoine naturel régional, le calme hors saison. Viennent ensuite les chemins de campagne, grâce à leur accessibilité (14 %). Ici, on aime regarder les champs, parfois les agriculteurs au travail (moissons). Enfin, les régions de montagne (12 %) ont été classées troisième.

Malgré leur faible fréquentation, 62 % des rennais interrogés pensent que les parcs de détente permettent effectivement de retrouver la nature. Par nature, ils entendent alors souvent la végétation et le calme. Il ne s'agit en fait ici que d'un cocon qui viendrait en rupture par rapport au centre-ville ou aux zones d'activité. Ces équipements leur apparaissent alors indispensables en centre-ville (à 90 %), utiles en zones périurbaines (à 66 %), mais peu nécessaires en campagne (16 %), sauf par souci d'équité d'accès aux équipements...

« Ces parcs me permettent de me reposer, le midi par exemple, ou entre deux réunions. Je travaille dans le centre-ville : le midi, je passe m'acheter un repas préparé. Ensuite, direction le parc (...). Ça m'aère, me distrait, et je peux davantage couper ma journée qu'en restant entre quatre murs... Il y a beaucoup de gens à le faire. Avec ou sans collègue... Se détendre avant de reprendre le bureau, c'est très agréable... »

Virginie, 36 ans, Secrétaire de direction, St-Jacques-de-la-Landes.

En outre, les parcs de détente sont les lieux où les rennais prennent le plus souvent contact avec la nature : ils sont 52 % dans ce cas. Les autres vont soit vers les chemins de campagne (38 %) ou la forêt (10 %). Bien qu'il soit leur lieu de détente préféré, le littoral n'est pas le plus fréquemment utilisé : il faut tout de même environ quarante-cinq minutes de voiture pour le gagner, au plus près.

La totalité des citoyens interrogés ont répondu qu'il fallait préserver les champs de l'urbanisation. La protection des paysages de campagne est la première des raisons invoquées. Mais nombreux sont aussi ceux qui pensent à la fonction productive de ces champs et à leur importance écologique. Plusieurs ont répondu que la richesse écologique du centre-ville de Rennes en dépendait.

« Ces champs sont les garants de la nature accessible depuis le centre-ville. A Rennes, nous avons la chance de pouvoir observer, en centre-ville, le passage de deux rivières. C'est non seulement très reposant, mais la richesse écologique est conditionnée par les environnements de Rennes, notamment, qui jouxtent

⁽²⁾ Rappelons que Rennes est l'une des villes les mieux dotées, en France, en ce qui concerne la surface d'espace vert par habitant. Ainsi, s'agissant des espaces verts, leur surface a été accrue et est passée de 60 hectares en 1966 à 780 en 1997. Ils augmentent de 5 hectares par an.

ces rivières... C'est à double tranchant : en cas de pollution, les rivières seront polluées, nauséabondes, de couleurs peu agréables. Par contre, si l'environnement est sain, les rivières seront riches en poisson et pourront donner au promeneur beaucoup de satisfaction. »

Georges, 54 ans, professeur des écoles, Rennes.

A la question « pensez-vous que l'agriculture contribue à préserver le paysage », 84 % des citadins interrogés ont répondu positivement. Les autres, argumentaient en général en pensant tout de suite aux porcheries, qui « nuisent non seulement par la vue, mais par le bruit et l'odeur ». Mais plus généralement, on pense que cette profession préserve le paysage par l'occupation de terrains libres, les protégeant de l'urbanisation ou de la friche. D'autre part, la pâture des troupeaux et l'entretien du sol contribuent à respecter la terre et le paysage, et à le défendre contre l'envahissement végétal.

Toutefois, les citadins regrettent que l'agriculture soit encore responsable de pollution : s'ils admettent à 58 % que des gros efforts sont entrepris, en particulier au niveau phytosanitaire, ils sont encore 68 % à déplorer une pollution d'origine agricole.

« Je suis persuadée que les agriculteurs, dans leur majorité, ont compris qu'ils ne pouvaient pas faire n'importe quoi avec leurs outils de travail. Mais vous savez, il y a toujours des moutons noirs, quelque soit la région ou la profession. Et dans ce cas précis, un agriculteur qui pollue ruine les efforts d'au moins trois ou quatre de ses collègues... Et puis, en Bretagne peut-être plus qu'ailleurs, les efforts sont difficiles à réaliser et les progrès longs à se faire sentir : la production porcine a appris à travailler d'une méthode pendant des années... on ne change pas comme ça du jour au lendemain...[...]. Et puis le problème, c'est que cette pollution, même passée, portera des traces pendant encore des dizaines et des dizaines d'années... de quoi décourager plus d'un agriculteur. Je pense qu'ils vont porter encore longtemps la croix de ces erreurs passées... »

Mathilde, 26 ans, étudiante, Rennes.

Enfin, la connaissance de la nature et sa protection semble dévouée à beaucoup de personnes en même temps, selon l'opinion des citadins rennais. Ainsi, si les organismes de défense de la nature apparaissent en tête (34 %), ce n'est que juste devant les agriculteurs « qui en vivent » (30 %), et les scientifiques (28 %) qui ont parfois fait de longues études et qui ne travaillent qu'autour de la nature. Toutefois, ils sont peut-être trop « spécialistes » chacun dans leur domaine. Enfin, seuls 8 % des interrogés pensent que les chasseurs connaissent le mieux la nature et sont les plus apte à la défendre.

b) Sur les préférences photographiques :

(1). PREMIER LOT



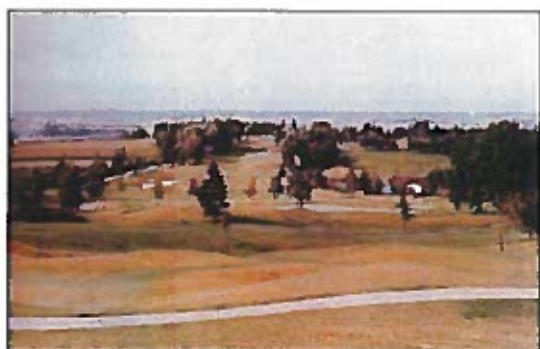
1. Première dans 68 % des classements et seconde dans 87 % des cas contraires, cette photographie est sans conteste la plus plébiscitée. Représentative de ce que l'on peut trouver autour de Rennes, on lui attache de l'authenticité et de la véracité. C'est la campagne calme que les citadins aiment à retrouver. On lui a associé les mots « champs »

(84 %), « fermes » (52 %), « campagne » (24 %), et « village » (12 %).



2. Plus bucolique, voire « carte postale », cette photographie paraît plus idéalisée, mais moins proche de la vérité, pour les citadins que nous avons interrogés. S'ils en apprécient la beauté, le calme qui y transparaît, ils ne s'y retrouvent pas autant que dans la première. D'autre part, le bâtiment du fond *dérange*. On lui trouve des airs de supermarché, qui vient gâcher inexorablement le paysage jusqu'ici tant apprécié. Toutefois, et pour finir,

on revient généralement sur le premier plan, souvent déclaré « campagne idéale ». Cette photographie est classée première dans 20 % des cas⁽¹⁾, seconde dans 56 % des cas contraires. Les mots qui lui sont associés sont « arbres » et « haies » (78 %), « ferme » (46 %), puis « supermarché » (30 %) ou « industrie » (12 %).



3. Cette troisième photographie se classe première dans 12 % des classements. Même si les citadins admettent volontiers qu'il s'agit ici d'un paysage peu *naturel*, ils aiment toutefois à fréquenter de tels parcs. En outre, ils trouvent à cette vue beaucoup de charme, différemment d'une forêt ou de champs. On trouve ces paysages complémentaires, et ils s'imaginent facilement fréquenter tantôt l'un, tantôt l'autre, au gré de leur humeur. On y apprécie sa « propreté » (52 %), son boisement « aéré » (18

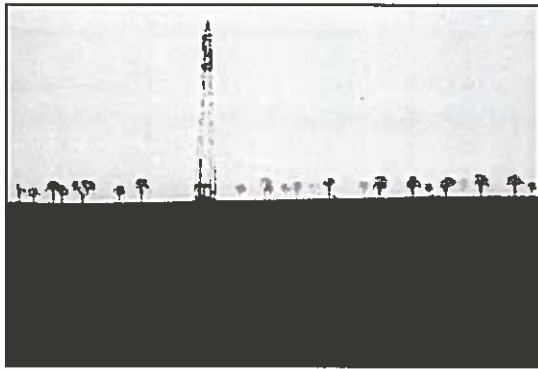
%). Mais on dénonce aussi parfois son aspect « artificiel » (62 %).



4. Cette photographie, malgré la *sympathie* qu'elle génère, n'est jamais classée première⁽²⁾. L'aspect bucolique du troupeau de vaches ne suffit pas. Les éléments y paraissent trop *ruraux*. Les mots associés ont été « troupeau » et « vaches » (98 %), « pré » ou « prairie » (82 %), « ferme » (42 %).

⁽¹⁾ Elle est souvent classée première au premier « jugement » des photographies. Le second jugement, plus approfondi, lui est souvent fatal : la perception dans un second temps du bâtiment industriel en arrière-plan conduit très souvent à un déclassement.

⁽²⁾ On a parfois déclaré que la vue manquait de recul, contrairement aux autres photographies.



le bâtiment commercial (ou industriel) d'une des photographies précédentes : c'est le détail qui brise n'importe quel paysage agréable. Les mots associés ont été « plat » (64 %) « champs » (84 %), « agriculture intensive » (33 %). « C'est le paysage que l'on ne souhaite pas avoir auprès de sa maison... » (Paul, 62 ans, retraité, Cesson-Sévigné).

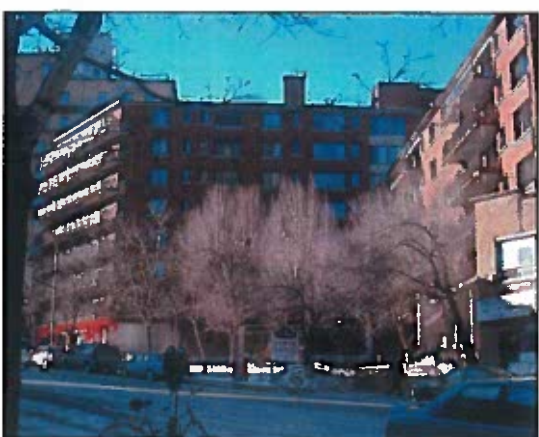
(2) DEUXIEME LOT



1. Modèle de cohabitation d'activité, cette photographie est première dans 64 % des classements. Les citadins y voient des prés (peu de contraintes de voisinage), jouxtant une zone d'habitat peu dense et diversifié. Malgré une végétation peu importante, les citadins interrogés apprécie ce paysage. Les mots qui lui ont été associés étaient « prairie » (58 %), « lotissement » (24 %) et « champs » (42 %).



2. Première dans 28 % des réponses, cette photographie est souvent comparée à la précédente. On lui préfère une présence végétale plus marquée, synonyme d'une cohabitation des activités mieux vécue. Au contraire, on y apprécie moins la rigidité des alignements. Les termes associés sont « lotissement » (82 %), « haie » (54 %), « pré » ou « prairie » (48 %).



3. Première dans le reste des réponses (8 %), mais très souvent classée en troisième position (68 %), cette photographie est unanimement ressentie comme le paysage de centre-ville. On y déplore la hauteur des immeubles, responsable du manque de luminosité au sol. Par contre, on salue les efforts de végétation. Toutefois, ce paysage de centre-ville en repousse certains, préférant de très loin vivre en campagne, autour des villes. On lui associe les mots suivants :

« immeubles » (84 %), « centre-ville » (42 %), « voitures » et « circulation » (18 %).



4. Révélatrice d'une urbanisation en dent creuse, cette photographie n'est pas appréciée : elle est dernière dans 78 % des classements. Les citoyens y observent des disséminations de champs, entremêlés de zones d'habitat. Si le mélange peut paraître agréable à vivre à certains, le paysage ainsi produit leur semble en général désastreux. Les mots associés sont très révélateurs : « chaos » (22 %), « désorganisé » et « désordre » (54 %), « immeubles » (48 %) et « champs » (42 %).

(3) BILAN DES PREFERENCES PHOTOGRAPHIQUES

On peut s'apercevoir que les citoyens interrogés sont sensibles aux signes que révèle un paysage. Ainsi, ils ont eu tendance à rejeter à la fois la photographie qui leur semblait révélatrice d'une agriculture intensive, polluante et contraignante, et celle qui leur semblait représentative d'une mauvaise politique de développement de la ville. Ensuite, ils n'attachent pas forcément une importance à la représentativité de la photographie par rapport aux paysages qu'ils peuvent côtoyer. Ils ont sélectionné avant tout des paysages qui leur semblaient attrayants. Les photographies ont été jugées et classées selon deux axes complémentaires pour eux : la présentation des zones bâties, et la cohabitation avec les champs, c'est-à-dire finalement, avec l'activité agricole. Dans la première, on juge la qualité de vie et de logement, dans la seconde, l'attrait que procurent les paysages agricoles, mais aussi les contraintes, plus ou moins atténuées, que l'activité engendre.

En outre, si les parcs aménagés n'ont pas été à proprement parler jugés comme des lieux *naturels*, ils semblent permettre toutefois aux citoyens de retrouver la *nature*. Cette notion peut paraître ambiguë. Cependant, les citoyens interrogés semblent comprendre que, s'ils aiment utiliser de tels parcs, ces derniers ne restent, pour eux, que des « équipements » publics.

F. REMARQUES ET DIFFICULTES RENCONTREES

Le temps venant à nous manquer, il a fallu nous organiser pour pouvoir enquêter auprès d'agriculteurs difficiles à contacter quand l'été arrive. Ainsi, nous nous sommes adressés auprès de la Chambre d'Agriculture Régionale, ainsi que la Chambre d'Agriculture Départementale. Ces dernières n'ont que très peu coopéré à nos requêtes, et il a fallu insister longuement et à plusieurs reprises pour avoir l'occasion de réaliser cette enquête.

En effet, nous demandions aux deux chambres d'agriculture d'assister à une réunion de professionnels de l'agriculture, afin de leur soumettre un questionnaire et de discuter avec les intéressés en fin de séance. Seule la chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine a accepté, après un long délai, de répondre favorablement à notre demande. Ainsi, à la suite d'une des réunions (d'information relative aux dispositions potentielles à venir sur la politique agricole commune), nous avons pu retirer d'une assemblée nombreuse, vingt-trois questionnaires, et relever la préférence photographique de quinze agriculteurs... patients. Nous n'avons pas eu la chance de présenter nous-mêmes l'intérêt que nous portions à cette enquête en début de séance. Nous ne sommes pas persuadés que l'on nous ait fait la meilleure publicité qui soit. Malgré tout, nous avons réussi à recueillir de riches informations de la part de professionnels plus avides que d'autres à défendre un métier et leurs territoires, leurs paysages. Par contre, il nous a paru délicat de trier le peu de réponses recueillies en fonction de la provenance des agriculteurs. Ainsi, la préférence que nous avions pour la zone ouest de l'agglomération bretonne s'est quelque peu effacée devant le nombre trop limité de réponses obtenues, et du manque de temps (et de coopération) pour en effectuer d'autres.

Les enquêtes auprès des citoyens ont été beaucoup plus aisées. Forts de l'expérience des entretiens menés au Québec, nous nous sommes efforcés de corriger certains défauts et d'adapter au plus vite les propos au langage français.

CHAPITRE 4

EVALUATION DES PERCEPTIONS PAYSAGERES RELEVÉES A MONTREAL ET A RENNES



CHAPITRE 4 : EVALUATION DES PERCEPTIONS PAYSAGERES RELEVÉES À MONTREAL ET À RENNES.

A. PREMIERE COMPARAISON :

. *Agriculteurs/citadins à Laval*

La première différence réside dans la fréquentation des parcs de détente périurbain. Si les agriculteurs les fréquentent peu, ce n'est pas du tout le cas des citadins qui aiment s'y promener. Ainsi, 50 % d'entre eux les pratiquent au minimum une fin de semaine⁽¹⁾ sur deux. Car si ces citadins pensent que de tels parcs aménagés permettent de prendre contact avec la nature, ce n'est pas le cas des agriculteurs qui n'en perçoivent pas l'intérêt dans les zones périurbaines.

Les deux populations interrogées sont aussi en désaccord sur la préférence du site naturel : si les agriculteurs préfèrent les chemins de campagne et les vergers, les citadins aiment voyager jusqu'au littoral québécois.

En fait, la distinction la plus importante entre les réponses des deux groupes réside dans la préférence photographique, en particulier celle des zones naturelles agricoles. On a pu en effet observer que les agriculteurs de Laval appréciaient les paysages plats, sans obstacle. Ils leur associaient une facilité de travail et une productivité importante. Dans leur quotidien, ils doivent au contraire faire face à des configurations assez déstructurées, et peuvent envier sur ce point leurs collègues américains ou canadiens. Ainsi, ils n'ont attaché que peu d'importance au paysage produit. Les citadins, bien au contraire, ont apprécié les photographies représentant des paysages de bocages. L'image du golf a aussi particulièrement plu : ils y ont vu un paysage, bien qu'artificiel, soigné et ordonné. Là encore, cela reste éloigné de ce qu'ils peuvent observer dans leur environnement quotidien. En outre, dans leurs réponses, on peut analyser que les citadins ont peu pris conscience de la cohabitation avec les agriculteurs qui pouvait transparaître sur certaines vues photographiques. Enfin, si les résultats sont très serrés pour les citadins, ces derniers pensent tout de même que les responsables d'associations de défenses sont ceux qui connaissent le mieux la nature et sont les plus aptes à la défendre, alors que les agriculteurs leurs préféraient les scientifiques.

Si agriculteurs et citadins sont en désaccord sur les préférences paysagères, ils se retrouvent par contre relativement sur l'image que véhicule l'agriculture à Montréal. Tout d'abord, ils ont la même attente de conserver les champs autour de Montréal. En premier lieu, il s'agit, pour tous, de se défendre contre l'urbanisation galopante. Ils sont certains que l'agriculture préserve le paysage (70 % pour les agriculteurs, 85 % pour les citadins), par exemple par le maintien d'une biodiversité. Enfin, rares sont ceux qui pensent que l'agriculture est responsable de pollution. Encore une fois, nous avons été surpris de découvrir que les agriculteurs l'admettaient davantage que ne le dénonçaient les citadins : 45 % des agriculteurs pensent que c'est le cas, contre 20 % des citadins.

⁽¹⁾ fin de semaine : week-end en Québécois...

. **Agriculteurs/citadins à Rennes**

On peut s'apercevoir très rapidement des nombreux points sur lesquels concordent les propos des agriculteurs et ceux des citadins. Finalement, on ne recensera que deux différences très nettes : si la totalité des agriculteurs interrogés pensent que leur profession fait des efforts pour maîtriser et lutter contre la pollution, les citadins, plus méfiants semble-t-il, ne sont que 58 % à le croire. Ces derniers sont sans doute moins à même de se rendre compte des mesures effectivement demandées aujourd'hui pour en limiter l'ampleur. Ensuite, si les agriculteurs préfèrent fréquenter les chemins de campagne⁽¹⁾ et les forêts, les citadins leurs préfèrent le littoral. Les écarts de temps libre, laissé aux loisirs, entre les professions (naturellement défavorables aux agriculteurs), peuvent expliquer en partie cela.

Sur le reste de l'enquête, on s'aperçoit que les deux groupes d'enquêtés ont profondément les mêmes opinions :

- > Tout d'abord, ils pensent que les parcs de détente aménagés ne sont utiles qu'en centre-ville. Rappelons que Rennes compte environ 350 000 habitants. Cette donnée nous donne un aperçu de l'importance de la ville. Ainsi, on peut raisonnablement juger que les citadins ont rapidement accès aux paysages de campagne. Il en résulte que ces zones naturelles aménagées peuvent paraître moins nécessaires que dans une métropole comme Montréal. Néanmoins, au niveau de la fréquence, les citadins utilisent beaucoup plus les parcs aménagés que les agriculteurs. Cependant, il s'agit en grande majorité de parcs situés en centre-ville. Ensuite, comme les agriculteurs, les citadins fréquentent la campagne et les forêts.
- > Dans leur totalité, les enquêtés ont attaché beaucoup d'importance à conserver les champs autour des villes, et à les préserver de l'urbanisation. Les raisons invoquées sont souvent les mêmes, bien que les citadins ne relèvent pas qu'il s'agit ici du moyen de subsistance de nombreuses personnes.
- > L'image véhiculée par l'agriculture est commune aux deux groupes : on est généralement persuadé que l'agriculture préserve le paysage, en particulier de l'urbanisation et de l'envahissement végétal (friches). Nombreux sont aussi ceux qui pensent que l'agriculture pollue « encore ». A Rennes aussi, nous avons été surpris de voir que les agriculteurs l'admettaient très volontiers.
- > Enfin, on peut percevoir une réelle concordance des préférences paysagères entre les agriculteurs et les citadins. Ainsi, si l'ordre de classement des photographies est quasiment identique, c'est plus encore dans l'approche de ce classement qu'il faut souligner la similitude des démarches : en effet, agriculteurs et citadins ont tenté d'analyser à la fois la cohabitation d'activités que sous-entendaient les photographies, et l'organisation du bâti. En outre, ils ont très souvent, plus ou moins consciemment, défini le mode de production et la structure urbaine qui pouvaient se dégager des vues. Ces similitudes sont très intéressantes pour ce qui nous importe, à savoir : la coexistence des préférences paysagères, entre l'opinion des agriculteurs, fabriquant de paysages périurbains, et celle des citadins périurbains, consommateurs de ces paysages.

(1) Rappelons que 43 % des agriculteurs interrogés ont révélé être chasseur occasionnel.

B. SECONDE COMPARAISON :

. *Agriculteurs de Laval/agriculteurs de Rennes*

On peut constater entre les deux pays, de nombreux points communs intéressants. Mais les différences constatées dans les propos des agriculteurs de Montréal et ceux de Rennes sont flagrantes. Nous allons tout d'abord en citer les principales pour revenir ensuite sur les points communs.

- > En premier lieu, à Rennes, la grande majorité des agriculteurs percevait le rôle que détenait l'agriculture dans la *fabrication* des paysages. Cet état de fait est depuis longtemps accepté, en France en général. Le constat dressé à la suite des processus de remembrement par exemple est assez clair : l'agriculture façonne le paysage. A Montréal, seuls 70 % des agriculteurs interrogés ont pris conscience de l'incidence de leurs travaux sur le paysage qui les entoure. Il s'agit ici réellement d'une prise de conscience tardive. A cela, plusieurs raisons peuvent être possibles : le territoire québécois, et canadien plus encore, se compose d'entités aux surfaces extrêmement importantes. On peut s'apercevoir que, sous l'impulsion de l'agriculture américaine, les techniques et les modes de production de l'agriculture canadienne ont, en général, évolué dans le même sens. En outre, les différences que l'on pourrait constater entre les régions ou les exploitations sont peu perceptibles : les distances rendent les comparaisons beaucoup plus délicates à réaliser. De plus, il n'y a pas réellement eu au Québec de prise de conscience de la part des citoyens d'un appauvrissement des paysages agricoles. Les réactions parfois vives de « défense du paysage » ayant suivi, en France, les remembrements, ont facilité une prise de conscience collective de la corrélation agriculture/paysage.
- > La deuxième grande différence réside dans la prise de conscience de la part de responsabilité des agriculteurs dans la (les) pollution(s). Ils sont 55 % à Montréal à réfuter toute part de responsabilité de leur profession dans la pollution. Ces derniers sont souvent plus anciens que leurs collègues admettant que l'agriculture peut avoir été responsable de pollution. A Rennes, nous avons eu la surprise de comptabiliser 87 % des réponses admettant que l'agriculture est ou a été responsable de pollution. Les grands scandales qu'a connus ces dernières années l'agriculture européenne ont contribué à réduire l'hypocrisie ambiante qui régnait dans le milieu agricole en général. En outre, la position délicate de l'agriculture en Bretagne est désormais connue de tous, et les agriculteurs interrogés ne pouvaient pas vraiment nier le problème⁽¹⁾. Toutefois, si nous avons été surpris de la grande honnêteté des agriculteurs interrogés sur un sujet aussi sensible en Bretagne, ces derniers nous ont tout de même certifié à l'unanimité que les agriculteurs dans leur ensemble faisaient aujourd'hui des efforts pour tenter de maîtriser cette pollution.

(1) Les nitrates présents dans les eaux bretonnes proviennent presque exclusivement de l'épandage sur les sols des engrais minéraux et des déjections animales (lisier et fumier). On évalue à 177 000 tonnes l'azote minéral et à 230 000 tonnes l'azote organique utilisés chaque année, soit 407 000 tonnes pour un sol breton qui ne peut éliminer que 290 000 tonnes dans les conditions les plus favorables. La Bretagne est la seule région de France entièrement classée en zone vulnérable au titre de la directive européenne du 12 décembre 1991 et 71 cantons (soit 1/3 du territoire) sont classés en Zone d'Excédent Structurel (ZES) donc dépassent le seuil réglementaire.

En France, la présence de nitrates dans les eaux continentales provient à 66 % de l'agriculture, suite à l'épandage de doses massives d'engrais azotés et de lisier (effluents d'élevage), les zones les plus atteintes étant les plaines alluviales qui recueillent les eaux des grands bassins versants et sont des lieux privilégiés d'agriculture intensive. Sources :

<http://perso.wanadoo.fr/ecologie.sociale/lettre/textes/Lettre24/Boite.htm>

http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/doseau/decouv/degradation/07_pollution.htm

- Une autre grande différence est liée aux préférences photographiques. Elle révèle toutefois une opposition de mentalité indiscutable. Ainsi, nous avons observé que les agriculteurs québécois appréciaient avant tout les paysages « de grande entité », pour la facilité de travail et la productivité qui leurs était inconsciemment attribués. Le paysage n'a, pour le moment, que peu d'intérêt à leurs yeux. Ils aiment que le citadin se sente bien dans leurs champs, leurs vergers, mais ne sont toutefois pas prêts pour cela à changer leurs méthodes de travail. Il semble que celles-ci soient irrémédiablement dictées par les lois du marché. Les agriculteurs interrogés semblent très loin de pouvoir se douter que les paysages produits puissent représenter un quelconque argument quand vient l'heure de décider des méthodes de production. Au contraire, lors des classements des paysages, les agriculteurs rennais ont entrepris un véritable changement de point d'observation. Il s'agissait, notamment, de classer les photographies selon le plaisir *sensible* que les paysages pouvaient procurer, à l'observateur, au voisin, au touriste, mais aussi, et c'est très important, à l'agriculteur lui-même. Car c'est ici toute la différence : l'agriculteur rennais travaille aussi pour le paysage, et pour le voisin. Serait-ce ici le fruit des politiques du paysage entreprises depuis plusieurs années par l'Union Européenne et la France agricole ?

Pour ce qui concerne les points communs, ils sont toutefois nombreux, mais moins flagrants. Tout d'abord, il semble que dans les deux lieux d'enquête, les agriculteurs ont à chaque fois un attachement à l'environnement qui les entourent. Cela peut se vérifier à la fois dans les lieux qu'ils aiment fréquenter et dans ceux qu'ils fréquentent effectivement. Cela s'observe également dans les propos tenus lors des présentations des photographies. Ainsi, les agriculteurs montréalais ont clairement eu tendance à mettre de côté les paysages qui leur semblaient *exotiques*. Cette mise à l'écart n'a pas eu lieu pour les enquêtés de Rennes, mais on pouvait toutefois ressentir un certain contentement dans les paysages qui pouvaient le plus se rapprocher de ce qui se trouvait localement.

L'avis développé sur l'utilité des parcs de détente se ressemble très fortement. Ainsi, si on en accepte aisément l'intérêt dans des zones urbaines, leur présence en zones périurbaines n'est pas toujours bien comprise, voire tolérée.

Enfin, la nécessité de préserver les champs autour des villes ne laisse aucun doute, dans aucune réponse. Cependant, si la raison de production de denrées alimentaires est évoquée dans les deux cas, plusieurs agriculteurs rennais ont mis en avant en priorité la sauvegarde d'une profession et de familles qui en dépendaient. La crise du monde agricole, plus sensible en France, par l'importance passée (et encore présente) du métier dans sa société et son Histoire, peut expliquer cela.

Les termes et mots associés aux photos sont relativement semblables. Peut-être peut-on observer une légère tendance, chez les agriculteurs montréalais à retenir les composantes essentiels des photographies, quand les agriculteurs rennais cherchent à y diagnostiquer, parfois, un ensemble ou une méthode de travail.

. Citadins de Laval/citadins de Rennes

On peut observer des points communs et des différences sensiblement croisées vis-à-vis des comparaisons précédentes. En effet, si les citadins de Laval et de Rennes semblent avoir les mêmes attentes par rapport aux politiques relatives à la protection de l'agriculture périurbaine, et ont classé les photographies de façon assez comparable, ils ont toutefois une vision très différente de l'agriculture. Ils n'utilisent pas les parcs naturels aménagés de la même manière, et enfin, ils procèdent au classement à l'aide d'une méthode assez distincte.

Tout d'abord, nous observons que les citoyens, rennais comme lavallois, souhaitent préserver les champs de l'urbanisation. Les raisons invoquées sont semblables : fonctions productives, lutte contre l'urbanisation, protection des paysages *ruraux*.

La seconde ressemblance dans leurs propos intervient lors des classements des photographies. En effet, seul le paysage de golf est plus apprécié des Québécois. Le reste des classements reste très similaire. En outre, les termes associés sont semblables. Ils portent en général sur une description objective de la vue proposée.

Enfin, ils sont confiants dans l'idée que l'agriculture préserve le paysage. Par contre, seuls les citoyens de Laval nous ont donné pour raison le maintien de la biodiversité. Il est vrai que l'agriculture, en Amérique du Nord, est fortement impliqué dans le processus de sélection génétique, et que ce fait n'est pas toujours bien accepté des populations civiles.

Les distinctions restent cependant nombreuses. Ainsi, pour reprendre l'exercice du classement des photographies, on a pu s'apercevoir que les citoyens rennais procédaient de manières différentes de leurs homologues lavallois. Ces derniers cherchaient avant tout à comparer la partie de l'image portant des zones d'habitation. Le cadre paysager n'intervenait que dans un deuxième temps. En outre, la cohabitation avec l'activité agricole que sous-entendaient certaines photographies n'était que rarement perçue de leur part. Au contraire, les citoyens rennais tentaient de classer les paysages en analysant à la fois les zones d'habitation et le cadre paysager. Celui-ci comptait pour beaucoup dans l'ordre finalement établi.

La relation des citoyens par rapport aux parcs naturels aménagés est aussi différente. Ainsi, si 90 % des Lavallois pensent que ces derniers permettent réellement de prendre contact avec la nature, ce pourcentage n'est plus que de 62 % à Rennes. Il faut toutefois préciser que si les Rennais n'ont pour référence que les parcs de centre-ville et le parc de loisir de la Prévalaye, les Montréalais disposent quant à eux du Centre de la Nature (Laval) ou encore du Mont-Royal (Montréal), à la fois montagne et forêt, à deux pas du centre-ville...

La dernière grande différence que nous analyserons ici réside dans la perception que possèdent les uns et les autres de l'agriculture. Plus médiatisée en France, la pollution d'origine agricole est particulièrement présente dans les esprits des citoyens rennais, contrairement aux citoyens montréalais. Ainsi, parmi ceux-là, seuls 20 % pensent que l'agriculture puisse être responsable de pollution, quand ils sont près de 70 % à Rennes.

C. COHERENCE ET RELATION AU CONTEXTE :

Nous procéderons ici à la mise en relation des propos aux contextes selon deux axes : l'agriculture d'une part, la ville de l'autre. Cette analyse permettra à la fois de justifier certaines dissonances, mais également d'en relativiser le contenu par rapport aux contextes locaux.

. Le contexte agricole

a) La morphologie et le paysage des sites d'enquête :

Bien entendu, l'agriculture est différente autour de Montréal de celle que l'on peut observer autour de Rennes. En outre, si ces différences ne sont plus vraiment si grandes sur le territoire de Laval, il reste toutefois que c'est une perception de l'agriculture dans son ensemble qui est généralement développée dans les propos analysés précédemment.

L'exploitation agricole Montréalaise est beaucoup plus importante, en terme de surface exploitée, de cheptel, de production, de personnel, etc. Il en résulte des paysages sensiblement différents. Ces paysages sont, qui plus est, à mettre en relation avec le contexte

foncier, social et politique du pays. Composé d'entités paysagères plus vaste, les surfaces allouées à chaque parcelle est nettement plus important, dès lors que l'on se trouve en zones périurbaines et rurales. Les obstacles liés aux paysages sont peu fréquents. Cette indication explique en partie le classement des paysages par les agriculteurs de Laval.

Toutefois, cela ne remet pas en cause les différences constatées lors de la comparaison des propos des citoyens et des agriculteurs de Laval.

De plus, la part de responsabilité de l'agriculture dans la pollution en général n'est pas non plus si éloignée que celle souvent déplorée en France.

b) La crise agricole européenne :

En effet, si la pollution d'origine agricole a été largement médiatisée en Europe, et en France particulièrement, du fait de l'importance du secteur dans l'économie et la société française, il n'en a pas été de même en Amérique du Nord. Moins atteint par les scandales sanitaires des dernières années (vaches folles, Dioxine, peste porcine, par exemple), l'agriculture nord-américaine et ses méthodes intensives n'est toutefois pas exempte de tout reproche, notamment sur le plan chimique et génétique. Malgré tout, il semble que ces débats soient moins virulents outre-Atlantique, et n'engendrent que peu de révolte ou d'incertitude chez les consommateurs. Ce contexte explique en partie le faible pourcentage des citoyens de Laval s'inquiétant d'une quelconque part de responsabilité de l'agriculture dans la pollution. Les agriculteurs québécois interrogés, au contraire, peut-être d'avantage conscients des risques écologiques qu'engendrent certaines méthodes de production, admettaient plus volontiers cette part de responsabilité. Peut-être ont-ils aussi davantage porté leur attention sur les scandales qui ont éclaté en Europe...

Une autre information peut expliciter quelques propos tenus sur la cohabitation des activités, en zones périurbaines : une part importante des exploitations agricoles autour de Rennes traitent d'élevage porcin. Dès lors, le classement des photographies, le discours sur la part de responsabilité de l'agriculture dans la pollution, la protection des paysages et de la nature sont soumis à cette pensée, souvent présente dans les esprits rennais.

. Le contexte urbain

Bien que Laval soit davantage comparable à Rennes, il n'en reste pas moins que Montréal exerce toujours, sur les habitants lavallois, une influence considérable. Cette influence se traduit particulièrement, dans notre analyse, à travers deux thèmes : l'importance démographique de la métropole québécoise, et son évolution, sa croissance urbaine.

a) Une taille de métropole :

Tout d'abord, deux chiffres : Métropole de Montréal : 3,3 millions d'habitants (en 1996⁽¹⁾) et 4 024 km² ; Rennes Métropole : 364 652 habitants (en 1999⁽²⁾) et 50,39 km² (ville de Rennes). Cet écart peut en partie expliquer les différences constatées quant à l'importance donnée aux parcs naturels aménagés et à leur fréquentation. En effet, si 90 % des citoyens de Laval déclarent penser retrouver la nature dans de tels parcs, ils ne sont plus que 60 % à Rennes. En outre, seuls 20 % de ces derniers les fréquentent régulièrement. La proximité des zones rurales à Rennes permettent de croire que les citoyens préfèrent généralement y faire

(1) Source : Statistiques Canada.

(2) Source : INSEE.

une excursion quand il s'agit de se détendre le week-end, plutôt que de gagner de tels parcs.

b) Croissance urbaine :

L'évolution urbaine de Laval est encore maîtrisée. Le plan d'occupation des sols communal a permis de limiter les soucis de cohabitation entre citadins et agriculteurs. Ces derniers sont assez isolés, au nord-est de l'île. Cependant, le paysage qu'offre à certains endroits la croissance des zones urbaines montréalaises n'est que rarement si structuré. Ainsi, les juxtapositions hasardeuses d'activités peu compatibles sont encore fréquentes. Pourtant, plutôt que la crainte qu'elles pourraient susciter chez les enquêtés, nous avons eu le sentiment que de tels paysages étaient désormais passés dans l'image inconsciente que l'on pouvait se faire des espaces périurbains. Il semble qu'à Rennes, où l'on met régulièrement en avant la maîtrise de l'urbanisation, on soit beaucoup plus sensible au problème de cohabitation et d'organisation du bâti. Ce sentiment transparait parfois dans les propos tenus à Rennes.

D. QUEL LIEN AVEC L'ETALEMENT URBAIN ?

L'enquête effectuée, il faut faire le tri de ce que l'on a pu retenir et analyser, de ce qui peut effectivement apporter un élément de réponse à notre hypothèse de départ. Il s'avère finalement très délicat de pouvoir dire, sans une fine étude des événements et des circonstances de l'évolution urbaine des deux villes, ce qui a finalement joué un rôle dans l'expansion de celles-ci. Pour cette fine étude, il aurait sans nul doute fallu beaucoup plus de temps que celui dont nous disposons. Nous ne nous risquons donc pas à évoquer le rôle final de la coexistence de perceptions différentes dans les évolutions passées et futures de la forme urbaine de Montréal et de Rennes. Cependant, nous pouvons tenter de décrire quel rôle il pourra, ou ne pourra pas jouer dans la défense de paysages *naturels* qu'ils souhaitent tous voir conservés.

. A Montréal

Les désaccords importants sur les préférences paysagères laissent à penser que les citadins de Laval auront certainement de mauvaises surprises dans quelques années. En effet, aujourd'hui isolée, rien ne peut laisser croire que l'agriculture de Laval le restera encore très longtemps, sauf volonté politique forte de maîtriser la croissance urbaine actuelle. Or, tel n'est pas le cas aujourd'hui.

Les chances de voir les citadins et les agriculteurs s'entendre sur les paysages agricoles à défendre semblent très minces, tant leurs préférences sont dissemblables. Dès lors, les agriculteurs réussiront-ils à protéger leurs intérêts ? Devront-ils se plier aux volontés citadines qui imposeraient des changements radicaux dans les méthodes de production ? Cela semble peu probable, tant l'engagement de l'agriculture canadienne dans un processus intensif est important, et tant la proximité des Etats-Unis peut être contraignante. Les citadins percevront-ils différemment l'agriculture devenue plus proche d'eux ? Exigeront-ils des agriculteurs des paysages plus proches de leurs attentes ? En somme, l'agriculture périurbaine québécoise devra-t-elle se poser les questions que se pose l'agriculture périurbaine en France depuis plusieurs années, notamment sous l'égide de l'école française du paysage ?...

. A Rennes

Peut-on dire que la ville de Rennes et son agglomération réussit à maîtriser la croissance urbaine grâce à des perceptions paysagères similaires entre agriculteurs et citadins ? Nous ne le pensons pas : cette maîtrise engage bien sûr de nombreux autres facteurs, dont la combinaison complexe peut conduire ou non à une telle situation. Peut-on définir le rôle joué par la communication municipale dans la connaissance des paysages agricoles environnants ? Cela semble aussi très difficile. Cependant, l'analyse des enquêtes effectuées nous ont permis d'observer effectivement une grande similitude entre les préférences paysagères et la perception que les uns et les autres avaient de l'agriculture locale. Dès lors, il semble beaucoup plus aisé de défendre des paysages (et les territoires comme contenants) communs à une population locale.

De plus, la cohabitation entre les activités est plus fréquente à Rennes qu'à Montréal. Cette cohabitation, dans l'ensemble bien vécue, est facilitée par une *harmonie* des attentes paysagères. Même si l'agriculture actuelle, autour de Rennes, n'est pas toujours productive de tels paysages, elle semble être toutefois apte à accepter d'en jouer le rôle. Dès lors, qu'attend-on pour mettre en application la *campagne urbaine* de Pierre Donadieu, dont les paysages pourraient aboutir à ceux plébisciter par citadins et agriculteurs rennais ? Sans doute doit-on encore attendre que la politique agricole française et européenne permette à celle-ci de jouer un nouveau rôle qui ne devrait pas manquer de susciter beaucoup d'intérêt, pour cette profession... dès lors innovante.

CONCLUSION GENERALE

Il est difficile d'établir un lien entre la maîtrise de la croissance urbaine et l'harmonie des perceptions paysagères des espaces périurbains. Il serait erroné de dire que les fortes différences observées entre les préférences paysagères des citadins et celles des agriculteurs lavallois sont seules responsables de la croissance urbaine de Montréal. De même, la concordance des perceptions et préférences paysagères des citadins et agriculteurs périurbains de Rennes n'a pas pu permettre à elle seule de contrôler la croissance urbaine de Rennes. Toutefois, et pour faire le lien avec l'hypothèse de départ malgré tout, la sauvegarde des territoires agricoles périurbains contre la croissance urbaine ne peut être que facilitée lorsque les paysages, souhaités de part et d'autre, sont ressemblants. Dès lors, on peut tenter de mettre en œuvre une *activité agricole* destinée – notamment – à l'élaboration de paysages périurbains, pour le plus grand bonheur de tous.

En parallèle de cette recherche, nous avons pu observer de quoi était *représentatives* les villes de Laval et celles de Rennes. Pour avoir effectué ces enquêtes, pour avoir écouté les propos de chacun, pour avoir parcouru les campagnes, mais aussi les centres-villes de chacune d'elles, nous pouvons déduire :

1. Laval est telle une île, dans un océan bien établi : la ville de Laval tente par tous les moyens de supporter à bout de bras l'agriculture qui est la sienne : des exploitations maraîchères et fruitières, en particulier. Celles-ci doivent faire face à une urbanisation pressante, à un marché concurrentiel, et à des logiques agricoles plus radicales, plus engagées dans la voie qui est déjà (malheureusement) la leur.

Les citadins, périurbains ou non, québécois n'ont qu'une connaissance très partielle de l'agriculture en général. Le peu d'intérêt et d'inquiétude que suscitent les méthodes agricoles du continent nord-américain en est tout à fait révélateur. Les agriculteurs exercent donc leur profession dans un anonymat et une indifférence quasi générale, et ne doivent faire face qu'à peu d'obstacles. C'est alors la porte ouverte à tout illogisme dès lors qu'on y trouve un but productif...

2. Rennes a su exercer sur son urbanisation un contrôle et une maîtrise éloquente en France. Les citoyens périurbains, plus proches des zones rurales extérieures, semblent plus concernés (pour de nombreuses raisons déjà citées) par l'agriculture locale. Prêts à la défendre, en particulier par conscience des résultats qu'elle produit en termes de paysage, ils en attendent aussi beaucoup, et restent méfiants à son égard. Les agriculteurs, quant à eux, semblent avoir pris bonne note du rôle qu'on attendait d'eux. Les paysages qu'ils sont prêts à défendre sont aussi ceux qu'apprécient les citoyens. La ceinture verte et le contrôle foncier exercé par l'agence d'urbanisme de l'agglomération, notamment par le biais d'efforts de densification sur Rennes et ses pôles secondaires, pourraient permettre d'y expérimenter des exploitations agricoles, dédiées au paysage...

L'émergence de la demande sociale en matière de qualité des produits et des paysages agricoles ainsi que le contexte législatif favorable à la reconnaissance et à la prise en compte des paysages agricoles posent les bases pour fonder une démarche paysagère en agriculture. Il ne s'agit pas de reprendre les modèles de paysages du passé, qui ne sont plus adaptés aux techniques agricoles d'aujourd'hui, mais d'inventer des paysages modernes en s'inscrivant dans une démarche de développement durable.

Il est de l'intérêt des agriculteurs de s'approprier cette démarche paysagère pour ne pas être les simples exécutants d'une demande extérieure. Des projets agricoles, en complémentarité des projets urbains sont à développer, dans le cadre de partenariats à inventer.

Dans cet esprit, il est essentiel que l'agriculture développe un discours et des propositions pour faire reconnaître son rôle primordial dans l'organisation de l'espace et trouver des éléments de réponse aux différentes fonctions qui peuvent lui être confiés.

Simultanément, il est indispensable que la ville renouvelle son regard sur l'agriculture contemporaine.

BIBLIOGRAPHIE



BIBLIOGRAPHIE :

Ouvrages concernant les espaces périurbains :

- > **ACSHER F.**, Métapolis ou l'avenir des villes ; Editions Odile Jacob ; Paris ; 1995 ; pp. 15-39.
- > **ASSIMACOPOULOS Y., BARATIN C., MUNIER J-L., QUARRE C., SIMONNET E., TASSEL**, Maîtrise foncière péri-urbaine., Université Paris IX, Institut d'urbanisme de Paris, Ministère de l'Agriculture, Paris, 1971, 60 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence 135-80.
- > **BAUCIRE F.**, Contraintes écologiques et développement urbain durable ; in Vers un nouvel urbanisme. Faire la ville, comment ? pour qui ? (dirigé par P. Genestier) ; la documentation française ; Paris ; 1996 ; pp. 127-138.
- > **DONADIEU P.** Campagnes urbaines., Acte Sud, Ecole Nationale Supérieure du Paysage, 1998, 219 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence 121-426.
- > **GARDON J.**, La pertinence des outils de protection du paysage face à l'espace périurbain, Etude sur le cas du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse., Mémoire de recherche de Magistère 3, Tours, 2001, 90 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA.
- > **HERVIEU B., VIARD J.**, Au bonheur des campagnes (et des provinces), L'Aube, Paris, 1997.
- > **KERBOURC'H A.** Structure verte et forme urbaine durable : étude de la ville compacte., Mémoire de recherche de Magistère 3, CESA, 1998-1999, 104 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA.
- > **LE CORBUSIER** La Charte d'Athènes, Editions de Minuit, Paris, 1957, .
- > **LE JEANNIC, VIDALENC**, Pôles urbains et périurbanisation : le zonage en aire urbaine., INSEE-Première, n°516, 1997.
- > **MINISTERE DE L'AGRICULTURE** L'agriculture dans l'aménagement des aires périurbaines, volume 1 Synthèse., Publication de l'OCDE, Paris, 1979, 104 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence 122-354.
- > **SERRANO J.**, Gestion des espaces et des activités agricoles en périphérie de la métropole lilloise, la concurrence entre citadins et agriculteurs et la gestion des espaces naturels, Thèse dirigée par Jean-Pierre Prod'homme, Paris, 1999, 300 pages.

Ouvrages concernant le paysage :

- > **BERQUE A., CONAN M, DONADIEU P, LASSUS B., ROGER A.**, Cinq propositions pour une théorie du paysage, Collection Pays/Paysage, Editions Champ Vallon, Seyssel, 123 pages, 1996.
- > **BERQUE A.**, Les raisons du paysage., Hazan, Paris, 1995, 192 pages.
- > **BERTRAND ET BEROUTCHACHVILI**, Le géosystème ou système territorial naturel., RGPSO, Tome 49, 1972.

- > **BERTRAND ET BEROUTCHACHVILI**, Géosystèmes et paysages. Bilan et méthodes., Colin, 1991.
- > **COULON J. et LEBLANC L.**, Paysages., Editions Le Moniteur, Paris, 1993, 119 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence 242-67.
- > **DI PIETRO F.**, Durabilité et organisation du paysage : Application des concepts de l'écologie systémique au diagnostic de la gestion pastorale du territoire des vallées des Pyrénées Centrales (France)., Tours, 1996, 335 pages. Disponible à la bibliothèque sous la référence 242-78
- > **DIXON HUNT J., FRIELING D., NAKAMURA Y.**, Trois regards sur le paysage français Collection Pays/paysage, éditions Champ Vallon, Seyssel, 1993, 261 pages, disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence 242-64.
- > **DOMON G., EPSTEIN J.-A., POULLAUEC-GONIDEC P.**, Le projet de paysage au Québec, In Trames, Revue de l'Aménagement n°9, Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, Montréal, 1993, 88 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence 181-44.
- > **DONADIEU P.** Campagnes urbaines., Acte Sud, Ecole Nationale Supérieure du Paysage, 1998, 219 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence 121-426.
- > **DONADIEU P.** Evolution des productions agricoles et des espaces ruraux sous influence urbaine ; Promenades dans les campagnes montréalaises., In Cahiers Agricultures, volume 7, n°2, Mars-Avril 1998, pp. 168-145.
- > **DONADIEU P. et FLEURY A.** De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine., In Courrier de l'environnement n°31, Août 1997. Disponible à la bibliothèque du CESA.
- > **DRILLEAU A.**, Plans de développement durable et paysage(s)., Mémoire de recherche de Magistère 3, Tours, 1998, 93 pages, Disponible à la bibliothèque du CESA.
- > **FROMAGEAU J.** Loi Paysage, protection et reconquête., In Etudes Foncières n°60, septembre 1993.
- > **GACHON**, Les caractères du paysage français., bulletin du groupe poitevin d'études géographiques, Poitiers, 1950.
- > **GARDON J.**, La pertinence des outils de protection du paysage face à l'espace périurbain, Etude sur le cas du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse., Mémoire de recherche de Magistère 3, Tours, 2001, 90 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA.
- > **GARIEPY M., LASSUS B., POULLAUEC-GONIDEC P.** (sous la direction de), Le paysage, territoire d'intentions, Editions Harmattan, Montréal, 1999, 207 pages.
- > **GIORGIS S.**, Les paysages ruraux européens, principes de création et de gestion, éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1995, 72 pages, disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence 242-76.
- > **HERVIEU B., VIARD J.**, Au bonheur des campagnes (et des provinces), L'Aube, Paris, 1997.
- > **INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE et ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES SCIENCES AGRONOMIQUES APPLIQUEES**, Pays, paysans, paysages, dans les Vosges du Sud., Paris, 1977, 192 p.

- > **JEGOUZO Y. et SANSON C.**, Le guide de l'environnement., Editions du Moniteur, Paris, 1990.
- > **LUGINBÜHL Y.**, Le paysage rural. La couleur de l'agricole, la saveur de l'agricole, mais que reste-t-il de l'agricole ?
- > **LUGINBÜHL Y.**, Paysages à vendre, paysages à vivre, Courrier de la planète n°18, 1993, 4 pages.
- > **ROGER A.** Court traité du paysage, Bibliothèque des Sciences Humaines, Editions Gallimard, 1997, 200 pages, disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence n° 242-82.
- > **SERRANO J.**, Gestion des espaces et des activités agricoles en périphérie de la métropole lilloise, la concurrence entre citadins et agriculteurs et la gestion des espaces naturels, Thèse dirigée par Jean-Pierre Prod'homme, Paris, 1999, 300 pages.

Ouvrages concernant l'agriculture :

- > **BONTRON J-C.** Panorama des agricultures périurbaines en France., in Actes du colloque de Rambouillet, 1996.
- > **CHABAUD J.**, sous la direction de M Palard. Enjeux et stratégies autour d'une recherche sur l'agriculture périurbaine., Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, Septembre 1995, Tome 1 et 2, 115 pp., disponible à la Bibliothèque interuniversitaire de droit de Bordeaux, sous la référence BTM 491150 – 3061 – 1.
- > **CHAGNOT I.**, Agriculture périurbaine et paysage, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF), Paris, 1998, 26 pages, disponible à la Bibliothèque Universitaire de Lille 1 (bibliothèque de l'Université des Sciences et Techniques de Lille) sous la référence 910-163.
- > **DERIOZ P. et LEES C.** Le jardin de la France au péril de la ville., Place et évolution de l'activité agricole dans le Grand Avignon », conférence du 4/12/93
- > **DONADIEU P.** Campagnes urbaines., Acte Sud, Ecole Nationale Supérieure du Paysage, 1998, 219 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence 121-426.
- > **DONADIEU P.** Evolution des productions agricoles et des espaces ruraux sous influence urbaine ; Promenades dans les campagnes montréalaises., In Cahiers Agricultures, volume 7, n°2, Mars-Avril 1998, pp. 168-145.
- > **DONADIEU P. et FLEURY A.** De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine., In Courrier de l'environnement n°31, Août 1997. Disponible à la bibliothèque du CESA.
- > **DONADIEU P. et FLEURY A.** L'agriculture, une nature pour la ville ?., In Les Annales de la Recherche Urbaine n°74, Mars 1997, pp. 31-39. Disponible à la bibliothèque du CESA.
- > **FLEURY A.** L'agriculture périurbaine de l'Ile-de-France, In cahiers Agriculture, vol. 5, n° 2, Mars Avril 1996, pp. 69-70. Disponible à la bibliothèque du CESA.
- > **INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE et ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES SCIENCES AGRONOMIQUES APPLIQUEES**, Pays, paysans, paysages, dans les Vosges du Sud., Paris, 1977, 192 p.

- > **LUGINBÜHL Y.**, Le paysage rural. La couleur de l'agricole, la saveur de l'agricole, mais que reste-t-il de l'agricole ?
- > **LUGINBÜHL Y.**, Paysages à vendre, paysages à vivre, Courrier de la planète n°18, 1993, 4 pages.
- > **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE** L'agriculture dans l'aménagement des aires périurbaines, volume 1 Synthèse., Publication de l'OCDE, Paris, 1979, 104 pages. Disponible à la bibliothèque du CESA sous la référence 122-354.
- > **SERRANO J.**, Gestion des espaces et des activités agricoles en périphérie de la métropole lilloise, la concurrence entre citadins et agriculteurs et la gestion des espaces naturels, Thèse dirigée par Jean-Pierre Prod'homme, Paris, 1999, 300 pages.

Autres ouvrages :

- > **BLANCHET A., GHIGLIONE R., MASSONAT J., TROGNON A.**, Les techniques d'enquête en sciences sociales., Editions Dunod, Paris, 1987, 197 pages, disponible à la bibliothèque universitaire de Tours, Section de sociologie, sous la référence 4383.
- > **CODE DE L'URBANISME**
- > **GHIGLIONE R., MATALON B.**, Les enquêtes sociologiques. Théories et pratiques, Editions Armand Colin, Paris, 1985, 301 pages, disponible à la bibliothèque universitaire de Tours, section de sociologie, sous la référence 5951.
- > **JEGOUZO Y. et SANSON C.**, Guide de la protection des espaces naturels et urbains., Paris, Documentation Française, 1991.
- > **JONAS H.** Pour une éthique du futur., Editions Rivages, Frankfurt, 1993, 116 pages.
- > **LUGINBÜHL Y.**, Courrier de la planète n°17, 1993, 3 pages.
- > **SORRE**, Les fondements de la géographie humaine., tome 2 ; Colin, 1948.
- > **TREPANIER M-O et OUELLET B.**, La contribution des organisations locales à la gestion d'un parc national : trois études de cas., in *Loisir et Société*, vol. 9, n°1, 1986, p 125-164.

Sites Internet :*GENERAL :*

http://www.stoessel.ch/hei/div/hps_geo_guillaume.htm : P. Vidal de la Blache

<http://www.aupelf.uref.org/revues/agri/2.98/opt.htm> : P. Donadieu, Montréal

<http://www.ined.fr> : Statistiques démographiques

<http://www.unfpa.org> : Organisation Internationale des Nation Unies

<http://www.inra.fr> : Institut National en Recherche Agronomique

<http://www.audiar.org> : Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Rennaise

ETALEMENT URBAIN A MONTREAL

http://mamm.gouv.qc.ca/accueil/livre_blanc_2000/cadre_aménagement/cadre_sections_1_5.pdf : Cadre d'aménagement et orientations gouvernementales: région métropolitaine de Montréal, 2001-2021

analyses critiques au discours catastrophistes sur l'étalement urbain :

http://www.perc.org/publications/articles/lone_mountain_full.html: The Lone Mountain Compact est la déclaration de principe des critiques de la « Smart Growth »

http://www.fsu.edu/~policy/Materials/Holcombe-New_Urbanism.pdf

<http://www.rppi.org/urban/index.html>: développement de la banlieue en Amérique du Nord

<http://www.publicpurpose.com/>: site de Wendell Cox, principal opposant au train de banlieue

<http://www.heritage.org/bookstore/2000/smartgrowth/>: A Guide to Smart Growth de Jane S. Shaw et Ronald D. Utt

<http://www.nationalcenter.org/NPA239.html>: The Campaign Against Urban Sprawl

SITES D'OPPOSITION FORTE A L'ETALEMENT URBAIN :

<http://www.plannersweb.com/sprawl/home.html>

<http://www.smartgrowth.org/>

<http://www.nrtee->

trnee.ca/fre/programs/ArchivedPrograms/sustainable_cities/report_complete_f.htm:

L'initiative sur les villes durables de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

<http://www.fcm.ca/scep/index-f.htm>: Le site de Collectivités viables

http://www.ame.ulaval.ca/urbana_accueil.html. : Le dossier contre l'étalement urbain de la faculté de l'aménagement de l'Université Laval

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	1
SOMMAIRE	2
INTRODUCTION	5
CHAPITRE 1 PAYSAGE(S) DES ZONES PÉRIURBAINES.....	8
A. AVANT-PROPOS SUR LE PAYSAGE	9
<i>. L'approche fonctionnelle</i>	<i>9</i>
a) La géographie.....	9
b) L'écologie	10
<i>. L'approche sensible</i>	<i>11</i>
a) Un concept esthétique.....	11
b) Une vision sociologique	11
B. RÔLE DE L'AGRICULTURE DANS LA GESTION D'UN PAYSAGE PÉRIURBAIN.....	12
<i>. La gestion du paysage, pour les agriculteurs.</i>	<i>12</i>
<i>. L'impact des productions agricoles sur le paysage.....</i>	<i>13</i>
<i>. Quelques grandes avancées.....</i>	<i>14</i>
a) La Loi d'Orientation Agricole (LOA) du 9 juillet 1999.....	14
(1) Les Contrats Territoriaux d'Exploitation (C.T.E.).....	14
(2) Le Plan de Développement Durable	15
(3) Les zones agricoles protégées (Z.A.P.)	15
b) La Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (LOADDT) du 25 juin 1999 et le Schéma de Services Collectifs des Espaces Naturels et Ruraux (SSCENR)	16
c) La Loi d'orientation Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000	16
<i>. Quel partenariat ?</i>	<i>17</i>
C. THÉORIES SUR LE PAYSAGE PÉRIURBAIN ET SA PERCEPTION.....	17
Paysage.....	17
Représentation.....	21
Représentation sociale	21
Zone périurbaine	22
Agriculture périurbaine.....	24
P. Donadieu, A. Fleury, l'Ecole française du paysage.....	25
Le projet de paysage au Québec.....	27
Les législations sur le paysage	28
D. CHOIX DE LA RECHERCHE ET MÉTHODE SUIVIE.....	30
1. Sur le choix de la recherche	30
2. Définition de la problématique	30
3. Définition de l'hypothèse de travail	31
4. Choix des cas d'étude	31
5. Méthode de travail suivie.....	34
a) Calendrier du déroulement de la recherche :	34
b) Les outils méthodologiques :	35
(1). L'étude des traces	35
(2) L'enquête	36
(a) Qui interroger ?	36
(b) Comment interroger ?	38

(c) Où interroger ?.....	40
(3). La presentation de photographies	40
c) La méthode d'évaluation :	41
(1). Première phase d'évaluation :	41
(2) Deuxième phase d'évaluation :	43
(3) L'analyse qualitative :	43
(4) Le protocole d'évaluation :	43

CHAPITRE 2 MONTRÉAL, DESCRIPTION DES PERCEPTIONS DU PAYSAGE

PÉRIURBAIN.....	44
A. AVANT-PROPOS.....	45
B. ETUDE DES « TRACES »	46
C. DÉFINITION DU « PÉRIMÈTRE » D'ÉTUDE	48
D. ELABORATION D'UN ÉCHANTILLON ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE	48
<i>. La population agricole.....</i>	<i>48</i>
<i>. La population citadine</i>	<i>49</i>
a) Structure par âge :	49
b) Catégorie socio-professionnelle.....	50
E. ANALYSE DES RÉSULTATS.....	51
<i>. Analyse des propos des agriculteurs</i>	<i>51</i>
a) Durant l'enquête :	51
b) Sur les préférences photographiques :	53
(1). Premier lot.....	53
(2).Deuxième lot.....	54
(3) Bilan des préférences photographiques	55
<i>. Analyse des propos des citadins</i>	<i>56</i>
a) Durant l'enquête :	56
b) Sur les préférences photographiques :	58
(1) Premier lot.....	58
(2) Deuxième lot.....	59
(3). Bilan des préférences photographiques	60
F. REMARQUES ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.....	61
<i>. Sur le déroulement de l'enquête</i>	<i>61</i>
<i>. Sur l'enquête elle-même</i>	<i>61</i>

CHAPITRE 3 RENNES, DESCRIPTION DES PERCEPTIONS DU PAYSAGE PÉRIURBAIN

A. AVANT-PROPOS.....	64
B. ETUDE DES « TRACES »	65
C. DÉFINITION DU « PÉRIMÈTRE » D'ÉTUDE	66
D. ELABORATION D'UN ÉCHANTILLON ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE	66
<i>. La population agricole.....</i>	<i>66</i>
<i>. La population citadine</i>	<i>67</i>
a) Structure par âge :	67
b) Catégories socioprofessionnelles :	68
E. ANALYSE DES RÉSULTATS.....	68
<i>. Analyse des propos des agriculteurs</i>	<i>68</i>
a) Durant l'enquête :	68
b) Sur les préférences photographiques :	70
(1) Premier lot.....	70
(2) Deuxième lot.....	71

(3) Bilan des préférences photographiques	72
. Analyse des propos des citoyens	73
a) Durant l'enquête :	73
b) Sur les préférences photographiques :	74
(1). Premier lot.....	74
(2) Deuxième lot.....	76
(3) Bilan des préférences photographiques	77
F. REMARQUES ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.....	78
CHAPITRE 4 EVALUATION DES PERCEPTIONS PAYSAGÈRES RELEVÉES À	
MONTRÉAL ET À RENNES	79
A. PREMIÈRE COMPARAISON :	80
. Agriculteurs/citadins à Laval.....	80
. Agriculteurs/citadins à Rennes	81
B. SECONDE COMPARAISON :	82
. Agriculteurs de Laval/agriculteurs de Rennes	82
. Citadins de Laval/citadins de Rennes.....	83
C. COHÉRENCE ET RELATION AU CONTEXTE :	84
. Le contexte agricole	84
a) La morphologie et le paysage des sites d'enquête :	84
b) La crise agricole européenne :	85
. Le contexte urbain	85
a) Une taille de métropole :	85
b) Croissance urbaine :	86
D. QUEL LIEN AVEC L'ÉTALEMENT URBAIN ?	86
. A Montréal.....	86
. A Rennes	87
CONCLUSION GÉNÉRALE	88
BIBLIOGRAPHIE	XC
BIBLIOGRAPHIE :	91
Ouvrages concernant les espaces périurbains :	91
Ouvrages concernant le paysage :	91
Ouvrages concernant l'agriculture :	93
Autres ouvrages :	94
Sites Internet :	95
Général :	95
Étalement urbain à Montréal.....	95
Sites d'opposition forte à l'étalement urbain :	95
TABLE DES MATIÈRES	96



Perception du paysage et aménagement, en milieu périurbain.

Vers la protection des espaces agricoles?
Les cas de Montréal et Rennes.

Annexes

Pierre-Yves Bossé

Centre d'Etudes Supérieures
en Aménagement
Tutrice: F. Di Pietro



ANNEXES



TABLE DES ANNEXES

I. Index des sigles	p III
II. Annexes réglementaires	p IV
III. Questionnaire	p VII
IV. Sémantique du périurbain	p X
V. Photographies présentées lors des enquêtes	p XVI
VI. Annexes diverses	p XXI

Index des sigles

AOC	Appellation d'origine contrôlée
AOP	Appellation d'origine protégée
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement
CTE	Contrat territorial d'exploitation
DIREN	Direction régionale de l'environnement
LOA	Loi d'orientation agricole
LOADDT	Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire
MAE	Mesures agro-environnementales
PAC	Politique agricole commune
PDD	Plan de développement durable
PLU	Plan locaux d'urbanisme
PNR	Parc naturel régional
SAGE	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
SAU	Surface agricole utilisée
ScoT	Schéma de cohérence territoriale
SSCENR	Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux
ZAC	Zone d'aménagement concerté
ZAP	Zone agricole protégée
ZPPAUP	Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager
ZUP	Zone d'urbanisation prioritaire

Annexes réglementaires

Les contrats territoriaux d'exploitation

L'Article 4 de la Loi d'orientation agricole stipule que :

« Art. L. 311-3.- Toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole peut souscrire avec l'autorité administrative un contrat territorial d'exploitation qui comporte un ensemble d'engagements portant sur les orientations de la production de l'exploitation, l'emploi et ses aspects sociaux, la contribution de l'activité de l'exploitation à la préservation des ressources naturelles, à l'occupation de l'espace ou à la réalisation d'actions d'intérêt général et au développement de projets collectifs de production agricole ». Le contrat territorial d'exploitation a pour objectif d'inciter les exploitations agricoles à développer un projet économique global qui intègre les fonctions de l'agriculture mentionnées à l'article 1^{er} de la loi n°99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.

« Le contrat territorial d'exploitation concerne l'ensemble de l'activité de l'exploitation agricole. Il définit la nature et les modalités des prestations de l'Etat et les engagements de l'exploitant qui en constituent la contrepartie. Il est conclu sous réserves des droits des tiers ».

Le préfet arrête un ou plusieurs contrats types d'exploitation déterminant les systèmes d'exploitation assurant un développement durable de l'agriculture, ainsi que les actions répondant aux objectifs mentionnés au premier alinéa. Ces contrats types respectent les orientations définies par le ministre de l'agriculture, après avis du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire.

« Le contrat territorial d'exploitation doit être compatible avec l'un des contrats types définis à l'alinéa précédent. Il prend éventuellement en compte les projets à caractère particulier présentés par les agriculteurs ».

Il prend en compte les orientations définies par le ministre de l'agriculture, après avis du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire. Il s'inscrit dans le cadre des cahiers des charges définis au plan local, en lien avec les projets agricoles départementaux et dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire avec les projets des pays.

Les contrats engagent l'agriculteur et l'Etat pour une durée de cinq ans. Ils comportent deux parties réglementaires :

- Une partie économie et emploi ;
- Une partie environnement et territoire.

	Partie économie - emploi		Partie environnement - territoire
Enjeux	Objectifs	Enjeux	Objectifs
Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et créer de l'emploi - Faciliter l'installation de jeunes agriculteurs - Aider à la transmission des exploitations 	Eau	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver et améliorer la qualité de l'eau - Améliorer la gestion des ressources en eau
Travail	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter les compétences et les qualifications - Améliorer les conditions et l'organisation du travail 	Sols	<ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre l'érosion - Préserver la fertilité physique, chimique, biologique
Qualité des produits	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la qualité des produits - Augmenter la sécurité sanitaire des produits alimentaires 	Air	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver et améliorer la qualité de l'air
Bien-être animal	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le bien-être animal 	Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les espèces naturelles et les biotopes - Préserver et accroître les espèces domestiques
Economie autonome	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'organisation économique des producteurs - Diversifier les activités agricoles et non agricoles - Améliorer les circuits de commercialisation des produits agricoles - Accroître la valeur ajoutée en diminuant les coûts de production et en valorisant les ressources naturelles 	Paysage Patrimoine culturel	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti - Préserver, mettre en valeur et améliorer la qualité du paysage
		Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre l'érosion, les inondations, les incendies, les avalanches
		Energie	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire les consommations d'énergie - Développer l'utilisation de ressources d'énergie renouvelable

Les zones agricoles protégées (ZAP)

« Art. L. 112-2.- Des zones agricoles dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées. Celle-ci sont délimitées par un arrêté préfectoral pris sur proposition ou après accord du conseil municipal des communes intéressées, après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national des appellations d'origine contrôlée et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et enquête publique. L'existence de parcelles boisées de faible étendue au sein d'une telle zone ne fait pas obstacle à cette délimitation ».

Tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol qui altère durablement le potentiel agronomique, biologique ou économique d'une zone agricole protégée doit être soumis à l'avis de la chambre d'agriculture et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture. En cas d'avis défavorable de l'une d'entre elles, le changement ne peut être autorisé que sur décision motivée du préfet.

« Le changement de mode d'occupation n'est pas soumis aux dispositions de l'alinéa précédent lorsqu'il relève d'une autorisation au titre du code de l'urbanisme et lorsque le

terrain est situé à l'intérieur d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ».

La délimitation des zones agricoles protégées est annexée au plan d'occupation des sols dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux

Article 23

Le schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux fixe les orientations permettant leur développement durable en prenant en compte l'ensemble des activités qui s'y déroulent, leur caractéristiques locales ainsi que leur fonction économique, environnementale et sociale.

« Il définit les principes d'une gestion équilibrée de ces espaces qui pourront notamment être mis en œuvre par les contrats territoriaux d'exploitation conclu en application de l'article L. 311-3 du code rural ».

Il décrit les mesures propres à assurer la qualité de l'environnement et des paysages, la préservation des ressources naturelles et de la diversité biologique, la protection des ressources non renouvelables et la prévention des changements climatiques. Il détermine les conditions de mise en œuvre des actions de prévention des risques naturels afin d'assurer leur application adaptée sur l'ensemble du territoire.

« Il identifie les territoires selon les mesures de gestion qu'ils requièrent, ainsi que les réseaux écologiques, les continuités et les extensions des espaces protégés qu'il convient d'organiser ».

Il définit également les territoires dégradés et les actions de reconquête écologique qu'ils nécessitent.

« Il met en place des indicateurs de développement durable retraçant l'état de conservation du patrimoine naturel, l'impact des différentes activités sur cet état et l'efficacité des mesures de protection et de gestion dont ils font, le cas échéant, l'objet ».

Questionnaire

Sexe :

Age :

Profession :

Commune de résidence :

Utilisez-vous les zones naturelles périurbaines, telles que Le Parc agricole de Saint Jacques, le Parc...

Si oui, dans quel but ?

- ☐ Promenade
- ☐ Visite / Découverte
- ☐ Chasse
- ☐ Autre :

A quelle fréquence ?

- ☐ Moins de deux fois par an
- ☐ Deux à six fois par an
- ☐ Six fois par an à deux fois par mois
- ☐ De trois fois par mois à une fois par semaine
- ☐ Plus d'une fois par semaine
- ☐ Tous les jours

1. Quel type d'espace dit naturel préférez vous fréquenter? Classez les différents espaces suivants, du préféré vers le moins apprécié : d'abord question libre, si besoin, pistes suivantes :

- ☐ Montagne
- ☐ Littoral
- ☐ Forêt ou bois
- ☐ Chemin de campagne
- ☐ Parc aménagé pour la détente

2. Les parcs de détente permettent-ils selon vous de retrouver la nature ?

3. Que regardez-vous à travers le paysage ? d'abord question libre, si besoin, pistes suivantes :

- ☐ Aspect des champs
- ☐ Professionnalisme des agriculteurs

- ☐ Espace vierge
- ☐ Autre aspect :

4. Trouvez-vous les équipements de détente utiles ?

- ☐ En campagne
- ☐ En ville
- ☐ En zone périurbaine

5. Quels est le lieu dans lequel vous prenez le plus souvent contact avec la nature ? Classez les du plus utilisé au moins utilisé.

- ☐ Montagne
- ☐ Littoral
- ☐ Forêt ou bois
- ☐ Campagne champêtre
- ☐ Parc aménagé pour la détente

6. Faut-il selon vous préserver les champs autour des villes ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

7. Si oui, quelle est selon vous la principale raison pour préserver les champs de l'urbanisation ?

8. Pensez-vous que l'agriculture contribue à préserver le paysage ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

9. Si oui, comment selon vous, l'agriculture contribue à préserver le paysage ? **d'abord question libre, si besoin, pistes suivantes :**

- ☐ En travaillant le sol, et luttant contre la friche
- ☐ En faisant paître des animaux
- ☐ En éliminant les broussailles, (protégeant les haies et les arbres)
- ☐ En éliminant les déchets
- ☐ Autre action :

10. Pensez-vous que l'agriculture est responsable de pollution ?

- ☐ Oui beaucoup
- ☐ Oui un peu
- ☐ Non pas vraiment
- ☐ Non pas du tout

11. Pensez-vous que l'agriculteur fait des efforts pour maîtriser la pollution ?

- ☐ Oui beaucoup
- ☐ Oui un peu
- ☐ Non pas vraiment
- ☐ Non pas du tout

12. Qui selon vous connaît le mieux la nature, et est le plus apte à la défendre ?

- ☐ Les agriculteurs
- ☐ Les scientifiques
- ☐ Les chasseurs
- ☐ Les responsables d'associations de défense de la nature

Sémantique du périurbain

Par Vincent Hervouët

LA SÉMANTIQUE PÉRIURBAINE : OU COMMENT SE REPÉRER DANS UN DÉDALE DE MOTS ET D'EXPRESSIONS

Page 1

En parcourant les travaux des chercheurs, administrations et autres organismes sur les espaces périurbains (ai-je le droit d'emblée d'utiliser cette expression?), une évidence s'impose: que ce soit sur les tenants (la périurbanisation) ou les aboutissants (le périurbain), la divergence de points de vue, d'interprétation est de mise. "Le vocabulaire semble aller de soi, chacun disposant sans doute implicitement de sa définition, mais ne l'explicitant pas" (G. Jalabert, 1985). Les néologismes se multiplient, les modélisations sont en évolution perpétuelle.

"Périurbanisation" et "périurbain" apparaissent comme l'expression littérale (restrictive?) de deux réalités complexes. En effet, derrière ces deux termes, ne s'en cache-t-il pas une multitude d'autres? Si c'est le cas, ces derniers ont-ils la même signification ou expriment-ils des concepts certes voisins mais cependant nuancés? La mise au point n'est pas facile à faire et les interrogations paraissent plus nombreuses que les certitudes.

UNE INTERPRÉTATION MULTIPLE DU PROCESSUS ?

Périurbanisation, rurbanisation, exurbanisation, surburbanisation, réurbanisation, contre-urbanisation... etc.; les mots fleurissent au gré des auteurs. A priori, tous ces termes semblent désigner un même processus: l'extension des villes sur les campagnes environnantes. Mais, l'examen minutieux de la signification de chacun d'eux confirmera-t-il cette hypothèse?

1- La périurbanisation: concept premier

Le mot "périurbanisation" est, sans conteste, celui qui est le plus employé et probablement le moins sujet à controverse. Son sens fait, en effet, la quasi unanimité chez les chercheurs. Ce consensus ne doit pas faire cependant disparaître quelques divergences de vue qui bien que secondaires sont réelles. Ainsi, pour A.-M. Seronde Babonaux (1985), la périurbanisation est "la diffusion, dans un milieu originellement rural, des lieux de résidence des urbains". Cette définition, somme toute assez générale, est partagée par B. Dezert (1991) qui estime que "la périurbanisation au sens littéral" touche les espaces subissant l'influence et la croissance de la ville-centre, tout en conservant des activités rurales et agricoles sur la majorité de leur territoire". Néanmoins, cet auteur (*et al.*) oppose la périurbanisation à la rurbanisation en insistant sur la marque spatiale que laisse le processus périurbain sur les territoires qu'il touche. R. Chapuis (1995) se montre, quant à lui, très soucieux de rompre avec les anciens schémas de croissance urbaine des années soixante, puisqu'il affirme que la périurbanisation est "une nouvelle forme de l'expansion urbaine mais qui n'est plus comme la banlieue traditionnelle, morphologiquement rattachée à la ville". Il rejoint, tout de même, l'opinion de B. Dezert en insistant sur le fait que « [cette nouvelle forme de l'expansion urbaine] est "éparpillée" autour de l'agglomération, dans un cadre resté assez largement "naturel" ». Toutefois, l'auteur qui paraît apporter le plus de précisions dans la définition de la périurbanisation est J. Paris (1993). Ce dernier soutient que "le renouveau des zones rurales dans les années soixante-dix, correspond [...] principalement à l'extension de l'aire d'influence des villes sur les campagnes proches. Cette extension [est] la résultante de plusieurs facteurs: la recherche d'un cadre de vie meilleur, de loyers moins onéreux et la possibilité d'accession à la propriété à moindre coût, l'amélioration des moyens de transport qui multiplie les migrations quotidiennes entre lieu de travail et lieu de résidence". De si nombreuses références laissent déjà préfigurer d'une multitude d'approches possibles de la périurbanisation et de l'espace périurbain.

Suite à ce concept premier, de nombreux néologismes sont apparus au fil des ouvrages et des articles. Celui de "rurbanisation" est sans doute le plus célèbre mais aussi le plus contesté.

2- La rurbanisation: importation anglo-saxonne

C'est en 1975 que G. Bauer et J.-M. Roux mettent au goût du jour ce nouveau mot, contraction d'urbain et de rural et couramment adopté dans les pays anglo-saxons, selon les dires de M. Berger *et al.* (1980). Ce néologisme est explicité dès les premières lignes de l'ouvrage en ces termes: « la "rurbanisation" résulte du déploiement et de la dissémination [idée de répartition en de nombreux points écartés] des villes dans l'espace; en conséquence, est "rurbaine" une zone rurale proche de centres urbains, et subissant l'apport résidentiel d'une population nouvelle, d'origine principalement citadine [...], caractérisée cependant par la subsistance d'un espace non urbanisé très largement dominant ».

G. Bauer et J.-M. Roux insistent sur le fait que "c'est en cela surtout que son organisation spatiale se distingue de celle de n'importe quelle banlieue traditionnelle constituée jusqu'à présent en contiguïté totale avec la ville-mère et apparaissant comme leur prolongement spatial". Ils ajoutent deux précisions essentielles à leurs yeux: la première est qu'en considérant la croissance démographique la plus extrême, il est tout à fait exclu que se remplisse l'espace intersticiel [espaces rurbains/ville-centre], tout au moins dans un délai de l'ordre du siècle, et même plus". La seconde indique que "pour la majorité des actes de consommation, [le "rurbain"] reste avant tout citadin: les achats importants se font en ville et aux supermarchés; la ville est le lieu où l'on travaille, la maison [le lieu] où l'on vit, le village n'apparaissant pas dans cette opposition". La rurbanisation est clairement un fait spatialisé. L'originalité du concept réside dans la relativement faible transformation de l'espace rural qui n'est que très partiellement urbanisé, l'influence urbaine se faisant plus sentir dans les comportements des "rurbains" que dans l'espace (discontinuité spatiale). C'est en cela que B. Dezert (1991), défendant une différenciation périurbanisation / rurbanisation, rejoint Bauer et Roux puisqu'il argue que la "rurbanisation" « qualifie des secteurs de la campagne transformés, en douceur, mais aussi en profondeur, par l'intrusion des modes de vie urbains ». Cependant, B. Dezert (et al.) affirme une divergence de vue en estimant que « le phénomène rurbain n'est pas lié spécifiquement à l'existence d'une ville-centre, ni même de villes tout court »; cette vision "aspatialisée" du processus est très voisine de celle que E. Juillard (1961) avait développé sous le nom d'"urbanisation des campagnes". Néanmoins, ces avis globalement convergents sur la "rurbanisation" ne doivent pas masquer les critiques auxquelles a dû faire face ce néologisme. En effet, dès 1980, M. Berger (et al.) soulève de nombreuses objections à son utilisation. Elle affirme que "le concept a été forgé à l'origine par les pays anglo-saxons" et que comme "on ne trouve en France ni les mêmes conditions de densité de population dans l'espace périurbain, ni les mêmes types d'évolution des utilisations agricoles et forestières, ni le même contexte institutionnel", la transposition est impossible ou du moins l'application faussée. Elle émet également des réserves sur la possibilité de définir un seuil de densité entre le rurbain et le pavillonnaire périurbain. Par ailleurs, et contrairement à ce que pensent Bauer et Roux, elle réfute l'hypothèse selon laquelle l'installation rurbaine a toujours des motivations autres que celle des lotissements pavillonnaires de l'entre-deux-guerres; elle croit au rôle déterminant et contraignant du marché foncier (prix des terrains à bâtir). Cependant, la critique de fond émise par M. Berger porte sur le fait que la rurbanisation « n'est que l'une des modalités spatiales de la croissance urbaine, un stade transitoire et non un type d'espace car d'une part, le maintien d'une population rurale locale voire l'arrivée d'une population originaire de campagnes plus ou moins lointaines allant travailler en ville est possible et d'autre part, une tendance permanente à la densification existe ». Aussi, estime-t-elle que la "rurbanisation" ne peut être conçue que comme un processus évolutif qui affecte la périphérie des agglomérations urbaines. A petite échelle, elle s'intègre dans le processus global de concentration de la population dans les régions urbaines, au détriment de l'espace rural où sévit encore l'exode. A grande échelle, elle participe au desserrement des activités et des fonctions urbaines dans un espace de plus en plus vaste, qu'il y ait une forte croissance urbaine ou non". Certains autres auteurs, enfin, font peu de différences entre périurbanisation et rurbanisation. C. Taffin (1985) définit cette dernière comme "une tendance à quitter les centres urbains pour une petite ville ou une campagne proche, souvent en devenant propriétaire d'une maison individuelle". Est-ce également la signification de l'"exurbanisation"?

3- L'exurbanisation: succédané de la "périurbanisation"

Cette multiplication des termes et expressions, peut troubler d'autant qu'aucune définition claire n'est souvent donnée pour justifier leurs apports au concept premier. L'"exurbanisation" semble pouvoir être classée dans cette catégorie. En effet, dans les quelques articles où ce mot apparaît, son sens n'est pas défini et il disparaît parfois même au profit d'autres expressions plus communes. Ainsi, P. Buléon (1991), lors du colloque du Mans en 1989 sur les dynamiques urbaines, intitule son rapport d'introduction "exurbanisation et réurbanisation: des mobilités complexes" sans qu'à

quelque moment que ce soit, l'exurbanisation ne soit définie. L'auteur s'en sert comme un élément de sa démonstration sans jamais l'expliciter. De même, J. Jeanneau (1991) n'insiste aucunement sur une quelconque spécificité de l'exurbanisation alors que le mot même apparaît dans le titre. Au contraire, il use, en lieu et place de celui-ci, d'expressions telles "déconcentration urbaine", "péri-urbanisation" ou "desserrement de l'habitat". Seul R. Brunet (1993) apporte une définition claire de l'exurbanisation qui est la suivante: « mouvement par lequel la population urbaine semble "sortir" de la ville pour se placer dans les espaces périurbains » . Il ajoute que « c'est en fait, [le] phénomène par lequel les villes s'accroissent en gagnant de l'étendue » et que « le coût élevé du centre, la concurrence des bureaux, le développement de la voiture particulière entraînent l'expansion des banlieues toujours plus éloignées, et parfois la diminution de la population dans la commune centrale » . Mais il précise bien que « ce n'est en rien un affaiblissement de la concentration urbaine, seulement une extension en volume et en étendue » . Cette définition n'apporte cependant pas de différences notables avec celle de la "périurbanisation". Aussi, peut-on s'interroger sur la pertinence de l'appellation "exurbanisation" quand dans le même temps celle de "périurbanisation" est admise, connue et reconnue de tous.

Une remise en cause de ce type peut-elle se produire pour la "contre-urbanisation"?

4- La contre-urbanisation: illusion d'optique?

La théorie de la "contre-urbanisation" a été notamment citée par B. Kayser (1990). Reprenant la conception anglo-saxonne de *counterurbanization* , il affirme que "de toute évidence, il s'est passé quelque chose dans les campagnes de la plupart des pays industriels au cours des années soixante-dix" et "qu'après des décennies, parfois un siècle, de déclin démographique, la courbe de la population a amorcé une remontée". B. Kayser ajoute que "l'analyse des observations faites dans un certain nombre de pays [occidentaux tel le Royaume-Uni], montre que l'hypothèse de l'expansion périurbaine comme seul déterminant du renversement n'est pas vérifiée [puisque] bien des communes, bien des zones situées hors de l'influence urbaine de proximité ont effectivement commencé à se repeupler". En clair, il ne nie pas l'existence de la péri-urbanisation mais l'intègre dans un processus plus large de "contre-urbanisation". Cependant, l'existence même de ce processus est clairement remise en cause par R. Brunet et al. (1993) qui, donne la définition suivante: "contre-urbanisation: illusion d'optique. Le dépeuplement ou le ralentissement de la croissance dans des centres de grandes villes ont été pris dans certains pays et durant les années soixante-dix ou quatre-vingt comme un rejet de la "ville" alors qu'il ne s'agissait en fait que d'une extension de l'espace urbain, choisie ou contrainte, en direction de lieux momentanément moins chers ou plus amènes". Devant deux opinions si tranchées, que faut-il en penser? Deux remarques, ici, s'imposent. La première est qu'avec B. K a y s e r, nous avons la vision plutôt optimiste d'un ruraliste sur les campagnes - surtout si on la compare à celle de R. Béteille (1981)-, un chercheur pour qui la "contre-urbanisation" est un élément fort de démonstration de la "renaissance rurale": lutter contre l'idée que la ville "mange" la campagne est un de ses objectifs; dans cette perspective, est-il parfaitement objectif sur la réalité ou non d'un tel processus? La question mérite d'être posée. La seconde remarque est plus d'ordre conceptuel. Pour savoir si, après une phase de concentration urbaine entre les années cinquante et soixante-dix ("urbanisation"), on assiste à un flux inverse de la ville vers les campagnes, encore faut-il savoir ce qu'on appelle "ville". Si on en a une conception large (association dans un "système urbain" des territoires marqués par la périurbanisation), on observe une simple redistribution de la population urbaine à l'intérieur de l'objet urbain.

Au contraire, si on en a une conception plus restrictive (basée par exemple sur la continuité du bâti), il y a effectivement sortie de populations de la ville vers la campagne et la contre-urbanisation (assimilable à la périurbanisation!) apparaît alors comme une réalité.

5- Synthèse récapitulative

Ce défilé de mots n'est pas qu'un simple catalogue de définitions que l'on feuillette. Il est surtout le révélateur de la complexité d'un processus. Chaque auteur donne sa propre définition d'un même terme tandis qu'une même définition peut correspondre à des termes différents. En effet, n'y a-t-il pas une certaine similitude entre la "périurbanisation" définie par R. Chapuis (1995) et la "rurbanisation" définie par G. Bauer et J.-M. Roux (1975) alors que la "contre-urbanisation" suscite deux positions radicalement opposées de la part de B. Kayser (1990) et R. Brunet (1993)? Cependant, malgré toutes ces divergences de points de vue, des caractéristiques récurrentes de la périurbanisation

peuvent être relevées et nous incitent à adopter la définition suivante: la périurbanisation est une expansion, une croissance de la ville vers ses campagnes environnantes mais qui, à la différence de la banlieue traditionnelle "agglomérée" à la commune-centre, se fait de manière relativement diffuse dans un espace qui garde partiellement son caractère rural. Aussi est-il, dès à présent, nécessaire de mieux connaître cet espace particulier.

UN ESPACE EN MAL DE QUALIFICATIF ?

A l'image du processus qui le crée, l'espace périurbain s'avère complexe. Difficile à délimiter, il a fait l'objet de nombreuses recherches de la part de géographes (mais pas seulement) et les conclusions auxquelles elles ont abouti ne sont pas toutes en accord entre elles. C'est pourquoi la nécessité d'une seconde mise au point, après celle effectuée sur la périurbanisation, s'impose pour bien cerner les caractéristiques de ce type d'espace si particulier.

1- Péri-urbain ou périurbain: pas seulement une question d'orthographe!

"Péri-urbain" ou "périurbain": l'orthographe du mot varie au gré des auteurs. Chacun semble employer indifféremment l'un pour l'autre, la présence ou l'absence d'un trait d'union paraissant à beaucoup un simple détail d'écriture. Néanmoins, si l'on s'y attarde, on peut raisonnablement voir derrière chacun des deux termes une conception différente. "Péri-urbain" associe "péri" du grec *peri* qui signifie "autour" et "urbain" du latin *urbanus* qui se réfère à tout ce qui est "de la ville". L'étude étymologique de "périurbain" aboutit donc à la définition suivante: ce qui est autour de la ville. L'objet d'étude ne doit son existence qu'à l'objet "ville". Il ne dispose pas d'une entité propre. Cette conception se retrouve chez R. Brunet (1993) qui estime que le périurbain est "tout ce qui est autour de la ville par les activités, et en réalité fait partie de la ville par les activités et les modes de vie des habitants" ajoutant que "sans finasserie excessive, le terme est souvent synonyme de banlieue".

Le "périurbain", au contraire, rend compte d'une indépendance de la représentation que l'on s'en fait. C'est un type d'espace spécifique, qui a ses propres caractéristiques, son propre mode de fonctionnement, qui existe par lui-même. Fondamentalement, son sens ne change pas de celui de "périurbain", mais la définition qu'en donne R. Chapuis (1995) est assez significative des nuances entre les deux puisque c'est un "espace intermédiaire, mi-rural, mi-urbain, qui entoure aujourd'hui en France la quasi-totalité des agglomérations urbaines. Cet espace reste rural par son paysage, où dominant encore culture, prairies ou forêts, par la densité relativement faible de sa population, due à la présence quasi-exclusive de maisons individuelles. Cet espace est cependant fonctionnellement urbain: une forte majorité de la population travaille dans l'agglomération, y fait une grande partie de ses achats et y trouve la plupart de ses services". L'espace "périurbain" est défini par ce qu'on y repère. La présence de la ville n'est pas occultée mais apparaît comme une externalité intervenant dans le concept.

2- Le suburbain: entre urbain et périurbain

Al'instar de la contre-urbanisation, le suburbain (produit de la suburbanisation) est d'inspiration anglo-saxonne et a été formé à partir du mot *suburb* signifiant "banlieue". Tout comme le périurbain est un espace intermédiaire entre ville et campagne, le suburbain se positionne entre le périurbain et l'urbain. On se situe dans un espace de marges difficile à cerner et pouvant, selon les critères retenus, être rattaché soit à l'un soit à l'autre des deux ensembles le joutant. Toute l'ambiguïté du terme transparaît dans la définition que R. Brunet (1993) en donne. Selon lui, le suburbain désigne l'espace "qui appartient à la ville mais dans ses parties extérieures: c'est l'ensemble des banlieues". Il note que le "terme [est] déjà un peu désuet, quoique conservé par exemple pour les transports" et conclut que "la différence avec le périurbain n'est pas bien marquée, même si le suburbain peut être jugé plus "interne" que le périurbain, représentant en principe une occupation du sol plus continue, plus pleine". Voilà une caractérisation spatiale, qui a le mérite de révéler le caractère ambigu du suburbain.

3- Le périurbain ou les périurbains: unité ou diversité?

Existe-t-il un espace ou des espaces périurbain(s)? Beaucoup de géographes, s'étant penchés sur la question, sont formels: la périurbanisation ne modèle pas l'espace de manière homogène. R. Chapuis (1995) l'atteste lorsqu'il écrit qu'"à une échelle fine, chaque commune d'un espace périurbain réagit, un peu à sa manière en fonction de divers facteurs externes ou internes". De leur côté, Y. Jean et C. Calenge (1997) appuient cette conception de la périurbanité puisque selon eux "le phénomène de périurbanisation est [...] généralisé à tous les types de villes et agglomérations, ce qui ne signifie pas qu'il soit identique et uniforme dans tous les cas de figures". Ils renchérissent en signalant qu'"il existe

tous les degrés entre la commune de banlieue totalement urbanisée et la commune encore rurale" et que cette "grande diversité de situations communales [est] liée aux rythmes, à l'intensité, aux composantes du phénomène (la périurbanisation) et aux politiques locales". Quant à M.-C. Jaillet (1985), elle souligne que « la question de l'usage du singulier ou du pluriel paraîtrait un peu dérisoire si les analyses ne montraient que ces territoires, loin d'être homogènes, sont traversés par une très forte segmentation sociale. Segmentation sociale que la planification urbaine organise dans le détail, d'abord à l'échelle de l'ensemble d'une agglomération urbaine, mais également à une micro-échelle communale. Segmentation sociale qui se traduit par de profondes inégalités: inégalité dans l'accès aux services et aux équipements, inégalité dans la réalisation du projet familial lié à l'installation en zone périurbaine ». L'auteur clôt son argumentation en ces termes: « mieux vaudrait-il donc parler d'espaces périurbains pour rendre compte de ces différenciations sociales. On est loin d'un espace univoque, convivial ». On voit ainsi clairement que quelle que soit l'analyse adoptée, globale pour R. Chapuis, Y. Jean et C. Calenge, ou plus orientée pour M.-C. Jaillet, le constat reste le même: il est plus juste d'utiliser l'expression "espace périurbain" (ou "périurbain") au pluriel qu'au singulier. La volonté de mieux "coller" à la réalité dicte ce choix. Aussi, et dans cette perspective, est-il judicieux de diviser cet espace en plusieurs ensembles.

4- La division en couronnes successives

La diversité des espaces étant constatée, il est alors apparu que la distance à la ville-centre joue de façon déterminante sur les caractéristiques territoriales. C'est ainsi qu'en toute logique, a été proposé un découpage en couronnes ou auréoles autour des pôles urbains d'importance. B. Kayser et G. Schektman-Labry (1982) divisent l'espace urbain et périurbain de l'agglomération toulousaine en couronnes "ni rondes, ni continues, ni stables" qui constituent des "zones en mosaïque, vaguement concentriques". Ils les différencient de la manière suivante: la première couronne est "celle où la banlieue est soudée à la ville, tant physiquement que par la nature des activités et les déplacements des habitants: on y est sans conteste dans l'agglomération"; la seconde est "la zone en cours ou en fin d'urbanisation, celle où l'espace, qui fut agricole il n'y a pas si longtemps, est définitivement passé sous contrôle urbain; c'est la couronne des lotissements, celle aussi où "tout le monde vend" ; la troisième couronne enfin est "celle où les processus d'urbanisation affrontent une agriculture et une société rurale en plein fonctionnement, sinon encore en pleine vigueur. La construction urbaine y est localisée et limitée". Selon ce découpage, les espaces périurbains se situent en deuxième et troisième couronnes, la première correspondant *grosso modo* aux banlieues anciennes et aux franges suburbaines telles qu'elles ont été définies précédemment. De leur côté, N. Croix et J. Renard (1985), dans leurs travaux sur l'agglomération nantaise, ont abouti à la "parcellisation" de l'espace périphérique de cette agglomération selon le schéma suivant: la première couronne regroupe "les banlieues où la croissance est quasi-achevée et l'affectation des sols programmée et connue" entourant "une ville-centre en décroissance de population"; la deuxième couronne correspond à "un espace rural fortement en recul où les zonages sont en cours d'établissement"; la croissance démographique y a été forte en 1975 et 1982; la troisième couronne englobe "les communes encore rurales, voire en grande partie encore agricoles productives où les enjeux pour l'installation sont nets". Ces deux perceptions de l'espace en auréoles successives, bien que ne se basant pas tout à fait sur les mêmes critères, se rejoignent assez largement. La pertinence de chacune paraît donc assez forte et ce, d'autant plus qu'elles ont été élaborées sur des espaces distincts: Toulouse et ses environs dans le premier cas, Nantes et sa périphérie dans le second. D'autres concepts tels ceux de "franges périurbaines", "périphéries urbaines", "aire périurbaine" ou encore "ombre urbaine" ont été utilisés ici ou là, mais leurs contenus se sont avérés flous, trop globaux et peu discriminants.

5- Synthèse récapitulative

Tout comme la périurbanisation, le périurbain est porteur de complexités et générateur d'appellations et d'interprétations diverses: il peut s'écrire en un seul mot, en deux mots, au singulier, au pluriel (les périurbains), se confondre partiellement en ses marges avec un autre espace (le suburbain), être divisé en sous-ensembles (couronnes). La richesse du terme est extrême et rend l'étude de ce qu'il désigne délicate. Autour du mot périurbain, les expressions se multiplient. Mais chacune d'elles est porteuse d'une nuance que sa voisine ne possède pas, ou du moins pas de manière aussi nette: le périurbain insiste sur la proximité urbaine, le péri-urbain recentre l'analyse sur l'espace en lui-même, le suburbain pose le problème des marges internes, les espaces périurbains, celui des marges externes, les

couronnes subdivisent l'espace initial en sous-ensembles. Tous ces concepts réunis forment le périurbain au sens large du terme. Pour notre part, nous adopterons l'usage d'"espaces périurbains"; au pluriel, car la complexité de l'objet géographique en impose l'emploi; en un seul mot car l'identité propre de ce milieu est suffisamment marquée pour qu'on puisse le définir par lui-même; il est à noter d'ailleurs que seul ce mot non composé a pris place dans le dictionnaire. Ne peut-on y voir ici une forme de reconnaissance? C. Cabanne (1984) a écrit que "l'analyse de l'espace périurbain est très complexe à mener dans la mesure où il se situe aux franges de deux espaces eux-mêmes dynamiques et dans la mesure où les formes de périurbanisation varient". Voilà soulignée en une phrase toute l'ambiguïté d'un processus et le caractère "hybride" (Hervouet, 1997) d'un espace ni complètement rural, ni complètement urbain, mais un peu les deux.

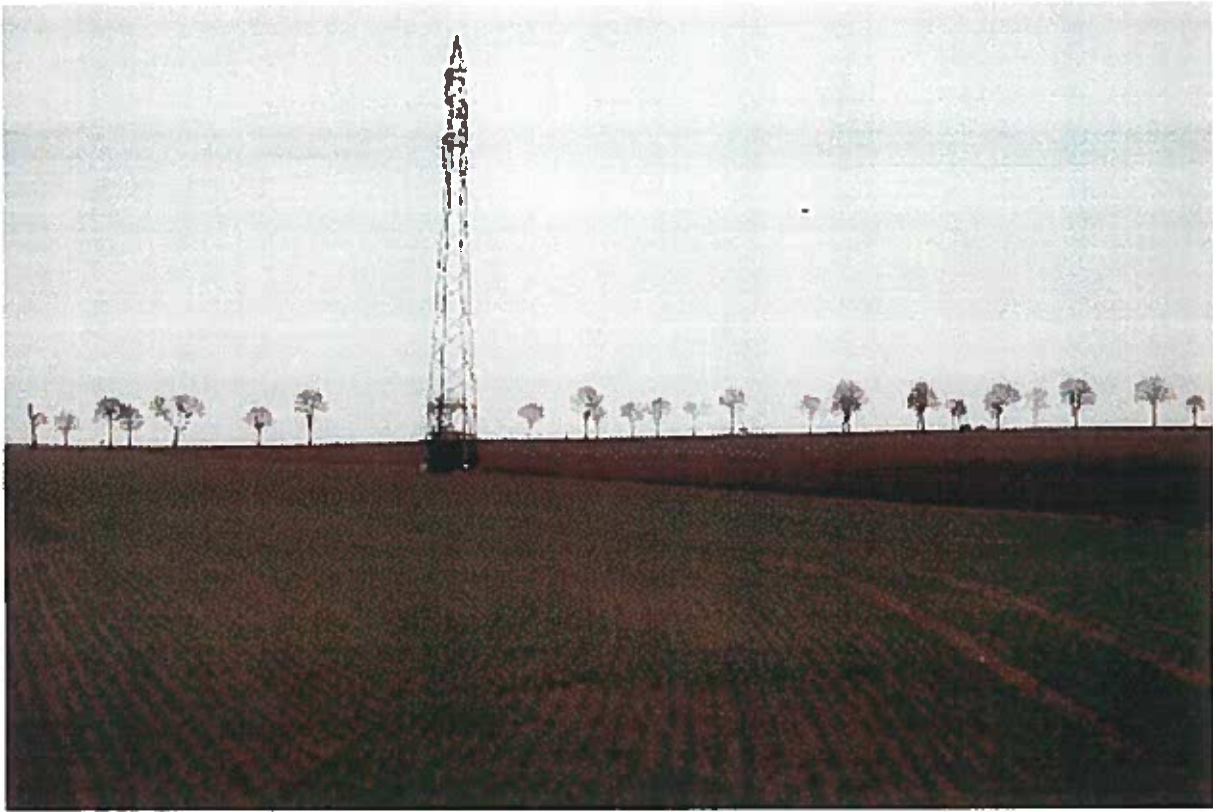
Bibliographie indicative

- ALLAIN R., 1991, Un exemple de valorisation spontanée d'un espace pavillonnaire péricentral. Le quartier sud-gare de Rennes, *Dynamiques Urbaines, Géographie Sociale*, n° 11, p.283-296.
- ALLAIN R., BAUDELLE G., 1991, La structure résidentielle de Rennes: essai de modélisation, *Dynamiques Urbaines, Géographie Sociale*, n° 11, p. 431-444.
- ANDRES SARASA J. L., 1991, El sector terciario y su impacto espacial en la ciudad de Murcia, *Dynamiques Urbaines, Géographie Sociale*, n° 11, p. 121-136.
- ANDRES SARASA J. L., 1985, L'aire péri-urbaine de la ville de Murcia, *Les Périphéries Urbaines, Géographie Sociale*, n° 2, p. 123-126.
- BAUER G, ROUX J.-M., 1976, *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, Paris, Seuil, 189 p.
- BEAUCIRE F., 1991, L'évolution démographique et sociale de la couronne péri-urbaine d'Ile-de-France (1968-1982), *Dynamiques Urbaines, Géographie Sociale*, n° 11, p. 57-64.
- BERGER M., 1985a, Dynamique des sociétés périurbaines en région Ile-de-France. L'exemple des départements de l'Essonne et des Yvelines, *Les Périphéries Urbaines, Géographie Sociale*, n° 2, p. 115-122.
- BERGER M., 1989, Vers de nouveaux types de rapports villes-campagnes. La production des espaces périurbains en France et dans les pays d'économie développée, *Strates*, n° 4, p. 89-106.
- BERGER M., 1991, Péri-urbains et exurbains en Ile-de-France (1975-1982), *Dynamiques Urbaines, Géographie Sociale*, n° 11, p. 43-56.
- BERGER M, FRUIT J. - P., PLET F., ROBIC M.-C., 1980, Rurbanisation et analyse des espaces ruraux périurbains, *L'Espace Géographique*, n° 4, p. 303-313.
- BERGER M., 1985b, Comportements et pratiques des sociétés urbaines, *Les Périphéries Urbaines, Géographie Sociale*, n° 2, p. 133-139.
- BERNARD M.-C., 1985, Des révélateurs du dynamisme péri-urbain: les conseils municipaux en Languedoc, *Les Périphéries Urbaines, Géographie Sociale*, n°2, p. 177-182.
- BERTRAND J.-R., 1991, Disparités, composition, recomposition sociales. L'exemple d'Angers., *Dynamiques Urbaines, Géographie Sociale*, n° 11, p. 307-314.
- BERTRAND J.-R., 1985, Péri-urbanisation récente dans les campagnes angevines: l'exemple du secteur sud-loire de la région d'Angers, *Les Périphéries Urbaines, Géographie Sociale*, n° 2, p. 57-64.

Photographies présentées lors des enquêtes

PREMIER LOT :







DEUXIEME LOT :



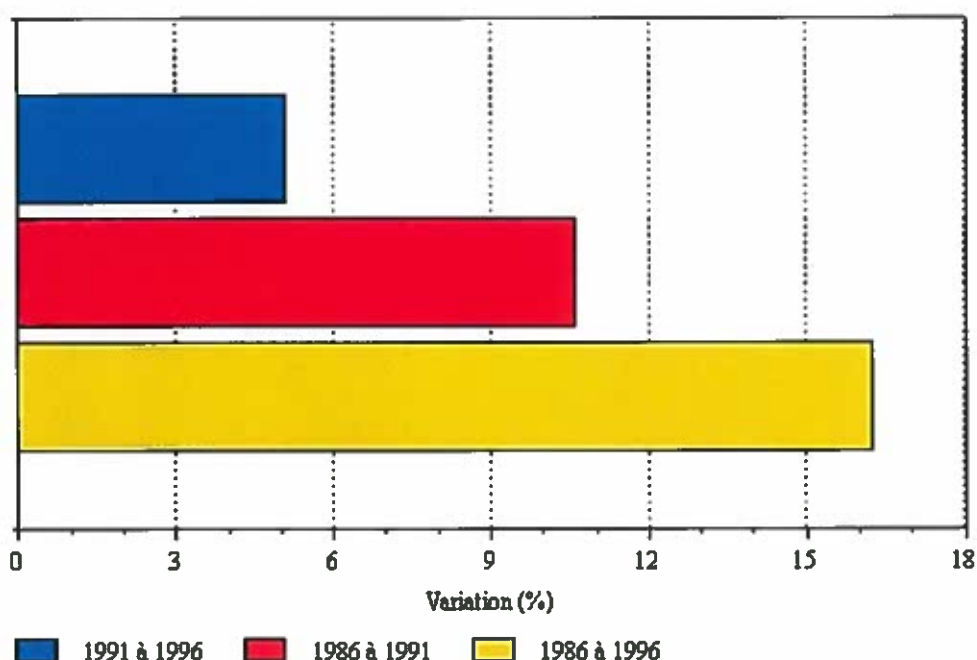


Annexes diverses

De 1991 à 1996, la région administrative de Laval enregistre, de nouveau, un taux de croissance de population (+ 5,1 %) nettement supérieur à celui observé pour l'ensemble du Québec (+ 3,5 %)

De 1991 à 1996, la région administrative de Laval ou MRC de Laval, enregistre un taux de croissance de population (+5,1%) nettement supérieur à celui observé pour l'ensemble du Québec (+3,5%). De 1986 à 1991, la région affichait un taux de croissance de 10,6% comparativement à 5,6% pour le Québec. C'est ce qu'indiquent les données des trois derniers recensements de Statistique Canada regroupées et analysées par région administrative, par le Bureau de la statistique du Québec. En nombre absolu, la MRC de Laval a connu un gain de 15 595 habitants de 1991 à 1996, ce qui constitue la 2^e plus forte augmentation au Québec, derrière la Communauté-Urbaine-de-l'Outaouais (+16 073 habitants), considérée ici comme un territoire équivalent à une MRC; il s'agit toutefois d'une hausse de population inférieure à celle qu'elle avait enregistrée de 1986 à 1991 (+30 234 habitants). Le poids démographique de la région administrative de Laval est passé de 4,4% de la population totale du Québec en 1986, à 4,6% en 1996.

Variation de la population de la MRC de Laval, 1986-1996



Ces données sont tirées de la série " Recensement de la population " et, plus spécifiquement, du cahier thématique " Population et logements " portant sur la région administrative de Laval. Cette publication montre l'évolution de la population et du nombre de logements privés occupés dans la région, de 1986 à 1996. Elle présente les variations observées dans la MRC ou la municipalité de Laval de 1991 à 1996, les compare avec celles enregistrées de 1986 à 1991 et résume l'évolution sur la période de 10 ans.

Information sur "Laval" de l'Atlas du Canada	
Province ou Territoire :	Québec
Type d'entité :	Ville
Type géostatistique :	Sous-Division de recensement
Latitude / Longitude :	45° 34' 59" N - 73° 45' 0" O
Carte du SNRC :	31 H/1
Note : Les données sont en date de 1996 sauf si contre-indiqué.	

Environnement	
Territoire	
Superficie (KM²) :	245.0
Note: Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur les terres et l'environnement en sélectionnant une autre planche thématique. (De l'information sur la géographie physique et humaine sera intégrée au site Trouvez un lieu.)	

Peuple et scolarité	
Population	
1996 :	330393.0
1991 :	314398.0
Autochtone :	550
Langues	
Autochtone :	N/A
Population de langue maternelle (pour la langue ci-dessus) :	N/A

Tourisme	
Musées	

Autres liens externes	
Données des profils des communautés de Statistique Canada	
Services météorologiques régionaux (Environnement Canada)	
Site web provincial	

Utilisation	Hectares	% superficie
Résidentielle	5 744,97	23,30
Industries manufacturières	414,05	1,68
Transports, communications et services publics	4 329,75	17,56
Commerciale	694,08	2,82
Services	1 027,54	4,17
Culturelle, récréative et loisirs	957,76	3,88
Agriculture et activités connexes	4 367,74	17,72
Exploitation forestière et services connexes	0,00	0,00
Exploitation minière	251,38	1,02
Terrains non exploités et étendues d'eau	6 866,93	27,85
Total	246 54,20	100,00

Secteur d'activité	Temps		Sans	Total	%
	Plein	Partiel	objet		Emplois
Secteur primaire	795	225	115	1 135	1,1
Agriculture, pêche et piégeage	685	225	85	995	1,0
Exploitation forestière et services forestiers	30	0	20	50	0,0
Mines, carrières et puits de pétrole	80	0	10	90	0,1
Secteur secondaire	17 895	1 825	725	20 445	19,7
Industries manufacturières	13 905	1 175	560	15 640	15,1
Industries de la construction	3 990	650	165	4 805	4,6
Secteur tertiaire	60 445	19 360	2 370	82 175	79,2
Transport et de entreposage	1 690	295	40	2 025	2,0
Communications et des autres services publics	2 075	205	25	2 305	2,2
Commerce du gros	6 595	750	160	7 505	7,2
Commerce de détail	12 635	6 350	640	19 625	18,9
Intermédiaires financiers et des assurances, serv. immobilier	5 240	1 025	80	6 345	6,1
Services gouvernementaux	4 995	495	40	5 530	5,3
Enseignement, soins de santé et services sociaux	12 815	4 490	345	17 650	17,01
Hébergement, restauration, serv. aux entreprise et autres services	14 400	5 750	1040	21 190	20,4
Total	79 135	21 410	3210	103 755	100,00

Questions relatives à l'agriculture urbaine

Des recherches montrent que jusqu'à deux tiers des ménages urbains et périurbains sont engagés dans des activités agricoles

L'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) est pratiquée dans le monde entier à l'intérieur des limites administratives des villes ou aux alentours de celles-ci. Elle comprend les produits provenant de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la sylviculture, ainsi que leurs fonctions écologiques. Souvent, de multiples systèmes d'exploitation agricole et horticole existent déjà dans les villes et à proximité.

Selon les estimations, dans le monde entier, quelque 800 millions de citoyens sont impliqués dans l'AUP, que ce soit pour se procurer des revenus et/ou pour produire de la nourriture. Une série de données émanant de recensements nationaux, d'enquêtes sur les ménages et de projets de recherche montre que jusqu'au deux tiers des ménages urbains et périurbains sont engagés dans des activités agricoles. Une grande partie de la nourriture produite par l'AU est destinée à la consommation du ménage et les excédents occasionnels sont vendus sur le marché local.

L'agriculture est pratiquée dans le centre des villes, dans les recoins et les îlots, dans les axes sortant des villes et en périphérie. Une étude sur l'agriculture urbaine à Nairobi a montré que sur les terres urbaines utilisées à des fins agricoles, 32 pour cent étaient des terres résidentielles privées, 29 pour cent des terres en bord de route, 16 pour cent des terres longeant les cours d'eau et 16 pour cent d'autres terres publiques.

Le succès de l'AUP peut s'expliquer en partie par son adaptabilité et sa mobilité par rapport à l'agriculture rurale. Au fur et à mesure que les villes s'étendent, les frontières entre activités urbaines, périurbaines et rurales s'estompent; celles-ci fusionnent progressivement, et créent autant de possibilités que de risques.

Consommateurs: des aliments sains et adéquats au plan nutritif. L'AUP peut contribuer à la sécurité alimentaire de différentes façons. Elle permet d'accroître la quantité d'aliments disponibles à la population urbaine pauvre et les denrées alimentaires périssables qui arrivent aux consommateurs urbains sont beaucoup plus fraîches (des études de cas font état de différences en termes de nutrition, en particulier pour les enfants, lorsque les familles urbaines pauvres pratiquent l'agriculture)



Cet article est basé sur le rapport [Agriculture urbaine et périurbaine](#), présenté à la 15ème session du Comité de l'Agriculture (COAG) de la FAO qui a eu lieu à Rome du 25 au 29 janvier 1999. Toute la [documentation COAG](#) est également disponible

Des terrains vagues aux balcons...

L'agriculture urbaine et périurbaine

(AUP) se réfère aux pratiques agricoles dans les villes et autour des villes qui utilisent des ressources - terre, eau, énergie, main-d'œuvre - pouvant également servir à d'autres usages pour satisfaire les besoins de la population urbaine.

L'agriculture urbaine se réfère à des petites surfaces (par exemple, terrains vagues, jardins, vergers, balcons, récipients divers) utilisées en ville pour cultiver quelques plantes et élever de petits animaux et des vaches laitières en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité. Par agriculture périurbaine on entend des unités agricoles proches de la ville qui gèrent des exploitations intensives commerciales ou semi-commerciales en pratiquant l'horticulture (légumes et autres cultures), l'élevage de volailles et d'autres animaux destinés à la production de lait et d'œufs.

L'AUP offre également des possibilités d'emploi dans un secteur facile d'accès. L'activité horticole et animale intensive qui prospère dans les zones périurbaines emploie des ouvriers et donne des produits à haute valeur ajoutée, permettant d'obtenir des revenus et des bénéfices acceptables. En particulier, l'élevage commercial périurbain est un secteur en pleine expansion qui assure, dans le monde entier, 34 pour cent de la production totale de viande et près de 70 pour cent de la production d'œufs. Il se conjugue à une expansion des activités de transformation alimentaire dans les zones périurbaines.

Producteurs: l'efficacité des méthodes d'approvisionnement.

L'horticulture, en particulier la production de légumes, a pris de l'ampleur dans les villes et aux alentours en tant qu'activité informelle pratiquée par les habitants pauvres et sans terre. Grâce à la grande diversité des espèces horticoles, il est possible, toute l'année, d'avoir une production, un emploi et des revenus. Les personnes qui pratiquent cette activité se sont aperçues que l'horticulture intensive peut être réalisée sur des lopins de terre, en utilisant efficacement les ressources limitées en eau et en terre.

Les espèces horticoles ont un potentiel productif considérable et peuvent fournir jusqu'à 50 kg de produits frais par m² et par an selon les techniques utilisées. Par ailleurs, elles ont un cycle court de végétation et peuvent donc représenter une solution rapide pour satisfaire les besoins alimentaires d'urgence (plusieurs espèces peuvent être récoltées entre 60 et 90 jours après les semis). Les légumes à feuilles permettent de gagner

rapidement de l'argent et d'acheter de quoi nourrir le ménage. Ils sont particulièrement périssables et les pertes après récolte peuvent être considérablement réduites lorsque les consommateurs sont proches du lieu de production.

De plus, les producteurs urbains se révèlent réellement efficaces pour utiliser de façon productive des ressources sous-exploitées, telles que terrains vagues, eaux résiduaires traitées, déchets recyclés et main-d'œuvre inoccupée. La productivité peut être 15 fois plus importante par unité de surface que celle de l'agriculture rurale, bien que les rendements souffrent souvent d'une quantité inférieure ou insuffisante d'intrants, d'une utilisation de variétés mal adaptées, d'une mauvaise gestion de l'eau et d'un manque de connaissances agricoles.

Les agriculteurs urbains ont souvent recours à des techniques de transformation et de stockage à faible coefficient d'intrants. On estime ainsi à 90 pour cent les ménages engagés dans l'agriculture urbaine qui conservent et stockent une partie de leur production. Néanmoins, en ce qui concerne la vente sur le marché (y compris les aliments vendus sur la voie publique), les quantités pouvant être produites et fournies sans avoir recours aux infrastructures de transport, de distribution et de commercialisation sont limitées. Un appui sous forme de microcrédit pour le stockage et la réfrigération pourrait grandement modifier le potentiel de revenu des agriculteurs urbains. L'hygiène des aliments commercialisés par les vendeurs ambulants, fortement dépendants de la production vivrière urbaine et périurbaine, s'en verrait ainsi améliorée.

L'environnement urbain. Les systèmes de production agricole en zone urbaine et périurbaine peuvent constituer des dangers pour la santé et l'environnement. Ces dangers sont dus à une utilisation inadéquate ou excessive des intrants agricoles – y compris pesticides, azote, matières organiques brutes contenant des résidus indésirables comme des métaux lourds) - qui peuvent s'infiltrer ou s'écouler dans les sources d'eau potable, contaminer les sols et les eaux par des micro-organismes et polluer l'atmosphère. En particulier, les légumes à feuilles peuvent être contaminés par un excès de pulvérisation de produits chimiques. Des zoonoses et des problèmes de santé publique vétérinaire peuvent apparaître à cause de l'application de méthodes de production animale intensive.

Les eaux résiduaires traitées et recyclées constituent la source d'eau la plus viable pour l'AUP. La FAO estimait que, dans la mesure où les effluents d'eaux usées domestiques subissent un traitement approprié pour leur réutilisation agricole, ils peuvent apporter tout l'azote et une bonne partie du phosphore et du potassium normalement requis pour la production agricole. Le fumier brut provenant de l'élevage de poules et de bétail est souvent utilisé pour améliorer la fertilité et la composition des sols. Ces pratiques comportent certains dangers pour la santé mais, lorsqu'elles sont bien menées, les risques sont réduits.

Le principal danger de l'utilisation des eaux usées réside dans la contamination des aliments par des micro-organismes pathogènes et dans le déclenchement de maladies transmises par l'eau. Parmi les

risques élevés pour la santé, associés à l'utilisation d'eaux d'égouts non traitées ou mal traitées pour l'irrigation des cultures, on peut citer les infections dues à des helminthes. Les bactéries et les virus entériques représentent des risques faibles ou moyens. En général, il semble que les eaux utilisées pour l'irrigation soient à l'origine de problèmes de santé uniquement lorsqu'elles sont laissées telles quelles ou qu'elles sont insuffisamment traitées.

Un autre exemple de risque lié à la qualité de l'eau vient de l'agriculture intensive dans les zones périurbaines. L'intensification implique une utilisation supérieure d'eau pour le recyclage d'aliments commerciaux et de médicaments (antibiotiques, bactériostatiques). Les nutriments et les matières organiques en excès favorisent la prolifération de micro-organismes et donc l'eutrophisation de l'eau, étant donné la raréfaction de l'oxygène qui se dissout dans les réseaux de distribution d'eau.

Un autre enjeu important pour la viabilité de l'AUP est la disponibilité de terres. Une menace constante pèse sur la plupart des producteurs urbains (hommes et femmes): voir cesser leur accès à la parcelle et être contraints de mettre fin aux activités de production. Dans bien des pays, l'impossibilité pour les ménages d'accéder à des terres, en ville, est la principale raison donnée pour expliquer qu'ils n'exercent aucune activité agricole. Cependant, l'un des paradoxes de l'AUP est que d'importants investissements agricoles sont faits malgré l'insécurité de la propriété. Ça vaut donc la peine de prendre des risques en investissant dans l'agriculture, même sur des terres dont la jouissance n'est pas assurée et dont l'exploitation se fait sur la base de l'occupation, de baux à court terme ou autres arrangements précaires, dans la mesure où les marchés d'écoulement de la production agricole peuvent garantir des gains élevés à court terme.



La sécurité alimentaire et les consommateurs urbains à faible revenu

Si, en Amérique latine et en Europe de l'Est, la majorité des habitants vit déjà dans les zones urbaines, il n'en est pas de même pour les villes asiatiques et africaines dont la population risque de doubler dans les dix années à venir. Ce seront surtout les consommateurs urbains à faible revenu dont le nombre augmentera. La sécurité alimentaire dépendra donc du niveau et de la stabilité du coût d'accès aux aliments de même que de la variété et de la qualité des aliments qu'ils pourront acheter.

Pour améliorer d'une manière efficace la sécurité alimentaire des consommateurs urbains, il faut augmenter l'efficacité de ceux qui apportent les aliments et les distribuent, c'est-à-dire tous ceux dont les activités concernent l'acheminement des vivres, leur manipulation, triage, emballage, stockage, transport, transformation, la vente au détail et la vente ambulante.

Les collectivités locales peuvent aider à améliorer les systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires (SADA) au niveau local. Mais leurs actions sont affectées par plusieurs contraintes.

En fonction du soutien des bailleurs de fonds, le programme interrégional de la FAO **Approvisionnement et distribution alimentaires des villes**, assiste les collectivités locales dans les pays en développement et en transition définir des politiques urbaines et préparer des programmes urbains de développement des SADA sur des bases techniques solides, pour diminuer le coût d'accès aux aliments par les consommateurs urbains de faible revenu.

Prescriptions 4

Les prescriptions du schéma directeur traduisent les objectifs du projet d'agglomération. Elles concernent cinq domaines complémentaires :

- l'ordonnancement du territoire
- les espaces à caractère naturel
- les espaces urbains
- l'organisation des déplacements
- l'eau potable, l'assainissement et les zones inondables.

Ordonnancement du territoire

L'évolution des modes de vie, et en particulier la révolution du travail féminin, a au moins deux conséquences :

- vouloir rapprocher systématiquement le domicile du lieu de travail est de plus en plus difficile avec un domicile et deux lieux de travail,
- par contre, vouloir que pour l'un des deux actifs du ménage, lieu de vie et lieu de travail soient proches, est un vrai facteur de qualité de vie pour l'ensemble de la famille.

Tel est l'un des fondements des propositions dites d'ordonnancement du territoire. Les territoires et les centres de vie que constituent les bourgs ou les quartiers sont les foyers et les supports de fonctions culturelles, sociales, récréatives, commerciales et économiques qui sont au service des habitants. Les équipements et services correspondants peuvent être très concentrés en un seul point ou au contraire selon leur nature et leur taille répartis sur le territoire.

Un territoire efficace au regard de la qualité de vie des familles est un territoire ordonnancé. L'ordonnancement est la claire reconnaissance de l'existence –déjà avérée ou confirmée– de pôles d'appui au sein du pays rennais. Cette reconnaissance permet d'éviter la tendance forte à la concentration sur un seul pôle. C'est pourquoi un territoire ordonnancé est aussi un territoire équitable.

L'organisation du territoire et la répartition des équipements et des services distingue 3 niveaux :

- la ville centre
- les pôles d'appui
- les centres de communes

► La ville centre

Rennes, capitale régionale dessert l'ensemble du pays rennais et au-delà. Elle dispose d'atouts propres à renforcer sa compétitivité au niveau des villes de rang européen.

► Les pôles d'appui

Pour garder une dimension humaine favorable à la vie sociale et éviter l'engorgement de la ville-centre, il est proposé 6 pôles d'appui. Ce sont : Betton, Pacé, Mordelles, Bruz, Vern sur Seiche et Acigné. Les équipements et services publics ou privés seront organisés de manière cohérente dans les zones d'influence de ces pôles.

► Les centres de communes

Ils sont les lieux de vie au quotidien qui offrent à leurs habitants les services les plus fréquemment recherchés et accessibles à pied. Il est indispensable qu'ils puissent tous se doter d'un bon niveau de services courants.

■ Espaces à caractère naturel

Les espaces à caractère naturel sont les espaces privilégiés de la gestion intercommunale à long terme : ils constituent des ressources à préserver, supports de fonctions d'agglomération telles que les loisirs, et surtout l'agriculture.

Certains espaces doivent être plus rigoureusement protégés. Il s'agit des zones inondables, des sites d'intérêt écologique, des boisements.

Certains espaces doivent offrir une sécurité foncière et permettre l'évolution des activités, agriculture et loisirs notamment.

Il est proposé quatre valeurs différentes :

- espace d'intérêt écologique et zones d'inondation
- boisement
- agriculture
- espace vert et de loisirs

et trois vocations complémentaires :

- connexion paysage-loisirs
- isolement paysage
- liaison loisirs-écologie

■ Espaces d'intérêt écologique et zones d'inondation

Ce sont les sites d'intérêts écologiques (faune et flore) et les espaces ruraux –le plus souvent les vallées inondables– qui assurent les liaisons biologiques essentielles entre les sites et forment des "corridors écologiques". Ils intègrent aussi certains espaces agricoles bocagers ou parsemés de bois.

Ils ne sont pas urbanisables, en dehors des sites déjà urbanisés.

Lorsque des aménagements, comme les routes, doivent traverser ces espaces, des dispositions seront prises pour en limiter et compenser les impacts.

■ Boisements

Ce sont les bois, les boqueteaux et les lisières des forêts comme celles de Chevré et de Rennes, dont l'état boisé doit être préservé pour des raisons écologiques, forestières, paysagères ou récréatives. Certains bois, propriétés de l'Etat ou de collectivités locales, sont soumis au régime forestier.

Ils ne sont pas urbanisables; l'état boisé doit être maintenu.

■ Agriculture

Ce sont les espaces réservés à l'agriculture à long terme. Les moyens juridiques et fonciers seront mis en oeuvre pour qu'elle puisse s'y maintenir et se développer, en prenant en compte la dimension paysagère de l'agriculture périurbaine par la rénovation du bocage. Ils ne sont pas urbanisables, en dehors des sites déjà urbanisés.

■ Espaces verts et de loisirs

Ce sont les espaces nécessaires à l'exercice des activités récréatives et sportives.

Ce sont aussi certains talwegs ou certaines zones humides et corridors écologiques en milieu urbain, dont les qualités écologiques doivent être prises en compte dans l'aménagement, notamment en préservant les continuités avec l'espace rural. L'aménagement ne devra pas entraver le passage des crues.

Ils ne sont pas urbanisables hors les bâtiments et services qui concourent à la mise en valeur de la fonction loisirs sur ces espaces.

Les parties inondables ne sont pas constructibles en dehors des sites déjà urbanisés.

► Connexions paysages – loisirs

Ce sont des espaces qui mettent en relation visuelle ou fonctionnelle des éléments **significatifs** de programmes, de sites, de paysages, de fonctions urbaines. Le fait de les connecter permet de mieux les mettre en valeur et d'en améliorer la fonctionnalité.

Ils figurent au plan sous forme de rayures vertes, symbolisant le projet d'aménagement, superposées à un zonage du fond de plan exprimant la valeur principale des espaces.

Des schémas de secteur seront élaborés pour préciser l'affectation des sols.

Leurs périmètres pourront être plus larges que celui des connexions paysagesloisirs et intégrer les espaces nécessaires à la cohérence d'un projet d'ensemble.

En l'absence du schéma de secteur, les règles applicables sont celles de la valeur principale.

► Isolements paysage

Ce sont des espaces agricoles qui permettent de préserver de façon durable et de valoriser la perception monumentale de Rennes sur les axes routiers. Ils constituent aussi les espaces agricoles qui séparent villes et bourgs et en soulignent l'identité.

Ils ne sont pas urbanisables, en dehors des sites déjà urbanisés.

► Liaisons loisirs-écologie

Ce sont des espaces verts linéaires assurant notamment le long des cours d'eau le lien entre des milieux naturels d'intérêt écologique et des espaces verts urbains.

Il convient de maintenir leur caractère naturel.

■ Espaces urbains

Deux valeurs d'espaces urbains sont proposées :

- les espaces urbains mixtes
- les sites réservés au développement économique

■ Espaces urbains mixtes

Ce sont les espaces d'extension urbaine où peuvent être localisés l'habitat, les services liés à l'habitat et les activités économiques. Espaces destinés principalement à l'habitat, ils devraient évoluer, pour être adaptés aux nouveaux besoins, vers des densités plus importantes et une meilleure desserte en transports en commun. Ils accueillent aussi de petites entreprises, commerces ou services collectifs.

Ce sont des espaces mixtes dont l'affectation sera précisée dans les plans d'occupation des sols sous la responsabilité des communes.

■ Sites réservés au développement économique

Le projet d'agglomération "Rennes-District, Vivre en Intelligence" propose de renforcer les pôles de compétences et de diversifier le tissu économique.

Le schéma directeur permet d'articuler stratégie de développement économique et aménagement spatial. Il traduit dans l'espace du pays rennais les priorités et nécessités du développement économique.

Le domaine du développement économique est cependant spécifique : les pouvoirs publics influent plus qu'ils ne décident, orientent plus qu'ils ne localisent.

Les pouvoirs publics ont un rôle éminent dans la détermination des conditions-cadres du développement ; les entreprises par leur choix d'implantation, de développement et de (dé)localisation nourrissent le développement. Mieux les conditions-cadres auront été définies et mises en oeuvre, plus et mieux les décideurs économiques répondront.

Le pays rennais jouit d'atouts forts : les compétences de sa population, de son appareil de formation, de ses centres de recherche, la progressive amélioration de son accessibilité nationale et européenne, son rôle de capitale régionale et la richesse de ses fonctions métropolitaines publiques et collectives.

En se fondant sur ces atouts, qui ont permis à l'agglomération de mieux traverser que beaucoup d'autres la dernière décennie, le schéma directeur doit s'adapter à des temps changeants, et mieux garantir la stabilité de la société locale ; en effet, l'économie n'est pas un but en soi mais un moyen.

Les propositions reposent sur cinq principes :

- **Compétence** : mieux articuler encore universités, enseignement supérieur, recherche-développement et activités économiques ; accroître les fonctions technopolitaines du pays rennais.
- **Carrefour** : mieux s'insérer dans une société et une économie de plus en plus ouvertes et fondées sur l'information et l'intelligence ; développer les fonctions métropolitaines, notamment services rares et tertiaires de prestation aux entreprises.
- **Qualité** : aménagement, paysage, services aux ménages compteront de plus en plus par rapport aux infrastructures, au niveau technologique, au coût des facteurs de production.
- **Équité** : l'équité du développement –qui n'est pas l'égalité– entre les territoires composant le pays rennais est un gage de durabilité du développement, mais aussi du schéma directeur lui-même.
- **Flexibilité** : l'avenir n'est pas déjà fait, il y a des futurs et non pas un seul futur. Ce schéma directeur est celui d'une certaine flexibilité gage de crédibilité et de bonne mise en oeuvre.

Pour répondre à l'ensemble des fonctions économiques de l'agglomération, le schéma directeur propose d'affecter des vocations particulières aux sites réservés aux activités économiques : sites stratégiques, grandes zones d'importance districale, sites spécialisés et sites d'accueil conditionnel.

Les sites stratégiques

Ils permettent le rassemblement en des sites déterminés d'activités économiques de haute valeur contribuant au renforcement des fonctions technopolitaines et métropolitaines du pays rennais. Ils valorisent les compétences en permettant aux activités d'aval de se développer.

De tels sites doivent avoir quatre caractéristiques :

- Très bonne accessibilité, tant au niveau urbain qu'interurbain, donc à proximité des noeuds de communication de premier niveau, proximité ne voulant pas dire effet de façade mais plutôt distance-temps faible.
- Très bonne qualité de l'environnement et de l'aménagement, donc des sites urbains et naturels.
- Proximité des lieux de production de la matière grise.
- Convergence de volontés et d'attitudes des acteurs publics et privés.

Outre les sites déjà "labellisés Rennes-Atalante" accueillant les activités de haute technologie, le schéma directeur propose trois nouveaux sites :

- Le site stratégique de Rennes-centre autour de la gare et dans son prolongement Est pour les fonctions d'affaires métropolitaines, et pour les fonctions logistiques.
- Le site de l'INRA à Le Rheu à l'ouest du district.
- Le site stratégique de la Vilaine-aval où se conjuguent déjà un grand nombre d'éléments favorables : l'aéroport, le CELAR, le développement de l'enseignement supérieur à Bruz-Kerlann, le site de la foire exposition à Bruz.
- Le site de Thorigné Fouillard-Cesson Sévigné près de la boucle de la Vilaine proche de la future rocade Est.

Les grandes zones d'activités d'importance districale

La stratégie de développement ne se situe pas seulement aux deux extrémités de "l'éventail économique". Entre, d'une part, les petites entreprises souvent "hautes technologies" et, d'autre part, les grands groupes industriels, cibles favorites des politiques des pouvoirs publics, se trouve l'immense tissu industriel des entreprises moyennes par la taille et par leur recours aux technologies. Ce sont ces entreprises qu'il s'agit de bien accueillir pour permettre une diversification, donc un enrichissement, du tissu économique rennais.

Tel est l'objectif assigné aux sites d'accueil économique d'importance d'agglomération. Ces sites, d'une taille certaine, ont une localisation moins contrainte que les sites stratégiques et, de ce fait, peuvent être prévus sur l'ensemble du District, contribuant ainsi à établir une certaine équité territoriale du développement.

Outres les grandes zones existantes (Citroën, Z.I. Ouest, Nord, Sud Est, Vern sur Seiche) le schéma directeur retient :

- au Sud Ouest : la zone de la Touche-Tizon à Noyal/Châtillon sur Seiche ; Airlande à Saint Jacques de la Lande ;
- à l'Ouest : les zones d'Apigné à Le Rheu, de l'Est de Pacé et de l'Hermitage-Mordelles ;
- au Sud Est : le site de la vallée d'Orson à Vern sur Seiche, à l'Ouest de la route d'Angers ;
- au Nord : le site de Betton, au Nord de la RD 29 ;
- à l'Est : le site de Noyal sur Vilaine, au Sud de la RN 157.

La surface totale des nouveaux sites est d'environ 460 hectares.

Les sites d'activités spécialisées

Plate-forme multimodale

A terme plus ou moins rapproché, pour des raisons tant économiques qu'environnementales, le développement des transports de marchandises devra s'organiser de manière intermodale : fer-route. Le schéma directeur anticipe cette évolution en préservant un site approprié, au-delà des actuelles zones d'activités logistiques. Il s'agit du secteur de Mivoie à Saint Jacques de la Lande.

Traitement-recyclage des déchets urbains

L'usine d'incinération de Villejean sera équipée d'un troisième four en 1995.

Le site des Hautes Gayeulles permet un stockage des déchets dits "ultimes".

A plus long terme, d'autres sites seront nécessaires. Leur localisation sera étudiée dans le cadre du plan départemental de gestion des déchets ménagers ou assimilés.

Le Préfet est l'autorité responsable de l'établissement du plan départemental de gestion des déchets ménagers ou assimilés, tel que prévu par la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, modifiée et complétée notamment par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992. Lorsqu'un tel plan sera élaboré, le schéma directeur devra prendre en compte ses dispositions.

Site d'accueil conditionnel des activités

Un schéma directeur doit pouvoir faire face, dans de bonnes conditions, à une demande imprévue d'implantation d'une activité importante, par la taille et par l'impact économique, pour l'agglomération. Le schéma retient donc deux sites : à l'Ouest de Rennes, à Pont Lagot, et au Nord de Mivoie pour la plate forme multimodale à Saint Jacques de la Lande.

Ces sites sont considérés comme urbanisables au schéma directeur mais conservés en espace agricole dans l'attente d'événements qui changeraient leur statut.

■ Organisation des déplacements

Le schéma directeur transcrit les conséquences des choix faits en matière de déplacements. Réciproquement, le plan de déplacements urbains prend pour hypothèses des choix du schéma directeur : localisation des zones urbaines, situation et caractéristiques des voies routières et des infrastructures de transports en commun.

■ Les infrastructures routières

Préserver les capacités des voies primaires de l'agglomération

Les voies primaires sont celles qui supportent un trafic d'intérêt national ou départemental et de transit : routes nationales, rocade, anneau de routes départementales, dont le boulevard urbain Est, les routes d'Angers, d'Antrain, de Redon, desserte de Citroën.

Renforcer le rôle de carrefour régional de la métropole rennaise implique d'améliorer la capacité et la fluidité de ces voies primaires.

Le schéma directeur prévoit :

- de préserver les possibilités d'une transformation par élargissement à 2 fois 2 voies ou 2 fois 3 voies et passages dénivelés de l'ensemble de ce réseau primaire ;
- d'éviter lorsque c'est possible d'urbaniser de part et d'autre de ces voies ;
- de rechercher dans les traversées urbaines les aménagements offrant sécurité, fluidité et qualité urbaine ;
- de maintenir les passages des circulations pour piétons et vélos permettant une continuité dans leurs itinéraires.

Le changement éventuel de statut de certaines voies nationales devra prendre en compte le maillage routier local, notamment pour les transformations en voies à caractéristiques autoroutières.

Organiser le réseau routier au Nord Est, à l'Est et au Sud Est

Les liaisons Nord Sud devront être précisées :

- La liaison route d'Antrain, boulevard Est, route d'Angers via la RD 86. L'élargissement de la RD 86 dans le bois de Soeuvres constituerait une forte coupure. Le bois sera donc contourné par l'Est (VC 13 ou VC 6). A plus long terme, il est proposé une voie nouvelle plus à l'Est qui contournerait le bourg de Vern pour rejoindre la RD 34 via la RD 163.
- Le tracé d'une liaison Liffré-Acigné-Noyal sur Vilaine-Châteaugiron via la RD 92 devra s'intégrer dans un schéma plus général de bouclage de la «deuxième ceinture routière» à l'Est de l'agglomération en concertation avec tous les partenaires concernés.
- La déviation de la route d'Antrain à Betton.

Agir sur les entrées de ville et sur le paysage

Le schéma directeur préserve les vues dégagées sur la ville de Rennes à partir des grandes voies routières. Un plan de paysage précisera les actions à mettre en oeuvre pour les valoriser.

Au voisinage des espaces urbains, des aménagements paysagers sont proposés.

Les voies routières les plus sensibles sont indiquées au plan par une ligne tiretée symbolisant les aménagements paysagés. De larges marges de recul devront être définies dans le cadre des plans d'occupation des sols.

■ Les transports en commun

La mise en place de la première ligne du VAL (véhicule automatique léger), Villejean-centre de Rennes-Le Blosne-La Poterie s'accompagnera d'une réorganisation et d'un renforcement des autres modes de transport en commun, bus et train, notamment d'un axe lourd de bus Est Ouest, le long de la Vilaine dans le centre ville.

La seconde ligne VAL desservira les secteurs Nord-Est de la Ville.

La connexion des réseaux urbains et interurbains devra être organisée.

Des précautions seront prises pour faciliter l'insertion en site propre des lignes de transport en commun dans les nouvelles opérations d'urbanisme, en particulier pour la desserte des sites stratégiques.

■ La nouvelle ligne TGV

Une ligne nouvelle TGV, Le Mans-Rennes est prévue au schéma directeur national. Le tracé de son entrée dans le district pour atteindre la gare de Rennes sera reporté au schéma directeur dès qu'il sera connu.

■ Les liaisons piétons, vélos et loisirs

La trame principale des chemins piétons-vélos relie centre ville et espaces de loisirs. Elle s'appuie sur les itinéraires existants ou proposés par les communes et les associations et sur les éléments du plan départemental d'itinéraires et de randonnées.

Les préoccupations les plus importantes au regard du schéma directeur concernent les traversées piétons-vélos.

La fréquentation de ces chemins est liée à la possibilité de pouvoir y circuler de manière continue et en toute sécurité. C'est pourquoi, les projets des futures réalisations routières doivent prévoir des franchissements dénivelés. Il s'agit en particulier des projets suivants :

- les projets routiers du secteur Nord Est, qui devront permettre les liaisons vertes, entre la forêt de Rennes, la Vilaine, le canal d'Ille et Rance et Rennes.
- la transformation éventuelle de la RD 34 en 2x2 voies dans le secteur Sud, qui devra prendre en compte les liaisons entre Rennes et Chartres de Bretagne, Noyal Châtillon sur Seiche, Vern sur Seiche.

■ Eau potable, assainissement et zones inondables

■ L'alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable de l'agglomération rennaise est et sera assurée principalement par des ressources éloignées (adductions rennaises actuelles et ouvrages complémentaires à créer). L'étude détaillée des ouvrages nécessaires et leur programmation seront principalement du ressort du syndicat mixte de production d'eau potable du bassin rennais. Ces ouvrages sont extérieurs au périmètre du schéma directeur.

■ L'assainissement des eaux usées

La dégradation croissante de la qualité des eaux de surface à la sortie des agglomérations a conduit à une réglementation plus stricte, tant au plan national qu'euro péen.

La prise en compte de la carte régionale d'objectifs de qualité des rivières d'une part, la relative modicité des capacités d'accueil du milieu récepteur dans le bassin de Rennes d'autre part, aboutiront dans un avenir proche à des exigences de rejets qui pourront dans certains cas constituer des facteurs limitants pour l'urbanisation.

En effet dans le bassin de Rennes, seule la Vilaine possède un débit susceptible de soutien.

■ L'assainissement des eaux pluviales et la prise en compte des risques d'inondations

L'urbanisation croissante du territoire accentue les phénomènes liés à l'écoulement des eaux pluviales. Il conviendra de mettre en place des ouvrages tant pour réguler ces écoulements en quantité que pour en assurer la qualité. L'importance de tels ouvrages impose une coordination à l'échelle du bassin versant.

L'urbanisation doit également prendre en compte les risques naturels d'inondations qui existent dans le lit majeur des cours d'eau. C'est la zone d'expansion normale d'une crue. La connaissance exacte de ces surfaces n'est pas exhaustive ; elle est susceptible d'évoluer selon l'aménagement des cours d'eau.

Le document "plan des zones à risques" représente la somme des éléments connus à ce jour sur les surfaces submersibles, zones inondables des plans d'occupation des sols ou différents relevés effectués lors d'inondations.

Les dispositions de protection appropriées pouvant aller jusqu'à l'inconstructibilité seront définies dans le cadre des plans d'occupation des sols.

La loi sur l'eau prévoit l'élaboration de Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.). Lorsque un tel schéma sera élaboré pour le bassin de la Vilaine, le schéma directeur devra prendre en compte ses dispositions.

Autres contraintes d'environnement

Outre les zones d'inondations, plusieurs secteurs présentent des risques ou bien constituent des contraintes pour l'urbanisation. Les possibilités de construction y sont limitées. Il s'agit :

- d'une zone d'effondrement de Chartres-Bruz-Pont Péan, correspondant aux anciennes exploitations de calcaires et de plomb argentifère.
- des zones de bruit et des zones de servitudes radioélectriques et aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Rennes-Saint Jacques.
- des zones de risques technologiques à Vern sur Seiche, en application de la directive SEVESO pour Elf Antargaz et Elf France, à l'Hermitage pour les établissements Stock Alliance et à Saint Jacques de la Lande pour l'entreprise Langlois, en limite de Rennes et Vezin pour les établissements Delacroix.
- des périmètres de captages d'eau à Bruz, Mordelles, Saint Jacques de la Lande, Saint Grégoire et Betton.

Sont en outre à prendre en considération les conduites d'eau potable d'adduction, les lignes électriques à haute et très haute tension, et les conduites de gaz.

Fiche n° 1

Présentation générale de la loi

Une loi de refondation de la planification territoriale ainsi qu'une réforme de l'urbanisme, des politiques de la ville, de l'habitat et des transports

La loi SRU du 13 décembre 2000 exprime, dans la continuité des lois "Voynet" (sur l'aménagement du territoire et le développement durable) de juin 1999 et "Chevènement" (sur l'intercommunalité) de juillet 1999, une volonté de rénovation du cadre juridique des politiques d'aménagement de l'espace en alliant pour la première fois des questions d'urbanisme, d'habitat et de déplacements.

Volontariste, la loi SRU veut réussir le pari de la mixité urbaine qui passe par un renouvellement urbain supposant une mise en cohérence des politiques de la ville. Cette ambition se traduit par une refonte législative importante : composée de 209 articles, la loi SRU modifie les codes de l'urbanisme, de la construction et de l'habitation, le code général des collectivités territoriales, ceux de la santé publique et de la sécurité sociale, le code général des impôts, le code rural, celui de l'expropriation, du domaine de l'État ainsi qu'un grand nombre de lois (de la loi de 1906 sur la distribution d'énergie à la loi Chevènement de juillet 1999).

La date d'entrée en vigueur du texte est variable selon les thématiques abordées. En ce qui concerne l'urbanisme, la plupart des dispositions sont opérationnelles depuis le 1^{er} avril 2001.

La loi SRU a pour objectifs principaux de définir un meilleur équilibre des agglomérations, de réussir la mixité urbaine et d'assurer une offre d'habitat diversifiée et de qualité, qui s'appuie sur 3 principes fondamentaux, qui sont :

- ***Solidarité***

La loi affiche ce premier principe comme une nécessité du renouvellement urbain. La solidarité vise à renforcer le lien entre territoires urbains et périurbains. Il s'agit au moins autant de lutter contre l'étalement urbain que contre l'éclatement social.

C'est ce même principe qui fonde les dispositions sur la mixité sociale et urbaine.

- ***Développement durable et qualité de vie***

L'objectif de développement durable concerne l'environnement (préservation des grands équilibres écologiques et préservation des patrimoines naturels et bâtis) mais aussi la qualité de vie et le fonctionnement urbain (nouvelles dispositions pour la prise en compte des transports dans le développement urbain).

- ***Démocratie et décentralisation***

La loi généralise en particulier le principe de la concertation préalable et d'enquête publique. Ce sont les élus locaux qui dans le cadre des règles prédéfinies sont appelés à prendre toutes leurs responsabilités et à exercer pleinement leurs prérogatives.

Les trois volets majeurs de la loi

1 - Renforcer la cohérence des politiques urbaines et territoriales

Renforcement de la cohérence des politiques urbaines

- Au niveau des agglomérations, les SCOT (Schémas de cohérence territoriale), qui remplacent les schémas directeurs, ont pour objectif de permettre aux élus des aires urbaines de définir en commun les conditions permettant d'assurer la mise en cohérence des politiques de déplacements, d'habitat, d'équipements commerciaux et d'urbanisme.
- Les PLU (Plans locaux d'urbanisme) remplacent les POS (plans d'occupation des sols). Ils seront plus souples, plus complets et les procédures d'élaboration sont simplifiées.
- L'association des citoyens à la définition des politiques d'urbanisme est développée et l'application du droit des sols simplifiée.

Modification du financement de l'urbanisme

- Les taxes relatives à la sur-densité et les participations pour les Services publics industriels et commerciaux sont supprimées.
- Une participation des riverains pour le financement des voies nouvelles est instituée.
- La majoration possible de la taxe foncière sur les propriétés non bâties dans les zones constructibles est modifiée.

2 - Conforter la politique de la ville et assurer une offre d'habitat diversifiée

Conforter la politique de la ville et assurer une offre d'habitat diversifiée

- La loi promeut la mise en œuvre des politiques d'équilibre social de l'habitat.
- Pour favoriser une meilleure mixité sociale, elle impose au moins 20 % de logements sociaux aux communes de plus de 3 500 habitants comprises dans des agglomérations de plus de 50 000 habitants.

Autres dispositions

- La loi contient des dispositions de prévention et de traitement des problèmes des copropriétés dégradées.
- Elle contient des dispositions visant à supprimer l'insalubrité.
- Elle renforce le droit des locataires.

3 - Mettre en œuvre une politique de déplacement au service du développement durable

■ Conforter le rôle et les orientations des PDU (Plans de déplacements urbains)

- La loi développe le rôle et enrichit le contenu des PDU pour permettre aux autorités organisatrices de transport de mener des politiques volontaristes de déplacement, prenant en compte les transports collectifs, la gestion et l'organisation du stationnement ou de la distribution des marchandises en ville.

■ Encourager la coopération entre autorités organisatrices de transport

- Elle permet une coopération renforcée au sein de syndicats mixtes de transport.
- Elle transfère aux régions l'organisation et le financement des transports ferroviaires d'intérêt régional.

Les formes récentes de la croissance urbaine

Pascale Bessy-Pietri*

La poursuite de l'urbanisation de la France est confirmée par les premiers résultats du dernier recensement. Aujourd'hui, près des trois quarts de la population vit en milieu urbain, soit en ville soit dans un territoire directement sous son influence comme la banlieue ou la couronne périphérique. Depuis 30 ans, l'expansion de ces espaces urbains s'est faite du centre vers la périphérie. Le desserrement urbain s'est traduit par le développement des banlieues et des zones périphériques plus lointaines au détriment des villes centres avec des intensités variables selon les périodes.

Si cette périurbanisation se confirme dans la dernière décennie, elle semble cependant moins vive que dans les années 80. Dans certaines aires urbaines, un rééquilibrage quantitatif se dessine en faveur des villes centres, souvent au prix d'une relative stagnation des banlieues. Dans d'autres aires, les couronnes périurbaines connaissent encore une forte croissance. Au-delà du dynamisme démographique propre à chacune des composantes des aires urbaines, la prise en compte de la dimension sociale de chaque zone apporte une information plus qualitative sur l'évolution des espaces urbains et leur transformation.

* Pascale Bessy-Pietri appartient à la division Études territoriales de l'Insee.
Les noms et dates entre parenthèses renvoient à la bibliographie en fin d'article.

Les premiers résultats du recensement de 1999 ont permis de dresser un bilan des évolutions récentes de population. Ils ont notamment confirmé la poursuite de l'urbanisation de la France, mais également la diversité, tant dans les rythmes que dans les formes, de la croissance des villes (Bessy-Pietri, Julien et Royer, 2000).

Une analyse des aires urbaines de plus de 100 000 habitants, sur les trois dernières périodes intercensitaires (1975 à 1982, 1982 à 1990 et 1990 à 1999) permet de caractériser les formes principales de la croissance urbaine sur les deux dernières décennies (cf. encadré 1). Au cours d'une même période, les aires urbaines ont des types de développement très variés et chacune suit, d'une période à l'autre, des schémas de développement différents. Compte tenu des principaux enseignements tirés de l'observation du développement des aires urbaines sur les trois périodes étudiées, on retient l'hypothèse que ce développement se fait par rééquilibrage : il y a redistribution des populations entre les différentes entités spatiales qui forment ces aires. Ainsi, la période 1975-1982 a vu les villes centres perdre des habitants au profit de leur périphérie proche ou lointaine alors que la période 1990-1999 montre qu'elles renouent avec une certaine croissance de leur population. Les villes, considérées comme des systèmes complexes, semblent ainsi s'autoréguler. Les politiques publiques d'urbanisation, nationales ou locales, continuent d'influencer les processus de peuplement des territoires urbains.

Un schéma de développement des villes : l'étalement urbain

Au cours des trente dernières années, les villes se sont développées selon le schéma de l'étalement urbain. La ville s'étale parce qu'elle grandit et qu'il n'y a plus assez d'espace disponible dans ses limites à une date donnée (Nicot, 1996). L'étalement urbain est lié au desserrement urbain, processus qui conduit les ménages les moins aisés et les familles à quitter le cœur des villes pour s'installer en périphérie. On parle aussi de desserrement de l'emploi. Cette notion rend compte de la saturation progressive des espaces les plus centraux et de l'augmentation des prix des logements ou des bureaux au cours du temps, conséquence de leur raréfaction relative. L'étalement urbain rend également compte des modifications de comportements des ménages et des politiques successives d'urbanisation. La politique publique du logement a, en effet, contribué à ces transformations, partout où la croissance des populations a nécessité une politique active de construction de logements. Les

zones à urbaniser en priorité (ZUP) ont ainsi transformé les plus anciennes banlieues des zones les plus urbanisées caractérisées par un bâti de petit collectif de rapport et d'habitat individuel hérité de l'avant-guerre. Elles en ont fondé d'autres ailleurs, parfois surgies des champs. Enfin, la promotion de l'habitat individuel durant la décennie 70 et le début des années 80 a favorisé l'urbanisation de communes restées jusque-là rurales. La périurbanisation rend compte de ce phénomène. Les choix effectués en matière de transports urbains (métro, tramway ou voies rapides entrant au cœur de la ville) sont également déterminants pour le développement des villes (Lévy, 2000).

Une approche de l'étalement urbain

En 1999, plus de 73 % de la population métropolitaine vit dans une des 361 aires urbaines. Et près de 56 % vit dans une des 73 aires urbaines de plus de 100 000 habitants. La majorité des Français a donc une connaissance quotidienne de la ville ou des territoires directement sous son influence. Les aires urbaines retenues ici ont été définies à partir du recensement de la population de 1990 en se limitant à celles qui ont plus de 100 000 habitants au dénombrement de 1999. Les limites géographiques des aires sont donc celles de 1990 et la population y résidant est celle dénombrée au recensement de 1999. Pour caractériser géographiquement l'étalement urbain des 25 dernières années, l'aire urbaine est divisée en trois éléments :

- la ville centre qui correspond le plus souvent à la ville au sens « historique » du terme, constituée d'une commune, parfois de plusieurs ;
- la banlieue, territoire plus ou moins vaste sous l'influence directe de la ville (elle forme, avec la ville centre, une unité urbaine, au sens de la continuité du bâti) ;
- la couronne périurbaine, périphérie plus lointaine, au-delà du front dense de l'urbanisation mais encore sous l'influence directe de la ville et de sa banlieue.

Le développement des villes est analysé à partir des évolutions relatives de population complétées par les variations de densités des trois espaces concentriques ainsi définis. L'étalement urbain est alors mesuré par la hiérarchie des taux d'évolution des villes centres, des banlieues et des couronnes des aires urbaines de plus de 100 000 habitants (cf. encadré 1).

L'étalement urbain est moins marqué entre 1990 et 1999 qu'auparavant

Entre 1990 et 1999, l'étalement de la population du centre vers la périphérie est moins marqué

Encadré 1

SCHÉMATISER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Les nomenclatures spatiales utilisées

Les *aires urbaines* sont composées d'un pôle urbain et d'une couronne de communes périurbaines (c'est-à-dire des communes qui envoient travailler dans l'aire urbaine 40 % ou plus de leurs résidents actifs).

Le *pôle urbain* est constitué d'une unité urbaine de plus de 5 000 emplois, elle-même formée d'une ou de plusieurs villes centres et d'une banlieue. Si une commune représente plus de 50 % de la population de l'unité urbaine, elle est seule *ville centre*. Dans le cas contraire, toutes les communes qui ont une population supérieure à la moitié de la population de la commune la plus importante, ainsi que cette dernière, sont villes centres. La *banlieue* regroupe l'ensemble des communes liées à la ou les villes centres par la continuité du bâti et qui ne sont pas elles-mêmes ville centre. Toutefois, 100 aires sur 361 ne comportent pas ces trois composantes. Parmi celles qui les possèdent, le poids en population de chacune d'elles est très variable d'une aire à l'autre (cf. encadré 2).

L'analyse de l'étalement urbain porte sur les 73 aires urbaines de plus de 100 000 habitants en 1999 formées d'une ville centre, d'une banlieue et d'une couronne. L'aire de Vannes (110 000 habitants) n'a pas été retenue car elle n'a pas de banlieue.

Certains pôles urbains sont formés d'agglomérations comportant plusieurs villes centres. Par souci de simplification, toutes les villes centres ont été retenues et regroupées sous ce terme. Par exemple, le pôle urbain de l'aire urbaine de Lille regroupe les villes centres suivantes : Lille, Roubaix, Tourcoing ; celui de l'aire urbaine de Valenciennes, Valenciennes et Denain. Parmi les 73 aires urbaines de plus de 100 000 habitants retenues, 11 sont dans ce cas (cf. tableau). Il s'agit d'aires urbaines localisées le plus souvent dans les zones les plus denses du territoire.

La délimitation des aires urbaines est celle du recensement de 1990

L'analyse est fondée sur les nomenclatures des aires urbaines et des agglomérations telles qu'elles ont été

définies à partir des données du recensement de 1990. Les aires urbaines dans leurs limites de 1999 ne seront connues que début 2001, une fois exploitées les données du recensement sur les navettes domicile-travail. Les limites des unités urbaines (ou agglomérations) prenant en compte les résultats de 1999 sont disponibles depuis le printemps 2000 (Chavouet et Fanouillet, 2000) mais la nomenclature en aires urbaines actuelle est fondée sur les limites 1990 des unités urbaines.

Le choix de réduire une aire urbaine à ces trois entités spatiales « écrase » nécessairement les distributions statistiques, internes à chacune des trois entités, des indicateurs retenus (Julien, 2000). Ce choix est forcément réducteur des réalités concernant la ville, quel que soit le sens que l'on donne à ce terme. Il repose, pour définir le périmètre des « objets urbains » étudiés, sur les nomenclatures mises en place par l'Insee (unité urbaine, ville(s) centre(s) de l'unité urbaine, aire urbaine) qui sont en elles-mêmes déjà réductrices et qui sont fondées sur des conventions qui peuvent ne pas être partagées (Le Gléau, Pumain et Saint-Julien, 1996).

La mesure de l'étalement urbain

L'étalement de la population a été mesuré par les écarts des taux d'évolution annuels moyens de la population de la ville centre et de la couronne lorsque les taux croissent régulièrement du centre vers la périphérie. L'analyse est conduite en comparant les taux d'évolution annuels moyens de population, sans tenir compte des variations absolues. Un taux d'évolution élevé peut tout à fait correspondre à une petite variation absolue, notamment lorsqu'on se situe dans des zones moins denses, comme les couronnes par exemple. Au contraire, un taux faible peut rendre compte d'une variation très forte. L'aire urbaine de Paris progresse par exemple de 0,29 % par an entre 1990 et 1999, soit un taux largement inférieur au taux moyen qui est de 0,40 %. Pourtant, cette progression correspond à une augmentation de population de près de 270 000 personnes (la taille de l'aire urbaine de Reims). Pour pallier cet inconvénient, on a fait figurer dans certains tableaux les variations de densité de population (de même « échelle » que les variations de population).



Liste des 11 aires urbaines de plus de 100 000 habitants ayant plusieurs villes centres

Nom de l'aire urbaine	Villes centres associées
Lille	Roubaix, Tourcoing
Valenciennes	Denain
Grasse - Cannes - Antibes	Grasse, Cannes, Antibes
Lens	Avion, Hénin-Beaumont, Liévin
Béthune	Bruay-la-Bussière
Bayonne	Anglet, Biarritz
Montbéliard	Audincourt
Forbach	Freyrming-Merlebach
Cherbourg	Equeurdreville-Hainneville, Octeville, Tourlaville
Hagondange-Briey	Amnéville, Maizières-lès-Metz, Marange-Silvange, Mondelange
Melun	Dammarié-les-Lys, Le Mée-sur-Seine

Encadré 1 (suite)

Trois intensités d'étalement régulier : marqué, modéré et faible

L'indicateur d'étalement (toujours positif) a permis de distinguer trois sous-groupes parmi les aires urbaines qui suivent le modèle d'étalement régulier, c'est-à-dire les aires pour lesquelles les taux croissent régulièrement du centre vers la périphérie : étalement marqué, étalement modéré, étalement faible. Pour faire cette distinction, à chaque période, on a regardé comment se situait l'écart de taux d'évolution annuel de la couronne et de la ville centre de chacune des aires par rapport à l'écart moyen de la période :

- si cet écart est supérieur à l'écart moyen, l'étalement est dit « marqué ».
- si cet écart est compris entre la valeur moyenne et cette valeur moyenne moins un demi écart-type, l'étalement est dit « modéré ».
- si cet écart est inférieur à la valeur moyenne moins un demi écart-type, l'étalement est dit « faible ».

qu'il ne l'était durant les deux précédentes périodes intercensitaires. Les taux d'évolution annuels de la population des villes centres, des banlieues et des couronnes sont respectivement de 0,15 %, de 0,41 % et de 1,19 %. Cette hiérarchie était beaucoup plus accentuée en 1990 et surtout en 1982 (cf. tableau 1). Entre 1975 et 1982, l'augmentation relative de population était très forte dans les couronnes, allant de pair avec une diminution importante de population des villes centres, phénomène mis en évidence pour la première fois avec les résultats du recensement de 1982 (périurbanisation).

L'étalement urbain s'est atténué au fil des périodes. Cette constatation ne découle pas uniquement des nomenclatures géographiques utilisées. En effet, si l'on considère le taux d'évolution de population des communes périurbaines multipolarisées (1) ou bien celui des communes de l'espace à dominante rurale (2) qui sont les plus proches géographiquement de l'urbain (communes de l'espace à dominante rurale sous faible influence urbaine (3)), le constat sur les trois périodes intercensitaires reste identique. Entre 1990 et 1999, les communes multipolarisées enregistrent une progression moins forte de leur population (+ 0,78 % l'an contre + 1,26 % de 1982 à 1990 et + 1,36 % de 1975 à 1982). Pour les communes du rural sous faible influence urbaine, la progression de la population est durant ces mêmes périodes respectivement de + 0,54 %, de + 0,56 % et de + 0,46 %. Même si ces dernières résistent un peu mieux, on observe un tassement des augmentations de population des périphéries, qui restent au demeurant vives. Ce tassement est confirmé si l'on considère les espaces ruraux les plus dynamiques

Cinq schémas de développement des aires urbaines

Lorsque l'étalement n'est pas régulier du centre vers la périphérie, deux cas de figure ont été retenus : taux d'évolution de la banlieue inférieure à celui de la ville centre ou bien taux d'évolution de la banlieue supérieure à celui de la couronne. Au total, on obtient ainsi cinq schémas : les trois types d'étalement régulier (marqué, modéré, faible) et les deux cas de figure précédents qui illustrent la diversité et la complexité du mode de développement des aires urbaines. Pour la période 1990-1999, deux aires urbaines dont le développement diffère de ces cinq schémas ont été mises à part. Il s'agit de Hagondange-Briey en Lorraine et de Béthune dans le Nord - Pas-de-Calais : la ville centre est plus dynamique que la banlieue et la couronne périurbaine, tout en affichant un taux d'évolution négatif pour Hagondange-Briey en Lorraine, ou positif pour Béthune dans le Nord - Pas-de-Calais. Globalement, entre 1990 et 1999, ces deux aires perdent de la population.

situés à proximité des aires urbaines les plus dynamiques (Bessy-Pietri, Hilal et Schmitt, 2000). Le futur contour des aires urbaines, tel qu'il sera défini à partir des données du recensement de 1999, inclura, pour certaines aires, les communes les plus dynamiques de leur grande périphérie. Malgré tout, compte tenu des moindres progressions de leur population, la hiérarchie observée et sa plus faible amplitude ne seront pas remises en cause. On a la confirmation d'une périurbanisation moins vive que par le passé, mais peut-être plus diffuse. Ce résultat s'inscrit aussi dans un contexte de moindre croissance de la population française (Insee, 1999a et 1999b ; Genay et Chataignon, 2000).

Trois formes de la croissance urbaine

Ce moindre étalement urbain est confirmé par une analyse plus détaillée des différentes formes de croissance urbaine au cours des trois périodes. Pour cela, on a construit une typologie relativement simple des formes de croissance en trois postes des 73 aires urbaines de plus de 100 000 habitants (4) (cf. encadré 1). Lorsque le taux d'évo-

1. Ce sont des communes rurales et des unités urbaines situées hors des aires urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles.

2. L'espace à dominante rurale est défini comme le complément de l'espace à dominante urbaine lui-même formé de l'ensemble des aires urbaines et des communes périurbaines multipolarisées.

3. Ce sont des communes rurales et des unités urbaines de l'espace à dominante rurale qui ne sont pas pôle rural et dont au moins 20 % de la population résidente ayant un emploi travaillent dans des aires urbaines.

4. Cette étude reprend une analyse conduite sur la période 1990-1999 (Bessy-Pietri, 2000). La méthode a été reconduite mais les limites permettant de mesurer l'intensité de l'étalement ont été légèrement modifiées. Cette analyse a, par ailleurs, été étendue aux deux périodes intercensitaires précédentes.

lution de la population est croissant du centre vers la périphérie, « l'étalement régulier » rend compte du développement urbain (trois intensités ont été spécifiées : marqué, modéré, faible). *A contrario*, lorsque tel n'est pas le cas, on distingue essentiellement deux autres cas de figure. Le développement urbain peut se faire par une forte croissance de la population de la banlieue – on parlera de « banlieue dynamique ». Plus élevée que celle de la ville centre, la progression de population de la banlieue est surtout plus forte que celle de la couronne. Dans ce cas, l'étalement urbain procède par densification des banlieues, même si les couronnes sont également dynamiques. Enfin le dernier cas de figure, « banlieue en retrait », est celui où la progression de population de la banlieue est plus faible que celle de la ville centre et *a fortiori* que celle de la couronne.

Selon cette typologie, entre 1975 et 1982, 50 des 73 aires urbaines étudiées suivaient le modèle de l'étalement régulier. Durant la période suivante, elles sont 53, puis 42 entre 1990 et 1999. En parallèle, le nombre d'aires se caractérisant par une banlieue dynamique est passé de 19 à 13 puis 12. C'est donc le cas de figure « banlieue en retrait », encore marginal entre 1975 et 1982 avec quatre aires concernées, qui s'est progressivement répandu puisque sept aires ont suivi ce modèle entre 1982 et 1990 et surtout 17 entre 1990 et 1999 (cf. carte).

Ici, on fait l'hypothèse que l'urbanisation par stricte propagation (étalement régulier) ne caractérise pas à un moment donné toutes les aires urbaines. De nombreux facteurs (géographiques, historiques, etc.) interviennent. Tous ces éléments jouent sur les équilibres qui s'établissent au cours du temps entre les trois composantes d'une aire urbaine. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner la morphologie des aires urbaines. En poids de population 1999, certaines aires sont presque en totalité contenues dans leur ville centre, d'autres ont, au contraire, des banlieues très importantes,

d'autres encore se distinguent par l'importance de leur couronne. Une classification ascendante hiérarchique fondée sur les parts de la population de l'aire urbaine vivant respectivement dans la ville centre, dans sa banlieue ou dans la couronne périurbaine rend compte des morphologies urbaines les plus fréquentes (cf. encadré 2).

Quatre trajectoires principales de développement

Compte tenu des différents modes de développement et de l'intensité de l'étalement propres à chacune des périodes étudiées (cf. encadré 1), les combinaisons sont multiples, en théorie 150 (cinq cas de figure pour la période 1975-1982, cinq également pour la période 1982-1990 et six pour la période 1990-1999, soit $5 \times 5 \times 6$) (5). En fait, les cas rencontrés sont bien moins nombreux : 47 trajectoires de développement sont observables. Il n'est bien entendu pas question de les détailler toutes, aussi pour simplifier, on a regroupé les trois intensités d'étalement régulier en une seule modalité. On dénombre alors 16 trajectoires sur les 36 en théorie possibles – $3 \times 3 \times 4$ – (cf. tableau 2). Parmi celles-ci, quatre trajectoires sont significatives (plus de cinq aires urbaines) concernant 49 des 73 aires urbaines étudiées.

Au cours des trois périodes, 23 aires se développent selon le schéma de l'étalement régulier. Parmi celles qui dépassent les 500 000 habitants, les aires de Paris, Marseille - Aix-en-Provence et Grenoble le suivent durablement. Les capitales régionales sont normalement représentées dans ce groupe (il y en a sept). Ce développement régulier sur les trois périodes se différencie cependant en plusieurs trajectoires dès lors que l'on tient compte de l'intensité de l'étalement (marqué, modéré ou

5. Le passage de cinq à six cas de figure, pour la période 1990-1999, s'explique par le développement particulier de deux aires urbaines (Hagondange-Briey et Béthune) qui diffèrent des cinq schémas précédents. Celles-ci ont donc été regroupées sous la modalité « Autres cas » (cf. encadré 1).

Tableau 1
Les villes centres cessent globalement de perdre des habitants entre 1990 et 1999

	Taux d'évolution annuel moyen			En %
	De 1990 à 1999	De 1982 à 1990	De 1975 à 1982	
Ville centre	0,15	- 0,17	- 0,64	
Banlieue	0,41	0,84	0,83	
Couronne périurbaine	1,19	2,05	2,85	
Ensemble des 73 aires urbaines	0,44	0,65	0,51	

Champ : 73 aires urbaines de plus de 100 000 habitants.
Source : recensements.

faible). Comme noyau dur, on retrouve cinq aires caractérisées au cours des trois périodes par un étalement marqué : Marseille - Aix-en-Provence, Montpellier, Grasse - Cannes - Antibes, Avignon et Annecy ; quatre aires pour lesquelles cet étalement a constamment été modéré, Paris, Tours, Caen et Le Havre ; une pour laquelle cet étalement a toujours été faible, Mulhouse.

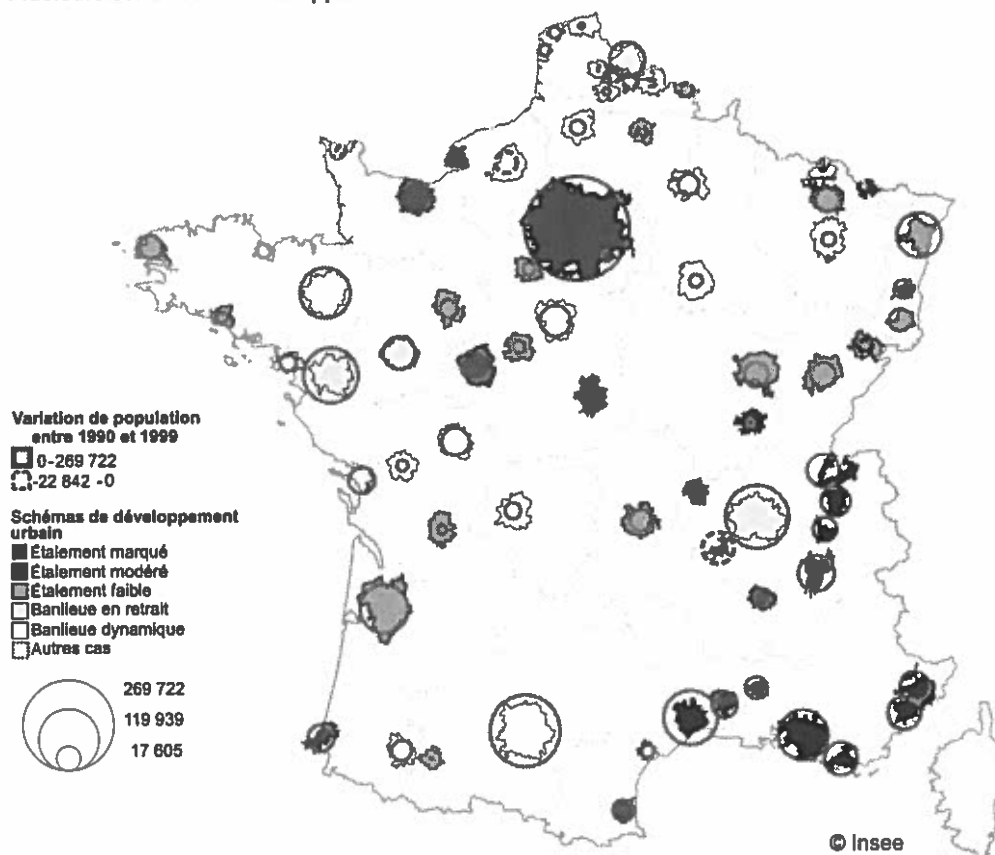
Une autre trajectoire fréquente est celle qui allie un développement par étalement au cours des deux premières périodes intercensitaires, puis un recul de la progression démographique des banlieues (modèle de développement dit « banlieue en retrait ») entre 1990 et 1999. Ce type de trajectoire concerne 11 aires urbaines : Lyon, Lille, Nantes pour les plus de 500 000 habitants. Durant les deux premières périodes intercensitaires, deux aires se caractérisent par un étalement modéré, il s'agit de Cherbourg et Saint-Brieuc ; trois aires ont été marquées par un faible étalement, avant de

voir décliner la progression de population de leur banlieue : Lille, Valenciennes et Dunkerque.

Neuf aires urbaines sont caractérisées par le modèle dit des « banlieues dynamiques » entre 1975 et 1982, puis par un développement par étalement au cours des deux périodes intercensitaires suivantes. Nice et Strasbourg, par exemple, suivent ce profil. En détaillant cette trajectoire, plusieurs régularités se dégagent : Nice présente un étalement marqué de 1982 à 1999 ; Bourges un étalement modéré ; Strasbourg, Maubeuge, Chartres et Saint-Quentin un étalement faible.

Caractérisées par un développement par étalement sur les deux premières périodes intercensitaires puis par le modèle des « banlieues dynamiques » entre 1990 et 1999, six aires urbaines de taille plutôt moyenne se démarquent. Poitiers est la seule capitale régionale de ce profil. Durant les deux premières périodes intercensitaires, Pau se

Plusieurs schémas de développement urbain



Champ : les 73 aires urbaines de plus de 100 000 habitants en 1999 formées d'une ville centre, d'une banlieue, et d'une couronne. Les aires urbaines n'ayant pas de banlieue ont été retirées de l'analyse (c'est le cas de l'aire urbaine de Vannes).
Source : recensement de 1999.

caractérise par un étalement modéré, Amiens et Calais par un étalement faible.

Ces différentes trajectoires montrent que le processus de développement urbain ne suit pas de règles fixes. L'étalement urbain n'est pas toujours régulier du centre vers la périphérie. Le nombre de trajectoires décelées, 16 au total, est un indicateur de la complexité du processus d'urbanisation des aires urbaines. Pour une période donnée, les aires ne suivent pas toutes le même schéma d'urbanisation et, de période en période, une aire peut connaître plusieurs formes de développement. Par ailleurs, une seule des quatre trajectoires principales revêt un caractère facilement interprétable : il s'agit des aires qui se caractérisent par des banlieues dynamiques en début de période et qui poursuivent ensuite leur développement par étalement, un peu comme si l'onde de dynamisme se propageait sur les couronnes après s'être concentrée d'abord sur les banlieues.

Cette grande hétérogénéité rend compte de la complexité des mécanismes à l'œuvre : le processus d'urbanisation s'exerce à la fois dans des espaces qui ont pu être momentanément délaissés (dans les villes centres et les banlieues) et des espaces plus périphériques, libres, où l'on construit des logements neufs. Ces politiques urbaines (par exemple les politiques, relativement récentes, de réinvestissement des centres) ne sont pas mises en œuvre au même moment selon les villes, les banlieues, ni avec la même ampleur selon les besoins. Ces politiques, en façonnant les quartiers et les communes, entraînent des mouvements de population dans la durée. C'est pourquoi en termes de dynamique démographique, les banlieues se caractérisent par des évolutions différentes selon les périodes et les aires urbaines. Par conséquent, les aires urbaines ne se situent pas, à une date donnée, dans les mêmes phases de développement. Par ailleurs, les caractéristiques historiques et géographiques de chaque ville, et

Encadré 2

UNE MORPHOLOGIE URBAINE EN SIX GROUPES

Parmi les aires urbaines de plus de 100 000 habitants formées d'une ville centre, d'une banlieue et d'une couronne périurbaine, six groupes d'aires urbaines peuvent être distingués à l'aide d'une classification hiérarchique ascendante fondée sur les parts de la population de chacune de ces trois composantes (cf. tableau et cartes).

La superficie des espaces concernés est pour beaucoup dans la différence de structuration interne des aires urbaines. Par exemple, plus la superficie d'un des sous-espaces est étendue, plus la part que celui-ci représente en termes de population au sein de l'aire urbaine est importante, avec toutefois quelques exceptions. La géographie physique, la finesse du maillage communal sont des facteurs qui jouent aussi sur la morphologie des aires urbaines.

La ville centre domine dans deux groupes...

Parmi les six groupes d'aires, deux sont caractérisés par l'importance de la ville centre. Le premier (groupe 1) dit « ville centre importante, couronne réduite » réunit sept aires. La part de la population vivant au centre de l'aire est de 60 %. Dans ce groupe, la couronne est très réduite et représente la part en population la plus faible des six groupes (7 %, avec des densités très faibles pour une superficie moyenne également réduite). Pour cinq d'entre elles, les plus peuplées, la ville centre est très étendue en surface (superficie supérieure à 72 km²), Marseille - Aix-en-Provence étant d'ailleurs la plus étendue des 73 aires urbaines retenues. Avec en moyenne 425 000 habitants, ce groupe réunit, outre Marseille - Aix-en-Provence,

de grandes aires (Nice et Grasse - Cannes - Antibes) ou plus modestes (Hagondange-Briey, Calais ou Melun). La présence de vastes espaces multipolarisés, caractéristique des zones les plus urbaines, explique la petitesse des couronnes.

Le groupe 2 dit « ville centre importante, banlieue réduite » se caractérise également par l'importance de la population résidant dans la ville centre. Il se distingue du premier par le poids très faible de la population vivant en banlieue (la plus faible des six groupes, soit 15 % en moyenne pour une surface également réduite). Comme dans le groupe 1, la ville centre est très étendue, superficie supérieure à 60 km² pour six des 13 aires de ce groupe. Ce dernier réunit des aires urbaines de plus petite taille, en moyenne 195 000 habitants, situées notamment dans le grand Bassin parisien ou à proximité du littoral (Le Havre, Cherbourg, Brest, Perpignan, Béziers). Il se caractérise aussi par les plus faibles densités.

... la banlieue dans deux autres

Vingt-deux aires urbaines se distinguent par une banlieue relativement importante (41 % de la population de l'aire en moyenne). Mais le profil du groupe 3 est plus proche de la moyenne d'où son qualificatif de « profil moyen ». La relative importance des banlieues dans ce groupe est soit le fait d'aires aux banlieues étendues avec toutefois des densités moyennes (par exemple Toulouse, Nantes et Tours) soit le fait de banlieues plus réduites aux fortes densités (Clermont-Ferrand, Dunkerque, Thionville, Boulogne-sur-Mer et Chartres).



Encadré 2 (suite)

Ce groupe rassemble des aires de grande taille et des aires industrielles et portuaires comme Dunkerque, Boulogne-sur-Mer et Saint-Nazaire.

Le groupe 4 dit « banlieues hypertrophiées » rassemble 13 aires urbaines dont la part de la population qui habite en banlieue est la plus forte (65 %). Ces banlieues, très étendues, regroupent de nombreuses petites communes avec des densités très élevées. Cette classe réunit des aires urbaines de grande taille comme Paris, Lyon, Lille ou des aires d'industrialisation ancienne comme Valenciennes, Lens, Béthune et Douai. Pour ces 13 aires, les densités sont également les plus fortes en ville centre et dans les couronnes. De fait, c'est le groupe dont la taille moyenne est la plus élevée avec 1 330 000 habitants (560 000 habitants sans l'aire urbaine de Paris). Dans ce groupe figurent les conurbations les plus peuplées du Nord du pays, ou bien, hormis Bordeaux, des aires localisées dans des espaces densément peuplés.

Deux groupes à couronne dominante

Enfin, les deux derniers groupes se distinguent des précédents par le volume de la couronne, 33 % pour le groupe 5 dit « ville centre assez importante, couronne développée ». Ce groupe réunit 14 aires dont celles de Strasbourg, Rennes et Montpellier. Les couronnes de Rennes, Dijon et Besançon sont très étendues alors que c'est plutôt l'apanage des aires de très grande taille comme Paris, Toulouse ou Lyon. Les densités y sont relativement faibles, elles sont plus fortes pour les couronnes de Strasbourg et Montpellier.

Les couronnes sont encore plus importantes en poids de population (42 %) pour le groupe 6 dit « couronne dominante ». Il regroupe quatre aires situées en limite de territoire : Caen, Lorient, Montbéliard et Genève - Annemasse (dont l'essentiel de son centre est en Suisse). Les densités des couronnes y sont relativement fortes pour des étendues plutôt moyennes.

Une morphologie urbaine en six groupes

	Nombre d'aires	Part de la population (en %)			Densité de population (en hab./km ²)			Superficie moyenne (en km ²)		
		Ville centre	Banlieue	Couronne périurbaine	Ville centre	Banlieue	Couronne périurbaine	Ville centre	Banlieue	Couronne périurbaine
1. « ville centre importante, couronne réduite »	7	60,0	33,0	7,0	2 853	561	79	89,2	249,6	378,8
2. « ville centre importante, banlieue réduite »	13	60,0	15,2	24,8	1 794	391	83	65,4	75,7	586,4
3. « profil moyen »	22	38,2	41,0	20,8	2 678	558	82	35,2	180,1	627,5
4. « banlieue hypertrophiée »	13	23,1	65,5	11,4	7 862	1 629	133	39,0	534,5	1 148,4
5. « ville centre assez importante, couronne développée »	14	47,0	19,7	33,3	2 689	567	96	44,2	87,8	881,0
6. « couronne dominante »	4	26,5	31,8	41,7	3 386	600	126	18,0	121,6	762,0
Ensemble	73	34,5	48,6	16,9	3 271	1 034	101	47,2	210,6	745,1

Source : recensement de 1999.

Morphologie urbaine

1 - groupe « ville centre importante, couronne réduite »



2 - groupe « ville centre importante, banlieue réduite »



Encadré 2 (fin)

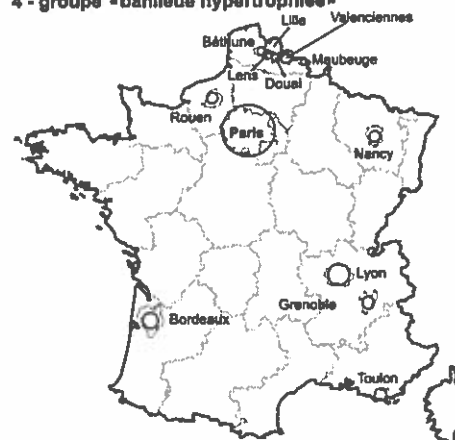
3 - groupe « profil moyen »



5 - groupe « ville centre assez importantes, couronne développée »



4 - groupe « banlieus hypertrophiées »



6 - groupe « couronne dominants »



Population 1999



Source : recensement de 1999.

par extension de chaque aire urbaine, sont singulières. Toulouse, par exemple, est une ville étendue en superficie tout comme sa banlieue, les densités de population y sont relativement faibles eu égard au rang de cette aire urbaine (la 6^e en 1999 avec 917 000 habitants). De ce fait, les possibilités de construction et d'installation de la population sont encore grandes.

Au-delà de cette grande diversité, quelques mouvements de fonds émergent cependant. Si la périurbanisation caractérise l'ensemble de la période étudiée, les années 90 marquent une rupture dans le mode de développement de certaines aires urbaines avec le regain des villes centres et le moindre dynamisme, voire le déclin, de certaines banlieues.

La périurbanisation domine les années 1975-1982...

Replacer les évolutions récentes dans une perspective plus longue permet d'essayer de mieux comprendre la périurbanisation. C'est entre 1975 et 1982 qu'elle s'exerce le plus. Elle trouve sa source dans le desserrement massif de la population des villes centres vers les périphéries et semble nettement lié à l'apogée (pour un temps peut-être) de l'accession à la propriété d'une maison individuelle (Dubujet et Le Blanc, 2000). Entre 1975 et 1982, les villes centres des aires urbaines de plus de 100 000 habitants ont perdu des habitants au rythme de - 0,64 % par an. Parallèlement, les banlieues ont progressé au rythme annuel de + 0,83 % l'an

Tableau 2
Diversité des trajectoires de développement des 73 aires urbaines de plus de 100 000 habitants

Nom de l'aire urbaine	Schéma de développement durant la période		
	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999
Paris, Marseille - Aix-en-Provence, Bordeaux, Grenoble, Toulon, Montpellier, Tours, Grasse - Cannes - Antibes, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Caen, Dijon, Le Havre, Mulhouse, Le Mans, Avignon, Bayonne, Annecy, Valence, Angoulême, Chalon-sur-Saône, Colmar, Tarbes	Étalement régulier		
Lyon, Lille, Nantes, Valenciennes, Lens, Angers, Dunkerque, Troyes, Boulogne-sur-Mer, Cherbourg, Saint-Brieuc	Étalement régulier		Banlieue en retrait
Amiens, Pau, Poitiers, La Rochelle, Calais, Béziers	Étalement régulier		Banlieue dynamique
Béthune, Hagondange-Briey	Étalement régulier		Autres cas
Metz	Étalement régulier	Banlieue en retrait	Étalement régulier
Rouen, Nancy, Douai	Étalement régulier	Banlieue en retrait	
Roanne	Étalement régulier	Banlieue dynamique	Étalement régulier
Reims	Étalement régulier	Banlieue dynamique	Banlieue en retrait
Orléans, Saint-Nazaire	Étalement régulier	Banlieue dynamique	
Genève (CH) – Annemasse (1)	Banlieue en retrait	Étalement régulier	
Montbéliard, Forbach	Banlieue en retrait		Étalement régulier
Thionville	Banlieue en retrait		
Nice, Strasbourg, Perpignan, Nîmes, Bourges, Maubeuge, Chambéry, Chartres, Saint-Quentin	Banlieue dynamique	Étalement régulier	
Arras	Banlieue dynamique	Étalement régulier	Banlieue en retrait
Brest, Besançon, Lorient, Melun, Blois	Banlieue dynamique		Étalement régulier
Toulouse, Rennes, Limoges, Niort	Banlieue dynamique		
1. Se reporter à la note 6 du texte.			

Source : recensements.

et les couronnes de + 2,85 % (cf. tableau 3). Par construction, la variabilité de ces taux est très forte selon le type de développement : elle est la plus forte pour les aires qui ont connu un étalement marqué (- 0,69 % par an pour les villes centres, et surtout + 4,15 % pour les couronnes). En termes de densité, les villes centres ont perdu, dans leur ensemble, 151 habitants et 165 habitants au km² pour les aires à l'étalement marqué. La densification des couronnes apparaît somme toute modeste, + 14 habitants au km² en moyenne, + 17 dans le cas de l'étalement marqué. En fait, ce sont les banlieues qui se sont densifiées durant cette période (+ 53 habitants par km²) même si elles n'ont pas connu les taux d'évolution les plus spectaculaires.

... mais un rééquilibrage s'opère en faveur des villes centres dans les années 90

Dès la période suivante (1982-1990), le desserrement est moins prononcé, ce que l'on ne peut vraiment apprécier qu'avec le recul, grâce aux nouvelles données de 1999. Ainsi durant cette période, la perte de population des villes centres s'est atténuée (- 0,17 % par an sur cette période contre - 0,64 % sur la période précédente) tandis que l'augmentation de la population des couronnes était moins vive et que la population des banlieues restait stable. Ces résultats demeurent en tenant compte des différents types de développement urbain, et ceci même pour les aires à l'étalement marqué. L'analyse des variations de densité les confirme, même en tenant compte de la densification toujours importante des banlieues.

Durant la période 1990-1999, le rééquilibrage en faveur des villes centres se renforce. On enregistre une progression de + 0,15 % pour l'ensemble des aires urbaines de plus de 100 000 habitants, avec toutefois des évolutions encore négatives pour l'étalement marqué et modéré. Simultanément, la croissance des couronnes s'est nettement altérée. Les diverses politiques urbaines mises en œuvre ont sans doute contribué à ce rééquilibrage, mais on peut y voir également l'expression de la préférence des individus pour une certaine « centralité » résidentielle. Différents éléments d'ordre socio-économique peuvent expliquer cette évolution comme le coût de l'accès à la propriété, par ailleurs moins sociale, le recentrage de la construction sur l'habitat collectif, plus urbain par définition. Les nouvelles générations d'adultes, forcément plus urbaines que leurs aînées, ont peut être aussi moins d'aversion pour la ville.

Il serait toutefois trompeur d'en déduire que la périurbanisation est terminée. Elle est peut-être seulement plus diffuse. En effet, les travaux, encore sommaires puisque fondés uniquement sur les résultats du dénombrement du recensement de 1999, montrent une diffusion de la croissance de la population sur de vastes territoires, le plus souvent situés à proximité des aires urbaines les plus dynamiques, et ce d'autant plus que le maillage urbain y est dense (Sud-Est, Sud-Ouest, l'Ouest, une partie du Bassin parisien). Les cartes de variations de densités de population entre 1990 et 1999 confirment la progression de l'urbanisation dans ces zones, mais dans ce mouvement de diffusion, les villes centres ne sont pas toutes et pas partout perdantes.

La relative stagnation des banlieues au profit des villes centres et des couronnes : un cas de figure plus fréquent

Entre 1975 et 1982, quatre aires urbaines se caractérisaient par une progression de la population en banlieue plus faible que celle de la ville centre et *a fortiori* que celle de la couronne (soit - 0,67 % par an). Il s'agissait de Genève - Annemasse (6), Forbach, Montbéliard et Thionville, certaines alors frappées par la crise économique. Entre 1982 et 1990, elles sont sept (- 0,16 % par an dans ces banlieues). En dehors de Genève - Annemasse, et en plus des trois autres, il s'agit de Rouen, Nancy, Metz et Douai. Entre 1990 et 1999, 17 aires urbaines se caractérisent ainsi (cf. tableau 4). Ces aires se caractérisent par des densités de population en banlieue parmi les plus fortes de France. Pour ces aires, les progressions annuelles de population sont respectivement de + 0,51 % dans les villes centres, + 0,12 % dans les banlieues, et + 0,96 % dans les couronnes. La progression en banlieue, bien que la plus faible, est positive. En effet, parmi ces 17 aires, certaines sont globalement très dynamiques, comme Lyon, Nantes ou Angers par exemple. À Nantes, notamment, les taux d'évolution de la population sont élevés et très proches dans les trois sous-espaces de l'aire urbaine. À Lyon, dans la banlieue, le très fort excédent des naissances sur les décès compense le déficit migratoire. L'évolution due au solde naturel y est en effet de + 0,80 % l'an. À titre de comparaison, cette même évolution est respectivement de

6. Les aires urbaines sont définies à partir de la notion d'unité urbaine. Certaines unités urbaines sont dites « internationales » lorsque la continuité du bâti réunit des espaces de part et d'autre des frontières. C'est notamment le cas de Genève - Annemasse. On ne considère alors que la partie française de l'unité urbaine. C'est pour cela que Annemasse est désignée comme ville centre alors qu'une extrapolation des règles françaises à cette unité urbaine transfrontalière ferait de Genève la seule ville centre.

Tableau 3

Desserrment et étalement urbain des 73 aires de plus de 100 000 habitants (hors Vannes)*

A - 1990 - 1999

Type de développement	Nombre d'aires urbaines	Taille moyenne des aires	Taux d'évolution moyen 1990 - 1999 (en %)				Variation de densité (en hab./km ²)		
			Aire	Ville Centre	Banlieue	Couronne périurbaine	Ville Centre	Banlieue	Couronne périurbaine
Étalement régulier									
Étalement marqué	12	408 459	0,59	- 0,04	0,85	2,19	- 11	45	18
Étalement modéré	13	993 302	0,31	- 0,10	0,31	1,18	- 40	58	13
	(12)	(195 946)	(0,43)	(- 0,02)	(0,60)	(1,18)	(- 3)	(24)	(10)
Étalement faible	17	262 553	0,43	0,17	0,46	0,80	45	25	6
Autres schémas									
Banlieue en retrait	17	400 156	0,39	0,51	0,12	0,96	171	10	9
Banlieue dynamique	12	268 547	0,97	0,46	1,57	1,28	90	60	9
Autre cas (1)	2	190 236	- 0,08	0,04	- 0,15	- 0,18	5	- 7	- 2
Ensemble	73	447 720	0,44	0,15	0,41	1,19	44	37	10

1. La ville centre est plus dynamique que la banlieue et la couronne périurbaine, tout en affichant un taux d'évolution négatif (Hagondange-Briey en Lorraine) ou positif (Béthune dans le Nord - Pas-de-Calais). Globalement, entre 1990 et 1999, ces deux aires perdent de la population.

B - 1982 - 1990

Type de développement	Nombre d'aires urbaines	Taille moyenne des aires	Taux d'évolution moyen 1990 - 1999 (en %)				Variation de densité (en hab./km ²)		
			Aire	Ville Centre	Banlieue	Couronne périurbaine	Ville Centre	Banlieue	Couronne périurbaine
Étalement régulier									
Étalement marqué	13	479 713	0,76	- 0,33	1,28	3,51	- 73	68	26
Étalement modéré	21	704 387	0,68	- 0,22	0,79	2,20	- 95	97	15
	(20)	(225 014)	(0,64)	(- 0,32)	(1,02)	(1,96)	(- 74)	(41)	(11)
Étalement faible	19	280 338	0,43	- 0,02	0,48	1,38	- 4	26	9
Autres schémas									
Banlieue en retrait	7	256 747	0,11	0,08	- 0,16	0,95	15	- 12	7
Banlieue dynamique	13	250 322	0,98	0,01	2,29	1,71	1	71	9
Ensemble	73	430 222	0,66	- 0,17	0,84	2,05	- 43	84	14

C - 1975 - 1982

Type de développement	Nombre d'aires urbaines	Taille moyenne des aires	Taux d'évolution moyen 1990 - 1999 (en %)				Variation de densité (en hab./km ²)		
			Aire	Ville Centre	Banlieue	Couronne périurbaine	Ville Centre	Banlieue	Couronne périurbaine
Étalement régulier									
Étalement marqué	15	405 659	0,75	- 0,69	1,40	4,15	- 165	57	17
Étalement modéré	19	736 136	0,39	- 0,74	0,58	2,82	- 280	63	15
	(18)	(270 218)	(0,63)	(- 0,69)	(1,50)	(3,05)	(- 153)	(54)	(12)
Étalement faible	16	254 980	0,23	- 0,58	0,40	1,97	- 107	19	12
Autres schémas									
Banlieue en retrait	4	159 340	0,16	0,34	- 0,67	1,26	38	- 31	9
Banlieue dynamique	19	210 098	0,87	- 0,51	2,87	2,66	- 81	79	11
Ensemble	73	394 252	0,51	- 0,64	0,83	2,85	- 151	53	14

* Les résultats entre parenthèse sont issus de calculs effectués sans l'aire urbaine de Paris.
Source : recensements.

+ 0,92 %, + 0,69 % et de + 0,43 % l'an dans les banlieues de Paris, Lille et Marseille (7). En parallèle, la ville de Lyon redevient attractive avec un solde apparent des entrées-sorties positif. Il n'en est pas de même pour toutes les villes centres de ce groupe. Ce solde n'est pas partout positif, mais il s'est suffisamment rétracté pour que, du fait de l'excédent des naissances sur les décès, ces villes arrêtent de perdre des habitants.

Ce retournement ne pourra être confirmé et analysé que par l'étude des migrations résidentielles. Il peut en effet être dû, en partie, à l'amélioration, en 1999, du recensement des étudiants qui, par définition, touche plus fortement les villes centres. D'autant que la période 1990-1999 est marquée par une politique d'implantation d'universités, dans certaines villes du Nord notamment. La particularité de ces 17 aires réside donc bien dans ce double mouvement de moindre déclin, voire de regain des villes centres, et d'hémorragie des banlieues, par ailleurs souvent très fécondes. Leur similitude

s'arrête là car toutes ne sont pas également dynamiques en termes de progression de population.

Parmi ces banlieues moins dynamiques que leur ville centre, certaines sont très denses (cf. tableau 5). Ce groupe est d'ailleurs celui qui compte le plus d'aires ayant cette caractéristique. Localisées dans des zones d'industrialisation et d'urbanisation anciennes, les aires urbaines sont de densité élevée. Les banlieues sont marquées par leur passé industriel et leur parc de logements est essentiellement de type collectif avec de nombreux logements HLM. Sans parler de l'image parfois négative de cet habitat, il est probable qu'on y atteigne des seuils de densité pouvant expliquer l'excès des départs sur les arrivées, d'autant que le solde naturel est positif (cf. tableau 6).

7. Ces écarts dans les taux d'évolution dus au solde naturel renvoient aux structures de population, plus ou moins « favorables » aux naissances et/ou aux décès, mais aussi aux comportements de fécondité (traditionnellement l'indice conjoncturel de fécondité est plus faible dans le Sud, notamment dans le grand Sud-Ouest).

Tableau 4
Les aires caractérisées par des banlieues en retrait

	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Nombre d'aires	4	7	17
Aires	Thionville, Montbéliard, Genève - Annemasse, Forbach	Rouen, Nancy, Metz, Douai, Montbéliard, Thionville, Forbach	Nancy, Valenciennes, Lens, Dunkerque, Douai, Thionville, Cherbourg, Arras, Rouen, Boulogne-sur-Mer, Reims, Lyon, Nantes, Angers, Lille, Troyes, Saint-Brieuc

Lecture : les aires en gras sont communes à au moins deux périodes.
Source : recensements.

Tableau 5
Des densités élevées pour les banlieues en retrait*

Type de développement	Nombre d'aires urbaines	Densité (en hab./km ²)			
		Aire	Ville Centre	Banlieue	Couronne périurbaine
Étalement régulier					
Étalement marqué	12	460	3 235	611	101
Étalement modéré	13	736	4 407	2 075	127
	(12)	(299)	(1 803)	(463)	(96)
Étalement faible	17	274	2 901	625	86
Autres schémas					
Banlieue en retrait	17	453	3 830	931	109
Banlieue dynamique	12	247	2 222	455	82
Autre cas	2	581	1 244	522	106
Ensemble	73	446	3 271	1 034	101

* Les résultats entre parenthèses sont issus de calculs effectués sans l'aire urbaine de Paris.
Source : recensement de 1999.

Encadré 3

VILLE CENTRE, BANLIEUE ET COURONNE : LE RÔLE DU STATUT SOCIO-SPATIAL

De nombreux travaux, relevant de l'écologie urbaine, ont été conduits sur la structuration sociale des territoires urbains. Parmi ces derniers, certains se sont intéressés au statut socio-spatial des villes, permettant entre autres de les ordonner les unes par rapport aux autres. D'autres ont porté sur des espaces urbains particuliers, les zones périurbaines par exemple. Dans la littérature, figure de façon récurrente l'opinion selon laquelle les zones périphériques des villes se caractérisent par un statut socio-spatial plus élevé que celui de la ville centre, dit autrement les catégories aisées ou les plus aisées y résident plus fréquemment. Cette représentation de la ville doit beaucoup au fait que la plupart des travaux qui font référence sont des travaux nord-américains, qui se sont donc intéressés à décrire les caractéristiques des villes américaines. Par exemple, selon le modèle de Hoyt (ville sectorielle), les axes de transports, en rendant notamment plus attractives (pour les catégories les plus aisées) les zones desservies, dessinent des secteurs ressemblant à des parts de gâteau, avec des caractéristiques sociales bien individualisées d'un secteur à l'autre (Beaumont et Huriot, 1996). Ici, le découpage adopté en couronnes concentriques écrase la structuration sociale fine interne à chacune des aires urbaines étudiées et ne permet pas d'avoir une représentation sectorielle de la ville. Mais pour nos besoins, il s'agit plus simplement d'ordonner, du point de vue du statut socio-spatial, la ville centre, sa banlieue et sa couronne en faisant totalement abstraction de la grande hétérogénéité sociale qui existe entre les quartiers d'une ville, entre les communes d'une banlieue. En Île-de-France par exemple, Neuilly détient le record devant certains quartiers parisiens, mais lorsque l'on calcule les valeurs pour l'aire urbaine de Paris, c'est la ville de Paris qui possède le statut socio-spatial le plus élevé devant sa banlieue. La configuration francilienne vérifie d'ailleurs assez bien le modèle de Hoyt. En effet, les quartiers ouest de Paris, les communes de la banlieue ouest et, dans leur prolongement certaines communes de la périphérie plus lointaine, dessinent bien un secteur dont le statut socio-spatial est nettement plus élevé que celui des secteurs que l'on pourrait constituer de la même façon au nord ou à l'est.

Le statut socio-spatial : un résumé de l'organisation socio-économique du territoire

On fait donc abstraction de cela en calculant pour chacune des 73 aires urbaines étudiées, le statut socio-spatial moyen (moyenne de la valeur de l'axe de statut en 1990 de chaque commune pondérée par les populations des communes en 1999) de la ville centre, de la banlieue et de la couronne. Le statut socio-spatial d'une commune est fondé sur les travaux de Nicole Tabard (Tabard, 1993a et 1993b) à partir des données du recensement de 1990. Il est basé sur la valeur de chaque commune sur le premier axe. Chaque commune possède une valeur sur cet axe, résumé de sa composition sociale. Seules les catégories non agricoles ont été retenues pour construire cette échelle. Ce résumé de l'organisation socio-économique du territoire a l'avantage d'être simple et facilement utilisable. En termes

de professions-branches d'activité, se situent au sommet de la hiérarchie, au-delà de 0,6 sur le premier axe, et par ordre décroissant : en premier, les cadres de la presse, de l'édition, du spectacle, puis les cadres de la recherche, etc. Au bas de la hiérarchie, en deça de - 0,35 sur le premier axe, et par ordre décroissant : en premier, les ouvriers qualifiés (OQ) de l'industrie, puis les chauffeurs routiers, etc. (pour plus de précisions, voir par exemple Tabard (1993b)).

Six cas de figure

Cet indicateur est donc utilisé comme résumé de la structuration sociale interne et globale des aires. Il permet de dégager six cas de figure, dont trois seront rapidement décrits ci-dessous (les trois autres regroupant six aires, voir ligne « Ensemble » du tableau 8).

Dans le cas français, la majorité des aires urbaines de plus de 100 000 habitants (37 cas sur 73) se caractérisent par une ville centre dont le statut socio-spatial est plus élevé que celui de la banlieue, ce dernier étant plus élevé que celui de la couronne (cf. graphique). Il s'agit de Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Strasbourg, Rouen, Nancy, Poitiers, Limoges, Besançon, Caen, Orléans, Dijon pour ne citer que les capitales régionales (14 sur 22). Le statut socio-spatial de ces aires est en général élevé sauf pour les aires d'Angoulême, Bourges, Chalon-sur-Saône, Chartres, Arras, Tarbes, Saint-Quentin, Le Mans, Limoges, Bayonne, Lorient, Montbéliard, Caen et Reims.

S'il existe des exceptions à cette hiérarchie socio-spatiale, les écarts de valeurs entre le statut socio-spatial des entités géographiques étudiées sont faibles. Dans la plupart des cas (à l'exception des aires du Sud-Est), les aires concernées sont des aires industrielles, qui par conséquent se caractérisent par la prédominance des catégories ouvrières (la valeur du statut socio-spatial est négative). On peut distinguer deux cas :

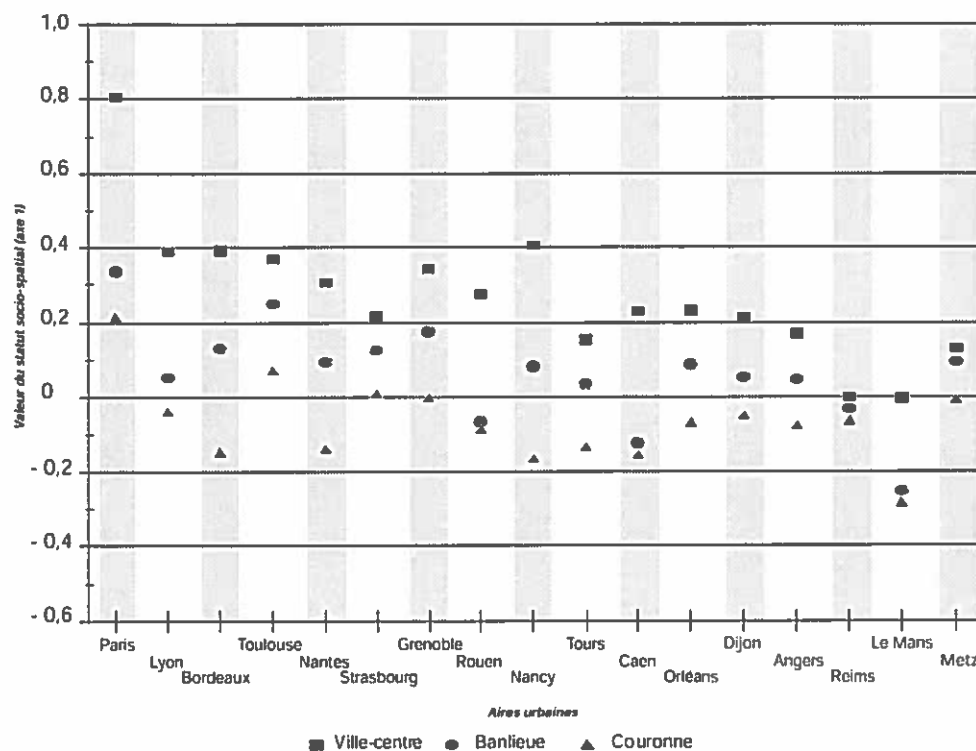
- soit la valeur du statut socio-spatial de la banlieue est plus élevée que celle de la ville centre, cette dernière étant elle-même plus forte que celle de la couronne (17 aires urbaines) ;
- soit le statut socio-spatial de la couronne devance celui de la banlieue, le statut socio-spatial de la ville centre étant cependant supérieur à celui du reste de l'aire urbaine (13 aires urbaines).

Dans le premier cas, on peut citer Nice, Cannes - Grasse - Antibes, Toulon, Chambéry, Clermont-Ferrand, Mulhouse, Saint-Nazaire, Troyes et Roanne. Dans le second, Avignon, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer, Thionville et Forbach. Pour les villes industrielles, selon que la localisation industrielle se situe en ville centre ou en banlieue, on peut faire l'hypothèse que les catégories les plus aisées ont délaissé tantôt les villes centres, tantôt les banlieues, les unes ou les autres, sans doute trop marquées par leur passé industriel.



Encadré 3 (suite)

Le statut socio-spatial de la ville centre est supérieur, en règle générale, à celui de la banlieue ou de la couronne*



* Le statut socio-spatial repose sur des données du recensement de 1990 (cf. encadré 3).

Champ : hiérarchie des 3 espaces ville centre, banlieue, couronne pour les aires urbaines de plus de 250 000 habitants en 1999.
Source : recensement 1999.

Un rééquilibrage entre villes centres, banlieues et couronnes ?

Afin de mieux comprendre les mécanismes de peuplement intra-urbain sur la période récente, on a croisé les différents modes de développement avec la morphologie urbaine décrite dans l'encadré 2 et l'indicateur du statut socio-spatial utilisé pour hiérarchiser les trois sous-espaces urbains (cf. encadré 3).

L'étalement est plus fréquent lorsque le poids de la ville centre est important au sein de l'aire urbaine (groupes 1, 2 et 5), par exemple six cas sur 12 quand l'étalement est marqué (cf. tableau 7). Et au total, en réunissant les trois intensités d'étalement, 22 cas sur 42. Le constat est beaucoup plus concluant pour le développement dit « banlieue en retrait », puisque dans

14 cas sur 17, il est le fait d'aires urbaines dont les banlieues sont très importantes (groupes 3 et 4). La dimension sociale apporte une information plus qualitative. L'étalement est marqué lorsque les périphéries sont prisées, que ce soit les couronnes ou les banlieues (effet des aires urbaines du Sud), sept cas sur 12 (cf. tableau 8). Au contraire, l'étalement est modéré ou faible pour les aires dont les villes centres ont un statut socio-spatial plus élevé que celui de la banlieue ou de la couronne. On a là un effet propre aux villes de taille plus modeste et plus classique dans leur forme. Lorsque le développement est du type « banlieue en retrait », c'est à une exception près, toujours le fait d'aires urbaines pour lesquelles le statut socio-spatial de la banlieue est plus faible que celui de la ville centre ou que celui de la couronne. Ces relations entre type de développement, morphologie urbaine et hiérarchie socio-

Tableau 6

Dans les banlieues les plus denses, le solde migratoire 1990-1999 est fortement négatif*

Densité de la banlieue	Nombre d'aires	Taux d'évolution annuel moyen de l'aire (en %)	Taux d'évolution annuel moyen de la banlieue (en %)	Taux d'évolution annuel moyen de la banlieue dû au solde apparent des entrées-sorties (en %)
Inférieure à 380 hab./km ²	18	0,40	0,65	0,43
De 380 à 577 hab./km ²	19	0,55	0,78	0,37
De 577 à 718 hab./km ²	17	0,66	0,76	0,32
Plus de 718 hab./km ²	19 (18)	0,35 (0,43)	0,25 (0,17)	- 0,57 (- 0,47)
Ensemble	73	0,44	0,41	- 0,29

* Les résultats entre parenthèses sont issus de calculs effectués sans l'aire urbaine de Paris.

Source : recensements de 1990 et 1999.

Tableau 7

Morphologie urbaine et type de développement en 1999

Type de développement	Morphologie urbaine						Ensemble
	Groupe 1 « ville centre importante, couronne réduite »	Groupe 2 « ville centre importante, banlieue réduite »	Groupe 3 « profil moyen »	Groupe 4 « banlieue hypertrophiée »	Groupe 5 « ville centre assez importante, couronne développée »	Groupe 6 « couronne dominante »	
Étalement régulier							
Étalement marqué	4	0	3	2	2	1	12
Étalement modéré	1	5	4	1	1	1	13
Étalement faible	0	3	4	2	6	2	17
Autres schémas							
Banlieue en retrait	0	2	7	7	1	0	17
Banlieue dynamique	1	3	4	0	4	0	12
Autre cas (1)	1	0	0	1	0	0	2
Ensemble	7	13	22	13	14	4	73

1. La ville centre est plus dynamique que la banlieue et la couronne périurbaine, tout en affichant un taux d'évolution négatif (Hagondange-Briey en Lorraine) ou positif (Béthune dans le Nord - Pas-de-Calais). Globalement, entre 1990 et 1999, ces deux aires perdent de la population.

Source : recensement de 1999.

Tableau 8

Statut socio-spatial et type de développement en 1999*

Type de développement	Hiérarchie du statut socio-spatial				Ensemble
	Statut socio-spatial de la ville centre plus élevé	Statut socio-spatial de la banlieue plus élevé	Statut socio-spatial de la couronne plus élevé	Autres cas	
Étalement régulier					
Étalement marqué	3	5	2	2	12
Étalement modéré	7	3	2	1	13
Étalement faible	12	4	1	0	17
Autres schémas					
Banlieue en retrait	8	1	6	2	17
Banlieue dynamique	7	4	1	0	12
Autre cas (1)	0	0	1	1	2
Ensemble	37	17	13	6	73

1. La ville centre est plus dynamique que la banlieue et la couronne périurbaine, tout en affichant un taux d'évolution négatif (Hagondange-Briey en Lorraine) ou positif (Béthune dans le Nord - Pas-de-Calais). Globalement, entre 1990 et 1999, ces deux aires perdent de la population.

* Le statut socio-spatial repose sur des données du recensement de 1990 (cf. encadré 3).

Source : recensements de 1990 et 1999.

spatiale permettent de poser l'hypothèse que le développement urbain des aires urbaines procède par rééquilibrage quantitatif quand un espace est trop « plein ». Il y a probablement, dans la période récente, un retournement dans la redistribution des populations entre les différentes composantes qui forment la ville, un peu comme si les villes s'autorégulaient. Ce développement est aussi influencé par le statut socio-spatial des différentes composantes de l'aire urbaine, qui n'est ici qu'un indicateur résumant le jeu complexe de déterminants variés.

Ces hypothèses devront être confirmées par une analyse approfondie des migrations résidentielles

intra-urbaines. Elle devra intégrer, pour mieux éclairer le débat sur le devenir des villes, le comportement des différentes générations (jeunes adultes, seniors, etc.) et leur importance numérique. Il n'est pas en effet impensable que dans le type « banlieue en retrait », on se trouve face à un phénomène assez massif de décohabitation de jeunes adultes nés dans les années 70, ayant vécu avec leurs parents jusqu'au milieu des années 90, et n'ayant pas opté pour la banlieue lors de la décohabitation de chez les parents. À l'autre extrémité de la vie active, les choix résidentiels des jeunes retraités devront également être analysés. En définitive, si la ville fait les hommes, les hommes font aussi la ville. □

BIBLIOGRAPHIE

Insee (1999a), « Premier comptage national - RP 1999 », *Insee Première*, n° 663.

Insee (1999b), « La population des régions 1999 », *Insee Première*, n° 664.

Baccaïni B. (1997), « Modalités et causes de la croissance récente des communes périurbaines d'Île-de-France », *Population*, n° 2, mars-avril, pp. 291-325.

Baccaïni B., Pumain D., Rees P. et Kupiszewski M. (2000), « Migrations et urbanisation dans les pays européens », in *Données Urbaines 3*, pp. 351-361, Anthropos.

Baumont C. et Huriot J.-M. (1996), « La ville et ses représentations formelles », in *Penser la ville - Théories et modèles*, pp. 7-51, Anthropos.

Berroir S. (1996), « Densité de population et d'emploi dans les grandes villes françaises », in *Données Urbaines 1*, pp. 173-185, Anthropos.

Bessy-Pietri P. (2000), « Recensement de la population 1999. Les formes de la croissance urbaine », *Insee Première*, n° 701.

Bessy-Pietri P., Julien P. et Royer J.-F. (2000), « De nouveaux périmètres urbains pour la France de l'an 2000 », in *Données Urbaines 3*, pp. 9-17, Anthropos.

Bessy-Pietri P., Hilal M. et Schmitt B. (2000), « Recensement de la population 1999. Évolutions contrastées du rural », *Insee Première*, n° 726.

Chavouet J.-M. et Fanouillet J.-C. (2000), « Forte extension des villes entre 1990 et 1999 », *Insee Première*, n° 707.

Choffel P. (2000), « Les transformations des espaces urbains dans les années 90 : une périurbanisation au ralenti », *Regard sur l'actualité*, n° 260, avril, pp. 15-28.

Dubujet F. et Le Blanc D. (2000), « Accession à la propriété : le régime de croisière ? », *Insee Première*, n° 718.

Genay V. et Chataignon P. (1999), « Moins de disparités dans les évolutions de population », *Insee Limousin*, n° 15, pp. 8-13.

Godard P. (2000), « Réinventer la ville », *Regard sur l'actualité*, n° 260, avril, pp. 75-79.

Goffette-Nagot F., Péguy P.-Y. et Schmitt B. (2000), « L'étalement urbain », in *Économie géographique - Les théories à l'épreuve des faits*, pp. 241-276, Economica.

- Goffette-Nagot F., Thomas I. et Zénou Y. (2000),** « Structure urbaine et revenus des ménages », in *Économie géographique - Les théories à l'épreuve des faits*, pp. 277-302, Economica.
- Julien P. (2000),** « Recensement de la population 1999. Poursuite d'une urbanisation très localisée », *Insee Première*, n° 692.
- Julien P. (2000),** « Mesurer un univers urbain en expansion », *Économie et Statistique*, dans ce numéro.
- Le Jeannic T. (1997),** « Trente ans de périurbanisation : extension et dilution des villes », *Économie et Statistique*, n° 307, pp. 21-41.
- Le Jeannic T. (1996),** « Une nouvelle approche territoriale de la ville », *Économie et Statistique*, n° 294-295, pp. 25-45.
- Le Gléau J.-P., Pumain D. et Saint-Julien T. (1996),** « Villes d'Europe : à chaque pays sa définition », *Économie et Statistique*, n° 294-295, pp. 9-23.
- Lévy J. (2000),** « La ville en Europe : force d'une singularité », *Regard sur l'actualité*, n° 260, avril, pp. 3-14.
- Mansuy M. et Marpsat M. (1991),** « Les quartiers des grandes villes : contrastes sociaux en milieu urbain », *Économie et Statistique*, n° 245, pp. 33-43.
- Nicot B.-H. (1996),** « Une mesure de l'étalement urbain en France, 1982-90 », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n° 1, mars, pp. 71-98.
- Paulus F. et Pumain D. (2000),** « Trajectoires de villes dans le système urbain », in *Données Urbaines 3*, pp. 363-372, Anthropos.
- Pumain D. et Robic M.-C. (1996),** « Théoriser la ville », in *Penser la ville - Théories et modèles*, pp. 107-161, Anthropos.
- Pumain D. et Saint-Julien T. (1995),** *L'espace des villes, Atlas de France*, la documentation Française.
- Roncayolo M. (1985),** « Nouveau cycle ou fin de l'urbanisation ? » in *Histoire de la France urbaine*, tome 5, *La ville aujourd'hui*, Seuil, pp. 13-131.
- Tabard N. (1993a),** « Représentation socio-économique du territoire. Typologie des quartiers et communes selon la profession et l'activité économique de leurs habitants. France métropolitaine, recensement de 1990 », document de travail, n° F/9311, Insee.
- Tabard N. (1993b),** « Des quartiers pauvres aux banlieues aisées : une représentation sociale du territoire », *Économie et Statistique*, n° 270, pp. 5-22.



SUSTAINABILITY

EUROPEAN GOOD PRACTICE
INFORMATION SERVICE

Sponsor:
European Commission DGXI



Developed and Operated by EURONET Environment Planning and Development
and The International Council for Local Environmental Initiatives (ICLEI)

Rennes, France

La maîtrise de l'espace urbain



Résumé

La Ville de Rennes s'est illustrée depuis plus de vingt ans par une politique volontaire de planification visant à maîtriser le développement spatial de l'agglomération. Pour poursuivre ses efforts, un Projet Urbain a été adopté. Celui-ci repose sur une politique de maîtrise architecturale, basée sur une collaboration étroite avec des architectes-urbanistes, sur la reconquête des espaces naturels de la ville et sur l'accroissement du patrimoine vert. Chaque opération d'aménagement est conçue dans le souci d'intégrer au mieux les espaces verts afin que les habitants maintiennent le lien avec la nature. Une gestion différenciée du patrimoine vert a été mise au point afin d'optimiser leur traitement. Rennes attend avant tout reconquérir la ville sur la ville plutôt que de laisser l'urbanisation dévorer l'espace.

Objectifs

Renforcer le contrôle du processus d'expansion spatiale de la Ville par le biais d'une politique souple de planification. Veiller à la qualité architecturale de l'urbanisme et des constructions. Valoriser les espaces naturels en ville, les intégrer aux opérations d'urbanisme en amont, étendre leur superficie. En bref, améliorer les conditions de vie des habitants en leur offrant un cadre de vie de qualité.

État du projet


Nombreuses opérations d'urbanisme et d'aménagement des espaces verts en cours.

Contexte

Capitale historique de la Bretagne, située à mi-chemin entre les côtes bretonnes du nord et du sud, Rennes est une agglomération dynamique tant sur un plan démographique que sur un plan économique (taux de croissance soutenu depuis 20 ans). Le développement de l'agglomération s'appuie sur une université qui accueille plus de 50 000 étudiants, la technopole Rennes-Atalante et un tissu industriel de qualité. La ville joue d'autre part la carte de la qualité de vie et du tourisme culturel.

L'agglomération a pour caractéristique de posséder une longue tradition de planification, visant à encadrer fortement l'urbanisation du territoire mais aussi à préserver et gérer ses nombreux espaces verts. La politique de planification urbaine a permis à Rennes d'éviter l'étalement de la Ville, délimitée par une rocade et enserrée par une ceinture verte. L'objectif de Rennes aujourd'hui est de faire de la ville sur la ville, de prendre en compte et de réaménager l'existant, notamment dans les opérations

urbanisme et d'aménagement des espaces verts en cours. Pour ces opérations, la Ville a fait le choix politique fort d'améliorer les conditions de vie de ses habitants en leur proposant un cadre de vie harmonieux qui les lie à la nature.

Rennes, France Origine 4D Profil de la ville - Population : 205 865 (chiffre 99) ; agglomération : 245 065 - Surface : 50,39 km ²		Date du projet projet en cours depuis 1991 Activités environnementales schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme; protocole « environnement » ; charte Cité-vie
--	---	---

stratégie

En 1991, la Ville de Rennes a adopté un Projet Urbain ambitieux. Celui-ci planifie l'évolution de la ville sur 20-30 ans en assurant une cohérence d'ensemble aux projets à court, moyen et long terme. Le projet Urbain a également un objectif qualitatif qui va plus loin que la planification urbaine classique : créer une culture urbaine et architecturale à travers les opérations réalisées sur chaque secteur et offrir des espaces publics et naturels de qualité. Ce dispositif de planification s'inscrit dans les orientations du projet d'Agglomération adopté par le District (31 communes), conduit par l'Agence d'Urbanisme et possédant des objectifs similaires.

activités

Le Projet Urbain doit sa cohérence à la superposition de 3 trames : la composition urbaine, la ville verte : bleue et l'espace public et les déplacements urbains. Les opérations d'aménagement proposées doivent permettre de reconquérir les formes urbaines, notamment en valorisant les atouts naturels de la ville. Deux projets forts le structurent : le Nouvel Equipement Culturel (Musée de Bretagne, bibliothèque et centre scientifique) et le VAL (Véhicule Automatique Léger), moyen de transport collectif en site propre.

Une particularité de Rennes est qu'elle cherche à exercer sa maîtrise sur tout ce qui se construit. L'outil du Plan d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) a été particulièrement développé dans ce but (22 ZAC en 1998). La ville a renforcé le partenariat entre acteurs de l'aménagement urbain afin de maîtriser les coûts et d'obtenir une qualité environnementale et architecturale optimale. La Ville a ainsi recours à plusieurs architectes-urbanistes. La concertation avec les habitants sur l'aménagement des espaces extérieurs est fréquente. Le centre d'information sur l'urbanisme ouvert en 1994 constitue un lieu d'information, de formation et de débat pour les Rennais. La Ville privilégie dans la plupart de ses opérations d'aménagement le lien avec la nature avec la notion de « coeur d'îlot » qui consiste à aligner le bâti sur la rue et à aménager les espaces protégés à l'arrière.

Une autre caractéristique de Rennes est l'engagement dans la voie d'un entretien plus écologique de ses espaces verts. A sept catégories d'espaces classés selon leurs caractéristiques correspondent des techniques d'entretien adaptées qui définissent un « Code Qualité ». Celui-ci laisse une place plus ou moins grande à la végétation spontanée. Par exemple, des traitements légers sont appliqués aux espaces artistiques alors que les parcs de prestige font l'objet de pratiques d'entretien poussées. Le District de Rennes a repris cette démarche sous le nom de Code Vert dans le cadre du protocole d'accord signé avec l'Etat et plusieurs communes. Par ailleurs, la Ville aménage ses coulées bleues, ses rivières et ses canaux en réalisant des promenades, en assurant la continuité des chemins ou en construisant des passerelles.

partenaires

Le Projet Urbain a été élaboré avec tous les services de la ville en collaboration avec un bureau études. Il associe promoteurs, architectes-urbanistes et services de la ville. Les habitants sont également consultés sur les opérations d'urbanisme.

Financement et ressources utilisées

La politique d'aménagement et de gestion des espaces publics et du patrimoine vert mobilise un service municipal des Jardins fort de 376 agents et au sein duquel sont accueillis en moyenne 30 Contrats Emploi Solidarité par an. Compte tenu du budget limité de ce service, c'est la forte mécanisation des machines 70 puis la mise en place de la gestion différenciée des espaces verts dans les années 80 qui ont permis de faire face à l'augmentation forte du patrimoine vert. Aujourd'hui, le budget de fonctionnement du service des Jardins représente 6% du budget de la Ville.

Résultats et impacts

Un important travail de réhabilitation de l'habitat et des espaces publics a été entrepris sur les quartiers du Blosne et de Maurepas, sur lesquels ont été appliqués la notion de cœur d'îlot. Cette opération est aujourd'hui en voie d'achèvement. La ZAC des Longs Champs a fait l'objet d'un aménagement original ; le relief du site a été utilisé pour organiser un quartier autour de deux plans d'eau qui ont pour fonction l'agrément mais aussi la rétention des eaux de ruissellement. Les deux étangs ont été aménagés de façon très naturelle. La ZAC de Beauregard a quant à elle vocation à être une véritable ZAC verte. Le quartier a bénéficié d'une opération de préverdissement. Les chemins ont été préservés et renforcés afin qu'ils s'intègrent dans le plan d'aménagement de la ZAC. Enfin, le site des Prairies Saint-Martin constitue une véritable enclave verte de 10 hectares au cœur de la ville. Il permet aux écoliers et aux promeneurs de découvrir la faune et la flore et à la population de disposer de jardins familiaux. La méthode employée par Rennes pour maîtriser la qualité architecturale et l'intégration des espaces naturels en ont fait un « laboratoire de la ville ». La place accordée à l'architecture a permis de faire travailler nombre d'architectes de la région, de faire connaître de jeunes équipes d'architectes et d'engendrer un mouvement de création architecturale.

En agissant spécifiquement des espaces verts, leur surface a été accrue et est passée de 60 hectares en 1966 à 780 hectares en 1997. Ils augmentent au rythme de 5 hectares par an. Les espaces de nature représentent désormais 15% du territoire de l'agglomération, dont la préservation est inscrite dans le POS révisé en 1998. Le choix de la gestion différenciée a permis tout à la fois de développer une nature plus sauvage en ville, de limiter la pollution de l'eau et des sols, d'augmenter la biodiversité de la faune et de la flore tout en réduisant globalement les coûts.

Obstacles et conflits

Il conviendrait d'impliquer davantage les acteurs locaux dans la phase d'élaboration des documents de planification et les institutions exerçant à d'autres niveaux de compétence ainsi que d'informer et de sensibiliser l'opinion publique locale sur les enjeux majeurs.

Pour certains, l'absence de service environnement apparaît être un facteur de blocage pour la politique environnementale de Rennes.

La population a dû être informée et sensibilisée à la politique de gestion différenciée des espaces verts. Elle considérait au début comme du laisser-aller le fait de pratiquer un entretien léger de certains espaces. L'évolution des espaces existants a dû être expliquée à la population pour être acceptée. Les associations écologistes ont, par contre, soutenue cette politique.

Ce qu'il faut retenir

Rennes a su par le passé maintenir sa ville-centre dans un périmètre déterminé. Le Projet Urbain réaffirme cet objectif politique fort. Il ne s'agit pas de figer l'évolution de la Ville mais de lui permettre de se transformer en contrôlant l'expansion spatiale et la qualité des constructions réalisées. L'urbanisation est d'autre part conçue en articulation avec le respect et l'extension des espaces naturels en ville. Le Projet Urbain porte sur les vides plutôt que sur les pleins. Il a été conçu comme un « livre

ouvert » que chacun peut et doit faire évoluer. La politique de Rennes s'inscrit dans celle menée par le district qui se préoccupe de la qualité de la structure paysagère de l'agglomération, des réseaux de routes et des réseaux de vallée, de la valorisation des contrastes entre villes et espaces agricoles, de l'amélioration de la qualité des entrées de villes. Les deux démarches sont complémentaires.

Contact

Direction de l'Architecture, du Foncier et de l'Urbanisme
 Direction des Jardins
 Ville de Rennes
 B.P. 3126
 35 031 Rennes Cedex

téléphone : 33 02 99 28 55 55
 télécopie : 33 02 99 28 57 78

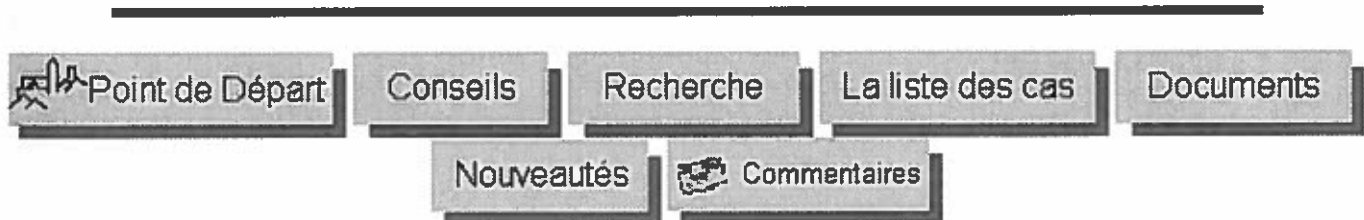
Travail réalisé à partir d'un rapport de synthèse de l'association 4d (Dossiers et Débats pour le Développement Durable) daté de mars 1996 : Les villes françaises et le développement durable. Rapport de synthèse, fiches de cas et fiches techniques. B. Duhamel, C. Emelianoff, L. Héland, C. Menneghin et J. P. Piéchaud. pp. 95-100

Cette étude de cas a été publiée dans l'ouvrage Planification urbaine et développement durable. Contribution des agences d'urbanisme. Habitat II. Sommet des villes. Istanbul, juin 1996. Fédération française des Agences d'Urbanisme. Ouvrage édité par la Fédération nationale des Agences d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise. pp. 137-141

Travail réalisé également à partir de la cassette vidéo « Quatre collectivités en quête de développement durable », réalisée par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Direction de la Nature et des Paysages en novembre 1997.

Remerciements

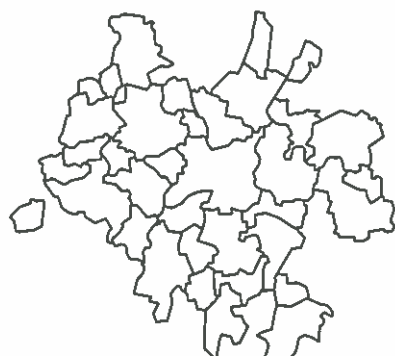
Le texte pour le résumé de ce projet a été constitué par l'association 4D (Dossiers et débats pour le développement durable), Paris - E-mail:association4d@globenet.org, 1999.



[\[Point de Départ\]](#) [\[Conseils\]](#) [\[Recherche\]](#) [\[La liste des cas\]](#) [\[Documents\]](#) [\[Nouveautés\]](#) [\[Commentaires\]](#)

© ICLEI, 1999. See [Impressum](#).

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION DE 1999



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE RENNES



N O T E 1
É D I T I O N R E V U E
P O P U L A T I O N

+ 1,24 % par an : une croissance soutenue

Solde naturel : 60 % de la croissance

Solde migratoire : 40 %

Avec près de 365 000 habitants en population «statistique» (ou «sans doubles comptes»), la communauté d'agglomération de Rennes a connu une forte progression : +1,24% l'an de 1990 à 1999. Chacun des secteurs a pris sa part dans cette croissance, de la ville de Rennes dont le rythme de croissance a été bien supérieur à celui des années précédentes, au secteur Sud qui a accueilli près de 11 000 habitants. Cette population «statistique» correspond à plus de 375 000 habitants en population «légale» (ou «avec doubles comptes»).

L'accroissement de population est dû pour 60% à l'excédent des naissances sur les décès, et donc pour 40% au solde migratoire.

La présente note est la première d'une série que proposera l'Agence au cours des prochains mois, en coédition avec la Direction Régionale de l'INSEE, afin de rendre compte de tous les aspects de la vie de l'agglomération que le recensement mettra en lumière.

S o m m a i r e

Population totale «statistique» de la communauté : une croissance accélérée	2
Répartition spatiale de la croissance : une évolution différenciée entre secteurs comme entre communes ; le secteur sud, «ruban bleu»	3
Répartition spatiale de la croissance : en présence d'une évolution naturelle similaire, les différences de croissance entre secteurs sont dues au solde migratoire	4
Pour en savoir plus ...	4
Tableau et cartes	encart



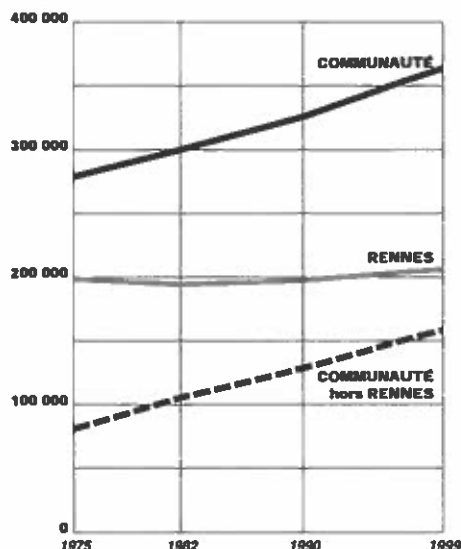


Population totale «statistique» de la communauté : une croissance accélérée

La population totale «statistique» de la communauté, c'est-à-dire la population sans doubles comptes, s'élève à 364 652 personnes¹, contre 326 311 lors du recensement de 1990: l'évolution moyenne annuelle est de +1,24 %. Ce rythme est très voisin de celui que laissent prévoir des estimations réalisées en décembre 1997 par l'Agence à partir des «estimations localisées de population» issues des travaux de l'I.N.S.E.E., soit +1,22%. Il est sensiblement supérieur à celui des périodes intercensitaires antérieures : +1,02% sur 1975-1982, +1,05% sur 1982-1990. Il est également supérieur à celui de l'hypothèse de base retenue pour l'élaboration du schéma directeur de 1994 : +1,17%². En poids relatif, la communauté d'agglomération représente en 1999 42,0% du département contre 40,9% en 1990.

En 24 ans, la part de la ville de Rennes dans la communauté est passée de 71,0% à 56,6%.

POPULATION SANS DOUBLES COMPTES



La population totale dite «légal» d'une commune comprend :

- la population municipale (ménages, habitations mobiles, collectivités)
- le total de la population des établissements, des «sans domicile fixe» rattachés à la commune, de divers éléments en provenance d'autres communes, ajoutés par l'I.N.S.E.E. : personnes résidant dans des collectivités (en particulier cité universitaire ou maison de retraite) et -innovation de 1999- étudiants recensés dans des logements d'autres communes, et ayant déclaré une résidence personnelle sur la commune.

La somme de la fraction de la population des établissements de la commune ayant déclaré une résidence personnelle dans une autre commune et de toutes les personnes ajoutées par l'I.N.S.E.E. constitue les «doubles comptes» de la commune (ils figurent en effet deux fois dans les populations totales légales de toutes les communes de France). A cause des doubles comptes, il n'est pas possible d'additionner des populations totales légales³.

La population totale «statistique» est la «population sans doubles comptes», obtenue en déduisant de la population totale l'ensemble des personnes classées dans les «doubles comptes» (voir ci-dessus) ; c'est la population de base des statistiques I.N.S.E.E. et donc celle qui est utilisée par les autres organismes. Cette population est additive, c'est-à-dire que la population d'un groupe de communes est la somme des populations des communes.

À TITRE DE COMPARAISON ...

Population sans doubles comptes	1990	1999	Var. absolue 1990-1999	Taux annuel 1990-1999
Comm. d'agglomération	326 311	364 652	+ 38 341	+ 1,24 %
Aire urbaine 1990	430 035	483 795	+ 53 760	+ 1,32 %
Zone d'emploi	521 668	579 498	+ 57 830	+ 1,17 %
Département	798 718	867 533	+ 68 815	+ 0,92 %
Région	2 795 638	2 906 197	+ 110 559	+ 0,43 %
France entière	58 074 215	60 186 184	+ 2 111 969	+ 0,40 %

¹ La présente note est rédigée à partir des chiffres de population issus des résultats du dénombrement des bulletins du recensement, annexés au décret d'authentification en date du 29 décembre 1999.

² Le schéma couvre la plus grande partie du territoire communautaire, mais non les neuf communes qui ont rejoint la Communauté d'agglomération

(alors District) depuis 1992. Le taux de +1,17% est le résultat de l'extrapolation au territoire entier des hypothèses démographiques du schéma.

³ En effet, un étudiant recensé à Rennes et ayant déclaré une résidence personnelle à Saint-Malo serait compté deux fois dans la population de l'Île-et-Vilaine.



Population totale «légale» de la communauté d'agglomération : une mesure des besoins en services collectifs

La somme des populations totales «légales» des 36 communes s'élève à 375 569 habitants⁴. Ce nombre n'est sans doute pas très différent de ce que donnerait le calcul d'une «population totale légale» de la communauté d'agglomération au 8 mars 1999, car les doubles comptes entre communes de la communauté d'agglomération⁵ sont sans doute très faibles.

Ce total est une bonne mesure de la population maximale susceptible d'être présente de façon stable (hors personnes en déplacement) sur le territoire communautaire, et donc de la population ayant l'usage des services collectifs (eau, transports, ...).

La définition de la population totale «légale» a été modifiée depuis 1990 ; il n'est donc pas possible de faire des comparaisons 1990-1999.

Répartition spatiale de la croissance : une évolution différenciée entre secteurs comme entre communes ; le secteur Sud, «rurban bleu»

La population de la ville de Rennes a crû de 8 693 personnes, tandis que celle de la communauté d'agglomération hors Rennes

augmentait de 28 897 personnes, soit une répartition d'à peu près un quart - trois quarts.

Population sans doubles comptes	1990	1999	Var. absolue 1990-1999	Taux annuel 1990-1999
RENNES	197 536	206 229	+ 8 693	+ 0,48 %
Communauté hors Rennes	128 775	158 423	+ 29 648	+ 2,33 %
COMMUNAUTÉ	326 311	364 652	+ 38 341	+ 1,24 %

La croissance de la population de Rennes s'est effectuée entre 1990 et 1999 à un rythme de +0,48%, supérieur à celui des périodes précédentes (+0,18% par an entre 1982 et 1990, après une diminution entre 1975 et

1982).

La communauté hors Rennes affiche un rythme annuel moyen de +2,33%, légèrement inférieur à celui de la période 1982-90 (+2,52%).

Population sans doubles comptes	1990	1999	Var. absolue 1990-1999	Taux annuel 1990-1999
SUD	30 415	41 215	+ 10 800	+ 3,43 %
SUD-EST	14 944	18 098	+ 3 154	+ 2,15 %
EST	27 543	32 474	+ 4 931	+ 1,85 %
NORD	15 228	19 118	+ 3 890	+ 2,56 %
NORD-OUEST	20 096	25 219	+ 5 123	+ 2,55 %
OUEST	20 549	22 299	+ 1 750	+ 0,91 %

La répartition entre secteurs montre une assez grande diversité autour de ce taux moyen de +2,33%. Le secteur Sud, «tiré» par Bruz, connaît la plus forte progression, tandis que l'Ouest progresse à un rythme inférieur à la moitié du taux moyen des communes périphériques.

En conservant la même référence, on peut constater que :

10 communes se trouvent entre le taux moyen et le double de celui-ci : Brécé, La

Chapelle des Fougeretz, Cintré, Noyal Châtillon sur Seiche, Pacé, Saint Erblon, Saint Grégoire, Thorigné Fouillard, Vern sur Seiche et Vezin le Coquet ;

2 communes dépassent le double du taux moyen : Pont Péan et surtout Bruz⁶.

A l'inverse, 2 communes progressent de moins de la moitié du taux moyen de la communauté hors Rennes, et 2 communes enregistrent une (assez faible) diminution de leur population.

⁴ Rappel : en toute rigueur cette somme ne devrait pas être faite — voir encadré page 2 et note 3.

⁵ Comme par exemple un lycéen de Brécé interne à Rennes. Compté deux fois dans la somme des populations légales (à Brécé dans la population municipale, à Rennes dans la population comptée à part), il ne compterait qu'une fois

si une population «légale» était établie pour la communauté (en population municipale).

⁶ Bruz serait la deuxième commune de France pour la croissance intercensitaire, derrière une commune du Var, Plan d'Aups, 361 habitants en 1990, 762 en 1999 (d'après Le courrier des maires, septembre 1999).



Rappel des estimations antérieures : des résultats contrastés

L'I.N.S.E.E. avait publié en 1996 des «estimations localisées de population» pour les départements, les arrondissements et les zones d'emploi. Ces estimations étaient fondées sur le calcul de la croissance démographique de la France entière, et sur l'observation, dans les départements, des statistiques de l'état civil et de l'évolution des nombres de ménages assujettis à la taxe d'habitation et de compteurs d'électricité, ainsi que des tendances intercensitaires précédentes en matière de solde migratoire.

Sur cette base, l'Agence avait construit une estimation pour la communauté d'agglomération: 346 500 habitants au 01/01/95, soit +1,22% l'an ; le résultat «vrai» du recensement : +1,24% montre que la méthode d'estimation, dite «ELP», était fiable.

La «méthode» d'approche de la population de la communauté d'agglomération hors Rennes par la somme des résultats⁷ des recensements complémentaires donne une population de 158 676 habitants en fin 1998 ; cependant si ce total est assez proche du résultat du recensement général : 158 423 habitants au 8 mars 1999, la lecture des résultats communaux montre des divergences fortes dans les deux sens, dépassant parfois 10% : il est donc prouvé (une fois de plus) que la population communale lors d'un recensement complémentaire n'est pas un bon indicateur de ce que la commune compte réellement d'habitants.

Répartition spatiale de la croissance : en présence d'une évolution naturelle similaire, les différences de croissance entre secteurs sont dues au solde migratoire.

L'évolution «naturelle» de la population d'une commune est obtenue à partir du relevé des naissances et des décès «domiciliés».

Par différence entre la variation de la population observée entre deux recensements et l'évolution naturelle, il est possible de calculer le solde apparent des arrivées et des départs de population, couramment appelé «solde migratoire».

Sur le territoire de la communauté, solde naturel et solde migratoire sont tous deux positifs : respectivement +23 458 et +14 883 personnes ; la croissance de la population provient donc pour environ 60% de l'excédent naturel et donc pour 40% du solde migratoire. Pour la ville de Rennes, le solde migratoire est négatif, les départs dépassant les arrivées de 5 182 personnes ; l'accroissement de la population de la ville est ainsi assuré par l'excédent naturel : +13 875.

Pour les communes de la communauté hors Rennes, les naissances l'emportent toujours sur les décès et les arrivées sur les départs, les deux soldes sont positifs ; la répartition de la croissance de la population de la communauté hors Rennes s'établit à environ un tiers pour l'excédent naturel : +9 583 et deux tiers pour le solde migratoire : +19 746.

Si l'on répartit le taux de croissance annuel moyen à proportion de la part que représente

chacun des deux soldes, on obtient un «taux de variation annuel expliqué par l'excédent naturel» et un «taux de variation annuel expliqué par le solde migratoire». Le détail de cette répartition dans les différents secteurs de la communauté hors Rennes met en évidence le poids du solde migratoire dans la croissance globale ; le taux «naturel» varie assez peu d'un secteur à l'autre : de +0,62% à +0,92%, tandis que le taux «migratoire» connaît une forte dispersion : de +0,18% à l'Ouest⁸ jusqu'à +2,60% au Sud.

Au total, ces résultats justifient la présentation de la ville de Rennes comme «pompe aspirante et refoulante». Les naissances y sont aussi nombreuses qu'en périphérie, les départs dépassent nettement les arrivées : pour une bonne part, probablement, les naissances à Rennes surviennent au sein de jeunes ménages qui s'établissent ensuite en périphérie pour nombre d'entre eux.

Note rédigée par Jacques DARLOT (AUDIAR).

Pour en savoir plus ...

Agence d'Urbanisme et de Développement
Intercommunal de l'Agglomération Rennaise
39 rue Capitaine Maignan - CS 46911
35069 RENNES Cedex Tél. 02 99 01 86 40

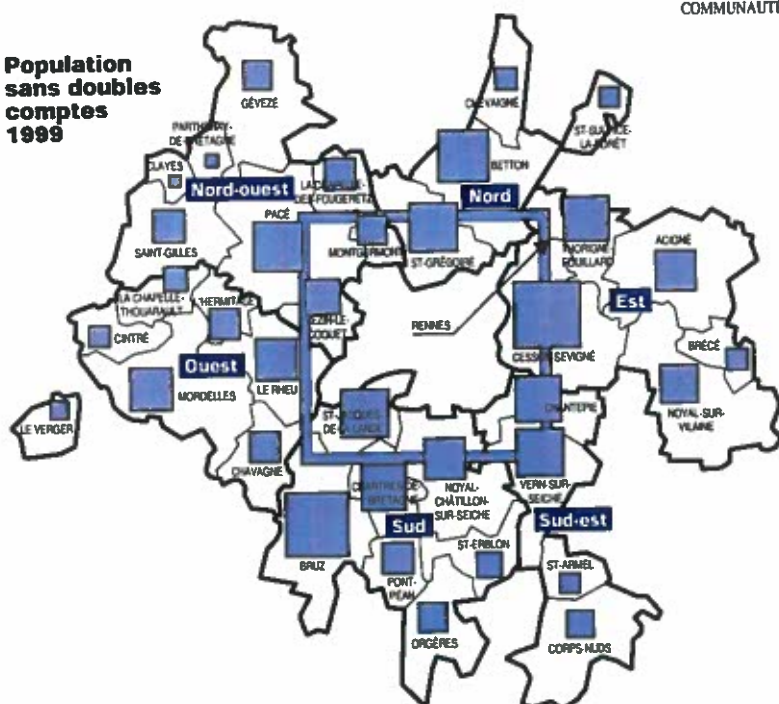
Institut National de la Statistique et des
Etudes Économiques Bretagne
36 place du Colombier - CS 94439
35044 RENNES Cedex Tél. 02 99 29 33 66

⁷ Il s'agit en fait des estimations réalisées par l'Agence des populations sans doubles comptes des communes à partir des nouvelles populations totales légales issues des recensements complémentaires.

⁸ Il y a là une «exception de l'Ouest» dont l'analyse devra être affinée, en particulier au vu des résultats concernant les ménages et les logements.



Population
sans doubles
comptes
1999



COMMUNE	POPULATION SANS DOUBLES COMPTES				Caractéristiques des variations de la population 1990-99			
	1975	1982	1990	1999	Taux de var. annuel	Variation absolue	Solde naturel	Solde migrat.
001 Acigné	2 319	3 554	4 361	5 246	+2,07%	+885	+418	+467
024 Betton	4 870	5 907	7 013	8 547	+2,22%	+1 534	+563	+971
039 Brécé	630	835	1 128	1 561	+3,67%	+433	+143	+290
047 Bruz	7 281	7 856	8 114	13 207	+5,56%	+5 093	+789	+4 304
051 Cesson-Sévigné	6 424	10 451	12 708	14 344	+1,35%	+1 636	+481	+1 155
055 Chantepie	2 651	3 677	5 898	6 793	+1,58%	+895	+220	+675
059 Chapelle-des-Fougeretz (la)	1 077	1 791	2 513	3 306	+3,09%	+793	+327	+466
065 Chapelle-Thouarault (la)	792	1 566	1 975	1 915	-0,34%	-60	+130	-190
066 Chartres-de-Bretagne	3 100	4 869	5 543	6 467	+1,73%	+924	+349	+575
076 Chavagne	1 667	2 244	2 844	3 091	+0,93%	+247	+195	+52
079 Chevaigné	773	972	1 335	1 620	+2,17%	+285	+188	+97
080 Cintré	857	1 069	1 170	1 467	+2,54%	+297	+89	+208
081 Clayes	256	403	401	459	+1,51%	+58	+42	+16
088 Corps-Nuds	1 515	1 692	2 154	2 458	+1,48%	+304	+131	+173
120 Gézéze	1 650	1 983	2 434	2 759	+1,40%	+325	+193	+132
131 Hermitage (l')	2 261	3 039	3 256	3 093	-0,57%	-163	+145	-308
189 Montgermont	1 099	1 976	2 395	2 758	+1,58%	+363	+222	+141
196 Mordelles	3 869	5 149	5 362	5 901	+1,07%	+539	+284	+255
206 Noyal-Châtillon-sur-Seiche	2 954	3 168	4 313	5 635	+3,01%	+1 322	+363	+959
207 Noyal-sur-Vilaine	2 952	3 833	4 089	4 698	+1,55%	+609	+239	+370
208 Orgères	1 708	2 175	2 537	2 881	+1,42%	+344	+182	+162
210 Pacé	3 687	4 943	5 548	7 885	+3,98%	+2 337	+428	+1 909
216 Parthenay-de-Bretagne	311	391	478	563	+1,83%	+85	+23	+62
238 RENNES	198 305	194 656	197 536	206 229	+0,48%	+8 693	+13 875	-5 182
240 Rhu (le)	3 869	4 276	5 027	5 733	+1,47%	+706	+470	+236
250 Saint-Armel	809	1 003	1 290	1 393	+0,86%	+103	+119	-16
266 Saint-Erblon	1 108	1 233	1 708	2 230	+3,01%	+522	+165	+357
275 Saint-Gilles	1 916	2 808	3 059	3 463	+1,39%	+404	+106	+298
278 Saint-Grégoire	2 461	3 856	5 816	7 644	+3,08%	+1 828	+504	+1 324
281 Saint-Jacques-de-la-Lande	6 881	6 324	6 189	7 582	+2,28%	+1 393	+503	+890
315 Saint-Sulpice-la-Forêt	509	731	1 064	1 307	+2,31%	+243	+140	+103
334 Thorigné-Fouillard	2 048	3 591	5 257	6 625	+2,60%	+1 368	+509	+859
351 Verger (le)	653	722	915	1 099	+2,06%	+184	+85	+99
352 Verr-sur-Seiche	2 638	3 116	5 602	7 454	+3,22%	+1 852	+433	+1 419
353 Vezin-le-Coquet	2 207	2 731	3 268	4 026	+2,34%	+758	+145	+613
363 Pont-Péan	1 287	1 570	2 011	3 213	+5,34%	+1 202	+260	+942
Communauté hors Rennes	77 057	100 634	122 794	151 691	+2,33%	+29 648	+9 583	+20 065
COMMUNAUTÉ	279 394	300 160	326 311	364 652	+1,24%	+38 341	+23 458	+14 883